Agriculture and Agri-Food Canada
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Market and Industry Services Branch
Direction générale des services à l'industrie et aux marchés

Exportations de volailles

"Possibilités de marchés et réalités"

Agricultural Industry Services Directorate
Animal Industry Division
Poultry Section

Direction des services à l'industrie agricole
Division de l'industrie animale
Section de la volaille

Canada

Préparé par :

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Direction générale des services à l'industrie et aux marchés
Direction des services à l'industrie agricole
Division de l'industrie animale
Section de la volaille

2200, chemin Walkley
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5

Site Web : www.agr.ca/misb/aisd/poultry/

Courier électronique : poultrymi@em.agr.ca

January 1999

Table des matières

Remerciements 4

Partie I : Marchés et possibilités

Préface 5

Canada 7

États-Unis 18

Brésil 34

Mexique 46

Fédération de Russie 57

Hong Kong 68

Chine 81

Corée du Sud 95

Pologne 108

Bulgarie 123

Japon 129

Chili 137

Afrique du Sud 145

Partie II : Programmes d'exportation

Préface 155

Canada 156

États-Unis 159

Brésil 162

Mexique 166

Hong Kong 167

Chine 168

Corée du Sud 170

Japon 172

Pays-Bas 174

France 175

Afrique du Sud 177

REMERCIEMENTS

L'information contenue dans ce document a été recueillie principalement auprès des Services du commerce extérieur agricole (Foreign Agriculture Trade Services) du Département de l'Agriculture des États-Unis. D'autres intervenants et collaborateurs des ambassades et des consulats canadiens ainsi que d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ont également validé et mis à jour cette information; dans le cas d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, il s'agit plus précisément de la Division de la politique du commerce international, de la Direction générale du commerce international et de la Division de l'industrie animalière (Section de la volaille).

Des données ont également été recueillies auprès des organismes suivants ou fournis par eux : Agence canadienne d'inspection des aliments, Statistique Canada, Chicken Farmers of Canada, Conseil canadien des transformateurs d'oeufs et de volailles, Association canadienne des transformateurs de volailles, Département de l'Agriculture des États-Unis et Foreign Agriculture Organization (base de données).

C'est Agriculture et Agroalimentaire Canada (Division de l'industrie animalière - DIA, Section de la volaille) qui a coordonné et réalisé la rédaction d'un document de ce type pour aider l'industrie canadienne de la volaille à évaluer sa position et sa compétitivité et à mettre ainsi en valeur les possibilités de développement des marchés d'exportation. Les demandes de renseignements, les commentaires ou les questions sur le contenu de ce document doivent être adressés à M. Dave McGonegal, directeur adjoint, DIA; adresse : 2200, chemin Walkley, Ottawa, Ontario, K1A 0C5; téléphone : (613) 759-6284; télécopieur : (613) 759-6313.

PARTIE I : Marchés et possibilités

Préface

Exporter a une importance cruciale pour la vitalité économique d'un pays. L'augmentation des exportations signifie une croissance des activités commerciales, qui entraîne la création d'emplois. Pourtant, un faible pourcentage d'exportateurs potentiels tirent profit de ces possibilités. Les années 1990 ont été marquées par l'apparition d'une nouvelle ère du commerce mondial. La chute du communisme en Europe de l'Est, les négociations commerciales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont provoqué l'ouverture de nombreux marchés au profit des exportateurs existants et potentiels dans le domaine alimentaire.

On prévoit que d'ici trois à cinq ans la croissance des revenus et de la population à l'échelle mondiale se traduira par une augmentation du besoin de viande. L'augmentation de la consommation de boeuf, de porc, de volaille et d'autres viandes provoquera également des changements structurels dans chacun de ces secteurs individuels. Les préférences alimentaires des consommateurs auront également un effet sur le volume et le type de consommation de viande. Les consommateurs à l'échelle mondiale ont déjà montré que la volaille était leur viande préférée. La production de volaille a augmenté dans la plupart des pays comme le Canada, les États-Unis, l'Asie et l'Amérique latine à un taux de 5 à 10 p. 100 par année et elle devrait continuer à croître. De plus, le rythme des affaires internationales change rapidement. La conjoncture actuelle sur le marché de l'exportation soulève des défis accrus, tout en ouvrant de nouvelles possibilités et en intensifiant la concurrence.

Le commerce mondial des produits de la volaille et des oeufs a été particulièrement florissant, les exportations ayant doublé entre 1990 et 1995. Le commerce mondial continue à croître : l'augmentation a été de 5 p. 100 entre 1996 et 1997, ce qui représente environ 10 p. 100 de la production mondiale, avec une nouvelle augmentation de 4,8 p. 100 prévue pour 1998, ce qui lui fera atteindre 5,4 millions de tonnes. L'industrie canadienne de la volaille traverse une période de profonde transformation. Les efforts de l'industrie dans le domaine de la recherche et le sérieux des processus de planification stratégique actuellement en cours d'élaboration dans le domaine de la mise en marché à l'exportation témoignent de l'engagement de l'industrie de bâtir l'avenir. La plupart des offices provinciaux de commercialisation du poulet ont analysé les enjeux à l'exportation et élaboré des politiques en la matière. Jusqu'ici, les produits de la volaille et des oeufs n'ont pas représenté un fort pourcentage des exportations canadiennes; toutefois, les exportations de ces produits sont passées de 9,5 millions de kg (24 millions de dollars), en 1989, à plus de 68 millions de kg (105,8 millions de dollars) en 1997. L'avenir et les nombreux défis qu'il convient de relever pour survivre et croître font l'objet de débats parmi les chefs de file de l'industrie canadienne de la volaille.

Pour continuer à croître avec la demande mondiale, *il importe donc que l'industrie canadienne de la volaille envisage la situation d'un point de vue mondial*. Elle doit prendre le temps et déployer les efforts nécessaires pour recenser les débouchés qui se présentent à l'échelle mondiale.

En exportant, notre secteur canadien de la volaille pourrait accroître ses marges de profit. D'autres secteurs canadiens de la viande ont conçu un plan d'action pour résoudre le problème des exportations. Le secteur canadien de la volaille ne fait que commencer à se pencher sur cet enjeu.

Canada

Information de base

Superficie:	9 220 970 km2
Population:	28 820 671 (1996)
PIB Total:	CND $820 Milliards (1997)
Capitale:	Ottawa
Premier ministre:	Jean Chrétien
Ministre de l'Agriculture:	Lyle Vanclief

Commerce Agroalimentaire Canada-Canada.

($ Milliard Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**20.057**	**22.305**
Importations agroalimentaires totales:	**13.241**	**14.896**
Balance commerciale	**6.816**	**7.409**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Milliard Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**20.057**	**22.305**
Blé, non-dur	3.676	4.121
Bovins, vivants, sauf de race pûre	1.388	1.325
Graines de canola	1.035	1.262
Blé, dur	0.978	1.234
Orge	0.786	0.652

Canada

Information de base

Superficie:	9 220 970 km2
Population:	28 820 671 (1996)
PIB Total:	CND $820 Milliards (1997)
Capitale:	Ottawa
Premier ministre:	Jean Chrétien
Ministre de l'Agriculture:	Lyle Vanclief

Commerce Agroalimentaire Canada-Canada.

($ Milliard Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**20.057**	**22.305**
Importations agroalimentaires totales:	**13.241**	**14.896**
Balance commerciale	**6.816**	**7.409**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Milliard Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**20.057**	**22.305**
Blé, non-dur	3.676	4.121
Bovins, vivants, sauf de race pûre	1.388	1.325
Graines de canola	1.035	1.262
Blé, dur	0.978	1.234
Orge	0.786	0.652

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Milliard Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**13.241**	**14.896**
Café, non torréfié, non décaféiné	0.393	0.518
Préparations alimentaire	0.355	0.463
Vins de raisins	0.420	0.458
Canne à sucre	0.435	0.383
Viande de boeuf, fraîche	0.334	0.317

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Milliard Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**248.441**	**258.418**
Véhicules à pistons alternatifs, > 3000 cm3	28.044	26.836
Bois d'oeuvres, de conifères	10.521	12.089
Huiles brutes de petrole	8.996	10.594
Camions à pistons alternatifs, < 5 tonnes	8.522	8.036
Papier journal, en rouleaux ou feuilles	8.315	7.679

PROFIL DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle et perspectives

En 1998, la production canadienne de volailles devrait avoir atteint 955 000 tonnes, soit une hausse de 4-5 % par rapport au niveau record de 916 000 tonnes enregistré en 1997, hausse principalement attribuable à la production de poulet. Les perspectives pour 1999 laissent entrevoir que la production totale de chair de volaille croîtra d'environ 3 % pour passer à 986 000 tonnes, grâce à la croissance de la demande intérieure de poulet.

Les Producteurs de poulet du Canada ont conclu le 7 juin 1998 une nouvelle entente sur l'allocation des contingents entre les dix provinces. C'est la première fois depuis 1990 que l'ensemble des dix provinces productrices de poulet signent un plan national d'allocation.

Le ministre fédéral de l'Agriculture et ses homologues provinciaux se sont engagés à réviser les ententes fédérales-provinciales établissant les offices nationaux de commercialisation du poulet et des oeufs. Cette révision a pour but d'assouplir les ententes et de permettre aux offices de mieux s'adapter à l'évolution des marchés intérieurs et internationaux. La date visée pour la mise en oeuvre des nouvelles ententes est le 31 décembre 1999. Il est à prévoir que les offices de commercialisation des oeufs et du poulet, dans les provinces des Prairies, vont réclamer une plus grande part de la production nationale pour profiter de l'avantage offert par leurs sources de grain bon marché et pour développer des secteurs à valeur ajoutée.

Le ralentissement de l'économie et la crise financière en Asie et en Russie se sont répercutés sur les exportations canadiennes de volaille vers ces régions. Cuba est le principal marché d'exportation du poulet canadien; les exportations vers cette île, où les Canadiens vont en grand nombre passer des vacances d'hiver, augmentent d'année en année. Quant aux importations canadiennes de chair de volaille, d'oeufs (produits) et d'oeufs d'incubation de poulets de chair, elles viennent presque uniquement des États-Unis.

L'Office canadien de commercialisation du dindon et les transformateurs de dindon ont mis en oeuvre une campagne nationale dynamique de publicité dans le but de stimuler la consommation de dinde au Canada. À partir de janvier 1999, des messages publicitaires, diffusés à la radio et à la télévision, chercheront à convaincre les consommateurs d'acheter plus de dinde et plus de produits de dinde. L'industrie espère voir la consommation annuelle de dindon passer de 2 à 6,3 kg par personne d'ici à cinq ans. Toute hausse ultérieure de la consommation canadienne pourrait améliorer les débouchés pour les importations américaines de produits de dinde prêts à consommer.

2. La production

En raison de l'augmentation de la production de poulet, la production canadienne totale de volailles devrait, en 1998, dépasser de 4-5 % au niveau record établi en 1997. La production de

dinde devrait fléchir légèrement avant de se redresser en 1999 quand les producteurs de dinde canadiens lanceront leur campagne de publicité de 1,5 million de dollars pour accroître la consommation intérieure. En 1999, la production totale de volailles devrait progresser d'au moins 3 % par rapport au niveau prévu pour 1998, grâce à la croissance moyenne de la production de poulet et de dinde.

Poulet

Pour répondre à la demande croissante de poulet sur le marché intérieur, les éleveurs canadiens ont fortement augmenté leur production durant 1998. La production totale des sept premiers mois de 1998 a grimpé de presque 4,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours des derniers mois de l'année cependant, les producteurs ont été invités à modérer le rythme de leur expansion à cause de l'accumulation excessive des stocks; néanmoins, on estime à environ 5-5,5 % l'augmentation de la production par rapport à 1997. Pour 1999, une autre augmentation d'au moins 3 % comparativement aux niveaux de 1998 est en perspective, étant donné le renforcement de la place concurrentielle du poulet dans le régime carné total des Canadiens.

Production de poulet (en tonnes, poids éviscéré)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998(p)	1999(f)
555 133	559 522	562 683	601 854	685 109	685 894	713 515	747 893	793 700	815 000

p : chiffres préliminaires d'AAC
f : prévisions de l'USDA
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Dinde

La production canadienne totale de chair de dinde, en 1998, devrait avoir fléchi d'environ 2 % par rapport à l'année d'avant, conformément à la cible que l'Office canadien de commercialisation des dindons (OCCD) avait fixée à la production dans l'optique de résorber les stocks de produits de dinde surgelés. L'OCCD mise sur sa grande campagne de publicité qui aura lieu en 1999 pour stimuler la demande, ce qui lui permettrait d'écouler une partie des stocks et d'augmenter la production annuelle de viande de dinde d'environ 3 %.

Production de dinde (en milliers de tonnes, poids éviscéré)

1974	1984	1989	1993	1994	1995	1996	1997(p)	1998(p)	1999(f)
102,5	95,7	119,4	127,1	132,4	141,5	146,3	141,6	138,6	144,0

p : données préliminaires de 1997 établies par l'Office canadien de commercialisation des dindons
p : données préliminaires de 1998 établies par AAC
f : prévisions de l'USDA
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Statistique Canada et l'Office canadien de commercialisation des dindons

dinde devrait fléchir légèrement avant de se redresser en 1999 quand les producteurs de dinde canadiens lanceront leur campagne de publicité de 1,5 million de dollars pour accroître la consommation intérieure. En 1999, la production totale de volailles devrait progresser d'au moins 3 % par rapport au niveau prévu pour 1998, grâce à la croissance moyenne de la production de poulet et de dinde.

Poulet

Pour répondre à la demande croissante de poulet sur le marché intérieur, les éleveurs canadiens ont fortement augmenté leur production durant 1998. La production totale des sept premiers mois de 1998 a grimpé de presque 4,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours des derniers mois de l'année cependant, les producteurs ont été invités à modérer le rythme de leur expansion à cause de l'accumulation excessive des stocks; néanmoins, on estime à environ 5-5,5 % l'augmentation de la production par rapport à 1997. Pour 1999, une autre augmentation d'au moins 3 % comparativement aux niveaux de 1998 est en perspective, étant donné le renforcement de la place concurrentielle du poulet dans le régime carné total des Canadiens.

Production de poulet (en tonnes, poids éviscéré)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998(p)	1999(f)
555 133	559 522	562 683	601 854	685 109	685 894	713 515	747 893	793 700	815 000

p : chiffres préliminaires d'AAC
f : prévisions de l'USDA
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Dinde

La production canadienne totale de chair de dinde, en 1998, devrait avoir fléchi d'environ 2 % par rapport à l'année d'avant, conformément à la cible que l'Office canadien de commercialisation des dindons (OCCD) avait fixée à la production dans l'optique de résorber les stocks de produits de dinde surgelés. L'OCCD mise sur sa grande campagne de publicité qui aura lieu en 1999 pour stimuler la demande, ce qui lui permettrait d'écouler une partie des stocks et d'augmenter la production annuelle de viande de dinde d'environ 3 %.

Production de dinde (en milliers de tonnes, poids éviscéré)

1974	1984	1989	1993	1994	1995	1996	1997(p)	1998(p)	1999(f)
102,5	95,7	119,4	127,1	132,4	141,5	146,3	141,6	138,6	144,0

p : données préliminaires de 1997 établies par l'Office canadien de commercialisation des dindons
p : données préliminaires de 1998 établies par AAC
f : prévisions de l'USDA
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Statistique Canada et l'Office canadien de commercialisation des dindons

Production de canard (milliers de tonnes, poids éviscéré)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
5 202	5 148	5 518	5 908	6 216	6 530	6 952	6 950

Source : Base de données de la FAO

3. Consommation

La volaille continue de se tailler une part croissante de la consommation totale de viande au Canada. En 1997, la consommation cumulée de toutes les volailles (poulet, dinde et poule à bouillir) a représenté 35,2 % de la consommation de viande totale des Canadiens, soit une augmentation de 6,3 % depuis 1994. L'augmentation de la consommation de poulet, qui représentait 28,2 % de la consommation totale de viande en 1997, illustre la préférence grandissante du consommateur canadien pour la volaille. Étant donné l'augmentation prévue de l'offre de volaille pendant l'année en cours, il se pourrait que la consommation de volaille par personne au Canada égale ou dépasse la consommation apparente de boeuf et de veau qui a été traditionnellement la viande de choix du consommateur canadien.

Consommation de viande par personne au Canada (en kg)

	1994	1995	1996	1997
poulet	24,8	24,6	24,6	25,2
poule à bouillir	1,4	1,4	1,7	2,0
dinde	4,4	4,3	4,1	4,2
boeuf et veau	32,7	32,8	32,4	32,0
porc	28,2	27,5	27,5	25,2
agneau et mouton	0,8	0,8	0,8	0,7
total - viandes	92,3	91,4	89,3	89,3
volailles (%)	33,1	33,2	34,0	35,2
poulet (%)	26,9	26,9	27,5	28,2

Source : Statistique Canada

4. Exportations

Poulet

Les exportations canadiennes de poulet ont atteint un niveau record en 1997, grâce à la politique d'exportation appliquée par l'industrie (sous la direction des offices provinciaux de commercialisation et la supervision des Producteurs de poulet du Canada).

Exportations de poulet (en milliers de kg)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 088	4 644	949	1 414	12 636	33 445	33 292	43 764

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Exportations de poulet (en milliers de $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 706	5 534	2 468	4 090	11 026	30 963	34 055	63 677

Source : Base de données de la FAO

Dinde

Les exportations canadiennes de dinde, principalement des morceaux et des abats comestibles, ont nettement augmenté ces dernières années parce que les exportateurs canadiens ont développé des marchés pour les morceaux de dinde surgelés de bas de gamme qui sont excédentaires sur le marché intérieur. Les destinations des exportations canadiennes de dinde sont les mêmes que celles du poulet, à savoir Hong Kong, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. De janvier à juin 1998, les exportations ont fléchi par rapport à la période correspondante de 1997 à cause de la contraction de la demande sur les marchés touchés par la crise. En conséquence, en 1998, le Canada devrait voir ses exportations totales de dinde accuser un recul d'environ 10 % par rapport à 1997 et les chances de remontée sont peu probables en 1999 à moins d'une amélioration des perspectives économiques en Asie et en Russie.

Exportations de dinde (poids éviscéré - en milliers de kg)

Année	Carcasse	Morceaux	Cuisinés	Autres	Total
1984	178	486	17	97	777
1989	186	3 870	6	1 369	5 431
1990	244	3 832	1	1 226	5 303
1993	259	8 435	0	237	8 931

Production de canard (milliers de tonnes, poids éviscéré)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
5 202	5 148	5 518	5 908	6 216	6 530	6 952	6 950

Source : Base de données de la FAO

3. Consommation

La volaille continue de se tailler une part croissante de la consommation totale de viande au Canada. En 1997, la consommation cumulée de toutes les volailles (poulet, dinde et poule à bouillir) a représenté 35,2 % de la consommation de viande totale des Canadiens, soit une augmentation de 6,3 % depuis 1994. L'augmentation de la consommation de poulet, qui représentait 28,2 % de la consommation totale de viande en 1997, illustre la préférence grandissante du consommateur canadien pour la volaille. Étant donné l'augmentation prévue de l'offre de volaille pendant l'année en cours, il se pourrait que la consommation de volaille par personne au Canada égale ou dépasse la consommation apparente de boeuf et de veau qui a été traditionnellement la viande de choix du consommateur canadien.

Consommation de viande par personne au Canada (en kg)

	1994	1995	1996	1997
poulet	24,8	24,6	24,6	25,2
poule à bouillir	1,4	1,4	1,7	2,0
dinde	4,4	4,3	4,1	4,2
boeuf et veau	32,7	32,8	32,4	32,0
porc	28,2	27,5	27,5	25,2
agneau et mouton	0,8	0,8	0,8	0,7
total - viandes	92,3	91,4	89,3	89,3
volailles (%)	33,1	33,2	34,0	35,2
poulet (%)	26,9	26,9	27,5	28,2

Source : Statistique Canada

4. Exportations

Poulet

Les exportations canadiennes de poulet ont atteint un niveau record en 1997, grâce à la politique d'exportation appliquée par l'industrie (sous la direction des offices provinciaux de commercialisation et la supervision des Producteurs de poulet du Canada).

Exportations de poulet (en milliers de kg)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 088	4 644	949	1 414	12 636	33 445	33 292	43 764

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Exportations de poulet (en milliers de $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 706	5 534	2 468	4 090	11 026	30 963	34 055	63 677

Source : Base de données de la FAO

Dinde

Les exportations canadiennes de dinde, principalement des morceaux et des abats comestibles, ont nettement augmenté ces dernières années parce que les exportateurs canadiens ont développé des marchés pour les morceaux de dinde surgelés de bas de gamme qui sont excédentaires sur le marché intérieur. Les destinations des exportations canadiennes de dinde sont les mêmes que celles du poulet, à savoir Hong Kong, la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud. De janvier à juin 1998, les exportations ont fléchi par rapport à la période correspondante de 1997 à cause de la contraction de la demande sur les marchés touchés par la crise. En conséquence, en 1998, le Canada devrait voir ses exportations totales de dinde accuser un recul d'environ 10 % par rapport à 1997 et les chances de remontée sont peu probables en 1999 à moins d'une amélioration des perspectives économiques en Asie et en Russie.

Exportations de dinde (poids éviscéré - en milliers de kg)

Année	Carcasse	Morceaux	Cuisinés	Autres	Total
1984	178	486	17	97	777
1989	186	3 870	6	1 369	5 431
1990	244	3 832	1	1 226	5 303
1993	259	8 435	0	237	8 931

1994	522	9 557	28	1 028	11 136
1995	715	9 872	31	2 751	13 369
1996	863	11 551	104	4 064	16 581
1997	657	11 011	14	5 694	17 376

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Les six plus grands marchés d'exportations de la volaille (en kg)

1995

Chine	Russie	Afrique du Sud	Cuba	États-Unis	Hong Kong
17 237 895	13 980 735	12 899 312	8 305 652	5 168 452	1 820 941

1996

Chine	Russie	Cuba	Afrique du Sud	États-Unis	Hong Kong
22 504 738	13 530 390	12 315 627	10 911 277	4 564 916	2 508 477

1997

Chine	Cuba	Russie	États-Unis	Afrique du Sud	Hong Kong
28 179 824	22 694 507	16 193 310	6 043 596	3 769 264	2 199 934

Source : Agence canadienne d'inspection des aliments

Nota : Comprend les produits du poulet, de la poule, de la dinde et du canard.

Types de produits exportés

Morceaux de poulet/de dinde crus avec os, morceaux de poule/de canard crus, pattes et croupions de poule/de dinde, poulet/dinde/poule désossés mécaniquement, pattes de poulet crues, ailes de poulet crues, peau de poulet/de canard, abattis de poulet, poule entière éviscérée/dinde crue, plats cuisinés surgelés à la volaille, moitiés arrières de poulet, galettes de viande hachée/croquettes/lanières de poulet, poitrines de poulet crues avec os, carcasses de poulet, poulet cuit sans os, oie éviscérée entière, produits du canard séchés, fumés et marinés, autres produits de volaille cuisinés et apprêtés, os de volaille, fonds de volaille et autres.

Nota : L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province à ne pas avoir exporté de produits de volaille.

Les poules à bouillir vivantes ou abattues ne font pas l'objet d'un contingent tarifaire et le marché canadien continue de croître pour ce genre de produits en provenance des États-Unis. Grâce au perfectionnement des techniques de désossage mécanique, la chair de poule à bouillir est devenue un produit pratique pour remplacer le poulet à griller dans certains produits de deuxième transformation et la demande de cette sorte de viande en provenance des États-Unis est en hausse.

5. Importations

Poulet

Les États-Unis sont pratiquement la seule source des importations canadiennes de poulet. Conformément à l'ALE-ALENA, le niveau d'accès des États-Unis au marché canadien du poulet équivaut à 7,5 % de la production canadienne de poulet de l'année précédente. Pendant les périodes où l'offre intérieure est insuffisante, le Canada autorise l'importation en franchise de quantités supplémentaires de poulet en provenance des États-Unis. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALE en 1989, les importations canadiennes de poulet en provenance des États-Unis ont généralement dépassé le niveau d'accès (calculé selon la formule négociée dans l'accord commercial) à cause des importations supplémentaires. Sous le régime de l'OMC, les restrictions quantitatives ont été transformées en contingents tarifaires. Les importations canadiennes de poulet qui dépassent le niveau d'accès sont frappées d'un droit tarifaire, sauf si une licence d'importation supplémentaire a été délivrée. En 1997, par suite de la hausse de la production canadienne de poulet, le nombre de licences supplémentaires pour l'importation de poulets des États-Unis a diminué par rapport à 1996. En 1998, les quantités de poulet qui peuvent être importées des États-Unis sont approximativement de 57 000 tonnes métriques. En conséquence de la formule négociée dans l'accord commercial, la hausse de la production canadienne de poulet en 1998 portera le niveau d'accès des États-Unis au marché canadien, en 1999, à environ 59 000 tonnes métriques.

Importations de poulet (en milliers de tonnes) (poulet adulte compris)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997e	1998a
35 879	34 163	41 501	43 822	43 501	41 659	49 619	71 564	75 000

Importations de poulet (en milliers de $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
63 909	70 379	85 128	86 458	89 148	88 245	90 026

Source : Base de données de la FAO

Dinde

Toutes les importations canadiennes de dinde proviennent des États-Unis. Sous le régime de l'OMC, l'accès au marché canadien de la dinde est régi par un contingent tarifaire qui passera à un

1994	522	9 557	28	1 028	11 136
1995	715	9 872	31	2 751	13 369
1996	863	11 551	104	4 064	16 581
1997	657	11 011	14	5 694	17 376

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Les six plus grands marchés d'exportations de la volaille (en kg)

1995

Chine	Russie	Afrique du Sud	Cuba	États-Unis	Hong Kong
17 237 895	13 980 735	12 899 312	8 305 652	5 168 452	1 820 941

1996

Chine	Russie	Cuba	Afrique du Sud	États-Unis	Hong Kong
22 504 738	13 530 390	12 315 627	10 911 277	4 564 916	2 508 477

1997

Chine	Cuba	Russie	États-Unis	Afrique du Sud	Hong Kong
28 179 824	22 694 507	16 193 310	6 043 596	3 769 264	2 199 934

Source : Agence canadienne d'inspection des aliments

Nota : Comprend les produits du poulet, de la poule, de la dinde et du canard.

Types de produits exportés

Morceaux de poulet/de dinde crus avec os, morceaux de poule/de canard crus, pattes et croupions de poule/de dinde, poulet/dinde/poule désossés mécaniquement, pattes de poulet crues, ailes de poulet crues, peau de poulet/de canard, abattis de poulet, poule entière éviscérée/dinde crue, plats cuisinés surgelés à la volaille, moitiés arrières de poulet, galettes de viande hachée/croquettes/lanières de poulet, poitrines de poulet crues avec os, carcasses de poulet, poulet cuit sans os, oie éviscérée entière, produits du canard séchés, fumés et marinés, autres produits de volaille cuisinés et apprêtés, os de volaille, fonds de volaille et autres.

Nota : L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province à ne pas avoir exporté de produits de volaille.

Les poules à bouillir vivantes ou abattues ne font pas l'objet d'un contingent tarifaire et le marché canadien continue de croître pour ce genre de produits en provenance des États-Unis. Grâce au perfectionnement des techniques de désossage mécanique, la chair de poule à bouillir est devenue un produit pratique pour remplacer le poulet à griller dans certains produits de deuxième transformation et la demande de cette sorte de viande en provenance des États-Unis est en hausse.

5. Importations

Poulet

Les États-Unis sont pratiquement la seule source des importations canadiennes de poulet. Conformément à l'ALE-ALENA, le niveau d'accès des États-Unis au marché canadien du poulet équivaut à 7,5 % de la production canadienne de poulet de l'année précédente. Pendant les périodes où l'offre intérieure est insuffisante, le Canada autorise l'importation en franchise de quantités supplémentaires de poulet en provenance des États-Unis. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALE en 1989, les importations canadiennes de poulet en provenance des États-Unis ont généralement dépassé le niveau d'accès (calculé selon la formule négociée dans l'accord commercial) à cause des importations supplémentaires. Sous le régime de l'OMC, les restrictions quantitatives ont été transformées en contingents tarifaires. Les importations canadiennes de poulet qui dépassent le niveau d'accès sont frappées d'un droit tarifaire, sauf si une licence d'importation supplémentaire a été délivrée. En 1997, par suite de la hausse de la production canadienne de poulet, le nombre de licences supplémentaires pour l'importation de poulets des États-Unis a diminué par rapport à 1996. En 1998, les quantités de poulet qui peuvent être importées des États-Unis sont approximativement de 57 000 tonnes métriques. En conséquence de la formule négociée dans l'accord commercial, la hausse de la production canadienne de poulet en 1998 portera le niveau d'accès des États-Unis au marché canadien, en 1999, à environ 59 000 tonnes métriques.

Importations de poulet (en milliers de tonnes) (poulet adulte compris)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997e	1998a
35 879	34 163	41 501	43 822	43 501	41 659	49 619	71 564	75 000

Importations de poulet (en milliers de $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
63 909	70 379	85 128	86 458	89 148	88 245	90 026

Source : Base de données de la FAO

Dinde

Toutes les importations canadiennes de dinde proviennent des États-Unis. Sous le régime de l'OMC, l'accès au marché canadien de la dinde est régi par un contingent tarifaire qui passera à un

niveau de 5 588 tonnes, volume éviscéré, en l'an 2000. Les quantités de produits de dinde qui sont importées en dépassement du contingent sont frappées d'un tarif élevé, sauf si une licence d'importation supplémentaire a été délivrée. Normalement, ces permis supplémentaires sont accordés seulement en petit nombre.

Importations de dinde (éviscérée - en milliers de kg)

Année	Vivant	Carcasse	Morceaux[1]	Cuisiné[2]	Divers[3]	Total
1984	604	335	692	99	8	1 738
1989	1 240	165	1 161	84	96	2 746
1993	1 831	278	1 291	163	10	3 573
1994	1 753	80	1 652	155	90	3 728
1995	1 984	31	1 290	214	257	3 776
1996	698	180	1 463	260	385	2 985
1997	939	0	2 729	337	407	4 412

[1] Morceaux avec os et sans os
[2] Morceaux cuisinés avec os et sans os
[3] Morceaux divers avec os et sans os

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

6. Actualité politique

Nouvelle entente nationale sur l'allocation des contingents de poulets

À l'issue de près d'une année de négociations entre les dix offices provinciaux de commercialisation du poulet, les Producteurs de poulets du Canada, l'organisme national qui représente les producteurs de poulet, ont mis en oeuvre le 7 juin 1998 une nouvelle entente sur l'allocation des contingents qui s'applique aux dix provinces. Pour la première fois depuis 1990, l'ensemble des dix provinces productrices de poulet sont signataires d'un plan national d'allocation de la production. Dans le cadre du système canadien de gestion de l'offre de poulet, les allocations nationales de production sont fixées pour chaque cycle de production de huit semaines. La nouvelle entente se distingue par quatre éléments :

1. L'approche « ascendante » utilisée ces dernières années, c'est-à-dire la fixation des niveaux de production en fonction des besoins exprimés par les transformateurs, a été officiellement adoptée,
2. L'augmentation de la production nationale est plafonnée à 5 % , mais des provinces peuvent éventuellement augmenter leur production de 8 % au maximum;
3. Le plafond ne peut être modifié qu'avec l'accord d'une majorité plus large des membres de l'industrie,

niveau de 5 588 tonnes, volume éviscéré, en l'an 2000. Les quantités de produits de dinde qui sont importées en dépassement du contingent sont frappées d'un tarif élevé, sauf si une licence d'importation supplémentaire a été délivrée. Normalement, ces permis supplémentaires sont accordés seulement en petit nombre.

Importations de dinde (éviscérée - en milliers de kg)

Année	Vivant	Carcasse	Morceaux[1]	Cuisiné[2]	Divers[3]	Total
1984	604	335	692	99	8	1 738
1989	1 240	165	1 161	84	96	2 746
1993	1 831	278	1 291	163	10	3 573
1994	1 753	80	1 652	155	90	3 728
1995	1 984	31	1 290	214	257	3 776
1996	698	180	1 463	260	385	2 985
1997	939	0	2 729	337	407	4 412

[1] Morceaux avec os et sans os
[2] Morceaux cuisinés avec os et sans os
[3] Morceaux divers avec os et sans os

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada

6. Actualité politique

Nouvelle entente nationale sur l'allocation des contingents de poulets

À l'issue de près d'une année de négociations entre les dix offices provinciaux de commercialisation du poulet, les Producteurs de poulets du Canada, l'organisme national qui représente les producteurs de poulet, ont mis en oeuvre le 7 juin 1998 une nouvelle entente sur l'allocation des contingents qui s'applique aux dix provinces. Pour la première fois depuis 1990, l'ensemble des dix provinces productrices de poulet sont signataires d'un plan national d'allocation de la production. Dans le cadre du système canadien de gestion de l'offre de poulet, les allocations nationales de production sont fixées pour chaque cycle de production de huit semaines. La nouvelle entente se distingue par quatre éléments :

1. L'approche « ascendante » utilisée ces dernières années, c'est-à-dire la fixation des niveaux de production en fonction des besoins exprimés par les transformateurs, a été officiellement adoptée,
2. L'augmentation de la production nationale est plafonnée à 5 % , mais des provinces peuvent éventuellement augmenter leur production de 8 % au maximum;
3. Le plafond ne peut être modifié qu'avec l'accord d'une majorité plus large des membres de l'industrie,

4. Les provinces sont autorisées à demander une dérogation spéciale (pour les allocations de production supplémentaires) dans des circonstances exceptionnelles.

Politique d'exportation

Les Producteurs de poulets du Canada (PPC) administrent un programme national d'exportation du poulet qui confie aux offices provinciaux de commercialisation le soin de définir et de gérer leurs programmes d'exportation respectifs dans l'intérêt des producteurs canadiens de poulet. L'objectif des PPC est de faciliter les exportations planifiées de poulets et de produits du poulets de façon à ne pas perturber le marché intérieur et à respecter les droits et les obligations du Canada en matière de commerce international. Des programmes d'exportation sont appliqués par la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Québec et la Nouvelle-Écosse.

Rôle des PPC :

- exercer des activités de contrôle et d'audit sur toutes les exportations au regard de la politique d'exportation des PPC, du règlement canadien sur la délivrance des licences relatives au poulet et des programmes d'exportation provinciaux,
- s'assurer que tous les programmes d'exportation provinciaux sont compatibles avec les droits et les obligations du Canada en matière de commerce international,
- contrôler les programmes d'exportation des provinces. Toute question pouvant se poser relativement à la compatibilité d'un programme provincial avec la politique d'exportation des PPC doit être portée à l'attention du conseil d'administration des PPC qui prendra les mesures qui s'imposent.

Rôle de chaque office provincial de commercialisation :

- appliquer les dispositions contenues dans la politique d'exportation des PPC et le Règlement canadien sur la délivrance des licences relatives au poulet,
- s'assurer que les poulets produits sous contingent pour l'exportation ne sont produits que par des producteurs de poulets contrôlés,
- s'assurer que les poulets produits sous contingent pour l'exportation ne sont vendus qu'à un transformateur primaire sous contrôle fédéral et détenant une licence d'exportation valide,
- veiller à ce que les contingents alloués pour le programme provincial d'exportation ne dépassent pas 8 % des contingents alloués pour l'approvisionnement du marché intérieur pour la période visée,
- maintenir une bonne communication avec les PPC durant tous les stades de l'élaboration du programme provincial d'exportation,
- assurer un degré élevé de transparence dans l'application du programme provincial d'exportation,
- veiller à ce que le programme provincial d'exportation soit compatible avec les droits et les obligations du Canada en matière de commerce international,
- soumettre son programme provincial d'exportation aux PPC et signaler à ceux-ci toute modification.

7. Actualité commerciale

Accès aux marchés

À cause de l'écart important entre les États-Unis et le Canada pour ce qui concerne le prix de gros de la volaille, la demande canadienne de volaille des États-Unis demeure soutenue. L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) a fixé les niveaux d'accès qui régissent l'accès au marché canadien du poulet sur pied et de viande de poulet. Les niveaux d'accès au marché de la dinde et de la viande de dinde sont déterminés par les accords de l'Organisation mondiale du commerce. Pour un complément d'information à ce sujet, on peut consulter le site http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/notices/SER509-e.htm

Comme ils sont supérieurs aux niveaux convenus sous le régime de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce sont les niveaux d'accès négociés dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui s'appliquent. Aux termes de l'ALENA, il a été convenu que 7,5 % des besoins intérieurs en poulet pouvaient être couverts par des importations des États-Unis.

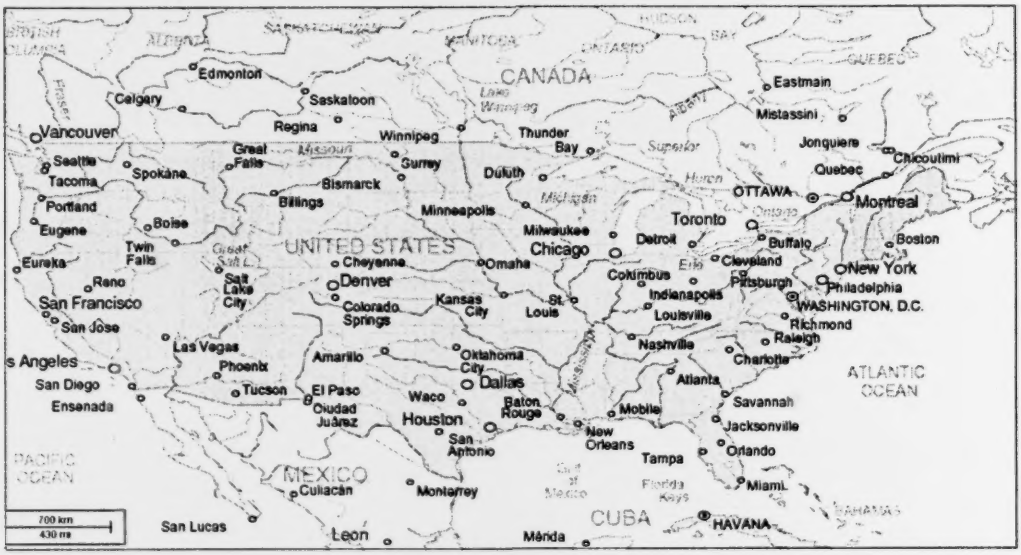
8. Exigences auxquelles doivent répondre les importations en ce qui concerne la salubrité et l'étiquetage

Les viandes de volailles fraîches et transformées importées au Canada des États-Unis doivent être conformes aux dispositions réglementaires sur la salubrité, l'inspection, l'emballage et l'étiquetage de la volaille qui sont spécifiées par le Règlement canadien sur l'inspection des viandes et de la volaille. Pour que leurs viandes et produits de viande de volaille soient admissibles à l'importation au Canada, les exportateurs des États-Unis doivent faire la preuve que leurs produits :

- proviennent d'établissements sous contrôle fédéral de l'USDA,
- sont approuvés pour l'exportation au Canada par le service d'inspection de la salubrité des aliments de l'USDA,
- respectent les limites concernant les dimensions des emballages, pour ce qui concerne certaines viandes transformées,
- satisfont aux obligations de divulgation de la recette, pour ce qui concerne les produits élaborés,
- satisfont aux exigences concernant l'étiquetage bilingue (anglais/français) et l'information en unités métriques, pour ce qui concerne les produits destinés à la vente au détail,
- portent le nom du pays d'origine sur l'étiquette

L'annexe II du *Règlement canadien sur l'inspection des viandes* énonce les exigences relatives aux dimensions uniformisées des emballages de produits de volaille transformés tels que les saucisses, les charcuteries tranchées et les saucisses viennoises. On peut consulter le texte de cette annexe sur l'Internet à l'adresse :
http://www.cfia-acia.agr.ca/english/actsregs/meatreg/home.html

États-Unis



Information de base

Superficie:	9 166 600 km2
Population:	266 476 278 (1996)
PIB Total:	US $8,083.4 Milliards (1997)
Capitale:	Washington
Président:	William J. Clinton
Ministre de l' Agriculture:	Dan Glickman
Ambassadeur canadien:	Raymond A.J. Chrétien

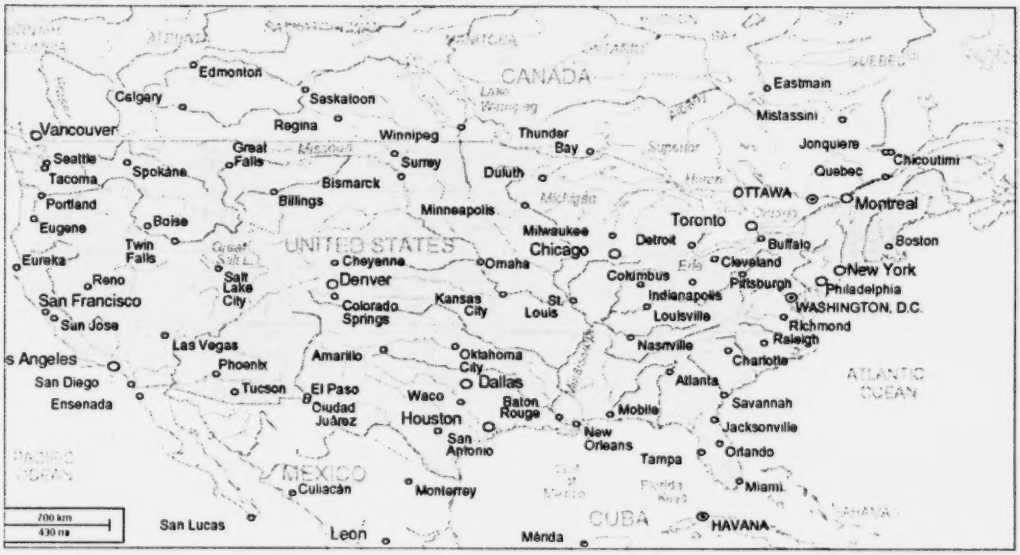
Commerce agroalimentaire Canada-E-U

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**10,259.179**	**11,433.054**
Importations agroalimentaires totales:	**7,907.109**	**9,040.433**
Balance commerciale:	**2,352.070**	**2,392.621**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**10,259.179**	**11,433.054**
Bovins vivants, sauf de race pûre	1,387.734	1,325.199
Whiskies	461.186	463.703
Viande de boeuf, désossée, fraîche	227.564	426.553
Porcs vivants, non-reproducteur >50 kg	350.700	394.282
Blé, non-dur	267.102	393.373

États-Unis



Information de base

Superficie:	9 166 600 km2
Population:	266 476 278 (1996)
PIB Total:	US $8,083.4 Milliards (1997)
Capitale:	Washington
Président:	William J. Clinton
Ministre de l' Agriculture:	Dan Glickman
Ambassadeur canadien:	Raymond A.J. Chrétien

Commerce agroalimentaire Canada-E-U

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**10,259.179**	**11,433.054**
Importations agroalimentaires totales:	**7,907.109**	**9,040.433**
Balance commerciale:	**2,352.070**	**2,392.621**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**10,259.179**	**11,433.054**
Bovins vivants, sauf de race pûre	1,387.734	1,325.199
Whiskies	461.186	463.703
Viande de boeuf, désossée, fraîche	227.564	426.553
Porcs vivants, non-reproducteur >50 kg	350.700	394.282
Blé, non-dur	267.102	393.373

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**7,907.109**	**9,040.433**
Préparations alimentaires	307.894	387.219
Viande de boeuf, désossée, fraîche	329.332	304.735
Aliments pour chiens ou chats, pour détail	258.925	264.626
Biscuits et craquelins	240.124	261.662
Tourteaux et résidus de soja	240.522	253.380

Importations agroalimentaires des É-U

Importations agroalimentaires totales (1996) : US $37.9 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Café, cafeiné ou decafeiné	3,009.610	Colombie
Fruits, frais ou secs	2,104.144	Costa Rica
Sprits et liqueures	2,007.180	R.U.
Espèce bovine, vivant	1,505.495	Canada
Légumes, frais	1,318.536	Mexique

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**196,492.000**	**210,071.000**
Véhicules à piston alternatif, >3000cc	27,762.000	26,567.000
Huiles brute de pétrole	8,971.000	10,487.000
Bois d'oeuvres, de conifères	7,153.000	8,916.000
Camions à moteur à piston alternatif	8,506.000	8,013.000
Véhicules à piston alternatif, 1500-3000cc	4,918.000	7,143.000

PROFIL DE L'INDUSTRIE DE LA VOLAILLE AUX ÉTATS-UNIS

1. Situation actuelle

Les secteurs alimentaires et non alimentaires traversent les uns et les autres une période de mondialisation de la production et d'accroissement de l'activité commerciale. L'agriculture est une des rares industries américaines qui affiche régulièrement un surplus commercial et ce, depuis 1960. La technologie moderne permet même une amélioration des débouchés des produits agricoles, du fait de l'amélioration de la qualité de la préparation et de la manutention des produits, ainsi que de l'amélioration de l'efficacité et d'une diminution du coût des transports. Les États-Unis sont le premier exportateur mondial de produits agricoles et l'un des plus gros importateurs. En 1997, les exportations agricoles américaines ont dépassé 57 milliards de dollars US et les importations ont dépassé 35 milliards. L'activité commerciale s'est accrue dans les deux sens.

Plus particulièrement, dans le domaine de l'agriculture, les prévisions d'une baisse des exportations américaines de viande en raison de la crise financière asiatique ne se sont pas concrétisées en 1998, les expéditions jusqu'au mois d'août ayant été supérieures de 11 p. 100 aux chiffres de l'année précédente. La valeur globale de la viande et des produits associés est toutefois en baisse de 3 p. 100 à ce jour, en raison d'une diminution des valeurs unitaires. L'abondance de l'approvisionnement en viande aux États-Unis en 1998 et la faiblesse des prix intérieurs, alliées à l'achat de découpes de viande moins coûteuses par des importateurs sélectifs se sont traduites par une baisse de la valeur globale des exportations de viande. Le dynamisme des exportations de volaille et de viande rouge devrait s'estomper pendant le reste de l'année, étant donné que les exportateurs américains doivent faire face aux effets de la dévaluation du rouble russe. Ces facteurs, alliés au ralentissement de la demande prévue au Japon, principal marché d'exportation des produits de la viande des États-Unis, justifient des prévisions d'exportations de viande de 4 millions de tonnes en 1998, chiffre à peine supérieur à celui de 1997.

Au cours des huit premiers mois de 1998, les exportations de viande rouge et de volaille ont dépassé 2,9 millions de tonnes, chiffre de 11 p. 100 supérieur à celui de l'an dernier. Les exportations de porc et de poulets à griller ont affiché des gains substantiels, alors que les exportations de boeuf progressent plus lentement. Les exportations de volaille, qui ont commencé l'année en flèche, pourraient terminer beaucoup plus modestement, alors que le commerce avec la Russie, premier marché d'exportation américain, est en chute libre. Globalement, les exportations de viande et de volaille jusqu'en août, avec un chiffre de 1,8 million de tonnes, ont affiché une augmentation respectable de 9 p. 100 par rapport à 1997. Dans l'ensemble, la chute des échanges commerciaux au cours des quatre derniers mois de l'année 1998, en raison de la diminution de la demande de la Russie, devrait limiter les exportations globales pour 1998 à 2,5 millions de tonnes, chiffre inférieur de 2 p. 100 au record de 1997.

Pour 1999, on prévoit que les exportations totales de viande rouge et de volaille vont diminuer de près de 2 p. 100 pour n'être plus que de 3,97 millions de tonnes. Alors que les expéditions de viande rouge devraient augmenter très légèrement en 1997, l'incertitude de la reprise de

l'économie russe justifie la prévision d'une baisse à 2,4 millions de tonnes des exportations américaines de viande de volaille.

2. Production

Ce sombre portrait du marché global des exportations pèse sur l'avenir d'une industrie américaine de la volaille qui a abordé l'année 1998 en misant sur de faibles coûts des aliments pour l'élevage et sur de solides perspectives d'exportation. Ironie du sort, les facteurs qui ont contribué au ralentissement du marché, notamment les problèmes de maladie et la chaleur de l'été, ont contribué à la faiblesse relative de l'approvisionnement à laquelle est aujourd'hui confrontée l'industrie. Après une décennie de gains de la production moyens de 5 p. 100 par an, l'industrie américaine des poulets à griller prévoit une hausse de la production inférieure à 2 p. 100 pour 1998. Il en est résulté une augmentation du prix global de la volaille de 20 p. 100 par rapport à l'an dernier, tandis que les coûts des aliments diminuaient de 25 p. 100 jusqu'au mois de septembre, avec pour résultat une solide marge nette de 0,22 dollars par livre.

Alors que l'industrie des poulets à griller est durement touchée par la crise russe, les marges bénéficiaires demeurent supérieures à la moyenne, en raison des problèmes de maladie et de conditions météorologiques, qui ont limité les gains de production. La production américaine de poulets à griller est évaluée à 12,5 millions de tonnes pour 1998, augmentation inférieure de 2 p. 100 par rapport à 1997 et gain le plus faible depuis 15 ans. Les effets de l'interruption des échanges commerciaux avec la Russie ont provoqué une chute dramatique du prix des cuisses de poulet aux États-Unis, qui est passé de 0,36 dollars la livre, à la mi-août, à 0,20 dollars à la mi-octobre. Toutefois, les marges globales demeurent élevées, appuyées par des prix relativement solides de la viande blanche jusqu'à la mi-octobre.

Production totale de viande de volaille (milliers de TM)

1994	1995	1996	1997	1998(p)	1999(f)
13 206	13 786	14 522	14 951	15 088	15 750

Production de viande de poulet (milliers de TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
8 667	9 194	9 801	10 219	10 965	11 482	12 072	12 574

Production de viande de dinde (milliers de TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 047	2 088	2 167	2 176	2 239	2 297	2 478	2 499

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
44 118	42 455	39 572	44 583	43 400	42 200	44 000	44 000

Source : Base de données de la FAO

3. Consommation

Les taux de croissance de la consommation et du commerce de la viande de volaille supérieurs à 10 p. 100 qui ont caractérisé le début des années 1990 sont vraisemblablement sur le point de prendre fin. Toutefois, les sombres perspectives pour les années 1998 et 1999 devraient être temporaires, les tendances du comportement des consommateurs et la relative faiblesse des prix de la viande de volaille en comparaison des autres sources de protéines annonçant le maintien de la croissance de la demande de ces produits au cours de la prochaine décennie. La croissance de l'économie et de la population, alliée à la hausse de la demande de plats cuisinés, devrait favoriser une croissance annuelle mondiale de 3 à 4 p. 100 du marché de la viande de volaille au cours de la prochaine décennie. L'industrie de la volaille a prouvé sa capacité de répondre à la demande des consommateurs en élargissant la gamme de ses produits et en ajoutant des produits à haute valeur ajoutée qui permettent aux exportateurs américains de continuer à livrer une concurrence efficace aux exportateurs de porc et de boeuf.

L'incertitude assombrit les perspectives du secteur de la viande de volaille pour 1998 et 1999, alors que les crises financières se multiplient à l'échelle de la planète, limitant les gains de la consommation sur beaucoup de marchés en émergence et freinant le commerce de la viande de volaille. En baisse par rapport aux augmentations annuelles de 5 p. 100 de la consommation constatée depuis le milieu des années 80 sur le marché mondial de la volaille, la consommation de certains pays devrait augmenter à 53 millions de tonnes en 1998, augmentation de seulement 4 p. 100 par rapport à 1997. Ce ralentissement est causé par la faiblesse des gains de consommation constatés dans les régions développées ainsi que par la chute marquée de la demande en Russie et par les perspectives d'une relative stagnation sur le marché asiatique.

Pour 1999, les perspectives sont relativement plus optimistes, avec des prévisions d'augmentations respectives de 3 et 4 p. 100 de la production et de la demande. Toutefois, on prévoit que l'essentiel de la hausse de la consommation aura lieu aux États-Unis, la croissance dans les autres pays sélectionnés étant limitée à 2 p. 100.

Même si un certain nombre de consommateurs soutiennent ne pas consommer de viande, les statistiques les plus récentes du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) et certaines sources privées constatent que pratiquement tous les Américains (99 p. 100) consomment de la viande et 94 p. 100, de la viande rouge. En fait, contrairement à l'opinion reçue, les consommateurs mangent plus de viande qu'auparavant. La consommation totale de viande, de volaille et de poisson par habitant a augmenté de 16 livres au cours de la dernière décennie. Cela

l'économie russe justifie la prévision d'une baisse à 2,4 millions de tonnes des exportations américaines de viande de volaille.

2. Production

Ce sombre portrait du marché global des exportations pèse sur l'avenir d'une industrie américaine de la volaille qui a abordé l'année 1998 en misant sur de faibles coûts des aliments pour l'élevage et sur de solides perspectives d'exportation. Ironie du sort, les facteurs qui ont contribué au ralentissement du marché, notamment les problèmes de maladie et la chaleur de l'été, ont contribué à la faiblesse relative de l'approvisionnement à laquelle est aujourd'hui confrontée l'industrie. Après une décennie de gains de la production moyens de 5 p. 100 par an, l'industrie américaine des poulets à griller prévoit une hausse de la production inférieure à 2 p. 100 pour 1998. Il en est résulté une augmentation du prix global de la volaille de 20 p. 100 par rapport à l'an dernier, tandis que les coûts des aliments diminuaient de 25 p. 100 jusqu'au mois de septembre, avec pour résultat une solide marge nette de 0,22 dollars par livre.

Alors que l'industrie des poulets à griller est durement touchée par la crise russe, les marges bénéficiaires demeurent supérieures à la moyenne, en raison des problèmes de maladie et de conditions météorologiques, qui ont limité les gains de production. La production américaine de poulets à griller est évaluée à 12,5 millions de tonnes pour 1998, augmentation inférieure de 2 p. 100 par rapport à 1997 et gain le plus faible depuis 15 ans. Les effets de l'interruption des échanges commerciaux avec la Russie ont provoqué une chute dramatique du prix des cuisses de poulet aux États-Unis, qui est passé de 0,36 dollars la livre, à la mi-août, à 0,20 dollars à la mi-octobre. Toutefois, les marges globales demeurent élevées, appuyées par des prix relativement solides de la viande blanche jusqu'à la mi-octobre.

Production totale de viande de volaille (milliers de TM)

1994	1995	1996	1997	1998(p)	1999(f)
13 206	13 786	14 522	14 951	15 088	15 750

Production de viande de poulet (milliers de TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
8 667	9 194	9 801	10 219	10 965	11 482	12 072	12 574

Production de viande de dinde (milliers de TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 047	2 088	2 167	2 176	2 239	2 297	2 478	2 499

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
44 118	42 455	39 572	44 583	43 400	42 200	44 000	44 000

Source : Base de données de la FAO

3. Consommation

Les taux de croissance de la consommation et du commerce de la viande de volaille supérieurs à 10 p. 100 qui ont caractérisé le début des années 1990 sont vraisemblablement sur le point de prendre fin. Toutefois, les sombres perspectives pour les années 1998 et 1999 devraient être temporaires, les tendances du comportement des consommateurs et la relative faiblesse des prix de la viande de volaille en comparaison des autres sources de protéines annonçant le maintien de la croissance de la demande de ces produits au cours de la prochaine décennie. La croissance de l'économie et de la population, alliée à la hausse de la demande de plats cuisinés, devrait favoriser une croissance annuelle mondiale de 3 à 4 p. 100 du marché de la viande de volaille au cours de la prochaine décennie. L'industrie de la volaille a prouvé sa capacité de répondre à la demande des consommateurs en élargissant la gamme de ses produits et en ajoutant des produits à haute valeur ajoutée qui permettent aux exportateurs américains de continuer à livrer une concurrence efficace aux exportateurs de porc et de boeuf.

L'incertitude assombrit les perspectives du secteur de la viande de volaille pour 1998 et 1999, alors que les crises financières se multiplient à l'échelle de la planète, limitant les gains de la consommation sur beaucoup de marchés en émergence et freinant le commerce de la viande de volaille. En baisse par rapport aux augmentations annuelles de 5 p. 100 de la consommation constatée depuis le milieu des années 80 sur le marché mondial de la volaille, la consommation de certains pays devrait augmenter à 53 millions de tonnes en 1998, augmentation de seulement 4 p. 100 par rapport à 1997. Ce ralentissement est causé par la faiblesse des gains de consommation constatés dans les régions développées ainsi que par la chute marquée de la demande en Russie et par les perspectives d'une relative stagnation sur le marché asiatique.

Pour 1999, les perspectives sont relativement plus optimistes, avec des prévisions d'augmentations respectives de 3 et 4 p. 100 de la production et de la demande. Toutefois, on prévoit que l'essentiel de la hausse de la consommation aura lieu aux États-Unis, la croissance dans les autres pays sélectionnés étant limitée à 2 p. 100.

Même si un certain nombre de consommateurs soutiennent ne pas consommer de viande, les statistiques les plus récentes du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) et certaines sources privées constatent que pratiquement tous les Américains (99 p. 100) consomment de la viande et 94 p. 100, de la viande rouge. En fait, contrairement à l'opinion reçue, les consommateurs mangent plus de viande qu'auparavant. La consommation totale de viande, de volaille et de poisson par habitant a augmenté de 16 livres au cours de la dernière décennie. Cela

signifie qu'en moyenne la consommation totale de viande par personne a augmenté de plus de 1,5 livre par année depuis 1985.

Consommation de produits de volaille par habitant (en kilos)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998(p)	1999(f)
39,5	41,2	42,6	44,6	45,3	45,1	46,1	46,6	47,8	49,3

Consommation annuelle moyenne de viande par habitant (poids au détail en kilos)

Année	boeuf	porc	veau	agneau	total	poulet	dinde	volaille	total
1980	34,7	26,0	0,7	0,6	62,0	22,1	4,7	26,7	88,7
1985	35,9	23,5	0,8	0,6	60,9	24,5	5,3	29,8	90,7
1990	30,8	22,6	0,5	0,7	54,5	28,5	8,0	36,4	90,9
1995	30,6	23,8	0,5	0,5	55,4	31,7	8,1	40,0	95,4
1996	30,7	22,3	0,5	0,5	54,0	33,1	8,4	40,9	94,9
1997	30,2	22,0	0,5	0,5	53,4	33,2	8,0	41,2	94,6
1998*	30,7	23,9	0,4	0,5	55,5	33,7	8,2	42,0	97,5

Source : USDA
* estimation

Aux États-Unis, les économistes soutiennent que le fait que le prix de la viande soit devenu très abordable est le principal facteur d'augmentation de la consommation. À l'heure actuelle, les achats de viande ne représentent que 2,2 p. 100 du revenu moyen. Ce chiffre est de presque 50 p. 100 inférieur à celui d'il y a 25 ans, époque où les consommateurs consacraient 4,3 p. 100 de leur revenu à ces achats. La tendance à l'augmentation de la consommation de poulet et de produits de la volaille devrait se maintenir en 1998 (47,8 kg) et en 1999 (49,3 kg). Des prix attractifs au détail, alliés à la baisse des coûts de production et à l'efficacité de la mise en marché, provoqueront une hausse de la consommation.

4. Exportations

L'agriculture américaine se tourne de plus en plus vers les marchés internationaux pour accroître ses ventes et ses revenus. Pour beaucoup de produits agricoles, un fort pourcentage de la production nationale est destiné au marché international. De plus, beaucoup de secteurs de l'agriculture concentrent leurs exportations sur un ou deux marchés étrangers. Compte tenu de cette situation, il est essentiel que le gouvernement et l'industrie collaborent de manière efficace afin d'améliorer l'accès aux marchés existants et d'ouvrir de nouveaux marchés.

Les bouleversemer :s économiques qui ont caractérisé le marché mondial en 1998 ont des effets sur tous les gros exportateurs de viande de volaille. Les bouleversements du marché à l'échelle de la planète, particulièrement en Asie et en Russie, provoquent une chute des exportations, et l'on prévoit pour 1998 une baisse des échanges commerciaux pour la première fois au cours de la décennie. Le déclin prévu de 10 p. 100 des importations de certains pays devrait provoquer une baisse des exportations à 5,5 millions de tonnes en 1998. Aucun répit n'est en vue pour 1999, et les perspectives d'exportation sont peu reluisantes du fait que les principaux marchés demeurent caractérisés par une baisse de la demande.

L'industrie américaine continue à dominer le marché mondial de la viande de volaille, fournissant 43 p. 100 des importations de certains pays. Toutefois, la baisse de la demande et la hausse des capacités d'exportation des concurrents traditionnels en 1998 limiteront de plus en plus les gains américains à l'exportation. Les exportations américaines de viande de volaille devraient augmenter de moins de 2 p. 100 en 1998 et atteindre 2,6 millions de tonnes. Les exportations de dinde devraient augmenter de 2 p. 100, tandis que les gains devraient être inférieurs pour les exportations de poulets à griller.

Alors que les exportations de viande de volaille vers la Russie sont paralysées, les perspectives d'exportations américaines diminuent, les estimations pour 1998 passant à 2,5 millions de tonnes, chiffre de 2 p. 100 inférieur aux expéditions de 1997 et première baisse depuis 1983. La forte dépendance du marché à l'égard de la Russie et les perspectives d'une reprise limitée des échanges commerciaux avec ce pays entraînent le maintien de ces mauvaises perspectives pour 1999, les exportations devant vraisemblablement poursuivre leur chute jusqu'à 2,4 millions de tonnes. Il s'agit d'une situation très préoccupante, étant donné que les exportations américaines de poulets à griller étaient en plein essor en août 1998, avec des expéditions totales en hausse de 16 p. 100 par rapport à l'année précédente. Alors que les exportations directes vers la Russie au cours de cette période étaient stables, plus de la moitié des gains des échanges commerciaux globaux pendant cette période ont été générés par les exportations américaines vers la Lettonie, l'Estonie, la Pologne et les pays baltes; il en est découlé une révision à la baisse des estimations d'exportations de viande de poulet à griller pour 1999, avec un chiffre actuellement fixé à 2,1 millions de tonnes.

Malheureusement, il n'y a pas plus de reprise en vue sur l'autre marché mondial de premier plan, c'est-à-dire Hong Kong et la Chine, où la demande a ralenti. Le dynamisme des exportations vers le Mexique, le Japon, les Caraïbes et l'Amérique du Sud ne compensera sans doute pas le recul de la demande russe.

Quantité de viande de poulet exportée (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
529 142	582 925	698 325	917 072	1 347 536	1 811 954	2 129 909

signifie qu'en moyenne la consommation totale de viande par personne a augmenté de plus de 1,5 livre par année depuis 1985.

Consommation de produits de volaille par habitant (en kilos)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998(p)	1999(f)
39,5	41,2	42,6	44,6	45,3	45,1	46,1	46,6	47,8	49,3

Consommation annuelle moyenne de viande par habitant (poids au détail en kilos)

Année	boeuf	porc	veau	agneau	total	poulet	dinde	volaille	total
1980	34,7	26,0	0,7	0,6	62,0	22,1	4,7	26,7	88,7
1985	35,9	23,5	0,8	0,6	60,9	24,5	5,3	29,8	90,7
1990	30,8	22,6	0,5	0,7	54,5	28,5	8,0	36,4	90,9
1995	30,6	23,8	0,5	0,5	55,4	31,7	8,1	40,0	95,4
1996	30,7	22,3	0,5	0,5	54,0	33,1	8,4	40,9	94,9
1997	30,2	22,0	0,5	0,5	53,4	33,2	8,0	41,2	94,6
1998*	30,7	23,9	0,4	0,5	55,5	33,7	8,2	42,0	97,5

Source : USDA
* estimation

Aux États-Unis, les économistes soutiennent que le fait que le prix de la viande soit devenu très abordable est le principal facteur d'augmentation de la consommation. À l'heure actuelle, les achats de viande ne représentent que 2,2 p. 100 du revenu moyen. Ce chiffre est de presque 50 p. 100 inférieur à celui d'il y a 25 ans, époque où les consommateurs consacraient 4,3 p. 100 de leur revenu à ces achats. La tendance à l'augmentation de la consommation de poulet et de produits de la volaille devrait se maintenir en 1998 (47,8 kg) et en 1999 (49,3 kg). Des prix attractifs au détail, alliés à la baisse des coûts de production et à l'efficacité de la mise en marché, provoqueront une hausse de la consommation.

4. Exportations

L'agriculture américaine se tourne de plus en plus vers les marchés internationaux pour accroître ses ventes et ses revenus. Pour beaucoup de produits agricoles, un fort pourcentage de la production nationale est destiné au marché international. De plus, beaucoup de secteurs de l'agriculture concentrent leurs exportations sur un ou deux marchés étrangers. Compte tenu de cette situation, il est essentiel que le gouvernement et l'industrie collaborent de manière efficace afin d'améliorer l'accès aux marchés existants et d'ouvrir de nouveaux marchés.

Les bouleversements économiques qui ont caractérisé le marché mondial en 1998 ont des effets sur tous les gros exportateurs de viande de volaille. Les bouleversements du marché à l'échelle de la planète, particulièrement en Asie et en Russie, provoquent une chute des exportations, et l'on prévoit pour 1998 une baisse des échanges commerciaux pour la première fois au cours de la décennie. Le déclin prévu de 10 p. 100 des importations de certains pays devrait provoquer une baisse des exportations à 5,5 millions de tonnes en 1998. Aucun répit n'est en vue pour 1999, et les perspectives d'exportation sont peu reluisantes du fait que les principaux marchés demeurent caractérisés par une baisse de la demande.

L'industrie américaine continue à dominer le marché mondial de la viande de volaille, fournissant 43 p. 100 des importations de certains pays. Toutefois, la baisse de la demande et la hausse des capacités d'exportation des concurrents traditionnels en 1998 limiteront de plus en plus les gains américains à l'exportation. Les exportations américaines de viande de volaille devraient augmenter de moins de 2 p. 100 en 1998 et atteindre 2,6 millions de tonnes. Les exportations de dinde devraient augmenter de 2 p. 100, tandis que les gains devraient être inférieurs pour les exportations de poulets à griller.

Alors que les exportations de viande de volaille vers la Russie sont paralysées, les perspectives d'exportations américaines diminuent, les estimations pour 1998 passant à 2,5 millions de tonnes, chiffre de 2 p. 100 inférieur aux expéditions de 1997 et première baisse depuis 1983. La forte dépendance du marché à l'égard de la Russie et les perspectives d'une reprise limitée des échanges commerciaux avec ce pays entraînent le maintien de ces mauvaises perspectives pour 1999, les exportations devant vraisemblablement poursuivre leur chute jusqu'à 2,4 millions de tonnes. Il s'agit d'une situation très préoccupante, étant donné que les exportations américaines de poulets à griller étaient en plein essor en août 1998, avec des expéditions totales en hausse de 16 p. 100 par rapport à l'année précédente. Alors que les exportations directes vers la Russie au cours de cette période étaient stables, plus de la moitié des gains des échanges commerciaux globaux pendant cette période ont été générés par les exportations américaines vers la Lettonie, l'Estonie, la Pologne et les pays baltes; il en est découlé une révision à la baisse des estimations d'exportations de viande de poulet à griller pour 1999, avec un chiffre actuellement fixé à 2,1 millions de tonnes.

Malheureusement, il n'y a pas plus de reprise en vue sur l'autre marché mondial de premier plan, c'est-à-dire Hong Kong et la Chine, où la demande a ralenti. Le dynamisme des exportations vers le Mexique, le Japon, les Caraïbes et l'Amérique du Sud ne compensera sans doute pas le recul de la demande russe.

Quantité de viande de poulet exportée (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
529 142	582 925	698 325	917 072	1 347 536	1 811 954	2 129 909

Valeur des exportations de viande de poulet (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
542 955	638 558	681 176	799 195	1 249 048	1 679 267	2 089 685

Source : Base de données de la FAO

Les exportateurs américains de dinde ne sont pas mieux lotis pour 1998, les expéditions en août étant de 21 p. 100 inférieures au chiffre correspondant en 1997. La demande inhabituellement élevée de la Russie en août (en hausse de près de 30 p. 100) n'a pas suffi pour compenser la chute des ventes à Hong Kong et en Chine, second marché pour les producteurs américains de dinde en 1997, après le Mexique. Les exportations de viande de dinde américaines en 1998 devraient chuter à 191 000 tonnes, chiffre qui représente une baisse de 30 p. 100 par rapport au record de l'année 1997. Le dynamisme relatif de la demande du Mexique en 1999 et la baisse des exportations de notre principal concurrent, l'Union européenne, justifient des prévisions de 195 000 tonnes pour 1999.

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
28 526	46 989	77 821	96 813	112 108	122 660	171 828

Valeur des exportations de viande de dinde (en milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
38 738	69 979	119 620	145 098	167 782	153 512	212 269

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 388	5 709	5 450	4 634	4 267	5 663	4 467

Valeur des exportations de viande de canard (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 593	10 518	10 699	8 602	8 264	10 588	9 219

Valeur des dix principaux marchés d'exportation de volaille des États-Unis (milliers de dollars)

Pays	1993	1994	1995	1996	1997
Russie	83 502	309 882	606 622	912 573	792 913
Hong Kong	169 489	273 991	402 591	419 334	436 392
Mexique	205 011	228 818	164 280	208 068	227 015
Canada	164 439	162 595	169 020	169 093	201 602
Japon	141 980	172 791	171 222	171 490	133 666
Lettonie	4 188	378	1 314	72 866	96 597
Pologne	34 950	50 478	47 215	56 294	54 085
Chine	17 575	23 584	33 892	60 295	52 462
Afrique du Sud	1 167	11 422	29 124	25 407	44 236
Singapour	28 961	39 854	38 206	38 077	29 278

Source : USDA

Détails

Les États-Unis se sont classés, pour les quantités exportées, au 4e rang des marchés d'exportation du Canada entre 1995 et 1997. Le Canada a exporté 5 168 452 kg en 1995, 4 564 916 kg en 1996 et 6 043 596 kg en 1997. Les dix principaux produits exportés aux États-Unis étaient les suivants : poulets entiers désossés et éviscérés, parties de dinde désossée, repas de volaille congelés, pâtés de type « burger » de volaille, autres volailles entières éviscérées, canards entiers éviscérés, parties de poulet désossé, parties de poulet avec os, pattes et queues de poulet. Trente-et-un autres types de découpes ont également été exportés.

5. Importations

Les États-Unis se sont dotés de normes élevées en matière de sécurité alimentaire et ils se considèrent comme un chef de file international pour la salubrité, la diversité et l'abondance de l'approvisionnement en aliments. Les accords commerciaux n'ont pas réduit ou limité le pouvoir des organismes américains de réglementation de protéger les consommateurs. Les importations ne peuvent accéder au marché américain que si elles répondent aux normes américaines d'hygiène publique et d'hygiène animale et phytosanitaire.

Depuis longtemps les organismes de réglementation américains veillent à ce que les aliments importés respectent les mêmes normes élevées d'hygiène alimentaire que celles qui s'appliquent

Valeur des exportations de viande de poulet (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
542 955	638 558	681 176	799 195	1 249 048	1 679 267	2 089 685

Source : Base de données de la FAO

Les exportateurs américains de dinde ne sont pas mieux lotis pour 1998, les expéditions en août étant de 21 p. 100 inférieures au chiffre correspondant en 1997. La demande inhabituellement élevée de la Russie en août (en hausse de près de 30 p. 100) n'a pas suffi pour compenser la chute des ventes à Hong Kong et en Chine, second marché pour les producteurs américains de dinde en 1997, après le Mexique. Les exportations de viande de dinde américaines en 1998 devraient chuter à 191 000 tonnes, chiffre qui représente une baisse de 30 p. 100 par rapport au record de l'année 1997. Le dynamisme relatif de la demande du Mexique en 1999 et la baisse des exportations de notre principal concurrent, l'Union européenne, justifient des prévisions de 195 000 tonnes pour 1999.

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
28 526	46 989	77 821	96 813	112 108	122 660	171 828

Valeur des exportations de viande de dinde (en milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
38 738	69 979	119 620	145 098	167 782	153 512	212 269

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 388	5 709	5 450	4 634	4 267	5 663	4 467

Valeur des exportations de viande de canard (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 593	10 518	10 699	8 602	8 264	10 588	9 219

Valeur des dix principaux marchés d'exportation de volaille des États-Unis (milliers de dollars)

Pays	1993	1994	1995	1996	1997
Russie	83 502	309 882	606 622	912 573	792 913
Hong Kong	169 489	273 991	402 591	419 334	436 392
Mexique	205 011	228 818	164 280	208 068	227 015
Canada	164 439	162 595	169 020	169 093	201 602
Japon	141 980	172 791	171 222	171 490	133 666
Lettonie	4 188	378	1 314	72 866	96 597
Pologne	34 950	50 478	47 215	56 294	54 085
Chine	17 575	23 584	33 892	60 295	52 462
Afrique du Sud	1 167	11 422	29 124	25 407	44 236
Singapour	28 961	39 854	38 206	38 077	29 278

Source : USDA

Détails

Les États-Unis se sont classés, pour les quantités exportées, au 4e rang des marchés d'exportation du Canada entre 1995 et 1997. Le Canada a exporté 5 168 452 kg en 1995, 4 564 916 kg en 1996 et 6 043 596 kg en 1997. Les dix principaux produits exportés aux États-Unis étaient les suivants : poulets entiers désossés et éviscérés, parties de dinde désossée, repas de volaille congelés, pâtés de type « burger » de volaille, autres volailles entières éviscérées, canards entiers éviscérés, parties de poulet désossé, parties de poulet avec os, pattes et queues de poulet. Trente-et-un autres types de découpes ont également été exportés.

5. Importations

Les États-Unis se sont dotés de normes élevées en matière de sécurité alimentaire et ils se considèrent comme un chef de file international pour la salubrité, la diversité et l'abondance de l'approvisionnement en aliments. Les accords commerciaux n'ont pas réduit ou limité le pouvoir des organismes américains de réglementation de protéger les consommateurs. Les importations ne peuvent accéder au marché américain que si elles répondent aux normes américaines d'hygiène publique et d'hygiène animale et phytosanitaire.

Depuis longtemps les organismes de réglementation américains veillent à ce que les aliments importés respectent les mêmes normes élevées d'hygiène alimentaire que celles qui s'appliquent

aux produits américains. Lors de la négociation à la fois de l'accord de libre échange nord-américain et des accords de l'Uruguay, les États-Unis ont veillé à ce que des dispositions soient incluses pour garantir leur droit souverain de protéger la santé des humains, des animaux et des végétaux.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
667	1 199	586	318	535	1 876	2047

Valeur des importations de viande de poulet (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
856	1 933	969	518	1 006	2 410	4278

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
413	992	612	1 563	1 169	1312	699

Valeur des importations de viande de dinde (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 080	1 051	406	1 881	1 126	2 006	902

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
353	420	463	553	626	642	790

Valeur des importations de viande de canard (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1304	1 477	1573	1911	2170	2330	2884

Source : Base de données de la FAO

aux produits américains. Lors de la négociation à la fois de l'accord de libre échange nord-américain et des accords de l'Uruguay, les États-Unis ont veillé à ce que des dispositions soient incluses pour garantir leur droit souverain de protéger la santé des humains, des animaux et des végétaux.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
667	1 199	586	318	535	1 876	2047

Valeur des importations de viande de poulet (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
856	1 933	969	518	1 006	2 410	4278

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
413	992	612	1 563	1 169	1312	699

Valeur des importations de viande de dinde (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 080	1 051	406	1 881	1 126	2 006	902

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
353	420	463	553	626	642	790

Valeur des importations de viande de canard (milliers de dollars)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1304	1 477	1573	1911	2170	2330	2884

Source : Base de données de la FAO

Importations américaines de viande de volaille

Produit	Pays	Désignation en tonnes métriques 1996	1997	Valeur en milliers de dollars 1996	1997
poulets à griller entiers	Canada	851	1178	1939	2804
découpes ou abats de poulets	Canada	1087	1407	1816	3037
	Israël	15	0	74	0
	Mexique	0	146	0	141
	Autre	n/d	n/d	n/d	n/d
dindes entières	Canada	21	3	26	17
	Autre	n/d	n/d	n/d	n/d
autre volaille f/c/f	Canada	1939	2017	6655	6882
	Autre	n/d	n/d	n/d	n/d
foies de canard ou d'oie	Canada	12	13	377	433
	France	28	21	911	968
	Autre	0	1	0	15
autre viande de volaille P/P	Canada	747	1388	3078	4972
	Israël	216	166	1231	1009
	Hong Kong	114	55	518	430
	Allemagne	19	0	70	0

Source : USDA / FAS / U.S. Department of Commerce Bureau of the Census

6. Politique

Accords commerciaux

Des accords commerciaux ont ouvert les marchés, réduit la concurrence illégale, rationalisé dans une certaine mesure les obstacles sanitaires et vétérinaires aux importations et introduit des procédures de règlement des différends plus efficaces sur le marché mondial. Ces accords ont facilité de diverses manières l'élargissement des débouchés à l'exportation de la viande de volaille américaine.

À la suite du cycle de négociations de l'Uruguay, par exemple :

- La Corée du Sud a aboli tous les obstacles non tarifaires aux importations de viande de volaille en les remplaçant par un tarif de 30 p. 100 qui sera réduit à 20 p. 100 d'ici l'an 2004.
- En Amérique centrale, le Costa Rica a introduit un contingent tarifaire (TRQ) pour les parties de poulet, permettant une augmentation des exportations de produits américains sur ce marché.
- Les Philippines ont amélioré l'accès au marché de la volaille et du porc en appliquant les contingents tarifaires fixés par l'OMC.
- L'Union européenne, l'un des principaux concurrents des États-Unis, réduit à la fois la quantité et le montant des subventions aux exportations. D'ici l'an 2001, la quantité maximum admissible d'exportations de volaille subventionnées sera de 291 000 tonnes, c'est-à-dire 179 000 tonnes de moins que le volume d'exportations subventionnées au cours de la période 1991-1992.
- Les États-Unis déploient des efforts pour garantir que l'accès de la Russie et de la Chine à l'OMC débouche sur l'ouverture de marchés intéressants et sur l'amélioration de l'accès de tous les produits américains de la viande.

En vertu de l'ALÉNA, l'accès en franchise douanière au Mexique de la viande de volaille a fait du marché mexicain le troisième en importance pour les exportations de viande de volaille américaines. En 1997, le Mexique a absorbé près de 5 p. 100 des exportations de poulets à griller et 32 p. 100 de la viande de dinde des États-Unis.

En vertu de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, les États-Unis déploient des efforts soutenus pour obtenir l'abolition des obstacles déloyaux au commerce, qui ne sont pas justifiables d'un point de vue scientifique.

Négociations commerciales

En dépit des progrès réalisés, la libéralisation des échanges commerciaux est loin d'être terminée. Les producteurs américains de viande de volaille estiment qu'ils demeurent confrontés à une série d'obstacles tarifaires et non tarifaires, à des pratiques commerciales déloyales et à des accords commerciaux préférentiels sur des marchés clés à l'échelle mondiale. Voici quelques exemples :

- Beaucoup de pays maintiennent en vigueur des obstacles au commerce de la viande de volaille, en se fondant sur des arguments scientifiques fautifs, notamment la politique de

tolérance zéro du Chili à l'égard de la salmonelle et l'interdiction, par le Venezuela, des importations de viande de volaille des États-Unis sous prétexte de maladie. De même, l'Union européenne continue d'interdire les importations de viande de volaille des États-Unis, en raison d'un différend relatif à l'utilisation de décontaminants dans le processus de production.

- En dépit d'un léger assouplissement des politiques qui interdisent le commerce de la viande de volaille depuis quelques années, l'Égypte continue d'interdire l'importation de parties de poulet, ce qui entrave le commerce de la viande de volaille et constitue une discrimination à l'égard des produits américains.
- L'Inde conserve un système restrictif de permis d'importation qui, concrètement, entraîne l'interdiction des importations de viande de volaille. En Malaisie et en Indonésie, les importations de viande de volaille demeurent freinées par des procédures d'obtention de permis d'importation qui manquent de transparence.

7. Salubrité des aliments

Les États-Unis appliquent une stratégie globale axée sur des systèmes afin de garantir le respect des normes les plus élevées pour la santé des humains, des animaux et des végétaux. Du point de vue des producteurs, la salubrité signifie garantir que les agriculteurs et les éleveurs américains sont protégés contre la menace des maladies et parasites débilitants des animaux et des végétaux, de manière à assurer un approvisionnement abondant et sûr de matières premières agricoles pour les industries nationales. Pour les consommateurs, cela signifie garantir que les produits offerts au détail sont sécuritaires, par l'intermédiaire d'un système qui inclut :

1. l'évaluation et l'approbation préalable à la commercialisation;
2. le suivi de la production par l'intermédiaire de l'ARMPC (analyse des risques et maîtrise des points critiques) ainsi que des systèmes similaires;
3. l'échantillonnage statistique et l'inspection des produits alimentaires de base et transformés.

Promotion d'une élévation des normes alimentaires internationales

Les représentants américains assument un rôle de premier plan dans tous les grands organismes internationaux qui ont pour mandat la vérification de la salubrité des aliments produits et consommés à l'échelle mondiale. Ils mettent à profit ce rôle de chef de file pour promouvoir l'adoption de mesures internationales de salubrité des aliments qui garantissent le maintien de niveaux élevés de protection de la santé des humains, des animaux et des végétaux.

- Les États-Unis jouent un rôle actif dans tous les comités de la Commission du Codex Alimentarius, forum d'établissement des normes alimentaires internationales créé en 1962 sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé. La participation des États-Unis aux activités du Codex permet de garantir que leurs opinions à l'égard d'enjeux cruciaux en matière de salubrité des aliments sont prises en compte lors de l'élaboration de toutes les normes alimentaires internationales. À l'heure actuelle, les États-Unis président le comité sur l'hygiène alimentaire et le comité sur les résidus des médicaments à usage

vétérinaire dans les aliments. Le comité sur l'hygiène alimentaire élabore à l'heure actuelle de nouvelles normes strictes en matière de salubrité des aliments qui sont basées sur des systèmes de mesures préventives, dont le système ARMPC.

- De plus, les fonctionnaires américains responsables de la salubrité des aliments rencontrent fréquemment leurs homologues étrangers pour évaluer et analyser les nouveaux enjeux en matière de salubrité des aliments. Ces rencontres bilatérales, qui ont souvent lieu indépendamment de tout autre accord commercial en vigueur, jouent un rôle efficace sur le plan de la conception de programmes visant le contrôle des contaminants microbiologiques dans les aliments.

8. Organismes d'exportation des États-Unis

Le USA Poultry & Egg Export Council (USAPEEC) est un organisme commercial à but non lucratif parrainé par l'industrie et qui se consacre à l'accroissement des exportations de produits de volaille et d'oeufs américains sur tous les marchés étrangers. L'USAPEEC a été fondé en 1984, grâce à une subvention de la Southeastern Poultry and Egg Association, aujourd'hui rebaptisée U.S. Poultry and Egg Association.

À l'heure actuelle, en tant qu'entité distincte, l'USAPEEC regroupe pratiquement tous les grands producteurs et fournisseurs de volaille et d'oeufs américains qui font de l'exportation, en plus d'une liste croissante d'entités dont la survie dépend des exportations de produits de volaille et d'oeufs (sociétés de transport, d'entreposage et de distribution, experts-conseils en commerce, autorités portuaires, etc.).

Outre son bureau américain situé à proximité d'Atlanta, en Géorgie, le conseil possède des bureaux à plein temps en Allemagne, au Japon, à Hong Kong, à Singapour, en Chine et au Mexique. Le conseil offre une vaste gamme de services et d'avantages à ses membres : guides d'acheteurs, ressources, bureaux internationaux, liste de foires commerciales et ressources au sein de l'industrie.

Les sociétés qui souhaitent solliciter des fonds de contrepartie pour la promotion sous marque de volaille, d'oeufs et de produits d'aliments de volaille des États-Unis sur les marchés étrangers peuvent déposer une demande auprès de l'USAPEEC. Ce budget de promotion s'inscrit dans le programme Market Promotion Program ou MPP, qui a été créé par le congrès américain dans le cadre du Farm Bill de 1990. L'USAPEEC sollicitait environ 7,5 millions de dollars en fonds du MPP, dont pratiquement 3 millions devaient être utilisés pour la promotion de produits de volaille ou d'oeufs sans marque et génériques (1996-1997). Le programme a permis à toutes les entreprises américaines de mettre à profit la publicité de marque pour promouvoir la vente de produits américains de volaille ou d'oeufs dans les pays étrangers approuvés. Dans le programme, le financement était conditionnel à l'approbation d'un plan de commercialisation précis tant par l'USAPEEC que par le Foreign Agricultural Service, qui administrait le MPP. Les fonds de contrepartie pouvaient être utilisés pour promouvoir le poulet, la dinde, le canard, les poulets de Cornouailles, les cailles et tous les autres produits de la volaille et des oeufs transformés. Le MPP n'existe plus mais il a été remplacé par le Market Access Program, qui est de nature similaire.

Les coordonnées de l'USAPEEC sont les suivantes : 2300 West Park Place Blvd., Stone Mountain, GA 30087 USA; téléphone : (770) 413-0006; télécopieur : (770) 413-0007; courrier électronique pour des renseignements généraux : info@usapeec.org, et webmaster : usapeec@usapeec.org.

Programmes d'exportation américains - Foreign Agriculture Service (FAS)

Le FAS offre un certain nombre de programmes pour aider les exportateurs américains de produits agricoles :

- Unified Export Strategy
- Dairy Export Incentive Program (DEIP)
- Emerging Markets Program
- Export Enhancement Program (EEP)
- Facility Guarantee Program (FGP)
- Foreign Market Development Program (FMD)
- General Sales Manager (GSM) programs
- Market Access Program (MAP)
- Supplier Credit Guarantee Program (SCGP)
- Section 108

L'industrie américaine de la volaille a accès aux programmes suivants :

Export Enhancement Program (EEP)
L'EEP aide les produits des agriculteurs américains à soutenir la concurrence des pays qui offrent des subventions, particulièrement l'Union européenne. Dans ce programme, le Département de l'Agriculture des États-Unis verse des primes en espèces aux exportateurs, de manière à leur permettre de vendre les produits agricoles américains dans des pays cibles à des prix inférieurs aux coûts d'acquisition pour l'exportateur. Les principaux objectifs du programme sont d'accroître les exportations agricoles américaines et de lutter contre les pratiques commerciales déloyales.

L'EEP a été annoncé par l'USDA le 15 mai 1985; il relève des pouvoirs définis dans la version modifiée de l'Agricultural Trade Act de 1978, dans l'Uruguay Round Agreements Act et dans la Federal Agriculture Improvement and Reform Act de 1996. Conformément à ses engagements en matière de subventions aux exportations dans le cadre de l'accord de l'Uruguay sur l'agriculture, les États-Unis ont fixé des plafonds annuels par denrée en ce qui a trait aux dépenses budgétaires et aux quantités exportées. L'engagement de respecter les plafonds de quantité est entré en vigueur le 1er juillet 1995; l'engagement de respecter les plafonds en matière de dépenses budgétaires est entré en vigueur le 1er octobre 1995.

Un appel d'offre d'acquisition de primes de la Commodity Credit Corporation (CCC) a été lancé pour la volaille congelée le 1er juillet 1998. On ignore pour l'instant les montants reçus par l'industrie.

Market Access Program (MAP)
Le MAP, anciennement baptisé Market Promotion Program, utilise les fonds du Département de l'Agriculture (USDA) et de la CCC pour aider les producteurs, exportateurs, entreprises privées

et autres organisations commerciales des États-Unis à financer les activités de promotion des produits agricoles américains. Le MAP favorise le développement, le maintien et l'élargissement des marchés d'exportation commerciaux des denrées agricoles. Les activités financées sont des promotions auprès des consommateurs, des études de marché, de l'aide technique et des services commerciaux.

Des versements de 90 millions de dollars à 64 organisations commerciales américaines pour des activités de promotion des exportations sur les marchés internationaux en vertu du MAP pour l'année financière 1998 ont été annoncées le 11 juin 1998 par le secrétaire à l'agriculture, M. Dan Glickman. Le secteur américain de la volaille, par l'intermédiaire de l'organisme qui le représente, l'USAPEEC, a reçu 3 170 320 dollars. Si l'on tient compte du financement complémentaire accordé aux secteurs de la viande et de la volaille, on suppose qu'un budget supplémentaire de promotion de la volaille a été reçu par l'intermédiaire d'autres organismes. Par exemple, la U.S. Meat Export Federation (plus de 9 millions de dollars) et le California Agricultural Export Council (plus de 700 000 dollars) ont reçu un financement dans le but d'effectuer diverses activités de promotion qui pourraient inclure la promotion de la volaille.

Brésil

Information de base

Superficie:	8 456 510 Km2
Population:	162 661 214 (1996)
PIB Total:	US $ 749.1 Milliards (1996)
Capitale:	Brasilia
Président:	Fernando Henrique Cardoso
Ministre de l'Agriculture:	Arlindo Porto
Ambassadeur canadien:	Nancy Stiles

Commerce Agroalimentaire Canada-Brésil

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**391.637**	**269.809**
Importations agroalimentaires totales:	**321.907**	**371.304**
Balance commerciale	**69.730**	**-101.495**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**391.637**	**269.809**
Blé, non-dur	287.276	174.357
Malt, non-torrefié	44.450	39.511
Graines d'alsike	1.768	10.928
Blé, dur	13.103	9.763
Pois, séchés	8.018	5.454

Brésil

Information de base

Superficie:	8 456 510 Km2
Population:	162 661 214 (1996)
PIB Total:	US $ 749.1 Milliards (1996)
Capitale:	Brasilia
Président:	Fernando Henrique Cardoso
Ministre de l'Agriculture:	Arlindo Porto
Ambassadeur canadien:	Nancy Stiles

Commerce Agroalimentaire Canada-Brésil

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**391.637**	**269.809**
Importations agroalimentaires totales:	**321.907**	**371.304**
Balance commerciale	**69.730**	**-101.495**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**391.637**	**269.809**
Blé, non-dur	287.276	174.357
Malt, non-torrefié	44.450	39.511
Graines d'alsike	1.768	10.928
Blé, dur	13.103	9.763
Pois, séchés	8.018	5.454

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**321.907**	**371.304**
Café, non-grillé, non décaféiné	48.245	92.195
Jus d'orange, congelé	92.846	77.85
Café, grillé, non décaféiné	9.837	47.049
Canne à sucre	50.248	43.306
Jus d'orange, nda	10.082	15.179

Importations agroalimentaires du Brésil

Importations agroalimentaires totales (1995): US $2.3 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Blé, non-dur	1,191.615	Argentine
Produits de lait et crême	376.788	Argentine
Autres semoules, farines	274.363	Uruguay
Viandes des animaux de l'espèce bovine	254.790	Uruguay
Fêves de soja	229.200	Paraquay

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**1,281.400**	**1,283.259**
Blé, non-dur	160.348	287.490
Papier journal, en rouleaux ou en feuilles	304.831	170.632
Chlorure de potassium	108.418	141.324
Préparations d'huile de pétrole	77.759	95.720
Charbons bitumineux	71.953	79.980

PROFIL DE L'INDUSTRIE BRÉSILIENNE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

L'économie brésilienne devrait croître à un rythme d'environ 1 % en 1998, après avoir connu une croissance du PIB de 3,68 % en 1997. Selon certaines informations, le Brésil devrait entrer en récession en 1999. En octobre 1997, au moment où la crise asiatique commençait à frapper le Brésil, le gouvernement a redonné confiance aux marchés en instaurant un système de double taux d'intérêt et en annonçant des restrictions budgétaires.

Pendant presque tout le premier semestre de 1998, le Brésil a été en mesure de défendre sa devise et d'accroître ses réserves étrangères. Par contre, l'activité économique a ralenti et le chômage a augmenté. De plus, le Brésil a trois autres faiblesses importantes : des déficits importants de son compte courant et de son budget et un coût élevé du service de la dette. Alors qu'à l'heure actuelle le pays est de nouveau frappé par les bouleversements financiers mondiaux, par l'incapacité de la Russie d'assurer le service de sa dette et par le ralentissement de l'économie mondiale, les pressions qui s'exercent sur la devise brésilienne (qu'on estime surévaluée de 20 %) sont beaucoup plus graves. En moins de deux mois, le Brésil a perdu près du tiers de ses réserves en devises étrangères, dont une grande partie est empruntée sur les marchés financiers internationaux et le gouvernement est sur le point d'annoncer un plan de restrictions budgétaires beaucoup plus radical.

On prévoit que la production de volailles augmentera de 0,5 à 2 % et la demande intérieure, de plus de 2 %, tandis que les exportations de volailles (essentiellement des poulets à griller) devraient chuter de 12 % en raison de la faiblesse de la demande sur les marchés internationaux, c'est-à-dire, essentiellement, du fait de la chute des exportations vers les marchés asiatiques et la Russie.

2. Production

Le Bureau de l'agriculture estime que la production de poulets à griller augmentera de seulement 0,5 à 1 % en 1998, en raison de la faiblesse de l'offre de poussins d'un jour, de la baisse des exportations et de la faiblesse de la demande intérieure. Les producteurs de poulets à griller ont ramené le remplacement de poussins à 1,3 milliard au cours du premier trimestre de 1998. Il s'agit d'une diminution de 1 % par rapport aux chiffres de la même période de l'an dernier et de la seconde chute du taux de remplacement des poussins depuis 17 ans. La forte mortalité des poussins d'un jour causée par les températures élevées découlant d'Le Nino et par l'épidémie de leucose qui a touché le matériel de reproduction, essentiellement importé des États-Unis, sont les autres facteurs qui expliquent la baisse de cette année.

Production de reproducteurs et de poussins d'un jour pour poulets à griller :

Année	Reproducteur Pondeuses (1 000)	Poulets à griller (1000)	Poussins à griller (1000)
1992	58 286	17 277	1 974 639
1993	52 596	18 915	2 122 921
1994	55 603	20 817	2 323 906
1995	58 250	22 068	2 537 191
1996	56 002	21 859	2 593 096
1997	52 073	23 118	2 863 797

En 1997, la production de poulets à griller au Brésil a atteint 4,4 millions de tonnes métriques; 50 % de ce volume était concentré dans la région du Sud et 35 %, dans la région du Sud-Est. L'État de Sao Paulo, dans la région du Sud-Est, a été le premier producteur de viande de poulet à griller (22 %), suivi des trois États du Sud, soit Santa Catarina (18 %), Parana (16 %) et Rio Grande do Sul (15 %). Environ 75 % de l'industrie brésilienne du poulet à griller est intégrée verticalement. Toutes les usines de volailles qui font de l'exportation sont intégrées verticalement et inspectées à l'échelon fédéral.

En 1997 également, les dix plus importants transformateurs de volailles réalisaient 47,6 % de l'abattage, soit une légère diminution par rapport au taux de 49,8 % enregistré en 1996. La production de poulets à griller non inspectée a diminué de 28,7 % qu'elle était en 1997 à 28,2 % en 1998. Cela découle d'un renforcement de l'application par les gouverneurs des États de la taxe à la valeur ajoutée. Voici la part de marché respective des dix premiers transformateurs de poulets à griller au Brésil.

Entreprise	1997 %	1996 %
Sadia	12,28	13,45
Perdigao	7,56	7,10
Ceval	6,07	6,38
Frangosul	4,89	4,51
Avipal	4,53	4,53
Penabranca	3,10	3,80

Production de reproducteurs et de poussins d'un jour pour poulets à griller :

Année	Reproducteur Pondeuses (1 000)	Poulets à griller (1000)	Poussins à griller (1000)
1992	58 286	17 277	1 974 639
1993	52 596	18 915	2 122 921
1994	55 603	20 817	2 323 906
1995	58 250	22 068	2 537 191
1996	56 002	21 859	2 593 096
1997	52 073	23 118	2 863 797

En 1997, la production de poulets à griller au Brésil a atteint 4,4 millions de tonnes métriques; 50 % de ce volume était concentré dans la région du Sud et 35 %, dans la région du Sud-Est. L'État de Sao Paulo, dans la région du Sud-Est, a été le premier producteur de viande de poulet à griller (22 %), suivi des trois États du Sud, soit Santa Catarina (18 %), Parana (16 %) et Rio Grande do Sul (15 %). Environ 75 % de l'industrie brésilienne du poulet à griller est intégrée verticalement. Toutes les usines de volailles qui font de l'exportation sont intégrées verticalement et inspectées à l'échelon fédéral.

En 1997 également, les dix plus importants transformateurs de volailles réalisaient 47,6 % de l'abattage, soit une légère diminution par rapport au taux de 49,8 % enregistré en 1996. La production de poulets à griller non inspectée a diminué de 28,7 % qu'elle était en 1997 à 28,2 % en 1998. Cela découle d'un renforcement de l'application par les gouverneurs des États de la taxe à la valeur ajoutée. Voici la part de marché respective des dix premiers transformateurs de poulets à griller au Brésil.

Entreprise	1997 %	1996 %
Sadia	12,28	13,45
Perdigao	7,56	7,10
Ceval	6,07	6,38
Frangosul	4,89	4,51
Avipal	4,53	4,53
Penabranca	3,10	3,80

Dagranja	3,04	3,19
Chapeco	2,59	3,89
Aurora	2,13	1,31
Minuano	1,42	1,64

Le renforcement de la concentration dans l'industrie de la volaille continuera de réduire le nombre des transformateurs de petite et de moyenne tailles, qui sont confrontés à des taux d'intérêts plus élevés et à des marges bénéficiaires réduites. La pénétration sur le marché brésilien de la volaille d'entreprises étrangères, dont la plus importante est la société française Doux, est un phénomène très récent. Au mois de juillet de cette année, Doux a annoncé l'acquisition de Frangosul, quatrième transformateur de porcs et de volailles au Brésil, dont la part du marché de l'exportation atteint près de 12 %. La production et la transformation traditionnelles de volailles est une activité familiale au Brésil; aussi l'arrivée des multinationales est-elle un fait important. Il y a trois ans, Perdigoa, également une entreprise familiale, a été achetée par un groupe de fonds de retraite brésilien. On signale également que le cinquième transformateur brésilien de volailles, Avipal, serait sur le point d'être vendu au groupe argentin Macri.

Les perspectives de production de poulets à griller pour 1999 annoncent une autre faible augmentation, conséquence de l'incertitude des exportations de volailles, de la prévision du ralentissement du taux de croissance économique à 2 % ou moins et de la persistance de la faiblesse de la demande des consommateurs. Les analystes du marché de la volaille conviennent généralement que les taux de croissance de la production de volaille supérieurs à 10 % sont désormais chose du passé au Brésil. Dans les années à venir, la production continuera de croître, en raison des investissements réalisés dans le secteur dans le passé et qui favorisent les gains de productivité, mais le rythme de ces améliorations et de la croissance va ralentir. Les marges bénéficiaires sur les poulets entiers sont pratiquement nulles, ce qui touche surtout les transformateurs de petite et de moyenne tailles. Les gros transformateurs de volailles réagissent en lançant de nouveaux produits à haute valeur ajoutée et en cherchant à pénétrer de nouveaux marchés étrangers. Les deux plus importantes entreprises de volailles au Brésil, Sadia et Perdigao, ont mis au point des gammes de produits alimentaires transformés évoluées, qui incluent non seulement de la viande de volaille mais aussi des plats de volaille préparés avec, entre autres, du riz, des légumes, de l'huile d'olive, etc., ainsi que des plats préparés à base de poisson et de porc.

Presque toute la viande de dindes commercialisée au Brésil est produite par SADIA, qui détient 96 % du marché de la production de dindes dans le pays. Selon les sources de SADIA, l'objectif de l'entreprise est d'accroître sa production de dindes de 10 %.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 356 000	2 628 000	2 872 000	3 143 000	3 411 000	3 666 000	4 052 000	4 340 000

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
53 085	56 231	67 031	70 800	75 270	90 000	100 000	110 000

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
12,480	15,600	14,300	15,600	22,100	22,100	22,100	22,100

Source - Base de données de la FAO

3. Consommation

La consommation intérieure de viande de poulet à griller devrait augmenter de 2,7 % en 1998, en raison d'une forte chute des exportations, de la compétitivité des prix des poulets à griller en comparaison des prix du boeuf, de la forte demande du marché institutionnel et, facteur plus important encore, de l'augmentation de la consommation des produits de poulets préparés, particulièrement de plats de résistance.

On ne possède aucune statistique qui permette de ventiler la composition de la consommation de poulets à griller, encore que les consommateurs brésiliens continuent à afficher une préférence marquée pour les poulets entiers de grande taille. La structure de la demande de poulets à griller évoluerait, selon certains analystes du marché. Depuis la stabilisation économique qui dure depuis 1994, on a également constaté une évolution de la consommation vers des produits de poulets à griller plus transformés. Les gros transformateurs de volailles du Brésil réagissent au changement des habitudes des consommateurs en modifiant les stratégies relatives à leurs gammes de produits et en misant sur les parties de poulets à griller (essentiellement les cuisses et les poitrines) et sur les produits de marque à valeur ajoutée plus transformés, notamment les repas de poulet congelé, les repas précuits, les croquettes de poulet et les pâtés de poulet de type « burger ». Le service alimentaire institutionnel et le marché de la restauration rapide offrent également un potentiel important pour les entreprises brésiliennes.

La consommation de dindes congelées demeure très saisonnière au Brésil. Environ 85 % des ventes de dindes entières ont lieu pendant la période qui précède Noël. Au Brésil, les habitudes des consommateurs favorisent la consommation de dindes durant la période de Noël. Les produits de dinde transformés, notamment les pains de viande tranchés et les croquettes, sont consommés toute l'année. La stratégie commerciale de SADIA consiste à accroître la consommation de produits de dinde transformés et de dindes entières à l'occasion d'autres manifestations saisonnières importantes.

Dagranja	3,04	3,19
Chapeco	2,59	3,89
Aurora	2,13	1,31
Minuano	1,42	1,64

Le renforcement de la concentration dans l'industrie de la volaille continuera de réduire le nombre des transformateurs de petite et de moyenne tailles, qui sont confrontés à des taux d'intérêts plus élevés et à des marges bénéficiaires réduites. La pénétration sur le marché brésilien de la volaille d'entreprises étrangères, dont la plus importante est la société française Doux, est un phénomène très récent. Au mois de juillet de cette année, Doux a annoncé l'acquisition de Frangosul, quatrième transformateur de porcs et de volailles au Brésil, dont la part du marché de l'exportation atteint près de 12 %. La production et la transformation traditionnelles de volailles est une activité familiale au Brésil; aussi l'arrivée des multinationales est-elle un fait important. Il y a trois ans, Perdigoa, également une entreprise familiale, a été achetée par un groupe de fonds de retraite brésilien. On signale également que le cinquième transformateur brésilien de volailles, Avipal, serait sur le point d'être vendu au groupe argentin Macri.

Les perspectives de production de poulets à griller pour 1999 annoncent une autre faible augmentation, conséquence de l'incertitude des exportations de volailles, de la prévision du ralentissement du taux de croissance économique à 2 % ou moins et de la persistance de la faiblesse de la demande des consommateurs. Les analystes du marché de la volaille conviennent généralement que les taux de croissance de la production de volaille supérieurs à 10 % sont désormais chose du passé au Brésil. Dans les années à venir, la production continuera de croître, en raison des investissements réalisés dans le secteur dans le passé et qui favorisent les gains de productivité, mais le rythme de ces améliorations et de la croissance va ralentir. Les marges bénéficiaires sur les poulets entiers sont pratiquement nulles, ce qui touche surtout les transformateurs de petite et de moyenne tailles. Les gros transformateurs de volailles réagissent en lançant de nouveaux produits à haute valeur ajoutée et en cherchant à pénétrer de nouveaux marchés étrangers. Les deux plus importantes entreprises de volailles au Brésil, Sadia et Perdigao, ont mis au point des gammes de produits alimentaires transformés évoluées, qui incluent non seulement de la viande de volaille mais aussi des plats de volaille préparés avec, entre autres, du riz, des légumes, de l'huile d'olive, etc., ainsi que des plats préparés à base de poisson et de porc.

Presque toute la viande de dindes commercialisée au Brésil est produite par SADIA, qui détient 96 % du marché de la production de dindes dans le pays. Selon les sources de SADIA, l'objectif de l'entreprise est d'accroître sa production de dindes de 10 %.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 356 000	2 628 000	2 872 000	3 143 000	3 411 000	3 666 000	4 052 000	4 340 000

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
53 085	56 231	67 031	70 800	75 270	90 000	100 000	110 000

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
12,480	15,600	14,300	15,600	22,100	22,100	22,100	22,100

Source - Base de données de la FAO

3. Consommation

La consommation intérieure de viande de poulet à griller devrait augmenter de 2,7 % en 1998, en raison d'une forte chute des exportations, de la compétitivité des prix des poulets à griller en comparaison des prix du boeuf, de la forte demande du marché institutionnel et, facteur plus important encore, de l'augmentation de la consommation des produits de poulets préparés, particulièrement de plats de résistance.

On ne possède aucune statistique qui permette de ventiler la composition de la consommation de poulets à griller, encore que les consommateurs brésiliens continuent à afficher une préférence marquée pour les poulets entiers de grande taille. La structure de la demande de poulets à griller évoluerait, selon certains analystes du marché. Depuis la stabilisation économique qui dure depuis 1994, on a également constaté une évolution de la consommation vers des produits de poulets à griller plus transformés. Les gros transformateurs de volailles du Brésil réagissent au changement des habitudes des consommateurs en modifiant les stratégies relatives à leurs gammes de produits et en misant sur les parties de poulets à griller (essentiellement les cuisses et les poitrines) et sur les produits de marque à valeur ajoutée plus transformés, notamment les repas de poulet congelé, les repas précuits, les croquettes de poulet et les pâtés de poulet de type « burger ». Le service alimentaire institutionnel et le marché de la restauration rapide offrent également un potentiel important pour les entreprises brésiliennes.

La consommation de dindes congelées demeure très saisonnière au Brésil. Environ 85 % des ventes de dindes entières ont lieu pendant la période qui précède Noël. Au Brésil, les habitudes des consommateurs favorisent la consommation de dindes durant la période de Noël. Les produits de dinde transformés, notamment les pains de viande tranchés et les croquettes, sont consommés toute l'année. La stratégie commerciale de SADIA consiste à accroître la consommation de produits de dinde transformés et de dindes entières à l'occasion d'autres manifestations saisonnières importantes.

4. Exportations

Le volume total des exportations de poulets à griller du Brésil en 1997 a atteint 649 357 tonnes métriques, chiffre qui représente une augmentation de 14 % par rapport à 1996, alors que la valeur totale a atteint 875,8 millions de dollars (US), augmentation de seulement 4 % par rapport à l'année précédente. Même si le volume total et la valeur des exportations de poulets à griller ont atteint un record en 1997, le prix unitaire moyen à l'exportation a chuté de 9 % depuis 1996 pour atteindre 1 348,78 $ (US).

Les exportations de parties de poulet à griller représentaient 42,4 % du volume total de la viande de poulet à griller exportée, soit une diminution par rapport à une part des exportations de 48,2 % en 1996. Les exportations de poulets à griller entiers représentaient 57,6 % du volume total exporté en 1997, soit une augmentation par rapport à une part des exportations de 51,8 % en 1996. Le volume de viande de poulet à griller exporté en 1997 représentait 14,6 % de la production totale de poulets à griller du Brésil, soit une augmentation de 14 % par rapport à 1996. Les données préliminaires relatives aux exportations de viande en 1997 indiquent que les exportations de poulets à griller représentent 60 % de la valeur de toutes les exportations de volailles.

La baisse prévue des exportations vers la Russie et l'Asie (essentiellement vers le Japon) peut être attribuée à la crise financière qui touche ces régions. Les exportateurs brésiliens soutiennent également que la dévaluation de la monnaie thaïlandaise a eu des effets négatifs sur leurs ventes en Asie. Les exportateurs se plaignent également des subventions accordées par les États-Unis et l'Union Européenne aux exportateurs vers le Moyen-Orient. Plus récemment, les exportateurs brésiliens de volailles ont été confrontés au problème de la nouvelle réglementation argentine en matière de contrôle des résidus et d'hygiène des aliments, qui s'est traduite par la détention de plusieurs cargaisons de volailles et d'exportations de porcs du Brésil. Les fonctionnaires brésiliens estiment que ce nouveau plan est illégal selon les termes fixés par l'OMC, étant donné qu'il n'y a pas eu de préavis accordé au Brésil et aux pays tiers avant la mise en oeuvre de ces règles.

Les exportations de volailles brésiliennes proviennent essentiellement (plus de 90 %) de la région du Sud. Les exportations de volailles profitent également de l'exemption de l'impôt ICMS (Imposto sobre a Circulacao de Mercadorias e Servicos, similaire à une taxe à la valeur ajoutée) sur les exportations de produits transformés. De plus, les exportateurs de volailles brésiliens ont accès à un financement de fonds de roulement de l'industrie d'exportation. Offerts dans le cadre du programme PROEX (administré par la Banque du Brésil), ces fonds, appelés ACC, sont offerts à des taux d'intérêts inférieurs aux taux du marché courant au Brésil (mais supérieurs aux taux mondiaux). De même, en tant qu'industrie d'exportation, les producteurs et transformateurs de volailles peuvent obtenir des prêts pour investissement à long terme de la Banco Nacional de Desenvolvemento Economico e social à des taux favorables (en comparaison du financement habituel des investissements au Brésil).

Exportations de parties de poulet à griller
- Par destination (en tonnes métriques)

Pays	1994	1995	1996	1997
Argentine	3 489	3 821	6 160	4 899
Bahrein	1 210	1 313	1 070	1 337
Chine	652	284	3 773	6 711
Allemagne	13 073	9 425	22 229	19 966
Hong Kong	33 588	42 255	51 171	69 066
Italie	8 934	4 492	4 702	2 623
Koweit	1 459	1 851	2 309	2 093
Japon	79 114	92 815	116 458	89 608
Pays-Bas	5 557	6 105	7 258	10 627
Divers	42 589	45 521	58 927	68 655
Total	189,765	201 777	274 057	275 585

Exportations de poulets à griller entiers
- Par destination (en tonnes métriques)

Pays	1994	1995	1996	1997
Argentine	46 438	15 240	21 408	40 635
Bahrein	6 027	6 748	6 086	8 011
Hong Kong	5 428	3 434	3 887	3 371
Koweit	17 411	17 926	25 042	27 973
Japon	2 944	3 421	3 884	4 090
Pays-Bas	2 184	1 195	3 202	1 965
Oman	7 859	3 984	5 633	6 285
Qatar	8 802	6 722	9 984	11 726
Russie	0	0	14 064	33 337
Arabie saoudite	150 989	136 399	153 588	178 793

Émirats arabes unis	14 780	7 633	14 948	25 852
Divers	28 282	19 721	33 012	31 734
Total	291 174	222 423	294 738	373 772

Volume des exportations de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
292 195	313 840	370 732	511 397	485 191	428 988	558 601

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
320 046	387 313	436 795	565 763	606 546	634 031	835 034

Poulets vivants exportés (en millier)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
861	1 900	32 916	24 793	1 864	3 039	5 121

Poulets vivants exportés (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 417	3 342	11 758	9 039	2 577	4 299	3 687

Les exportations de dindes, presque exclusivement des parties de dinde, représentent en moyenne 15 % de la production et n'affichent d'augmentation annuelle que marginale. L'Allemagne et l'Italie sont les destinations du gros des exportations brésiliennes de dindes; viennent ensuite le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, le Pérou, les Pays-Bas et Hong Kong.

Volume des exportations de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 681	8 906	12 758	13 665	14 138	11 646	12 782

Volume des exportations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
17 541	18 850	28 290	31 056	40 296	33 300	40 930

Volume des exportations de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
187	0	0	0	0	0	0

Valeur des exportations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
253	0	0	0	0	0	0

Détails

Le Brésil a été, du point de vue du volume, le 23e (1995), 19e (1996) et 20e (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 155 139 tonnes en 1995, 160 559 tonnes en 1996 et 263 628 tonnes en 1997. La gamme de produits exportés vers le Brésil était la suivante : canards entiers éviscérés, parties de canard cru, produits de canard séchés, fumés et salés.

Le Brésil a importé de la viande de canard canadienne dans le passé, viande qui est un des nombreux produits qui relèvent de notre système fédéral d'inspection des volailles, et il devrait continuer d'en importer. Toutefois, pour l'instant, il n'existe aucun protocole entre le Canada et le Brésil quant à l'inspection des produits de viande de d'autres volailles. L'absence d'accord restreint le mouvement des produits de volaille entre le Brésil et l'Amérique du Nord.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/brazil_f.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

Émirats arabes unis	14 780	7 633	14 948	25 852
Divers	28 282	19 721	33 012	31 734
Total	291 174	222 423	294 738	373 772

Volume des exportations de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
292 195	313 840	370 732	511 397	485 191	428 988	558 601

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
320 046	387 313	436 795	565 763	606 546	634 031	835 034

Poulets vivants exportés (en millier)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
861	1 900	32 916	24 793	1 864	3 039	5 121

Poulets vivants exportés (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 417	3 342	11 758	9 039	2 577	4 299	3 687

Les exportations de dindes, presque exclusivement des parties de dinde, représentent en moyenne 15 % de la production et n'affichent d'augmentation annuelle que marginale. L'Allemagne et l'Italie sont les destinations du gros des exportations brésiliennes de dindes; viennent ensuite le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, le Pérou, les Pays-Bas et Hong Kong.

Volume des exportations de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 681	8 906	12 758	13 665	14 138	11 646	12 782

Volume des exportations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
17 541	18 850	28 290	31 056	40 296	33 300	40 930

Volume des exportations de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
187	0	0	0	0	0	0

Valeur des exportations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
253	0	0	0	0	0	0

Détails

Le Brésil a été, du point de vue du volume, le 23e (1995), 19e (1996) et 20e (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 155 139 tonnes en 1995, 160 559 tonnes en 1996 et 263 628 tonnes en 1997. La gamme de produits exportés vers le Brésil était la suivante : canards entiers éviscérés, parties de canard cru, produits de canard séchés, fumés et salés.

Le Brésil a importé de la viande de canard canadienne dans le passé, viande qui est un des nombreux produits qui relèvent de notre système fédéral d'inspection des volailles, et il devrait continuer d'en importer. Toutefois, pour l'instant, il n'existe aucun protocole entre le Canada et le Brésil quant à l'inspection des produits de viande de d'autres volailles. L'absence d'accord restreint le mouvement des produits de volaille entre le Brésil et l'Amérique du Nord.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/brazil_f.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Volume des importations de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
18	0	0	0	274	138	0

Volume des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
26	0	0	0	546	167	0

Dindes vivantes importées (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	13

Dindes vivantes importées (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	476

Source - Base de données de FAO

6. Politiques

Au cours du 15e congrès annuel de la volaille brésilien, en octobre 1997, le secteur de la volaille a fait connaître ses principales préoccupations en matière de politiques au moyen d'un document intitulé « Lettre de Brasilia » et dans lequel les principaux producteurs de volailles demandaient :

1. le renforcement des services d'inspection et d'hygiène des animaux, dont la mise en oeuvre du nouveau programme national d'inspection de la volaille;

2. la restructuration des taxes sur les intrants agricoles, dont l'exemption de la taxe à la valeur ajoutée des États;
3. des programmes d'infrastructures visant à réduire le coût du transport et de l'entreposage des grains;
4. la mise sur pied de nouveaux programmes spéciaux de crédit au secteur, dont le secteur du porc et;

5. Importations

Volume des importations de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
18	0	0	0	274	138	0

Volume des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
26	0	0	0	546	167	0

Dindes vivantes importées (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	13

Dindes vivantes importées (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	476

Source - Base de données de FAO

6. Politiques

Au cours du 15e congrès annuel de la volaille brésilien, en octobre 1997, le secteur de la volaille a fait connaître ses principales préoccupations en matière de politiques au moyen d'un document intitulé « Lettre de Brasilia » et dans lequel les principaux producteurs de volailles demandaient :

1. le renforcement des services d'inspection et d'hygiène des animaux, dont la mise en oeuvre du nouveau programme national d'inspection de la volaille;

2. la restructuration des taxes sur les intrants agricoles, dont l'exemption de la taxe à la valeur ajoutée des États;
3. des programmes d'infrastructures visant à réduire le coût du transport et de l'entreposage des grains;
4. la mise sur pied de nouveaux programmes spéciaux de crédit au secteur, dont le secteur du porc et;

5. le soutien à l'échelon des forums multilatéraux internationaux, afin de lutter contre les subventions et les mesures protectionnistes des concurrents et des acheteurs à l'étranger.

Le fait le plus récent qui ait eu un effet sur l'élaboration des politiques a été la défaite du Brésil dans la contestation, devant le groupe de travail de l'OMC, des politiques de l'Union Européenne sur la volaille. Les principaux intervenants dans le domaine de la volaille ont estimé que les résultats du groupe de travail de l'OMC constituaient une défaite importante pour le secteur.

Le Brésil a perdu sur deux points :
a) l'augmentation du quota d'importation;
b) l'administration du quota.

Le Brésil a gagné sur la question des prix de référence utilisés pour les droits d'importation.

7. Sécurité alimentaire

Le différend entre l'Union Européenne et les États-Unis au sujet de la décontamination n'a eu aucun effet sur le Brésil. Les autorités sanitaires dans le domaine animal ont déclaré que l'UE n'avait jamais communiqué officiellement avec le Brésil à propos de ce différend, à l'exception d'une communication non officielle durant une visite de routine d'usines brésiliennes autorisées à exporter en Europe.

Mexique

Information de base

Superficie:	1 923 040 Km2
Population:	95 772 462 (1996)
PIB Total:	US $335 Milliards (1996)
Capitale:	Mexico
Président:	Ernesto Zedillo Ponce de Leon
Ministre de l'Agriculture:	Romarico Arroyo Marroquin
Ambassadeur canadien:	Stanley Gooch

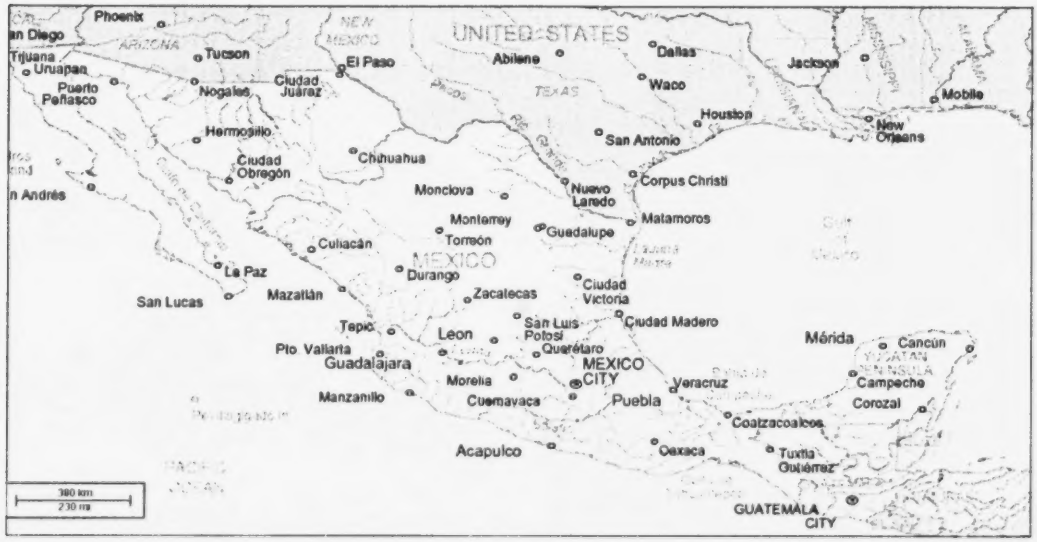
Commerce Agroalimentaire Canada-Mexique.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**429.856**	**450.087**
Importations agroalimentaires totales:	**315.070**	**350.938**
Balance commerciale	**114.786**	**99.149**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	429.856	450.087
Graines de navette ou de colza	194.302	217.742
Blé, non-dur	115.581	151.586
Lait en poudre, < 1.5% de matière grasse	46.566	32.047
Graines d'alsike	14.255	8.519
Malt non torréfié	11.685	5.107

Mexique



Information de base

Superficie:	1 923 040 Km2
Population:	95 772 462 (1996)
PIB Total:	US $335 Milliards (1996)
Capitale:	Mexico
Président:	Ernesto Zedillo Ponce de Leon
Ministre de l'Agriculture:	Romarico Arroyo Marroquin
Ambassadeur canadien:	Stanley Gooch

Commerce Agroalimentaire Canada-Mexique.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**429.856**	**450.087**
Importations agroalimentaires totales:	**315.070**	**350.938**
Balance commerciale	**114.786**	**99.149**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**429.856**	**450.087**
Graines de navette ou de colza	194.302	217.742
Blé, non-dur	115.581	151.586
Lait en poudre, < 1.5% de matière grasse	46.566	32.047
Graines d'alsike	14.255	8.519
Malt non torréfié	11.685	5.107

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**315.070**	**350.938**
Café, non-torréfié, non décaféiné	44.919	38.939
Tomates, fraîches	37.951	35.334
Bière	16.379	23.316
Goyaves et mangues	17.696	21.330
Préparations alimentaires	4.754	20.513

Importations agroalimentaires du Mexique

Importations agroalimentaires totales (1995) : US $ 3.2 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Maïs, blé d'inde	1,131.186	États-Unis
Fèves de soya	918.827	États-Unis
Blé, non-dur	411.147	États-Unis
Sarrasin, millet et alpiste	370.545	États-Unis
Lait & crème, conservés	358.420	États-Unis

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**1,111.941**	**1,170.995**
Graines de canola, même concassées	180.304	194.261
Blé, non-dur	97.017	115.580
Parties et accessoires, pour motos	88.184	71.330
Véhicules à piston alternatif, cylindrée >3000cc	43.232	63.303
Lait en poudre, <1.5% de matières grasses	46.511	43.502

PROFIL DE L'INDUSTRIE MEXICAINE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

Selon les prévisions actuelles, la production de viande de volaille devrait atteindre 1,62 million de tonnes métriques (TM) en 1998, ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport à la production de 1997, qui elle-même était déjà plus élevée que les années précédentes. Quant à la consommation de viande de volaille, elle devrait elle aussi augmenter en 1998, en raison de la hausse des prix des viandes rouges et du maintien de la reprise du pouvoir d'achat des consommateurs.

La production de viande de dinde devrait diminuer en 1998, en raison de rendements médiocres et des pertes économiques que s'attendent à subir les deux entreprises présentes dans le marché à cause de la hausse des coûts de production et de la concurrence des importations. Les importations en franchise de droits de viande de dinde destinée à la transformation ultérieure excéderont le seuil prévu dans l'ALENA. Les entreprises locales spécialisées dans la transformation ultérieure continuent d'être les principaux utilisateurs des parties de dinde au Mexique, notamment des cuisses de dinde, qui ont beaucoup de succès au Mexique. Les transformateurs de viande locaux utilisent les cuisses de dinde pour produire de la saucisse, du jambon et d'autres viandes froides.

2. Production

La production de viande de volaille devrait augmenter d'environ 6,6 % au Mexique en 1998 par rapport à l'année précédente. Les producteurs de volaille continuent de profiter de coûts de production favorables attribuables à la stabilité des prix des aliments pour animaux, en particulier des prix des aliments pour animaux et ingrédients d'aliments pour animaux importés. La stabilité des coûts des aliments pour animaux, conjuguée à la stabilité du taux de change du peso et au maintien de la reprises économique au Mexique, va inciter les producteurs à accroître leur production en 1998. Le coût des aliments pour animaux représente environ 60 % du coût de production total. Près de 60 % des aliments pour animaux consommés par le secteur de la volaille sont importés.

La technologie moderne est largement répandue dans les entreprises avicoles locales au niveau de la ferme. Le matériel génétique vient habituellement des États-Unis. Selon le Secrétariat de l'agriculture, du bétail et du développement rural (*Secretariat of Agriculture, Livestock and Rural Development*), il n'y a que onze abattoirs avicoles inspectés par le gouvernement fédéral au Mexique.

L'industrie avicole est dominée par quelques grands producteurs, qui représentent plus de 50 % de la production. Les grandes entreprises sont de plus en plus dominantes. Depuis trois ans, beaucoup de petites entreprises ont fait faillite. Dans les quatre premières années de l'ALENA, l'industrie avicole locale n'a à toutes fins pratiques fait aucun investissement pour moderniser ou améliorer son fonctionnement à cause de la crise économique.

Poulet

Part du marché mexicain de poulet (en %)

Entreprise	Part du marché en 1997
Bachoco	21
Pilgrim's Pride de Mexico	11,6
Trasgo (Tyson Foods)	7,8
Univasa (Desc Group)	6,6
Patsa	4,3
Autres (environ 200 producteurs)	48,7
Total	100,0

Nota : Pilgrim's Pride appartient à des intérêts américains et Trasgo a une coentreprise avec Tysons.

Principaux États producteurs de viande de poulet, 1997

État	Pourcentage
Queretaro	10
Coahuila-Durango	10
État de Mexico	9,0
Puebla	9,0
Jalisco	9,0
Nuevo Leon	8,0
Veracruz	7,0
Guanajuato	6,0
Yucatan	4,0
Hidalgo	4,0
Morelos	4,0
Total	100,0

Poulet

Part du marché mexicain de poulet (en %)

Entreprise	Part du marché en 1997
Bachoco	21
Pilgrim's Pride de Mexico	11,6
Trasgo (Tyson Foods)	7,8
Univasa (Desc Group)	6,6
Patsa	4,3
Autres (environ 200 producteurs)	48,7
Total	100,0

Nota : Pilgrim's Pride appartient à des intérêts américains et Trasgo a une coentreprise avec Tysons.

Principaux États producteurs de viande de poulet, 1997

État	Pourcentage
Queretaro	10
Coahuila-Durango	10
État de Mexico	9,0
Puebla	9,0
Jalisco	9,0
Nuevo Leon	8,0
Veracruz	7,0
Guanajuato	6,0
Yucatan	4,0
Hidalgo	4,0
Morelos	4,0
Total	100,0

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
750 427	857 947	898 495	1 040 029	1 126 008	1 283 867	1 264 366	1 441 905

Source : Base de données de la FAO.

Dindon

Les estimations relatives à la production de viande de dinde en 1998 ont été revues à la baisse en raison de la hausse des coûts de production et de l'intensification de la concurrence venant des importations. L'augmentation des approvisionnements en aliments pour animaux à des prix intéressants n'a pas suffi pour encourager la production locale de dinde. Les producteurs mexicains ont toujours beaucoup de mal à soutenir la concurrence des importations, à cause de l'absence d'économies d'échelle et d'une intégration limitée. De plus, les entreprises locales continuent de produire des dindes entières pour la seule période des fêtes. Parallèlement, la production locale de parties de dinde et de produits plus élaborés est négligeable.

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
24 595	20 569	13 002	12 012	9 240	10 890	10 989	11 979

Source : Base de données de la FAO.

Canard

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
17 500	18 000	18 500	19 000	19 550	19 750	20 000	20 000

Source : Base de données de la FAO.

3. Consommation

Les prévisions relatives à la consommation en 1998 ont été élevées légèrement, de manière à tenir compte de l'amélioration soutenue du pouvoir d'achat des consommateurs et du fait que le prix de la viande de volaille reste moins élevé que celui des viandes rouges. La demande de viande de volaille étant élastique par rapport au revenu, la hausse des revenus devrait entraîner des accroissements de consommation significatifs. Le revenu des ménages semblerait augmenter

légèrement, ce qui expliquerait la hausse de la consommation de viande de volaille, en particulier de viande de poulet.

Au Mexique, les prix sont déterminés à tous les niveaux par les forces du marché. Par conséquent, le gouvernement ne donne pas de subventions à la consommation de viande de volaille. Par suite de la reprise économique, des sources de l'industrie disent que de nouveaux investissements visant à moderniser et élargir le réseau de distribution alimentaire pourraient commencer en 1998. Le gouvernement mexicain a estimé que le PIB augmentera d'environ 5 % en 1998 et que le taux d'inflation diminuera pour passer de 15,7 %, en 1997, à environ 12 %. En 1997, la consommation a été légèrement plus faible que prévu, à cause de la hausse des prix de détail.

Le Mexique demeure davantage un marché des produits de base qu'un marché de produits à grande valeur ajoutée, parce que les consommateurs mexicains préfèrent les volailles entières fraîches. Toutefois, les achats de parties de volaille et de produits pratiques, comme les découpes, les parties désossées et les produits surgelés prêts à servir progressent graduellement. Les consommateurs préfèrent le poulet à peau jaune parce qu'à leur avis le poulet à peau blanche n'est pas bon pour la santé.

Les volailles vivantes représentent environ 42 % de la consommation totale de volaille, les poulets à griller (poulets entiers sans les abats), 27 %, les poulets à griller vendus dans les marchés publics (poulets entiers y compris les abats), environ 18 %, les poulets achetés dans les supermarchés (poulets entiers sans les abats), 9 % seulement, et les parties, 4 % seulement.

Les estimations relatives à la consommation totale de dinde ont été revues à la hausse pour 1997 et 1998, en raison du maintien de la reprise économique au pays, de la stabilité du peso et de l'augmentation marquée du pouvoir d'achat des consommateurs. Comme les produits de la dinde élaborés sont élastiques par rapport au prix, les prix favorables des produits importés ont entraîné une reprise marquée de la consommation, en particulier dans la classe moyenne de la population. La consommation de viande de dinde devrait augmenter en 1998.

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 857	5 163	4 249	2 325	2 458	4 587	5 412

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
12 133	11 855	7 918	3 066	1 125	2 402	2 941

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
750 427	857 947	898 495	1 040 029	1 126 008	1 283 867	1 264 366	1 441 905

Source : Base de données de la FAO.

Dindon

Les estimations relatives à la production de viande de dinde en 1998 ont été revues à la baisse en raison de la hausse des coûts de production et de l'intensification de la concurrence venant des importations. L'augmentation des approvisionnements en aliments pour animaux à des prix intéressants n'a pas suffi pour encourager la production locale de dinde. Les producteurs mexicains ont toujours beaucoup de mal à soutenir la concurrence des importations, à cause de l'absence d'économies d'échelle et d'une intégration limitée. De plus, les entreprises locales continuent de produire des dindes entières pour la seule période des fêtes. Parallèlement, la production locale de parties de dinde et de produits plus élaborés est négligeable.

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
24 595	20 569	13 002	12 012	9 240	10 890	10 989	11 979

Source : Base de données de la FAO.

Canard

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
17 500	18 000	18 500	19 000	19 550	19 750	20 000	20 000

Source : Base de données de la FAO.

3. Consommation

Les prévisions relatives à la consommation en 1998 ont été élevées légèrement, de manière à tenir compte de l'amélioration soutenue du pouvoir d'achat des consommateurs et du fait que le prix de la viande de volaille reste moins élevé que celui des viandes rouges. La demande de viande de volaille étant élastique par rapport au revenu, la hausse des revenus devrait entraîner des accroissements de consommation significatifs. Le revenu des ménages semblerait augmenter

légèrement, ce qui expliquerait la hausse de la consommation de viande de volaille, en particulier de viande de poulet.

Au Mexique, les prix sont déterminés à tous les niveaux par les forces du marché. Par conséquent, le gouvernement ne donne pas de subventions à la consommation de viande de volaille. Par suite de la reprise économique, des sources de l'industrie disent que de nouveaux investissements visant à moderniser et élargir le réseau de distribution alimentaire pourraient commencer en 1998. Le gouvernement mexicain a estimé que le PIB augmentera d'environ 5 % en 1998 et que le taux d'inflation diminuera pour passer de 15,7 %, en 1997, à environ 12 %. En 1997, la consommation a été légèrement plus faible que prévu, à cause de la hausse des prix de détail.

Le Mexique demeure davantage un marché des produits de base qu'un marché de produits à grande valeur ajoutée, parce que les consommateurs mexicains préfèrent les volailles entières fraîches. Toutefois, les achats de parties de volaille et de produits pratiques, comme les découpes, les parties désossées et les produits surgelés prêts à servir progressent graduellement. Les consommateurs préfèrent le poulet à peau jaune parce qu'à leur avis le poulet à peau blanche n'est pas bon pour la santé.

Les volailles vivantes représentent environ 42 % de la consommation totale de volaille, les poulets à griller (poulets entiers sans les abats), 27 %, les poulets à griller vendus dans les marchés publics (poulets entiers y compris les abats), environ 18 %, les poulets achetés dans les supermarchés (poulets entiers sans les abats), 9 % seulement, et les parties, 4 % seulement.

Les estimations relatives à la consommation totale de dinde ont été revues à la hausse pour 1997 et 1998, en raison du maintien de la reprise économique au pays, de la stabilité du peso et de l'augmentation marquée du pouvoir d'achat des consommateurs. Comme les produits de la dinde élaborés sont élastiques par rapport au prix, les prix favorables des produits importés ont entraîné une reprise marquée de la consommation, en particulier dans la classe moyenne de la population. La consommation de viande de dinde devrait augmenter en 1998.

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 857	5 163	4 249	2 325	2 458	4 587	5 412

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
12 133	11 855	7 918	3 066	1 125	2 402	2 941

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
331	0	0	5	0	0	0

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
115	0	0	21	0	0	3

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	83	0	0

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	45	0	0

Source : Base de données de la FAO.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/mexique.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Selon les nouvelles estimations, les importations de viande de volaille seront plus élevées que prévu à l'origine en 1998, en raison de la vigueur de la demande attribuable à la remontée du pouvoir d'achat des consommateurs. Plus précisément, les importations de viande désossée mécaniquement (VDM) devraient dépasser le contingent tarifaire (CT) total en 1998, en raison en partie de la hausse des prix de produits mexicains qui pourraient remplacer la volaille, par exemple

le porc. La demande de VDM bon marché comme intrant dans l'industrie locale de la saucisse demeure forte.

Selon des sources de l'industrie, il est probable que le ministère du Commerce du Mexique va approuver pour 85 000 TM environ de VDM et de viande de cuisse de dinde en certificats d'importation en provenance des États-Unis au premier semestre de 1998. Le volume alloué à l'origine aux termes de l'ALENA était de 61 900 TM. L'industrie mexicaine du porc, qui n'avait pas trop critiqué les CT alloués à l'origine aux termes de l'ALENA, demande maintenant au gouvernement d'ouvrir une enquête antidumping au sujet des importations de cuisse de dinde et de VDM en provenance des États-Unis. Elle considère l'accroissement des importations, notamment de celles qui représentent un dépassement des CT prévus dans l'ALENA, comme une menace pour elle.

L'accès en franchise de droits accordé pour les volailles entières ou en parties non cuites importées des États-Unis n'est accordé qu'aux sociétés de commerce extérieur locales situées dans la région frontalière du nord du pays. Cette région correspond au territoire situé entre la zone internationale avec les États-Unis, au nord, et une ligne parallèle à 20 km au sud et entre la limite internationale et la municipalité de Cananea dans l'État de Sonora; elle comprend donc une partie de l'État de Sonora et le Golfe de Californie et des villes comme Tijuana, Mexicali, Ensenada, San Luis Rio Colorado et La Paz.

Contingents tarifaires prévus pour la volaille en 1997 aux termes de l'ALENA

Aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu avec les États-Unis, 106 924 TM de viande de volaille peuvent entrer en franchise de droits sur le marché mexicain en 1998. Cette quantité peut augmenter au taux annuel composé de 3 % jusqu'en 2003, année où toutes les importations pourront entrer en franchise de droits.

Contingents tarifaires prévus pour 1998 aux termes de l'ALENA

Produit	CT (TM)
Dinde entière	2 251
Autres volailles entières	14 632
Parties et abats de dinde	31 514
Parties et abats d'autres volailles	28 138
Viande désossée mécaniquement	30 389

NOTA : En raison d'une entente conclue récemment (1998/06/10) entre les industriels de la viande et les producteurs de porc mexicains, le Secrétariat du commerce du Mexique a indiqué qu'il délivrera des certificats autorisant à importer des États-Unis 100 000 tonnes métriques de viande de volaille désossée mécaniquement au deuxième semestre de 1998 (60 % composés de produit désossé et 40 % composés de viande de cuisse de dinde). Les industriels et les producteurs ne s'entendaient pas précédemment sur le volume de viande de volaille qui pouvait

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
331	0	0	5	0	0	0

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
115	0	0	21	0	0	3

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	83	0	0

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	45	0	0

Source : Base de données de la FAO.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/mexique.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Selon les nouvelles estimations, les importations de viande de volaille seront plus élevées que prévu à l'origine en 1998, en raison de la vigueur de la demande attribuable à la remontée du pouvoir d'achat des consommateurs. Plus précisément, les importations de viande désossée mécaniquement (VDM) devraient dépasser le contingent tarifaire (CT) total en 1998, en raison en partie de la hausse des prix de produits mexicains qui pourraient remplacer la volaille, par exemple

le porc. La demande de VDM bon marché comme intrant dans l'industrie locale de la saucisse demeure forte.

Selon des sources de l'industrie, il est probable que le ministère du Commerce du Mexique va approuver pour 85 000 TM environ de VDM et de viande de cuisse de dinde en certificats d'importation en provenance des États-Unis au premier semestre de 1998. Le volume alloué à l'origine aux termes de l'ALENA était de 61 900 TM. L'industrie mexicaine du porc, qui n'avait pas trop critiqué les CT alloués à l'origine aux termes de l'ALENA, demande maintenant au gouvernement d'ouvrir une enquête antidumping au sujet des importations de cuisse de dinde et de VDM en provenance des États-Unis. Elle considère l'accroissement des importations, notamment de celles qui représentent un dépassement des CT prévus dans l'ALENA, comme une menace pour elle.

L'accès en franchise de droits accordé pour les volailles entières ou en parties non cuites importées des États-Unis n'est accordé qu'aux sociétés de commerce extérieur locales situées dans la région frontalière du nord du pays. Cette région correspond au territoire situé entre la zone internationale avec les États-Unis, au nord, et une ligne parallèle à 20 km au sud et entre la limite internationale et la municipalité de Cananea dans l'État de Sonora; elle comprend donc une partie de l'État de Sonora et le Golfe de Californie et des villes comme Tijuana, Mexicali, Ensenada, San Luis Rio Colorado et La Paz.

Contingents tarifaires prévus pour la volaille en 1997 aux termes de l'ALENA

Aux termes de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu avec les États-Unis, 106 924 TM de viande de volaille peuvent entrer en franchise de droits sur le marché mexicain en 1998. Cette quantité peut augmenter au taux annuel composé de 3 % jusqu'en 2003, année où toutes les importations pourront entrer en franchise de droits.

Contingents tarifaires prévus pour 1998 aux termes de l'ALENA

Produit	CT (TM)
Dinde entière	2 251
Autres volailles entières	14 632
Parties et abats de dinde	31 514
Parties et abats d'autres volailles	28 138
Viande désossée mécaniquement	30 389

NOTA : En raison d'une entente conclue récemment (1998/06/10) entre les industriels de la viande et les producteurs de porc mexicains, le Secrétariat du commerce du Mexique a indiqué qu'il délivrera des certificats autorisant à importer des États-Unis 100 000 tonnes métriques de viande de volaille désossée mécaniquement au deuxième semestre de 1998 (60 % composés de produit désossé et 40 % composés de viande de cuisse de dinde). Les industriels et les producteurs ne s'entendaient pas précédemment sur le volume de viande de volaille qui pouvait

être importé des États-Unis. Suite à l'entente, les associations mexicaines de producteurs de porc (que préoccupent les importations de volaille aux termes de l'ALENA) et le Secrétariat du commerce veilleront de plus près à ce que les industriels de la viande respectent leur engagement d'accroître leurs achats de porc local de 6 % par an.

Le Secrétariat d'État responsable du commerce extérieur, à savoir le Secrétariat du commerce du Mexique, n'a pas de système qui lui permettrait de surveiller les entrées de produits agricoles soumis aux CT. Il contrôle les certificats d'importation, mais les données officielles sur le commerce sont publiés avec deux ou trois mois de retard. L'industrie avicole mexicaine continue d'alléguer que les importations lui portent préjudice. De même, on dit que les importateurs profitent du fait que les Douanes mexicaines ne connaissent pas bien le processus et n'ont pas un bon processus de vérification. Aussi certains affirment-ils que les importateurs paient les droits de douane de 6 % prévus aux termes de l'ALENA pour la volaille transformée et échappent aux droits de douane élevés de 218 % prévus pour les quantités qui excèdent le contingent fixé.

En vertu de l'ALENA, on a fixé, pour l'élimination des droits de douane, un calendrier qui prévoit l'élimination complète de tous les droits de douane entre le Canada et le Mexique en 2003, à l'exception des droits applicables aux produits laitiers, à la volaille et aux oeufs. Avant l'ALENA, le volume des échanges commerciaux de produits avicoles élaborés était en hausse, mais, avec la mise en oeuvre de l'accord, les droits de douane sont devenus beaucoup trop élevés pour ces produits et les exportations canadiennes ont beaucoup diminué. En ce moment, les droits de douane applicables à la viande de volaille et aux oeufs en coquille venant du Canada et entrant au Mexique sont assez élevés (123 et 243 % respectivement). Les exportations sont limitées, quoique le Canada exporte par les États frontaliers de petites quantités de dinde qui ne figurent pas dans les données mexicaines sur le commerce. Il est peu probable que les exportations canadiennes augmentent sensiblement dans la structure tarifaire actuelle.

Les importations de dinde pour 1997 ont été revues à la hausse et devraient continuer d'augmenter en 1998. En plus de l'effet favorable de la reprise économique sur les importations de dinde, le Mexique continue de ne pas être concurrentiel dans ce segment de l'industrie avicole, avec le résultat que les États-Unis et d'autres pays sont et peuvent demeurer les principaux fournisseurs de viande et de produits de la dinde au Mexique. Le *U.S. Poultry and Egg Export Council* et les producteurs locaux de dinde prévoient lancer conjointement une campagne de marketing générique en 1998, dans le but de faire augmenter la consommation de certains produits de la dinde au Mexique. Cette stratégie de marketing devrait contribuer à atténuer le sentiment qu'ont les producteurs mexicains d'être expulsés de leur propre marché. Des activités conjointes plus nombreuses entre l'industrie américaine et l'industrie mexicaine sont perçues comme un moyen d'éviter les enquêtes antidumping longues et coûteuses.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
40 415	61 239	85 787	113 269	124 143	118 733	115 290

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
36 475	48 688	60 503	75 457	89 416	88 464	106 914

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 043	4 212	1 177	1 991	2 260	1 798	2 728

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
8 777	9 755	10 386	11 770	9 761	9 926	10 132

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 088	22 844	39 384	56 723	70 211	70 726	82 910

Valeur des importations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 074	41 489	63 714	78 885	106 527	84 286	105 283

6. Commercialisation

En 1997, l'Association nationale mexicaine des producteurs de volaille (*Mexican National Poultry Association*) a mené, en collaboration avec le Secrétariat de l'agriculture, du bétail et du développement rural, une campagne de publicité générique en vue de faire augmenter la consommation intérieure de produits avicoles. La campagne comportait des messages à la télévision, à la radio et dans les journaux. L'Association a fait savoir qu'il lui reste encore à évaluer l'incidence de la campagne. On rapporte qu'une nouvelle campagne sera lancée en 1998.

Comme il y a des restrictions et des contrôles sur le commerce des produits avicoles non cuits, les initiatives de développement du marché devraient être orientées vers la sensibilisation des consommateurs aux produits avicoles élaborés et à l'utilisation de ces produits. Les importations de viande de volaille non cuite, en particulier de viande de dinde et de viande de poulet en

être importé des États-Unis. Suite à l'entente, les associations mexicaines de producteurs de porc (que préoccupent les importations de volaille aux termes de l'ALENA) et le Secrétariat du commerce veilleront de plus près à ce que les industriels de la viande respectent leur engagement d'accroître leurs achats de porc local de 6 % par an.

Le Secrétariat d'État responsable du commerce extérieur, à savoir le Secrétariat du commerce du Mexique, n'a pas de système qui lui permettrait de surveiller les entrées de produits agricoles soumis aux CT. Il contrôle les certificats d'importation, mais les données officielles sur le commerce sont publiés avec deux ou trois mois de retard. L'industrie avicole mexicaine continue d'alléguer que les importations lui portent préjudice. De même, on dit que les importateurs profitent du fait que les Douanes mexicaines ne connaissent pas bien le processus et n'ont pas un bon processus de vérification. Aussi certains affirment-ils que les importateurs paient les droits de douane de 6 % prévus aux termes de l'ALENA pour la volaille transformée et échappent aux droits de douane élevés de 218 % prévus pour les quantités qui excèdent le contingent fixé.

En vertu de l'ALENA, on a fixé, pour l'élimination des droits de douane, un calendrier qui prévoit l'élimination complète de tous les droits de douane entre le Canada et le Mexique en 2003, à l'exception des droits applicables aux produits laitiers, à la volaille et aux oeufs. Avant l'ALENA, le volume des échanges commerciaux de produits avicoles élaborés était en hausse, mais, avec la mise en oeuvre de l'accord, les droits de douane sont devenus beaucoup trop élevés pour ces produits et les exportations canadiennes ont beaucoup diminué. En ce moment, les droits de douane applicables à la viande de volaille et aux oeufs en coquille venant du Canada et entrant au Mexique sont assez élevés (123 et 243 % respectivement). Les exportations sont limitées, quoique le Canada exporte par les États frontaliers de petites quantités de dinde qui ne figurent pas dans les données mexicaines sur le commerce. Il est peu probable que les exportations canadiennes augmentent sensiblement dans la structure tarifaire actuelle.

Les importations de dinde pour 1997 ont été revues à la hausse et devraient continuer d'augmenter en 1998. En plus de l'effet favorable de la reprise économique sur les importations de dinde, le Mexique continue de ne pas être concurrentiel dans ce segment de l'industrie avicole, avec le résultat que les États-Unis et d'autres pays sont et peuvent demeurer les principaux fournisseurs de viande et de produits de la dinde au Mexique. Le *U.S. Poultry and Egg Export Council* et les producteurs locaux de dinde prévoient lancer conjointement une campagne de marketing générique en 1998, dans le but de faire augmenter la consommation de certains produits de la dinde au Mexique. Cette stratégie de marketing devrait contribuer à atténuer le sentiment qu'ont les producteurs mexicains d'être expulsés de leur propre marché. Des activités conjointes plus nombreuses entre l'industrie américaine et l'industrie mexicaine sont perçues comme un moyen d'éviter les enquêtes antidumping longues et coûteuses.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
40 415	61 239	85 787	113 269	124 143	118 733	115 290

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
36 475	48 688	60 503	75 457	89 416	88 464	106 914

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 043	4 212	1 177	1 991	2 260	1 798	2 728

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
8 777	9 755	10 386	11 770	9 761	9 926	10 132

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 088	22 844	39 384	56 723	70 211	70 726	82 910

Valeur des importations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 074	41 489	63 714	78 885	106 527	84 286	105 283

6. Commercialisation

En 1997, l'Association nationale mexicaine des producteurs de volaille (*Mexican National Poultry Association*) a mené, en collaboration avec le Secrétariat de l'agriculture, du bétail et du développement rural, une campagne de publicité générique en vue de faire augmenter la consommation intérieure de produits avicoles. La campagne comportait des messages à la télévision, à la radio et dans les journaux. L'Association a fait savoir qu'il lui reste encore à évaluer l'incidence de la campagne. On rapporte qu'une nouvelle campagne sera lancée en 1998.

Comme il y a des restrictions et des contrôles sur le commerce des produits avicoles non cuits, les initiatives de développement du marché devraient être orientées vers la sensibilisation des consommateurs aux produits avicoles élaborés et à l'utilisation de ces produits. Les importations de viande de volaille non cuite, en particulier de viande de dinde et de viande de poulet en

provenance des États-Unis, continuent d'être restreintes aux régions frontalières du nord du pays. Toutefois, les importations de parties de dinde par les entreprises de fabrication de saucisses sont permises dans tout le pays. L'an dernier, le gouvernement du Mexique a annoncé de nouveaux projets de règlement en matière de salubrité des aliments relatifs aux importations de viande et d'oeufs.

7. Qualité, sécurité et santé

Les producteurs mexicains pressent en ce moment leur gouvernement d'adopter des règlements stricts en matière de salubrité des aliments et d'hygiène animale pour ralentir les importations de produits avicoles américains dont, entre autres, un projet de réglementation des importations visant la grippe aviaire (GA). Le gouvernement mexicain pourrait classer les États-Unis et d'autres pays parmi les régions susceptibles d'être infectées par la GA. Dans le cas des États-Unis, si la modification proposée à la réglementation est adoptée, les exportations de volaille crue vers le Mexique nécessiteraient un certificat officiel indiquant que les produits viennent d'une ferme exempte de GA et que les tests à la ferme ont été effectués dans les 15 jours précédant le conditionnement. Ce projet de règlement inquiète les exportateurs américains, parce que leur service d'inspection (leur gouvernement) ne délivre pas de tels certificats. Le gouvernement américain a fait connaître son opposition au projet de modification de la réglementation au gouvernement mexicain à la fin de novembre 1997.

Selon les porte-parole de l'industrie mexicaine, l'appui donné par les producteurs locaux à la réglementation en matière d'hygiène animale et de salubrité des aliments repose sur la perception que l'ALENA n'a profité qu'aux exportateurs américains de volaille, et ce, malgré que les CT négociés par le secteur de la volaille pour les produits de base s'étendent sur une période de transition de 10 ans. En outre, les producteurs locaux considèrent que l'ALENA est une mauvaise affaire pour eux, parce que les préoccupations des Américains en matière d'hygiène animale et de salubrité des aliments nuisent à l'entrée des produits avicoles mexicains aux États-Unis. De même, les produits avicoles crus des États-Unis destinés à la transformation ultérieure au Mexique pour être ensuite réexportés aux États-Unis peuvent entrer au Mexique en franchise de droits en vertu d'un programme PITEX.

Fédération de Russie

Information de base

Superficie:	16 995 800 km2
Population:	148 178 487 (1996)
PIB Total:	US $489 Milliards (1996)
Capitale:	Moscou
Président:	Boris N. Yelstin
Ministre de l'Agriculture:	Viktor Semenov
Ambassadeur canadien:	Anne Leahy

Commerce Agroalimentaire Canada-Russie.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**86.463**	**125.364**
Importations agroalimentaires totales:	**2.705**	**2.656**
Balance commerciale	**83.758**	**122.708**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**86.463**	**125.364**
Viande de porc, désossée, congelée	35.494	32.172
Tabacs, bruts ou non fabriqués	0.000	15.816
Tabac à fumer	17.922	14.789
Saucisses, produits de viande et d'abats	4.488	11.747
Extraits, essences et concentrés de café	0.674	11.662

Fédération de Russie

Information de base

Superficie:	16 995 800 km2
Population:	148 178 487 (1996)
PIB Total:	US $489 Milliards (1996)
Capitale:	Moscou
Président:	Boris N. Yelstin
Ministre de l'Agriculture:	Viktor Semenov
Ambassadeur canadien:	Anne Leahy

Commerce Agroalimentaire Canada-Russie.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**86.463**	**125.364**
Importations agroalimentaires totales:	**2.705**	**2.656**
Balance commerciale	**83.758**	**122.708**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	86.463	125.364
Viande de porc, désossée, congelée	35.494	32.172
Tabacs, bruts ou non fabriqués	0.000	15.816
Tabac à fumer	17.922	14.789
Saucisses, produits de viande et d'abats	4.488	11.747
Extraits, essences et concentrés de café	0.674	11.662

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**2.705**	**2.656**
Vodka	2.147	2.274
Pelleteries brutes de renards, entières	0.090	0.203
Huiles essentielles	0.026	0.048
Fruits et noix, non cuits	0.015	0.041
Son, remoulages et autres résidus	0.000	0.022

Importations agroalimentaires de la Russe

Importations agroalimentaires totales (1996) : US $12.828 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Chocolat	957.267	Allemagne
Viande de volaille	850.538	États-Unis
Spiritueux et liqueures	747.352	Allemagne
Cigarettes	636.132	Allemagne
Préparations alimentaires	603.998	Pologne

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**190.356**	**300.824**
Viande de porc, désosssée, congelée	11.698	35.494
Tabac à fumer	0.000	17.922
Chaudières pour le chauffage central	0.000	11.813
Appareils d'emission/réception	9.643	11.675
Pièces pour lignes téléphoniques	9.323	10.744

PROFIL DE L'INDUSTRIE RUSSE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

La production de volaille s'est stabilisée en Russie, après avoir diminué pendant plusieurs années. La production aussi bien que le troupeau devraient s'accroître en 1998. Cette situation tient à la faiblesse des prix des céréales et aux investissements faits dans le secteur par les banques, les transformateurs de viande et les importateurs de volaille, les entreprises étrangères et les administrations publiques régionales. Quant aux importations, les résultats seront plus ou moins bons. La baisse des prix devrait aider les importations, qui sont plus compétitives par les prix, mais les hausses récentes de la TVA et des droits à l'importation et la dévaluation du rouble vont réduire la consommation.

L'industrie avicole russe a atteint le creux de sa phase descendante en 1997. Tandis que l'État a continué de retirer ses subventions directes, des intérêts privés locaux et étrangers et les administrations publiques régionales ont investi dans le secteur. Dans l'avenir prévisible, la Russie va encore compter sur les importations pour soutenir la consommation intérieure. Les importations de volaille ont augmenté de 35 % en 1997 par rapport à l'année précédente.

Il y a juste à l'extérieur de Moscou une entreprise de production de viande et d'oeufs qui est très représentative du secteur. En 1997, l'usine en question a produit 12 millions d'oeufs et 127 tonnes de viande, comparativement à 83 millions d'oeufs et 1,368 million de tonnes de viande en 1992. Dans le passé, le gouvernement fédéral et la ville de Moscou avaient soutenu les établissements avicoles de Moscou à l'aide de subventions directes. Cette aide financière a été réduite et la production a chuté de façon marquée. Selon des porte-parole du ministère de l'Agriculture, quelque 30 établissements avicoles de Moscou fonctionnent au tiers, environ, de leur capacité.

La baisse est attribuable essentiellement à la rareté et au coût élevé des aliments composés pour animaux de qualité et aux coûts énergétiques élevés. La production s'élèverait à 30 000 tonnes de viande, comparativement à 120 000 tonnes l'année précédente. La ville de Moscou et le gouvernement n'ont pas abandonné l'industrie. En effet, ils auraient signé une entente de coopération dans laquelle les gouvernements auraient engagé 36 milliards de roubles (6 millions de dollars) pour la reconstruction et la rénovation technique des établissements avicoles.

Même si les coûts de production sont élevés en Russie et qu'on ne prévoit pas qu'ils vont bientôt diminuer sensiblement, le chef du Conseil de l'industrie avicole russe a dit qu'il y a de bons exemples d'établissements avicoles très efficaces.

2. Production

La baisse de la production russe de volaille commence à remonter. Le troupeau a diminué de 4 % en 1997, mais le ministère de l'Agriculture de la Russie prévoit qu'il va augmenter en 1998. Entre janvier et mars de cette année, le troupeau russe a augmenté de 4 % par rapport à la même période en 1997. À peu près 6,3 kilos de viande de volaille ont été produits au pays par habitant en 1997, soit 10 % de moins qu'en 1996.

Troupeaux en millions de têtes

1990	1995	1996	1997	1998 (estimation)
660	423	372	360	380

Source : Statistiques de la Russie.

En raison de l'accroissement du troupeau, la production de viande de volaille devrait augmenter en 1998 pour la première fois de la décennie. La production de viande de volaille a augmenté de 12 % au premier trimestre de 1998 et devrait augmenter en moyenne de 10 % pour l'année.

Production de viande de volaille, 1 000 TM

Usines	1994	1995	1996	1997	1998 (est.)
Total	1 069	859	719	630	680
Fermes collectives	737	559	439	355	380
Parcelles individuelles	329	297	277	272	296
Fermes privées	3	3	3	3	4

Source : Statistiques de la Russie.

Un certain nombre de fermes avicoles et ovocoles ont réussi à moderniser leur activité. L'industrie russe estime que 15 % des établissements avicoles sont rentables et qu'encore 70 % sont capables d'être efficaces.

L'efficacité s'améliore. Par exemple, les prises de poids journalières ont augmenté. À la fin des années 1980, une progression de 26 grammes par jour étaient jugée excellente, alors qu'aujourd'hui on atteint régulièrement 30 à 40 grammes par jour dans les usines qui réussissent le mieux. De même, les grands négociants russes en viande de volaille prévoient investir dans la production de volaille. Jusqu'à présent, ils n'avaient pas les ressources nécessaires pour produire

de la viande de volaille de façon efficace, mais ils investissent dans la production de volaille en achetant des animaux tracés, des fabriques d'aliments pour animaux, etc.

Pour favoriser la reprise de l'industrie avicole, l'Association des céréaliculteurs russes, qui réunit 150 participants au marché céréalier russe, propose au gouvernement russe un programme qui accroîtrait la production avicole de 1,2 million de tonnes par an à compter de 1999. Dans le programme proposé, tous les intrants utilisés par les fabriques d'aliments pour animaux seraient exempts de la TVA. La proposition de l'Association souligne également l'importance d'accroître la concurrence dans l'industrie de la fabrication des aliments pour animaux en favorisant encore plus la privatisation des établissements existants. L'Association a aussi demandé au gouvernement russe d'acheter de la volaille des producteurs locaux à des prix garantis.

Malgré les améliorations apportées récemment dans l'industrie, l'industrie avicole russe est gênée par des méthodes de gestion et des technologies désuètes. Sa progression nécessitera une plus grande intégration verticale, y compris de la production des aliments pour animaux, de la transformation de la viande et d'une distribution améliorée. L'industrie souffre d'une concentration excessive des volailles en un même endroit. Les établissements avicoles modernes des pays occidentaux isolent les volailles selon l'âge à des endroits différents, tandis que les fermes russes sont en général des fermes géantes qui regroupent toutes les volailles au même endroit, ce qui accroît les pertes dues aux maladies. Ce problème est aggravé par l'interdiction qui frappe actuellement les importations de vaccins efficaces. Jusqu'à ce que d'autres réformes entrent en vigueur, la santé de l'industrie avicole russe restera fragile. Selon l'Association des céréaliculteurs russes, 49 des 124 fermes de poulets à griller sont complètement oisives, 60 fonctionnent à 25 % de leur capacité et seulement 24 fonctionnent presque à pleine capacité. Les subventions de l'État demeurent importantes, dix usines seulement, deux étaient rentables à la fin de 1997, fonctionnant sans subventions.

Production de viande de volaille (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
s/o	s/o	1 428 000	1 277 000	1 069 000	859 000	719 000	630 000

Source : Base de données de la FAO.

3. Consommation

La consommation de viande de volaille devrait rester stable jusqu'en 1999 du fait que les consommateurs substituent cette viande aux autres viandes, plus chères. Par ailleurs, les problèmes récurrents éprouvés dans l'industrie avicole russe feront que les importations resteront élevées malgré que la consommation de viande par habitant ait diminué pour passer de 76 kg, en 1990, à 50 kg en 1997.

2. Production

La baisse de la production russe de volaille commence à remonter. Le troupeau a diminué de 4 % en 1997, mais le ministère de l'Agriculture de la Russie prévoit qu'il va augmenter en 1998. Entre janvier et mars de cette année, le troupeau russe a augmenté de 4 % par rapport à la même période en 1997. À peu près 6,3 kilos de viande de volaille ont été produits au pays par habitant en 1997, soit 10 % de moins qu'en 1996.

Troupeaux en millions de têtes

1990	1995	1996	1997	1998 (estimation)
660	423	372	360	380

Source : Statistiques de la Russie.

En raison de l'accroissement du troupeau, la production de viande de volaille devrait augmenter en 1998 pour la première fois de la décennie. La production de viande de volaille a augmenté de 12 % au premier trimestre de 1998 et devrait augmenter en moyenne de 10 % pour l'année.

Production de viande de volaille, 1 000 TM

Usines	1994	1995	1996	1997	1998 (est.)
Total	1 069	859	719	630	680
Fermes collectives	737	559	439	355	380
Parcelles individuelles	329	297	277	272	296
Fermes privées	3	3	3	3	4

Source : Statistiques de la Russie.

Un certain nombre de fermes avicoles et ovocoles ont réussi à moderniser leur activité. L'industrie russe estime que 15 % des établissements avicoles sont rentables et qu'encore 70 % sont capables d'être efficaces.

L'efficacité s'améliore. Par exemple, les prises de poids journalières ont augmenté. À la fin des années 1980, une progression de 26 grammes par jour étaient jugée excellente, alors qu'aujourd'hui on atteint régulièrement 30 à 40 grammes par jour dans les usines qui réussissent le mieux. De même, les grands négociants russes en viande de volaille prévoient investir dans la production de volaille. Jusqu'à présent, ils n'avaient pas les ressources nécessaires pour produire

de la viande de volaille de façon efficace, mais ils investissent dans la production de volaille en achetant des animaux tracés, des fabriques d'aliments pour animaux, etc.

Pour favoriser la reprise de l'industrie avicole, l'Association des céréaliculteurs russes, qui réunit 150 participants au marché céréalier russe, propose au gouvernement russe un programme qui accroîtrait la production avicole de 1,2 million de tonnes par an à compter de 1999. Dans le programme proposé, tous les intrants utilisés par les fabriques d'aliments pour animaux seraient exempts de la TVA. La proposition de l'Association souligne également l'importance d'accroître la concurrence dans l'industrie de la fabrication des aliments pour animaux en favorisant encore plus la privatisation des établissements existants. L'Association a aussi demandé au gouvernement russe d'acheter de la volaille des producteurs locaux à des prix garantis.

Malgré les améliorations apportées récemment dans l'industrie, l'industrie avicole russe est gênée par des méthodes de gestion et des technologies désuètes. Sa progression nécessitera une plus grande intégration verticale, y compris de la production des aliments pour animaux, de la transformation de la viande et d'une distribution améliorée. L'industrie souffre d'une concentration excessive des volailles en un même endroit. Les établissements avicoles modernes des pays occidentaux isolent les volailles selon l'âge à des endroits différents, tandis que les fermes russes sont en général des fermes géantes qui regroupent toutes les volailles au même endroit, ce qui accroît les pertes dues aux maladies. Ce problème est aggravé par l'interdiction qui frappe actuellement les importations de vaccins efficaces. Jusqu'à ce que d'autres réformes entrent en vigueur, la santé de l'industrie avicole russe restera fragile. Selon l'Association des céréaliculteurs russes, 49 des 124 fermes de poulets à griller sont complètement oisives, 60 fonctionnent à 25 % de leur capacité et seulement 24 fonctionnent presque à pleine capacité. Les subventions de l'État demeurent importantes, dix usines seulement, deux étaient rentables à la fin de 1997, fonctionnant sans subventions.

Production de viande de volaille (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
s/o	s/o	1 428 000	1 277 000	1 069 000	859 000	719 000	630 000

Source : Base de données de la FAO.

3. Consommation

La consommation de viande de volaille devrait rester stable jusqu'en 1999 du fait que les consommateurs substituent cette viande aux autres viandes, plus chères. Par ailleurs, les problèmes récurrents éprouvés dans l'industrie avicole russe feront que les importations resteront élevées malgré que la consommation de viande par habitant ait diminué pour passer de 76 kg, en 1990, à 50 kg en 1997.

À court terme, et malgré la dévaluation du rouble, la consommation devrait être favorisée par la décision récente de suspendre les paiements sur la dette publique. Au lieu d'être versés aux créanciers, 4 milliards de roubles (580 millions de dollars américains) par semaine iront aux travailleurs, auxquels on doit plus de 10 milliards de dollars en arrérages de salaire. Comme les Russes consacrent environ 50 % de leur revenu à l'alimentation, cela se traduira en dépenses supplémentaires de près de 300 millions de dollars par semaine pour l'alimentation.

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	193	578	6 159	5 417	18 154

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	49	146	5 839	6 618	24 518

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	407

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	437

Source : Base de données de la FAO.

Détails

La Fédération de Russie a été, du point de vue des quantités de produit exportées, le 2^{e} (1995 et 1996) et le 3^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 14 035 076 kg en 1995, 13 530 390 kg en 1996 et 16 193 310 kg en 1997. Les produits canadiens exportés vers la Fédération de Russie étaient les suivants : parties de poulet non désossé, poulets désossés mécaniquement, dindes désossées mécaniquement, parties de dinde non désossée, abattis de volaille, burgers à la volaille, pépites et languettes de volaille, volailles désossées mécaniquement, quartiers arrière de poulet, parties de dinde désossée, canards éviscérés entiers, carcasses de

À court terme, et malgré la dévaluation du rouble, la consommation devrait être favorisée par la décision récente de suspendre les paiements sur la dette publique. Au lieu d'être versés aux créanciers, 4 milliards de roubles (580 millions de dollars américains) par semaine iront aux travailleurs, auxquels on doit plus de 10 milliards de dollars en arrérages de salaire. Comme les Russes consacrent environ 50 % de leur revenu à l'alimentation, cela se traduira en dépenses supplémentaires de près de 300 millions de dollars par semaine pour l'alimentation.

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	193	578	6 159	5 417	18 154

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	49	146	5 839	6 618	24 518

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	407

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	437

Source : Base de données de la FAO.

Détails

La Fédération de Russie a été, du point de vue des quantités de produit exportées, le 2^{e} (1995 et 1996) et le 3^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 14 035 076 kg en 1995, 13 530 390 kg en 1996 et 16 193 310 kg en 1997. Les produits canadiens exportés vers la Fédération de Russie étaient les suivants : parties de poulet non désossé, poulets désossés mécaniquement, dindes désossées mécaniquement, parties de dinde non désossée, abattis de volaille, burgers à la volaille, pépites et languettes de volaille, volailles désossées mécaniquement, quartiers arrière de poulet, parties de dinde désossée, canards éviscérés entiers, carcasses de

poulet, poulets désossés cuits, parties de volaille, pieds/queues de dinde, oies éviscérées entières, dindes éviscérées entières et poulets éviscérés entiers.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/russiaf.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Le marché avicole de Moscou surabonde en produits locaux et importés. Les prix baissent depuis un certain temps, en raison de l'accroissement de la production observé dans plusieurs usines voisines de la ville, de la hausse des importations de volaille et de la réduction saisonnière de la consommation de viande qui se produit à l'été. Cette déflation a nui aux producteurs avicoles russes, qui ne s'étaient pas préparés pour la surabondance et qui, avec des stocks de volaille excédentaires, risquent de subir de lourdes pertes. Le manque d'entrepôts frigorifiques, qui a fait baisser les prix encore plus du fait que les vendeurs cherchaient à réduire leurs stocks, n'a rien fait pour améliorer la situation.

Cette faiblesse des prix a beaucoup stimulé les importations de poulet moins cher. Les importations russes de volaille ont beaucoup augmenté en 1997 et demeureront stables jusqu'en 1999, malgré la hausse des droits de douane et de la TVA. Comme plus de produits alimentaires en vrac et intermédiaires sont transformés, toute nouvelle hausse des droits de douane devrait se répercuter sur les produits à valeur ajoutée, comme les hot-dogs et la saucisse.

En revanche, les prix de tous les produits en Russie devraient augmenter d'en moyenne 10 à 20 % dans le proche avenir, en raison de l'ajout d'un droit de douane temporaire spécial de 3 % sur toutes les importations, d'un accroissement de 10 à 20 % de la TVA sur tous les produits hormis les aliments pour bébés, le pain et le lait et d'une taxe de 5 % sur tous les achats. La dévaluation du rouble s'ajoutera à ces augmentations. En raison de la hausse des droits de douane et des effets de la TVA sur le système de distribution alimentaire, les prix des produits importés devraient augmenter plus que ceux des produits locaux.

Importations de volaille (en 1 000 TM)

1993	73,9
1994	500,6
1995	825,4
1996	754,4
1997	1,147,0

Source : Statistiques de la Russie.

Les données préliminaires montrent que tous les pays ont accru leurs exportations de volaille vers la Russie. Les hausse les plus importantes concernent l'UE (Pays-Bas, France, Allemagne, Belgique et Grande-Bretagne).

Importations de viande de volaille et d'abats comestibles, frais/réfrigéré et congelé

	1996		1997 (estimation)	
	TM	1 000 $	TM	1 000 $
Total incluant :	745 000	509 179	120 000	945 000
États-Unis	588 873	389 206	920 000	790 000
Pays-Bas	54 243	33 100	66 800	37 600
France	45 770	35 103	74 600	52 700
Belgique	13 585	9 024	38 700	26 400
Canada	11 966	10 282	11 000	15 000

Source : Statistiques de la Russie.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	45 704	73 900	500 611	825 406	752 000

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	47 422	72 927	445 063	696 735	635 000

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	1 833

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	5 843

6. Politiques

Le ministre de l'Agriculture de la Russie devait annoncer une nouvelle politique de développement agricole à la fin d'août. Les détails ont été dévoilés : intervention accrue de l'État, élimination des écarts de prix entre les régions, soutien accru de l'État aux grandes fermes spécialisées, y compris les établissements avicoles, création d'associations de producteurs et mise au point de nouvelles technologies. À cause des restrictions financières, on ne sait pas comment ce programme pourra être mis en oeuvre. Aucune autre information concernant l'annonce ou la mise en oeuvre du programme ou d'un élément du programme n'a été obtenue jusqu'ici.

La Russie a mis en oeuvre de nouvelles normes relatives à la durée de conservation qui risquent de nuire aux exportations, notamment dans le cas des produits où la durée est courte, par exemple pour les poulets à griller et les oies non emballés sous pellicule de polymère, où la limite est de six semaines. On a également trouvé d'autres normes similaires incompatibles avec les règlements de l'OMC. Note: La Russie n'est pas membre de l'OMC.

7. Prix

Même s'il est trop tôt pour évaluer avec précision les effets que pourraient avoir sur les prix la dévaluation du rouble et la hausse des droits de douane, de la TVA et de la taxe de vente, on peut constater les prix ont été stables au cours des derniers mois. Les prix de détail pour le même produit varient sensiblement à Moscou et dans d'autres villes. Par exemple, le prix moyen des cuisses de poulet produites au pays ou importées, d'environ de 11 roubles (1,77 dollars américains) le kilo, et celui des volailles entières, de 15 roubles (2,42 dollars américains) le kilo dans les petits marchés de gros qui vendent aussi au détail, peuvent être plus élevés de 40 % dans les supermarchés relativement chers.

En ce qui concerne les prix, il convient de noter que, depuis janvier 1998, 1 000 roubles égalent 1 nouveau rouble, donc 2,50 dollars américains égalent 15 roubles.

Importations de volaille (en 1 000 TM)

1993	73,9
1994	500,6
1995	825,4
1996	754,4
1997	1,147,0

Source : Statistiques de la Russie

Les données préliminaires montrent que tous les pays ont accru leurs exportations de volaille vers la Russie. Les hausse les plus importantes concernent l'UE (Pays-Bas, France, Allemagne, Belgique et Grande-Bretagne).

Importations de viande de volaille et d'abats comestibles, frais/réfrigéré et congelé

	1996		1997 (estimation)	
	TM	1 000 S	TM	1 000 S
Total incluant :	745 000	509 179	120 000	945 000
États-Unis	588 873	389 206	920 000	790 000
Pays-Bas	54 243	33 100	66 800	37 600
France	45 770	35 103	74 600	52 700
Belgique	13 585	9 024	38 700	26 400
Canada	11 966	10 282	11 000	15 000

Source : Statistiques de la Russie

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	45 704	73 900	500 611	825 406	752 000

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	47 422	72 927	445 063	696 735	635 000

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	1 833

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
s/o	s/o	0	0	0	0	5 843

6. Politiques

Le ministre de l'Agriculture de la Russie devait annoncer une nouvelle politique de développement agricole à la fin d'août. Les détails ont été dévoilés : intervention accrue de l'État, élimination des écarts de prix entre les régions, soutien accru de l'État aux grandes fermes spécialisées, y compris les établissements avicoles, création d'associations de producteurs et mise au point de nouvelles technologies. À cause des restrictions financières, on ne sait pas comment ce programme pourra être mis en oeuvre. Aucune autre information concernant l'annonce ou la mise en oeuvre du programme ou d'un élément du programme n'a été obtenue jusqu'ici.

La Russie a mis en oeuvre de nouvelles normes relatives à la durée de conservation qui risquent de nuire aux exportations, notamment dans le cas des produits où la durée est courte, par exemple pour les poulets à griller et les oies non emballés sous pellicule de polymère, où la limite est de six semaines. On a également trouvé d'autres normes similaires incompatibles avec les règlements de l'OMC. Note: La Russie n'est pas membre de l'OMC.

7. Prix

Même s'il est trop tôt pour évaluer avec précision les effets que pourraient avoir sur les prix la dévaluation du rouble et la hausse des droits de douane, de la TVA et de la taxe de vente, on peut constater les prix ont été stables au cours des derniers mois. Les prix de détail pour le même produit varient sensiblement à Moscou et dans d'autres villes. Par exemple, le prix moyen des cuisses de poulet produites au pays ou importées, d'environ de 11 roubles (1,77 dollars américains) le kilo, et celui des volailles entières, de 15 roubles (2,42 dollars américains) le kilo dans les petits marchés de gros qui vendent aussi au détail, peuvent être plus élevés de 40 % dans les supermarchés relativement chers.

En ce qui concerne les prix, il convient de noter que, depuis janvier 1998, 1 000 roubles égalent 1 nouveau rouble, donc 2,50 dollars américains égalent 15 roubles.

Exemples de prix de détail au début de 1998 :

Prix de détail (en dollars américain le kilo)

poulet entier	Russie	3,26 - 4,16
	France	3,16
	États-Unis	5,00
	Brésil	5,73
dinde entière	France	9,56
	États-Unis	5,13 - 5,75
quartiers de cuisse	Russie	3,53 - 5,50
	Pays-Bas	2,66
	États-Unis	2,00 - 4,33
poitrines sans le dos	Russie	6,93
	États-Unis	18,00
viande hachée	Russie	3,55
ailes de poulet	Russie	3,34
foie de poulet	Russie	3,83
hot-dogs au poulet	Russie	3,67

8. Droits de douane

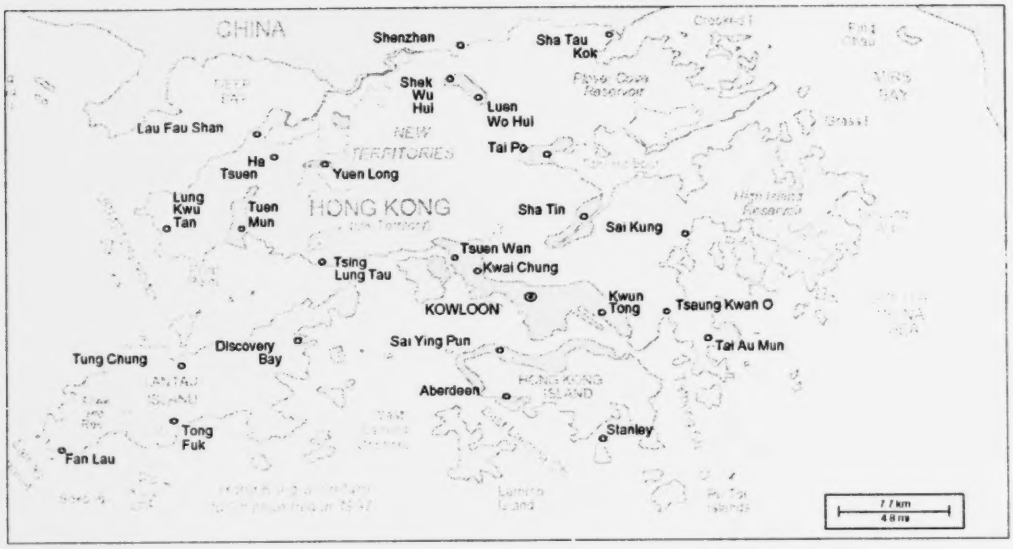
Les droits de douane applicables à la viande de dinde importée restent de 30 %, mais ne peuvent être inférieurs à 0,3 Ecu/kg. Le bruit court dans la presse que les droits de douane sur la viande de volaille seront portés à 33-35 %.

Le 19 décembre 1997, le gouvernement de la Fédération de Russie a adopté la Résolution n° 1608 ayant pour objet « les modifications partielles apportées aux types de droits à l'importation approuvés par le gouvernement de la Fédération de Russie le 27 décembre 1996 dans la Résolution n° 1560 ». La Résolution ne modifie pas les taux des droits de douane applicables, mais ajoute une valeur minimum (en ECU par kg ou par pièce) pour chaque groupe de certains produits. Elle aidera aussi à empêcher la sous-facturation des biens et produits importés en Russie. Les nouveaux taux combinés entrent en vigueur le 1er février 1998. Les produits qui suivent ont été inclus dans la résolution :

	anciens taux	nouveaux taux
dinde, non coupée, fraîche/réfrigérée	15 %	15 %, mais pas moins de 0,15 ECU/1kg
coupes et parties, congelées		
oie, canard non coupé, frais/réfrigéré		
oie, canard non coupé, congelé		
autres parties d'oie, de canard, frais/réfrigéré		
autres parties d'oie, de canard, congelé		

D'après les importateurs russes des produits énumérés ci-dessus, l'entrée en vigueur des taux combinés des droits à l'importation entraînera dans la plupart des cas des hausses des paiements de droits de douane. La viande désossée mécaniquement et les hot-dogs de poulet et de dinde ne sont pas touchés par la nouvelle législation.

Hong Kong



Information de base

Superficie:	990 km2
Population:	6 305 413 (1996)
PIB Total:	US $153.2 Millions (1996)
Capitale:	Victoria
Chef Exécutif	Tung Chee Hwa
Directeur de l'Agriculture et des pêches:	L.K.Y. Wei
Consul général canadien:	Colin Russel

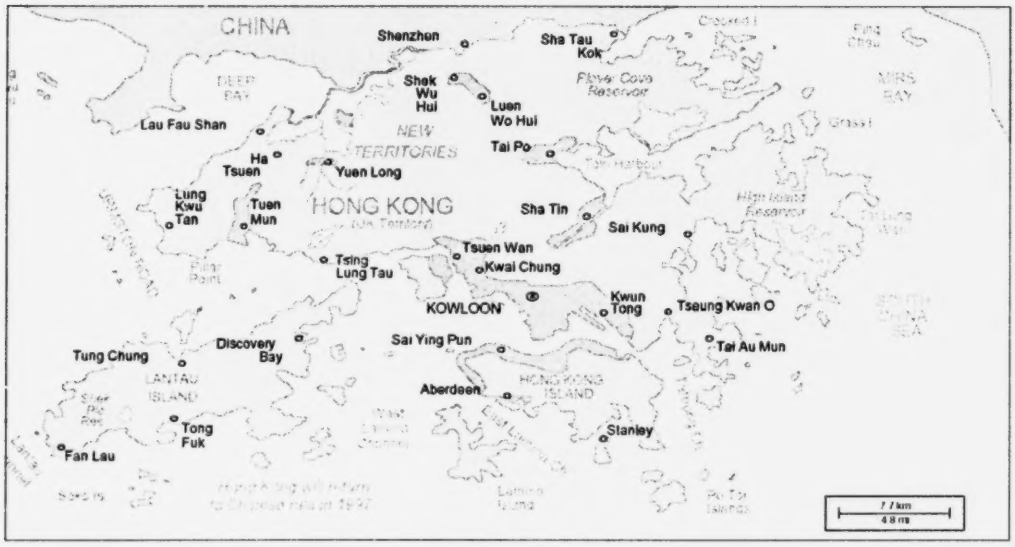
Commerce Agroalimentaire Canada-Hong Kong.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**258.990**	**305.206**
Importations agroalimentaires totales:	**30.819**	**36.639**
Balance commerciale	**228.171**	**268.567**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**258.990**	**305.206**
Huile de canola	66.308	79.569
Racines de ginseng	58.220	44.512
Pelleteries brutes de visons, entières	25.936	31.917
Tabacs, bruts ou non-fabriqués	4.159	19.023
Abats comestibles de porc, congelés	11.008	17.478

Hong Kong



Information de base

Superficie:	990 km2
Population:	6 305 413 (1996)
PIB Total:	US $153.2 Millions (1996)
Capitale:	Victoria
Chef Exécutif	Tung Chee Hwa
Directeur de l'Agriculture et des pêches:	L.K.Y. Wei
Consul général canadien:	Colin Russel

Commerce Agroalimentaire Canada-Hong Kong.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**258.990**	**305.206**
Importations agroalimentaires totales:	**30.819**	**36.639**
Balance commerciale	**228.171**	**268.567**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**258.990**	**305.206**
Huile de canola	66.308	79.569
Racines de ginseng	58.220	44.512
Pelleteries brutes de visons, entières	25.936	31.917
Tabacs, bruts ou non-fabriqués	4.159	19.023
Abats comestibles de porc, congelés	11.008	17.478

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**30.819**	**36.639**
Sauces et préparations	4.638	5.777
Boissons non-alcoolisées	2.799	3.714
Pâtes alimentaires	1.457	3.331
Parties de plantes, pharmaceutiques	1.839	1.939
Préparations alimentaires	1.529	1.474

Importations agroalimentaires de Hong Kong

Importations agroalimentaires totales (1995) : US $10.6 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Cigarettes	959.354	Chine
Volaille	636.268	États-Unis
Spiritueux et liqueures	453.472	France
Préparations alimentaires	441.809	États-Unis
Huiles végétales	349.928	Chine

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**1,380.844**	**1,109.266**
Papier journal, en rouleaux ou en feuilles	111.310	102.676
Pièces électr. pour lignes téléphoniques	93.670	84.702
Huile de canola	7.392	59.075
Racines de ginseng	61.641	57.778
Câbles de filaments artificiels	39.242	33.612

PROFIL DE L'INDUSTRIE DE LA VOLAILLE À HONG KONG

1. Production

En août 1997, le ministère de la santé de Hong Kong a annoncé qu'une souche du virus de la grippe A (H5N1) avait été décelée pour la première fois chez des humains. Le virus H5N1 qui touchait essentiellement les volatiles, avait été confirmé chez 18 personnes, dont six sont mortes en janvier 1998.

Le gouvernement de Hong Kong a découvert que c'étaient les poulets vivants qui étaient les porteurs du virus et, comme la Chine fournit plus de 80 % des poulets vivants à Hong Kong, les fonctionnaires ont suspendu l'importation de ces volatiles de Chine à Hong Kong le 24 décembre 1997. Le 28 décembre, les inspecteurs du ministère de l'agriculture et des pêches de Hong Kong ont confirmé qu'un grand nombre de poulets qu'on pensait porteurs du virus étaient en effet morts dans un marché de gros local. Après de nombreuses tergiversations, le gouvernement a adopté un plan très controversé d'abattage de la totalité des 1,5 million de poulets vivants à Hong Kong dans un délai de 24 heures. Concrètement, les plans d'éradication n'ont pas été réalisés tel que prévu, étant donné l'absence de produits chimiques pour ce faire ainsi que l'insuffisance de la capacité d'élimination des déchets. Il a fallu cinq jours au gouvernement pour abattre tous les poulets, ce qui a contribué à alimenter la controverse.

Ce problème a été suivi de la question très politisée de l'indemnisation des propriétaires de volailles, mécontents d'avoir perdu leur moyen de subsistance ainsi que de l'insuffisance du programme d'indemnisation initial offert par le gouvernement. La tension a monté chez les agriculteurs, les politiciens, les négociants et les fournisseurs, qui ont manifesté dans les rues le 5 janvier 1998 contre le gouvernement. Les contestataires ont campé à l'extérieur des bureaux du gouvernement central, le blâmant publiquement et exigeant plus que les 16 à 36 $ HK (2,00-4,70 dollars américains) offerts par volatile.

Entre-temps, le ministère de l'Agriculture et des pêches de Hong Kong adoptait des mesures sanitaires plus strictes pour l'homologation des permis d'élevage de poulets. En décembre 1997, 160 exploitations de poulet étaient homologuées par le gouvernement. Après la crise de la volaille, beaucoup d'exploitations ne survivront pas, étant donné l'augmentation inévitable des coûts opérationnels en raison des exigences supplémentaires d'obtention de permis qui entreront bientôt en vigueur. En conséquence, le nombre d'éleveurs à Hong Kong devrait diminuer sensiblement.

Production de poulets (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
76 830	71 914	72 188	71 291	54 400	50 200	49 940	49 940

Production de canards (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
12 288	10 086	6 566	6 029	5 134	5 566	5 542	5 542

Source : Base de données de FAO

2. Consommation

L'incidence du H5N1 sur la consommation de poulets à Hong Kong est forte et généralisée. La consommation de viande de poulet à Hong Kong demeure à son plus bas niveau jamais enregistré. Tous les points de vente de poulets vivants sont fermés depuis le 29 décembre 1997 et le demeurent. La consommation de poulets congelés est également sensiblement à la baisse. Les détaillants déclarent que la vente de poulets congelés au détail (supermarchés) a perdu jusqu'à 80 % de son volume en décembre et au début de janvier.

À partir de la mi-janvier, la consommation de poulets congelés (du Brésil et des États-Unis) a légèrement repris. Toutefois, la consommation de poulets demeure d'environ 40 % inférieure au niveau d'avant la crise de la grippe du poulet. Même si le poulet est un ingrédient de base de la cuisine cantonaise, les consommateurs de Hong Kong l'ont évité comme la grippe. La consommation devrait reprendre normalement à plus long terme; toutefois, dans les premiers mois de l'année 1998, elle est demeurée minime. La production de poulets retrouvera sans doute son niveau d'avant la crise seulement lorsque plus aucun nouveau cas de H5N1 n'aura été signalé et que les consommateurs auront été convaincus que la menace de transmission a été éliminée. On estime qu'avec la présence d'un nouveau système pour vérifier la présence de virus chez les volatiles et les volatiles vivants revenant à Hong Kong, les ventes de poulets devraient commencer à revenir à un niveau normal. L'importation de poulets vivants a repris le 7 février 1998.

Les prix de détail moyens de la volaille, en comparaison du boeuf et du porc, étaient :
(dollars US/kg)

	1994 $	1995 $	1996 $	1997 (moyenne de jan. à sept.) $
poulet, qualité supérieure	4,55	4,62	5,02	4,70
canard, qualité supérieure	2,78	2,96	3,18	3,30
boeuf, qualité supérieure	5,70	6,60	7,10	7,71
porc, qualité supérieure	4,67	5,15	5,34	5,52
côtelettes de porc	5,73	6,21	6,52	6,68

PROFIL DE L'INDUSTRIE DE LA VOLAILLE À HONG KONG

1. Production

En août 1997, le ministère de la santé de Hong Kong a annoncé qu'une souche du virus de la grippe A (H5N1) avait été décelée pour la première fois chez des humains. Le virus H5N1 qui touchait essentiellement les volatiles, avait été confirmé chez 18 personnes, dont six sont mortes en janvier 1998.

Le gouvernement de Hong Kong a découvert que c'étaient les poulets vivants qui étaient les porteurs du virus et, comme la Chine fournit plus de 80 % des poulets vivants à Hong Kong, les fonctionnaires ont suspendu l'importation de ces volatiles de Chine à Hong Kong le 24 décembre 1997. Le 28 décembre, les inspecteurs du ministère de l'agriculture et des pêches de Hong Kong ont confirmé qu'un grand nombre de poulets qu'on pensait porteurs du virus étaient en effet morts dans un marché de gros local. Après de nombreuses tergiversations, le gouvernement a adopté un plan très controversé d'abattage de la totalité des 1,5 million de poulets vivants à Hong Kong dans un délai de 24 heures. Concrètement, les plans d'éradication n'ont pas été réalisés tel que prévu, étant donné l'absence de produits chimiques pour ce faire ainsi que l'insuffisance de la capacité d'élimination des déchets. Il a fallu cinq jours au gouvernement pour abattre tous les poulets, ce qui a contribué à alimenter la controverse.

Ce problème a été suivi de la question très politisée de l'indemnisation des propriétaires de volailles, mécontents d'avoir perdu leur moyen de subsistance ainsi que de l'insuffisance du programme d'indemnisation initial offert par le gouvernement. La tension a monté chez les agriculteurs, les politiciens, les négociants et les fournisseurs, qui ont manifesté dans les rues le 5 janvier 1998 contre le gouvernement. Les contestataires ont campé à l'extérieur des bureaux du gouvernement central, le blâmant publiquement et exigeant plus que les 16 à 36 S HK (2,00-4,70 dollars américains) offerts par volatile.

Entre-temps, le ministère de l'Agriculture et des pêches de Hong Kong adoptait des mesures sanitaires plus strictes pour l'homologation des permis d'élevage de poulets. En décembre 1997, 160 exploitations de poulet étaient homologuées par le gouvernement. Après la crise de la volaille, beaucoup d'exploitations ne survivront pas, étant donné l'augmentation inévitable des coûts opérationnels en raison des exigences supplémentaires d'obtention de permis qui entreront bientôt en vigueur. En conséquence, le nombre d'éleveurs à Hong Kong devrait diminuer sensiblement.

Production de poulets (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
76 830	71 914	72 188	71 291	54 400	50 200	49 940	49 940

Production de canards (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
12 288	10 086	6 566	6 029	5 134	5 566	5 542	5 542

Source : Base de données de FAO

2. Consommation

L'incidence du H5N1 sur la consommation de poulets à Hong Kong est forte et généralisée. La consommation de viande de poulet à Hong Kong demeure à son plus bas niveau jamais enregistré. Tous les points de vente de poulets vivants sont fermés depuis le 29 décembre 1997 et le demeurent. La consommation de poulets congelés est également sensiblement à la baisse. Les détaillants déclarent que la vente de poulets congelés au détail (supermarchés) a perdu jusqu'à 80 % de son volume en décembre et au début de janvier.

À partir de la mi-janvier, la consommation de poulets congelés (du Brésil et des États-Unis) a légèrement repris. Toutefois, la consommation de poulets demeure d'environ 40 % inférieure au niveau d'avant la crise de la grippe du poulet. Même si le poulet est un ingrédient de base de la cuisine cantonaise, les consommateurs de Hong Kong l'ont évité comme la grippe. La consommation devrait reprendre normalement à plus long terme; toutefois, dans les premiers mois de l'année 1998, elle est demeurée minime. La production de poulets retrouvera sans doute son niveau d'avant la crise seulement lorsque plus aucun nouveau cas de H5N1 n'aura été signalé et que les consommateurs auront été convaincus que la menace de transmission a été éliminée. On estime qu'avec la présence d'un nouveau système pour vérifier la présence de virus chez les volatiles et les volatiles vivants revenant à Hong Kong, les ventes de poulets devraient commencer à revenir à un niveau normal. L'importation de poulets vivants a repris le 7 février 1998.

Les prix de détail moyens de la volaille, en comparaison du boeuf et du porc, étaient :
(dollars US/kg)

	1994 $	1995 $	1996 $	1997 (moyenne de jan. à sept.) $
poulet, qualité supérieure	4,55	4,62	5,02	4,70
canard, qualité supérieure	2,78	2,96	3,18	3,30
boeuf, qualité supérieure	5,70	6,60	7,10	7,71
porc, qualité supérieure	4,67	5,15	5,34	5,52
côtelettes de porc	5,73	6,21	6,52	6,68

3. Échanges commerciaux

Les récentes perturbations économiques en Asie ont mis la région à dure épreuve, l'indice boursier de Hong Kong chutant de manière abrupte, de son niveau record de plus de 16 000, en août 1997, à environ 8 000 en janvier 1998. La dévaluation des monnaies asiatiques a rendu les exportations plus compétitives. Même si ces fournisseurs n'étaient pas des exportateurs de volailles traditionnels, certains achats au comptant ont provoqué un déplacement à court terme des importations de volailles. Par exemple, la Thaïlande n'a exporté que 2 993 TM de produits de volaille à Hong Kong en 1996, ce qui représente une part de marché minime (0,4 %) des importations de Hong Kong. De façon générale, la dévaluation des devises ne s'est pas traduite par une modification importante des parts de marché respectives des fournisseurs de volailles.

En règle générale, la progression des échanges commerciaux de volaille à Hong Kong a été inférieure en 1997 à ce qu'elle avait été en 1996, les importations totales augmentant d'environ 7 %, en comparaison de 16 % l'année précédente. Le principal motif en est la diminution de la demande du marché chinois, étant donné qu'environ 70 % des importations de volaille de Hong Kong sont destinées à la Chine. En 1996, les réexportations vers la Chine ont augmenté de 66 %, mais en 1997, cette augmentation était limitée à 3 %. Plusieurs facteurs expliquent cet affaiblissement de la demande de volaille en Chine.

Les taux de croissance économique globaux en Chine ont ralenti, en raison des efforts du gouvernement pour rationaliser l'expansion économique par des politiques visant à freiner l'économie. Les pénuries de capitaux qui ont suivi ont rendu les consommateurs plus prudents.

Les stocks de volailles ont fortement augmenté en Chine. Les sources commerciales indiquent que les stocks sont élevés également en raison de l'interdiction des volailles chinoises par l'Union Européenne en 1996, de la baisse des quotas d'exportation de volaille chinoise vers le Japon et, selon certaines sources, des préoccupations japonaises relatives aux maladies associées à la volaille sur le continent.

Depuis octobre 1997, les prix de la volaille sur le marché chinois ont chuté d'environ 30 %. Beaucoup d'importateurs de Hong Kong ont placé des commandes supplémentaires en octobre, confiant de pouvoir réexporter ces importations sur le marché chinois et cherchant à tirer profit des augmentations saisonnières de la demande généralement associées à l'automne et à l'hiver. Les augmentations de la demande prévues ne se sont pas concrétisées. Les négociants de Hong Kong ont donc accumulé des stocks importants et subi des pertes élevées. À la fin de décembre 1997, Hong Kong suspendait l'importation de poulets vivants, avec pour conséquence un gonflement supplémentaire des stocks chinois. Parallèlement, les quotas d'exportation de volaille chinoise (de la Chine vers le Japon) ont été réduits du tiers à partir de 1998. La Chine a abaissé ses quotas d'exportation afin de provoquer une hausse des prix, mais les stocks de volaille sont demeurés élevés, avec pour conséquence une chute de la demande d'exportation de volailles de Hong Kong vers la Chine.

On estime que les importations de volaille de Hong Kong ont diminué d'environ 5 %, passant à environ 810 000 TM, alors que les exportations augmentaient légèrement, de 1 %, pour atteindre 576 000 TM en 1998.

3. Exportations

Exportations de viande de volaille - (en tonnes métriques)

	1996	1997
Chine	541 015	557 511
Macau	26 682	11 039
Corée du Nord	38	36
Autres pays non listés	265	275
Grand total	568 000	568 861

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
73 400	95 010	105 965	164 764	199 991	319 937	520 598

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
66 658	81 452	90 326	137 948	178 415	316 561	502 663

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
40 392	40 298	42 294	42 344	43 582	44 642	46 119

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
63 967	62 253	72 352	69 283	80 120	98 930	95 520

On estime que les importations de volaille de Hong Kong ont diminué d'environ 5 %, passant à environ 810 000 TM, alors que les exportations augmentaient légèrement, de 1 %, pour atteindre 576 000 TM en 1998.

3. Exportations

Exportations de viande de volaille - (en tonnes métriques)

	1996	1997
Chine	541 015	557 511
Macau	26 682	11 039
Corée du Nord	38	36
Autres pays non listés	265	275
Grand total	568 000	568 861

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
73 400	95 010	105 965	164 764	199 991	319 937	520 598

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
66 658	81 452	90 326	137 948	178 415	316 561	502 663

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
40 392	40 298	42 294	42 344	43 582	44 642	46 119

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
63 967	62 253	72 352	69 283	80 120	98 930	95 520

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 544	2 146	2 027	1 948	2 084	2 834	5 137

Valeur des exportations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 544	2 146	2 027	1 948	2 084	2 834	5 137

Exportation de canards vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 151	4 987	6 939	1 834	1 636	1 712	3 822

Exportation de canards vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 881	10 293	10 519	589	536	581	10 851

Exportations de viande de dinde

	1995 TM	1996 TM	1997 TM (Jan à sept.)
Chine	10 683	18 917	18 242
Divers	115	499	241
Total	10 798	19 416	18 483

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 559	1 087	1 536	2 472	2 160	10 783	16 340

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 181	1 227	1 686	2 760	2 856	10 939	15 484

Exportation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
76	100	12	0	0	0	120

Exportation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
215	304	27	0	0	0	338

Source : Base de données de FAO

Détails

Hong Kong s'est classé au 6e rang des marchés d'exportation du Canada entre 1995 et 1997, du point de vue de la quantité de produits exportés. Les produits du poulet et du canard exportés étaient les suivants : parties de poulet non désossé, pattes et queues de poulet, parties de poule non désossée, poulets préparés non désossés, autres parties de volaille non désossée, gésiers de volaille, autres volailles entièrement éviscérées, peaux de poulet, pâtés de volaille de type « burger », croquettes, lanières, poules entières éviscérées, repas de volaille congelés, autres volailles fumées, salées, séchées, ailes de poulet et parties de canard. Le volume exporté était de 1 756 857 kilos en 1995, de 1 745 233 kilos en 1996 et de 2 024 994 kilos 1997 (source : Agence canadienne d'inspection des aliments).

Se classant au 6e rang des marchés d'exportation du Canada entre 1995 et 1997 du point de vue de la quantité, les produits de la dinde exportés étaient les suivants : dindes non désossées entières éviscérées, peaux de dinde, parties de dinde non désossée et parties de dinde désossée. Les quantités exportées étaient de 64 084 kg en 1995, de 763 244 kg en 1996 et de 174 940 kg en 1997 (source : Agence canadienne d'inspection des aliments).

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/hongkong.htm

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 181	1 227	1 686	2 760	2 856	10 939	15 484

Exportation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
76	100	12	0	0	0	120

Exportation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
215	304	27	0	0	0	338

Source : Base de données de FAO

Détails

Hong Kong s'est classé au 6e rang des marchés d'exportation du Canada entre 1995 et 1997, du point de vue de la quantité de produits exportés. Les produits du poulet et du canard exportés étaient les suivants : parties de poulet non désossé, pattes et queues de poulet, parties de poule non désossée, poulets préparés non désossés, autres parties de volaille non désossée, gésiers de volaille, autres volailles entièrement éviscérées, peaux de poulet, pâtés de volaille de type « burger », croquettes, lanières, poules entières éviscérées, repas de volaille congelés, autres volailles fumées, salées, séchées, ailes de poulet et parties de canard. Le volume exporté était de 1 756 857 kilos en 1995, de 1 745 233 kilos en 1996 et de 2 024 994 kilos 1997 (source : Agence canadienne d'inspection des aliments).

Se classant au 6e rang des marchés d'exportation du Canada entre 1995 et 1997 du point de vue de la quantité, les produits de la dinde exportés étaient les suivants : dindes non désossées entières éviscérées, peaux de dinde, parties de dinde non désossée et parties de dinde désossée. Les quantités exportées étaient de 64 084 kg en 1995, de 763 244 kg en 1996 et de 174 940 kg en 1997 (source : Agence canadienne d'inspection des aliments).

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/hongkong.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Importations de viande de volaille - (en tonnes métriques)

	1996	1997
États-Unis	530 687	556 257
Chine	40 966	35 776
Brésil	58 621	75 284
Pays-Bas	33 352	35 316
Royaume-Uni	37 572	46 747
Canada	23 706	26 855
France	14 311	10 731
Argentine	10 291	11 345
Australie	9 675	0
Autres pays non listés	39 819	58 440
Grand total	799 000	856 751

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
162 933	206 315	276 984	339 128	467 471	647 148	710 340

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
184 172	223 583	276 118	315 416	467 575	690 160	726 688

Importation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
35 250	33 285	32 278	34 865	31 541	38 122	52 769

Importation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
64 111	60 251	71 192	64 592	58 445	66 332	70 016

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
7 286	9 679	11 801	11 221	13 256	17 703	23 925

Valeur des importations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 794	14 558	19 210	17 035	19 441	27 701	41 083

Importation de canards vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
29	50	97	64	45	33	74

Importation de canards vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
348	840	1 382	931	463	425	443

Source : Base de données de FAO

En 1996, le total des importations de viande de dinde vers Hong Kong a augmenté de 21 %. Cette augmentation a été alimentée par une hausse subite de la demande en Chine. En 1996, les réexportations de dinde de Hong Kong vers la Chine ont atteint 18 917 TM, une augmentation subite de 77 %. Les États-Unis sont le principal fournisseur de viande de dinde à Hong Kong.

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Importations de viande de volaille - (en tonnes métriques)

	1996	1997
États-Unis	530 687	556 257
Chine	40 966	35 776
Brésil	58 621	75 284
Pays-Bas	33 352	35 316
Royaume-Uni	37 572	46 747
Canada	23 706	26 855
France	14 311	10 731
Argentine	10 291	11 345
Australie	9 675	0
Autres pays non listés	39 819	58 440
Grand total	799 000	856 751

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
162 933	206 315	276 984	339 128	467 471	647 148	710 340

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
184 172	223 583	276 118	315 416	467 575	690 160	726 688

Importation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
35 250	33 285	32 278	34 865	31 541	38 122	52 769

Importation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
64 111	60 251	71 192	64 592	58 445	66 332	70 016

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
7 286	9 679	11 801	11 221	13 256	17 703	23 925

Valeur des importations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 794	14 558	19 210	17 035	19 441	27 701	41 083

Importation de canards vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
29	50	97	64	45	33	74

Importation de canards vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
348	840	1 382	931	463	425	443

Source : Base de données de FAO

En 1996, le total des importations de viande de dinde vers Hong Kong a augmenté de 21 %. Cette augmentation a été alimentée par une hausse subite de la demande en Chine. En 1996, les réexportations de dinde de Hong Kong vers la Chine ont atteint 18 917 TM, une augmentation subite de 77 %. Les États-Unis sont le principal fournisseur de viande de dinde à Hong Kong.

La demande de produits de la dinde en Chine en 1997 a stagné, en raison de la morosité du marché. En conséquence, les réexportations de dinde de Hong Kong vers la Chine en 1997 ont été comparables aux niveaux de 1996. Toutefois, les exportations de dinde brésilienne vers Hong Kong ont augmenté d'un taux remarquable de 949 % in 1997. Les exportations brésiliennes vers Hong Kong sont constituées essentiellement de découpes et d'abats de dinde ainsi que d'un faible volume de dindes entières congelées.

Comme dans le cas du poulet, les importations et réexportations de dinde dépendent essentiellement du marché chinois, qui demeure faible. Vraisemblablement, les réexportations de produits de la dinde vers la Chine seront faibles en 1998.

Importations de viande de dinde

	1995 TM	1996 TM	1997 TM (Jan. à sept.)
Brésil	128	338	3 545
États-Unis	17 668	21 791	18 304
Autres	5 768	6 350	7 810
Total	23 564	28 479	29 659
Canada (en kg)	1 820 941	2 508 477	2 199 934 (Jan. à déc.)

Les produits exportés par le Canada à Hong Kong étaient les suivants : parties de poule non désossée, pattes et queues de poulet, parties de poulet non désossé, peaux de poulet, parties de dinde non désossée, abats de volaille (foies, coeurs, etc.), ailes de poulet, peaux de dinde, quartiers arrières de poulet, poules entières éviscérées, parties d'oie non désossée, poulets et dindes entiers non désossés éviscérés.

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 736	4 144	6 017	6 515	9 420	23 530	22 134

Valeur des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 725	6 547	8 265	8 638	12 224	27 088	21 508

Importation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	137

Importation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	1 479

Source : Base de données de FAO

6. Politiques

Le problème de la grippe du poulet (H5N1) a sensiblement influencé la politique de Hong Kong touchant l'importation de poulets vivants. Pratiquement tous les poulets vivants importés (plus de 99 %) viennent de Chine. Avant la crise du H5N1, les poulets chinois accédaient assez librement au marché de Hong Kong. Toutefois, les nouvelles règles et l'application plus stricte des politiques du ministère de l'agriculture et des pêches de Hong Kong à Man Kam (principal point frontalier entre Hong Kong et la Chine) ont modifié le marché. La responsabilité du gouvernement est de vérifier les documents émis par les autorités chinoises qui certifient que les poulets importés n'ont pas reçu d'additifs spéciaux pour augmenter leurs poids. Les documents ne peuvent garantir que les produits ne sont pas infectés par des virus. Le second objectif du contrôle est d'effectuer des inspections visuelles afin de vérifier que les poulets livrés à Hong Kong sont au minimum dans des conditions hygiéniques et sanitaires acceptables.

À la suite de la crise de la grippe du poulet, le gouvernement de Hong Kong a instauré trois mesures pour protéger la salubrité des poulets vivants importés ou élevés sur place. D'abord, le gouvernement, en coopération étroite avec les autorités chinoises, collabore à un plan exhaustif d'amélioration des règlements et procédures en matière de quarantaine. En second lieu, le gouvernement prévoit renforcer les procédures d'octroi de permis des élevages de poulets locaux en imposant des normes d'hygiène strictes. En troisième lieu, afin d'éviter la contamination des canards et des oies par les poulets, le gouvernement prévoit créer un abattoir centralisé pour les canards et les oies.

Le 23 janvier 1998, le gouvernement de Hong Kong a annoncé que l'importation de poulets vivants reprendrait le 7 février 1998. Selon le nouveau règlement entré en vigueur le 23 janvier, les volailles vivantes importées à Hong Kong doivent être accompagnées d'un certificat vétérinaire certifiant qu'elles ne sont pas porteuses de la grippe aviaire. De plus, elles doivent être accompagnées d'un certificat attestant :
- qu'elles ne montrent aucun signe clinique de maladie;

La demande de produits de la dinde en Chine en 1997 a stagné, en raison de la morosité du marché. En conséquence, les réexportations de dinde de Hong Kong vers la Chine en 1997 ont été comparables aux niveaux de 1996. Toutefois, les exportations de dinde brésilienne vers Hong Kong ont augmenté d'un taux remarquable de 949 % in 1997. Les exportations brésiliennes vers Hong Kong sont constituées essentiellement de découpes et d'abats de dinde ainsi que d'un faible volume de dindes entières congelées.

Comme dans le cas du poulet, les importations et réexportations de dinde dépendent essentiellement du marché chinois, qui demeure faible. Vraisemblablement, les réexportations de produits de la dinde vers la Chine seront faibles en 1998.

Importations de viande de dinde

	1995 TM	1996 TM	1997 TM (Jan. à sept.)
Brésil	128	338	3 545
États-Unis	17 668	21 791	18 304
Autres	5 768	6 350	7 810
Total	23 564	28 479	29 659
Canada (en kg)	1 820 941	2 508 477	2 199 934 (Jan. à déc.)

Les produits exportés par le Canada à Hong Kong étaient les suivants : parties de poule non désossée, pattes et queues de poulet, parties de poulet non désossé, peaux de poulet, parties de dinde non désossée, abats de volaille (foies, coeurs, etc.), ailes de poulet, peaux de dinde, quartiers arrières de poulet, poules entières éviscérées, parties d'oie non désossée, poulets et dindes entiers non désossés éviscérés.

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 736	4 144	6 017	6 515	9 420	23 530	22 134

Valeur des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 725	6 547	8 265	8 638	12 224	27 088	21 508

Importation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	137

Importation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	1 479

Source : Base de données de FAO

6. Politiques

Le problème de la grippe du poulet (H5N1) a sensiblement influencé la politique de Hong Kong touchant l'importation de poulets vivants. Pratiquement tous les poulets vivants importés (plus de 99 %) viennent de Chine. Avant la crise du H5N1, les poulets chinois accédaient assez librement au marché de Hong Kong. Toutefois, les nouvelles règles et l'application plus stricte des politiques du ministère de l'agriculture et des pêches de Hong Kong à Man Kam (principal point frontalier entre Hong Kong et la Chine) ont modifié le marché. La responsabilité du gouvernement est de vérifier les documents émis par les autorités chinoises qui certifient que les poulets importés n'ont pas reçu d'additifs spéciaux pour augmenter leurs poids. Les documents ne peuvent garantir que les produits ne sont pas infectés par des virus. Le second objectif du contrôle est d'effectuer des inspections visuelles afin de vérifier que les poulets livrés à Hong Kong sont au minimum dans des conditions hygiéniques et sanitaires acceptables.

À la suite de la crise de la grippe du poulet, le gouvernement de Hong Kong a instauré trois mesures pour protéger la salubrité des poulets vivants importés ou élevés sur place. D'abord, le gouvernement, en coopération étroite avec les autorités chinoises, collabore à un plan exhaustif d'amélioration des règlements et procédures en matière de quarantaine. En second lieu, le gouvernement prévoit renforcer les procédures d'octroi de permis des élevages de poulets locaux en imposant des normes d'hygiène strictes. En troisième lieu, afin d'éviter la contamination des canards et des oies par les poulets, le gouvernement prévoit créer un abattoir centralisé pour les canards et les oies.

Le 23 janvier 1998, le gouvernement de Hong Kong a annoncé que l'importation de poulets vivants reprendrait le 7 février 1998. Selon le nouveau règlement entré en vigueur le 23 janvier, les volailles vivantes importées à Hong Kong doivent être accompagnées d'un certificat vétérinaire certifiant qu'elles ne sont pas porteuses de la grippe aviaire. De plus, elles doivent être accompagnées d'un certificat attestant :
- qu'elles ne montrent aucun signe clinique de maladie;

- que, durant les 180 jours précédents, elles n'ont pas été conservées dans des lieux infectés par le virus de la grippe aviaire;
- que, durant les cinq jours précédents, elles ont été séparées des autres volatiles et soumises à des tests de détection de la grippe aviaire, dont les résultats ont été négatifs.

NOTA :

1. Le règlement de modification de l'étiquetage publié dans la gazette de février 1996 a rendu les produits de la viande congelés sujets au décret de Hong Kong sur l'étiquetage (on ignore les détails). Le ministère de la santé de Hong Kong n'a pas encore annoncé de date d'entrée en vigueur du règlement.
2. Dans le cadre de ses démarches pour devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce, la Chine a réduit les droits d'importation sur divers produits, dont la volaille, à partir du 1er octobre 1997. Ces droits ont été réduits de 45 % qu'ils étaient à 20 %. Étant donné que les tarifs d'importation en vigueur concrètement à Hong Kong pour les « voies non officielles » sont d'environ 13 %, la réduction des droits d'importation a jusqu'à maintenant eu peu d'effet sur le commerce de réexportation de Hong Kong vers la Chine.

7. Commercialisation

Par suite de la crise de la « grippe du poulet », un certain nombre de pays exportateurs de volailles ont lancé des campagnes publicitaires et diffusé du matériel aux points de vente, afin de souligner la salubrité et la sécurité des produits de volailles. La reprise des importations de volailles vivantes constitue un débouché pour les pays qui souhaitent accroître leurs exportations au moyen d'une stratégie bien conçue, adaptée à Hong Kong.

Chine

Information de base

Superficie:	9 326 410 km2
Population:	1 238 300 000 (1997)
PIB Total:	US $815.8 Milliards (1996)
Capitale:	Beijing
Président:	Jiang Zemin
Ministre de l'Agriculture:	Chen Yao Bang
Ambassadeur canadien:	Howard Balloch

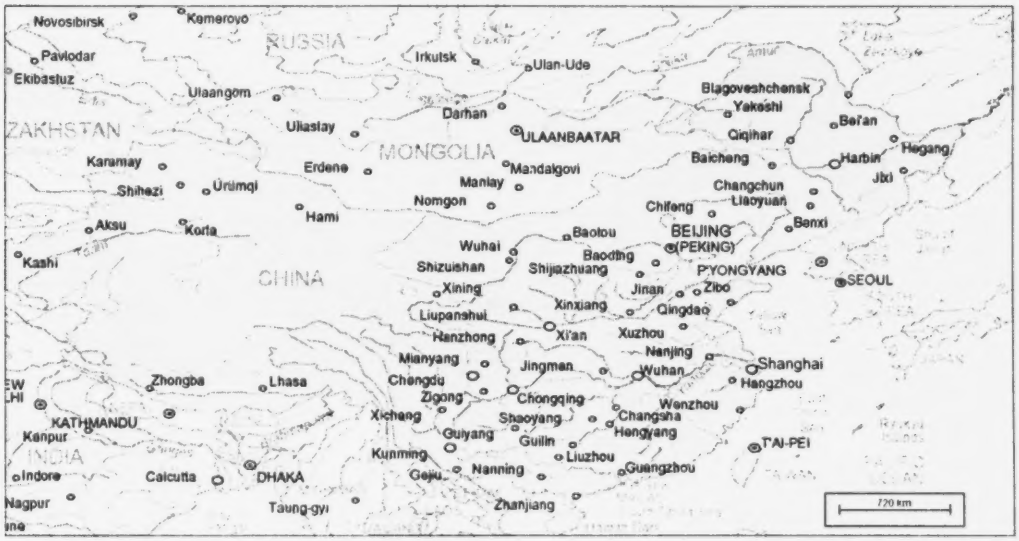
Commerce Agroalimentaire Canada-Chine.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**1,195.807**	**589.315**
Importations agroalimentaires totales:	**180.312**	**164.459**
Balance commerciale	**1,015.495**	**424.856**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**1,195.807**	**589.315**
Blé, non-dur	919.276	296.284
Orge	170.692	146.440
Graines de canola	35.623	32.022
Pois, séchés, écossés	15.654	20.369
Peaux brutes de bovins, entières	6.612	19.847

Chine



Information de base

Superficie:	9 326 410 km2
Population:	1 238 300 000 (1997)
PIB Total:	US $815.8 Milliards (1996)
Capitale:	Beijing
Président:	Jiang Zemin
Ministre de l'Agriculture:	Chen Yao Bang
Ambassadeur canadien:	Howard Balloch

Commerce Agroalimentaire Canada-Chine.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**1,195.807**	**589.315**
Importations agroalimentaires totales:	**180.312**	**164.459**
Balance commerciale	**1,015.495**	**424.856**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**1,195.807**	**589.315**
Blé, non-dur	919.276	296.284
Orge	170.692	146.440
Graines de canola	35.623	32.022
Pois, séchés, écossés	15.654	20.369
Peaux brutes de bovins, entières	6.612	19.847

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**180.312**	**164.459**
Mandarines et clémentines	18.346	18.699
Plantes utilisées en pharmaceutique	10.225	9.361
Pâtes	2.244	8.806
Plumes utilisées pour le rembourrage et duvet	8.309	8.638
Champignons, préparés ou conservés	14.141	8.351

Importations agroalimentaires de la Chine

Importations agroalimentaires totales (1995) : US $18.3 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Blé, non-dur	1,886.704	Canada
Huiles de soja	1,099.660	Brésil
Huiles végétales	952.240	Malaisie
Sucres, de betterave et de canne	840.284	Thaïlande
Maïs, blé d'Inde	744.102	États-Unis

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**3,292.672**	**2,706.822**
Blé, non-dur	1,138.554	919.275
Pâtes chimiques de bois	270.853	275.074
Pièces électr. pour lignes téléphoniques	283.354	175.578
Chlorure de potassium	307.194	164.819
Orge	84.823	157.661

PROFIL DE L'INDUSTRIE CHINOISE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

L'industrie chinoise de la volaille a poursuivi son expansion en 1997, mais le rythme du développement s'est ralenti, avec un taux annuel ne dépassant pas 5 %, en comparaison des taux supérieurs à 10 % enregistrés dans le passé. De plus, l'épidémie du virus de la grippe aviaire à Hong Kong a nui à la production, à la consommation et au commerce de la volaille à Hong Kong et dans la province voisine de Guangdong. L'industrie de la volaille dans de nombreuses parties du reste de la Chine a continué à fonctionner, même si la situation des producteurs était difficile même avant le début de la crise. Selon le ministère chinois de l'Agriculture, le prix moyen de la viande de poulet à griller et des poulets vivants sur les marchés de produits frais de la Chine a diminué de 5,1 et de 2,0 % respectivement d'août à décembre 1997.

Depuis janvier 1998, les prix de la volaille ont poursuivi leur baisse dans l'ensemble de la Chine. Selon les représentants des syndicats et du gouvernement, au moins deux forces contribuent à cette évolution. D'abord, l'économie chinoise dans son ensemble ralentit depuis l'an dernier, et ce ralentissement, allié aux réformes très visibles du gouvernement qui visent les entreprises d'État, réduit la demande de viande des consommateurs au fur et à mesure que la population subit des pertes d'emplois et l'augmentation du coût de la vie.

En second lieu, les problèmes économiques du reste de l'Asie affaiblissent la demande d'exportations de viande chinoises. Les exportations de volailles de la Chine au cours du premier trimestre de 1998 étaient en baisse de 24 % par rapport à la même période de 1997, en raison de l'intensification de la concurrence de la Thaïlande, où les exportations de volailles bénéficient de la dévaluation du Baht. Les restrictions sanitaires ont contribué à exacerber les problèmes du secteur de la volaille. L'Union européenne a interdit les volailles provenant de Chine l'an dernier et les exportations vers Hong Kong ont été interrompues temporairement à la fin de l'année 1997, en raison du virus de la grippe. La réduction des exportations vers ces marchés contribue à l'excédent de l'approvisionnement intérieur, plus particulièrement dans le sud de la Chine.

2. Production

La production de viande (porc, boeuf, mouton et volaille) a atteint 62 millions de tonnes métriques. La production totale de viande de volaille en Chine en 1997 a atteint 11,2 millions de tonnes métriques, soit une augmentation de 5 % par rapport à 1996. La production de viande de volaille a ralenti considérablement en comparaison des augmentations supérieures à 10 % enregistrées les années précédentes. À l'heure actuelle, le bureau national de la statistique (SSB) réévalue les chiffres de production de tous les types de viande en Chine pour la dernière décennie. Il y a des sources qui estiment que certains chiffres officiels de production de viande qui incluent la volaille pourraient avoir été gonflés d'environ 20 %.

Il a été prévu que la production de viandes de volailles atteindrait environ 12,5 millions de tonnes métriques en 1998 et augmenterait encore de 7 % en 1999. Plusieurs fonctionnaires, dont ceux du service de réglementation vétérinaire phytosanitaire de Shangai, ont déclaré qu'il n'y avait pas de virus de la grippe aviaire en Chine et que tous les produits de volailles mis sur le marché étaient hygiéniques et sécuritaires.

Plus de 80 % de la production de viandes de volailles provient d'entreprises familiales qui, généralement, élèvent de 10 000 à 200 000 volailles durant un cycle. La plupart d'entre elles achètent leurs aliments auprès des gros producteurs commerciaux, tandis que certains se contentent de conclure un marché avec une grosse chaîne de production de volailles intégrée. Les agriculteurs se concentrent sur l'élevage des poulets et des poussins d'un jour et les aliments sont fournis par un groupe intégré qui garde certains bénéfices pour les agriculteurs. C'est pour ces motifs que la production de viande de volaille en Chine continue de croître, même si la situation du marché n'est pas aussi bonne.

À la fin de 1995, un projet pilote a été lancé par le ministre de la science et de la technologie pour la technologie rurale à Beijing et Shanghai ainsi que dans les provinces de Shandong, Sichuan, Hebei, Henan, Hubei et Hunan. Ces régions sont les principales régions de production de volailles. Lancé il y a à peine deux ans, ce projet vise l'amélioration de la production de volailles et l'augmentation des revenus des agriculteurs. Le projet incite les agriculteurs à transférer le bétail, les porcs et les poulets dans des enceintes centralisées, où il est possible d'améliorer l'alimentation, la ventilation, la température et les soins vétérinaires. Selon les fonctionnaires du ministère, les agriculteurs peuvent adhérer volontairement au projet. Les statistiques locales indiquent que dans ces régions les taux de reproduction et de croissance des volailles ainsi que les revenus se sont avérés excellents.

La modernisation de l'élevage de volailles à grande échelle est désormais une caractéristique de la plupart des pays développés. Cette technologie représente 70 à 80 % de l'élevage dans les pays développés. L'apport de la technologie dans la production agricole en Chine est nettement inférieur à celui des pays développés et la tâche cruciale en matière de production agricole au cours du siècle à venir sera d'améliorer l'alimentation de la population tout en répondant à ses énormes besoins sur ce plan.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 583 118	3 095 322	3 514 068	4 496 791	5 096 745	6 002 313	7 364 715	7 564 715

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
574 645	644 210	771 733	970 249	1 071 944	1 274 921	1 673 392	1 723 392

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
3 016	2 530	2 162	2 070	1 820	1 650	1 580	1 580

Source - Base de données de FAO

3. Consommation

Les tendances de la consommation sont devenues un facteur de premier plan qui freine le développement de l'industrie de la volaille en Chine. Plus de 80 % de la production de volailles provient d'exploitation familiales spécialisées qui n'ont jamais effectué elles-mêmes de mise en marché. Aussi la viande de volaille est-elle encore vendue essentiellement comme produit de base, sans techniques de commercialisation particulières. Aucun organisme gouvernemental ou association de producteurs n'a jamais conçu de campagne auprès des consommateurs pour stimuler les ventes de viande de volaille. La baisse actuelle de la demande de viande chez les consommateurs, provoquée par les cycles de l'offre et de la demande et par les politiques économiques du gouvernement, ne devrait être que temporaire. Dans l'ensemble, la consommation de viande, particulièrement de boeuf et de volaille, augmente.

La consommation totale de viande par habitant (porc, boeuf, mouton et volaille) ainsi que d'oeufs de volailles a atteint 50,2 et 17 kg respectivement à la fin de l'année 1997. L'augmentation de 3,8 % de la production de viande par habitant constitue une baisse par rapport aux années précédentes. Les consommateurs chinois mangent une gamme de plus en plus diversifiée de produits frais et de fruits de mer qui ne figurent pas dans les chiffres totaux relatifs à la viande.

Les consommateurs chinois préfèrent la viande de volaille réfrigérée ou fraîche ou les poulets vivants plutôt que congelés. Toutefois, les achats de poulets congelés gagnent en popularité et l'on prévoit que cette tendance va se maintenir. De plus, la plupart des consommateurs locaux sont de plus en plus préoccupés par le nom de la marque, par exemple « Dajiang » (première marque de volaille congelée produite localement et qui, pour le consommateur, est synonyme de qualité, de propreté et d'hygiène) plutôt que par l'aspect du produit lui-même. À l'heure actuelle, le poulet frit est un des aliments les plus populaires dans l'industrie de la restauration rapide, particulièrement à Shanghai. La plupart des produits de viande de volaille importés sont utilisés dans la composition de plats spécialisés et les parties de viandes brunes sont utilisées par l'industrie de la restauration rapide et les institutions alimentaires.

En complément de la viande de poulet, les Chinois aiment le canard et l'oie rôtis ainsi que d'autres produits de la volaille, dont la sauvagine.

Il a été prévu que la production de viandes de volailles atteindrait environ 12,5 millions de tonnes métriques en 1998 et augmenterait encore de 7 % en 1999. Plusieurs fonctionnaires, dont ceux du service de réglementation vétérinaire phytosanitaire de Shangai, ont déclaré qu'il n'y avait pas de virus de la grippe aviaire en Chine et que tous les produits de volailles mis sur le marché étaient hygiéniques et sécuritaires.

Plus de 80 % de la production de viandes de volailles provient d'entreprises familiales qui, généralement, élèvent de 10 000 à 200 000 volailles durant un cycle. La plupart d'entre elles achètent leurs aliments auprès des gros producteurs commerciaux, tandis que certains se contentent de conclure un marché avec une grosse chaîne de production de volailles intégrée. Les agriculteurs se concentrent sur l'élevage des poulets et des poussins d'un jour et les aliments sont fournis par un groupe intégré qui garde certains bénéfices pour les agriculteurs. C'est pour ces motifs que la production de viande de volaille en Chine continue de croître, même si la situation du marché n'est pas aussi bonne.

À la fin de 1995, un projet pilote a été lancé par le ministre de la science et de la technologie pour la technologie rurale à Beijing et Shanghai ainsi que dans les provinces de Shandong, Sichuan, Hebei, Henan, Hubei et Hunan. Ces régions sont les principales régions de production de volailles. Lancé il y a à peine deux ans, ce projet vise l'amélioration de la production de volailles et l'augmentation des revenus des agriculteurs. Le projet incite les agriculteurs à transférer le bétail, les porcs et les poulets dans des enceintes centralisées, où il est possible d'améliorer l'alimentation, la ventilation, la température et les soins vétérinaires. Selon les fonctionnaires du ministère, les agriculteurs peuvent adhérer volontairement au projet. Les statistiques locales indiquent que dans ces régions les taux de reproduction et de croissance des volailles ainsi que les revenus se sont avérés excellents.

La modernisation de l'élevage de volailles à grande échelle est désormais une caractéristique de la plupart des pays développés. Cette technologie représente 70 à 80 % de l'élevage dans les pays développés. L'apport de la technologie dans la production agricole en Chine est nettement inférieur à celui des pays développés et la tâche cruciale en matière de production agricole au cours du siècle à venir sera d'améliorer l'alimentation de la population tout en répondant à ses énormes besoins sur ce plan.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 583 118	3 095 322	3 514 068	4 496 791	5 096 745	6 002 313	7 364 715	7 564 715

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
574 645	644 210	771 733	970 249	1 071 944	1 274 921	1 673 392	1 723 392

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
3 016	2 530	2 162	2 070	1 820	1 650	1 580	1 580

Source - Base de données de FAO

3. Consommation

Les tendances de la consommation sont devenues un facteur de premier plan qui freine le développement de l'industrie de la volaille en Chine. Plus de 80 % de la production de volailles provient d'exploitation familiales spécialisées qui n'ont jamais effectué elles-mêmes de mise en marché. Aussi la viande de volaille est-elle encore vendue essentiellement comme produit de base, sans techniques de commercialisation particulières. Aucun organisme gouvernemental ou association de producteurs n'a jamais conçu de campagne auprès des consommateurs pour stimuler les ventes de viande de volaille. La baisse actuelle de la demande de viande chez les consommateurs, provoquée par les cycles de l'offre et de la demande et par les politiques économiques du gouvernement, ne devrait être que temporaire. Dans l'ensemble, la consommation de viande, particulièrement de boeuf et de volaille, augmente.

La consommation totale de viande par habitant (porc, boeuf, mouton et volaille) ainsi que d'oeufs de volailles a atteint 50,2 et 17 kg respectivement à la fin de l'année 1997. L'augmentation de 3,8 % de la production de viande par habitant constitue une baisse par rapport aux années précédentes. Les consommateurs chinois mangent une gamme de plus en plus diversifiée de produits frais et de fruits de mer qui ne figurent pas dans les chiffres totaux relatifs à la viande.

Les consommateurs chinois préfèrent la viande de volaille réfrigérée ou fraîche ou les poulets vivants plutôt que congelés. Toutefois, les achats de poulets congelés gagnent en popularité et l'on prévoit que cette tendance va se maintenir. De plus, la plupart des consommateurs locaux sont de plus en plus préoccupés par le nom de la marque, par exemple « Dajiang » (première marque de volaille congelée produite localement et qui, pour le consommateur, est synonyme de qualité, de propreté et d'hygiène) plutôt que par l'aspect du produit lui-même. À l'heure actuelle, le poulet frit est un des aliments les plus populaires dans l'industrie de la restauration rapide, particulièrement à Shanghai. La plupart des produits de viande de volaille importés sont utilisés dans la composition de plats spécialisés et les parties de viandes brunes sont utilisées par l'industrie de la restauration rapide et les institutions alimentaires.

En complément de la viande de poulet, les Chinois aiment le canard et l'oie rôtis ainsi que d'autres produits de la volaille, dont la sauvagine.

Consommation de viande par habitant (kg par personne)

	1993	1994	1995	1996	1997*
Volaille	4,84	6,34	7,79	8,87	9,10
Porc	24,08	26,74	30,40	33,67	34,64
Boeuf	1,97	2,70	3,41	4,13	4,37
Mouton	1,16	1,30	1,64	2,00	2,10
Total	32,95	37,08	43,24	48,38	50,22

*chiffres estimés
Source : Annuaires statistiques chinois

4. Échanges commerciaux

Selon beaucoup de représentants de l'industrie, la situation actuelle de la volaille en Chine est mauvaise, et pour deux motifs essentiels : d'abord, l'offre excédentaire sur le marché intérieur, où beaucoup de producteurs ont perdu de l'argent. En second lieu, la chute des prix à l'exportation sur le marché international, notamment au Japon, à Hong Kong, en Corée du Sud, au Moyen-Orient et au sein de l'Union Européenne. Cette faiblesse du marché semble caractériser l'ensemble du pays. Les prix ont diminué et l'offre de produits du poulet était abondante. Beaucoup de grossistes possèdent encore des stocks importants de produits du poulet congelé, mais plus ils vendent, plus ils perdent d'argent.

Le 17 octobre 1997, le tarif sur les importations visant les parties de volaille congelées a été ramené de 45 à 20 %. Les échanges commerciaux n'ont pas été favorisés par cette réduction tarifaire, étant donné que le coût actuel (de 1 500 à 1 600 RMB/ TM) correspondant au transport des produits par des « sociétés de transport » actives dans le voisinage de la frontière de Guangdong demeure inférieur au tarif de 20 %. Le fait que parfois les douanes chinoises réajustent à la hausse leur estimation de la valeur des produits de viande de poulet congelés, à partir de laquelle se fait le calcul du tarif, est un autre sujet de préoccupation. Les ports du sud de la Chine (Guangdong) demeurent les principaux points d'entrée de la volaille importée.

Deux obstacles continuent à freiner les importations directes : d'abord, les tarifs douaniers, ensuite le certificat de quarantaine (permis d'importation). Même lorsque le tarif est inférieur, la taxe à la valeur ajoutée (tva, similaire à notre TPS) demeure facturable : 13 % sans modification. Le tarif total se chiffre à 35,6 %, taux qui demeure très élevé selon les importateurs qui ont calculé leurs coûts. L'obtention d'un permis d'importation légitime de l'administration centrale de Beijing est un obstacle. Il est très difficile d'obtenir ce permis et il convient d'avoir des relations. Pour ce motif, la diminution des tarifs n'a pas été suffisante pour modifier les réseaux d'importation et de distribution.

En Chine, le principal sujet de préoccupation des importateurs est l'actuelle confusion du marché. D'une part, les importateurs ont perdu beaucoup d'argent en raison des très faibles marges bénéficiaires. Les prix chutent depuis mars 1997. Des stocks importants de produits de volaille importés de différents pays se sont accumulés. Les importateurs sont beaucoup plus préoccupés par la léthargie de la demande du marché que par les tarifs douaniers. D'autre part, la production intérieure est excédentaire, ce qui a contribué à la baisse des prix. Un grand nombre d'agriculteurs qui élèvent des poulets ont perdu de l'argent. En raison des stocks importants, la situation devrait encore durer un certain temps.

Les négociants estiment que la Chine possède les atouts nécessaires dans les domaines de la production, de la transformation et du contrôle de la qualité des poulets congelés pour faire concurrence aux géants internationaux de l'exportation de poulet congelé. Jusqu'ici, plus de 200 entreprises exportent du poulet congelé, en comparaison d'environ dix entreprises de ce type au Brésil et en Thaïlande. À l'heure actuelle, la Chine exporte la plupart de son poulet congelé au Japon et conserve sa position de chef de file des exportateurs de poulets congelés vers ce pays. Étant donné que seule la Chine répond aux critères particuliers associés à la fourniture de pilons de poulet sans os et de petite taille transformés au Japon, la Chine a dépassé le Brésil et les États-Unis sur le marché de l'exportation de viande de poulet au Japon.

Pour limiter la quantité et maintenir des prix élevés pour la volaille chinoise exportée au Japon, le ministère chinois de la coopération économique et du commerce extérieur (MOFTEC) restreint l'exportation de viande de poulet aux entreprises qui possèdent à la fois un permis d'exportation et un quota. Le système de quota d'exportation de volailles congelées a été lancé par le MOFTEC le 1er janvier 1998. Tout exportateur doit posséder un quota, sans quoi il ne peut pas du tout exporter ses produits. À l'heure actuelle, le Shanghai Dajiang Group est le premier exportateur chinois de viande de poulet, particulièrement de poulet réfrigéré au Japon, soit plus de 40 000 tonnes métriques de viande de poulet congelé et réfrigéré en 1997. Selon les négociants, la quantité prévue de viande de volaille chinoise qui devait être exportée au Japon a été réduite d'un tiers à partir de 1998. La Chine a réduit les quotas d'exportation afin de maintenir des prix élevés pour les exportateurs participants mais, en conséquence, une plus grande quantité de poulet congelé est demeurée sur le marché local, de sorte que les stocks de volaille chinois sont demeurés élevés.

Importations chinoises / exportations de viande de volaille (unités en tonnes métriques)

IMPORTATIONS 1997		EXPORTATIONS 1997	
États-Unis	73,220	Hong Kong	35,625
Brésil	35,801	Japon	34,861
Belgique	9,311	Corée	11,185
Argentine	8,048	Singapour	4,759
Australie	6,806	ÉAU	3,560
France	6,203	Autres	89,990

Consommation de viande par habitant (kg par personne)

	1993	1994	1995	1996	1997*
Volaille	4,84	6,34	7,79	8,87	9,10
Porc	24,08	26,74	30,40	33,67	34,64
Boeuf	1,97	2,70	3,41	4,13	4,37
Mouton	1,16	1,30	1,64	2,00	2,10
Total	32,95	37,08	43,24	48,38	50,22

*chiffres estimés
Source : Annuaires statistiques chinois

4. Échanges commerciaux

Selon beaucoup de représentants de l'industrie, la situation actuelle de la volaille en Chine est mauvaise, et pour deux motifs essentiels : d'abord, l'offre excédentaire sur le marché intérieur, où beaucoup de producteurs ont perdu de l'argent. En second lieu, la chute des prix à l'exportation sur le marché international, notamment au Japon, à Hong Kong, en Corée du Sud, au Moyen-Orient et au sein de l'Union Européenne. Cette faiblesse du marché semble caractériser l'ensemble du pays. Les prix ont diminué et l'offre de produits du poulet était abondante. Beaucoup de grossistes possèdent encore des stocks importants de produits du poulet congelé, mais plus ils vendent, plus ils perdent d'argent.

Le 17 octobre 1997, le tarif sur les importations visant les parties de volaille congelées a été ramené de 45 à 20 %. Les échanges commerciaux n'ont pas été favorisés par cette réduction tarifaire, étant donné que le coût actuel (de 1 500 à 1 600 RMB/ TM) correspondant au transport des produits par des « sociétés de transport » actives dans le voisinage de la frontière de Guangdong demeure inférieur au tarif de 20 %. Le fait que parfois les douanes chinoises réajustent à la hausse leur estimation de la valeur des produits de viande de poulet congelés, à partir de laquelle se fait le calcul du tarif, est un autre sujet de préoccupation. Les ports du sud de la Chine (Guangdong) demeurent les principaux points d'entrée de la volaille importée.

Deux obstacles continuent à freiner les importations directes : d'abord, les tarifs douaniers, ensuite le certificat de quarantaine (permis d'importation). Même lorsque le tarif est inférieur, la taxe à la valeur ajoutée (tva, similaire à notre TPS) demeure facturable : 13 % sans modification. Le tarif total se chiffre à 35,6 %, taux qui demeure très élevé selon les importateurs qui ont calculé leurs coûts. L'obtention d'un permis d'importation légitime de l'administration centrale de Beijing est un obstacle. Il est très difficile d'obtenir ce permis et il convient d'avoir des relations. Pour ce motif, la diminution des tarifs n'a pas été suffisante pour modifier les réseaux d'importation et de distribution.

En Chine, le principal sujet de préoccupation des importateurs est l'actuelle confusion du marché. D'une part, les importateurs ont perdu beaucoup d'argent en raison des très faibles marges bénéficiaires. Les prix chutent depuis mars 1997. Des stocks importants de produits de volaille importés de différents pays se sont accumulés. Les importateurs sont beaucoup plus préoccupés par la léthargie de la demande du marché que par les tarifs douaniers. D'autre part, la production intérieure est excédentaire, ce qui a contribué à la baisse des prix. Un grand nombre d'agriculteurs qui élèvent des poulets ont perdu de l'argent. En raison des stocks importants, la situation devrait encore durer un certain temps.

Les négociants estiment que la Chine possède les atouts nécessaires dans les domaines de la production, de la transformation et du contrôle de la qualité des poulets congelés pour faire concurrence aux géants internationaux de l'exportation de poulet congelé. Jusqu'ici, plus de 200 entreprises exportent du poulet congelé, en comparaison d'environ dix entreprises de ce type au Brésil et en Thaïlande. À l'heure actuelle, la Chine exporte la plupart de son poulet congelé au Japon et conserve sa position de chef de file des exportateurs de poulets congelés vers ce pays. Étant donné que seule la Chine répond aux critères particuliers associés à la fourniture de pilons de poulet sans os et de petite taille transformés au Japon, la Chine a dépassé le Brésil et les États-Unis sur le marché de l'exportation de viande de poulet au Japon.

Pour limiter la quantité et maintenir des prix élevés pour la volaille chinoise exportée au Japon, le ministère chinois de la coopération économique et du commerce extérieur (MOFTEC) restreint l'exportation de viande de poulet aux entreprises qui possèdent à la fois un permis d'exportation et un quota. Le système de quota d'exportation de volailles congelées a été lancé par le MOFTEC le 1er janvier 1998. Tout exportateur doit posséder un quota, sans quoi il ne peut pas du tout exporter ses produits. À l'heure actuelle, le Shanghai Dajiang Group est le premier exportateur chinois de viande de poulet, particulièrement de poulet réfrigéré au Japon, soit plus de 40 000 tonnes métriques de viande de poulet congelé et réfrigéré en 1997. Selon les négociants, la quantité prévue de viande de volaille chinoise qui devait être exportée au Japon a été réduite d'un tiers à partir de 1998. La Chine a réduit les quotas d'exportation afin de maintenir des prix élevés pour les exportateurs participants mais, en conséquence, une plus grande quantité de poulet congelé est demeurée sur le marché local, de sorte que les stocks de volaille chinois sont demeurés élevés.

Importations chinoises / exportations de viande de volaille (unités en tonnes métriques)

IMPORTATIONS 1997		EXPORTATIONS 1997	
États-Unis	73,220	Hong Kong	35,625
Brésil	35,801	Japon	34,861
Belgique	9,311	Corée	11,185
Argentine	8,048	Singapour	4,759
Australie	6,806	ÉAU	3,560
France	6,203	Autres	89,990

Thaïland	3,684	Autres pays non listés	168,524
Canada	2,068	Grand Total	258,514
Royaume-Uni	1,935		
Japon	1,446		
Autres	75,302		
Grand Total	156,504		

Source : Statistiques des douanes chinoises

5. *Exportations*

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
37 898	45 587	79 784	100 881	174 028	258 366	305 130

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
74 656	96 408	145 698	174 568	357 768	578 291	643 915

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
40 392	40 298	42 294	42 344	43 582	44 642	46 119

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
63 967	62 253	72 352	69 283	80 120	98 930	95 520

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
9 732	13 422	16 297	11 709	14 989	28 153	25 220

Valeur des exportations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
27 435	33 715	41 664	35 370	39 838	61 718	63 610

Exportation de canards vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 151	4 978	6 939	1 834	1 636	1 712	3 822

Exportation de canards vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
10 881	10 293	10 519	589	536	581	10 851

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1	62	157	136	247	872	232

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2	67	272	269	496	2 154	475

Exportation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
76	100	12	0	0	0	120

Exportation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
215	304	27	0	0	0	338

Source - Base de données de FAO

Détails

Depuis trois ans (1995-1997), la chine a été le principal marché du Canada pour la quantité de produits exportés. Le Canada a exporté 17 237 895 kg en 1995, 22 504 738 kg en 1996 et 28 179 824 kg en 1997. Les produits exportés étaient les suivants : pieds et queues de poulet, parties de poule avec os, parties de poulet avec os, parties de dinde avec os, abats de volaille, peaux de poulet, ailes de poulet, poulets désossés mécaniquement, pattes de poulet, parties de dinde désossée, peaux de dinde, poules et poulets totalement éviscérés, dindes désossées mécaniquement, parties de canard, autres parties de volaille non désossée, pâtés de volaille de type « burger », croquettes, filets et autruches fraîches et congelées.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/chine.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
64 798	83 528	75 444	97 849	132 835	253 308	308 120

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
45 879	53 391	48 094	56 388	69 410	77 159	138 013

Importation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 862	2 827	2 778	1 778	1 908	1 939	1 739

Détails

Depuis trois ans (1995-1997), la chine a été le principal marché du Canada pour la quantité de produits exportés. Le Canada a exporté 17 237 895 kg en 1995, 22 504 738 kg en 1996 et 28 179 824 kg en 1997. Les produits exportés étaient les suivants : pieds et queues de poulet, parties de poule avec os, parties de poulet avec os, parties de dinde avec os, abats de volaille, peaux de poulet, ailes de poulet, poulets désossés mécaniquement, pattes de poulet, parties de dinde désossée, peaux de dinde, poules et poulets totalement éviscérés, dindes désossées mécaniquement, parties de canard, autres parties de volaille non désossée, pâtés de volaille de type « burger », croquettes, filets et autruches fraîches et congelées.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/chine.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
64 798	83 528	75 444	97 849	132 835	253 308	308 120

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
45 879	53 391	48 094	56 388	69 410	77 159	138 013

Importation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 862	2 827	2 778	1 778	1 908	1 939	1 739

Importation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
13 005	18 423	17 653	13 027	12 807	17 275	17 071

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
980	1 269	1 790	1 506	2 976	3 034	2 233

Valeur des importations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
717	830	1 293	1 056	1 906	1 484	742

Importation de canards vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
29	50	97	64	45	33	74

Importation de canards vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
348	840	1 382	931	463	425	443

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 885	1 021	937	729	1 284	6 535	8 299

Valeur des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 514	1 126	951	911	1 536	4 188	10 608

Importation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	137

Importation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	1 479

7. Politique en matière de volaille

En dépit de la réalité de l'importation des volaille congelée sur les marchés de produits frais, le gouvernement chinois conserve une politique, essentiellement non appliquée, de restrictions des importations de volaille pour la vente au détail. En théorie, les importations ne sont autorisées que pour les hôtels, les restaurants et les transformateurs agroalimentaires.

Les fonctionnaires du bureau de quarantaine animale de Chine (CAPQ) ont mis sur pied un programme pilote d'un an en juin 1997 afin d'autoriser l'importation pour la vente au détail de viande achetée d'exportateurs canadiens, américains et australiens. Selon les fonctionnaires, aucune viande n'a été importée dans le cadre du programme au cours du projet pilote d'un an. Le fait qu'il soit plus économique de passer par les réseaux informels semble être le principal motif. Les importations ont été limitées à deux entreprises chinoises (toutes deux associées au CAPQ) et, vu les tarifs élevés (viande de volaille visée par un tarif de 20 % plus une tva de 13 %), aucune importation n'a été faite dans le cadre du programme. Celui-ci a pris fin officiellement le 31 mai 1998, mais les importations par l'intermédiaire des deux entreprises chinoises auprès de fournisseurs étrangers désignés demeurent autorisées.

Par suite des changements approuvés lors du congrès national du peuple en mars 1998, le CAPQ, le bureau d'inspection des denrées de Chine et le bureau d'inspection de la santé publique ont été fusionnés pour former un nouveau bureau national d'inspection et de quarantaine à l'entrée et à la sortie. L'actuel directeur du CAPQ sera le directeur général adjoint de la nouvelle organisation, qui, administrativement, fera partie des douanes chinoises. Alors que des réformes sont en cours, dont la mise à pied officielle d'un grand nombre d'employés du CAPQ (dont le nombre est passé de 1 500 à 300) par le gouvernement, leur incidence sur la politique et les échanges commerciaux dans le domaine de la viande et de la volaille demeure imprécise.

Importation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	137

Importation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	1 479

7. Politique en matière de volaille

En dépit de la réalité de l'importation des volaille congelée sur les marchés de produits frais, le gouvernement chinois conserve une politique, essentiellement non appliquée, de restrictions des importations de volaille pour la vente au détail. En théorie, les importations ne sont autorisées que pour les hôtels, les restaurants et les transformateurs agroalimentaires.

Les fonctionnaires du bureau de quarantaine animale de Chine (CAPQ) ont mis sur pied un programme pilote d'un an en juin 1997 afin d'autoriser l'importation pour la vente au détail de viande achetée d'exportateurs canadiens, américains et australiens. Selon les fonctionnaires, aucune viande n'a été importée dans le cadre du programme au cours du projet pilote d'un an. Le fait qu'il soit plus économique de passer par les réseaux informels semble être le principal motif. Les importations ont été limitées à deux entreprises chinoises (toutes deux associées au CAPQ) et, vu les tarifs élevés (viande de volaille visée par un tarif de 20 % plus une tva de 13 %), aucune importation n'a été faite dans le cadre du programme. Celui-ci a pris fin officiellement le 31 mai 1998, mais les importations par l'intermédiaire des deux entreprises chinoises auprès de fournisseurs étrangers désignés demeurent autorisées.

Par suite des changements approuvés lors du congrès national du peuple en mars 1998, le CAPQ, le bureau d'inspection des denrées de Chine et le bureau d'inspection de la santé publique ont été fusionnés pour former un nouveau bureau national d'inspection et de quarantaine à l'entrée et à la sortie. L'actuel directeur du CAPQ sera le directeur général adjoint de la nouvelle organisation, qui, administrativement, fera partie des douanes chinoises. Alors que des réformes sont en cours, dont la mise à pied officielle d'un grand nombre d'employés du CAPQ (dont le nombre est passé de 1 500 à 300) par le gouvernement, leur incidence sur la politique et les échanges commerciaux dans le domaine de la viande et de la volaille demeure imprécise.

8. Mise en marché

Plusieurs marchés de gros à grande échelle de l'est de la Chine, notamment à Wuxi, Nanjing et Hangzhou, qui distribuent essentiellement des parties de volaille congelée, ont indiqué que le marché est faible depuis octobre dernier, principalement en raison de l'offre excédentaire et de la faiblesse de l'économie locale. Les renseignements généraux sur le marché indiquent que la plupart des grossistes chinois affirment qu'il leur est trop difficile de poursuivre le commerce de la volaille congelée importée. Plus ils vendent, plus ils perdent, étant donné que la marge bénéficiaire entre les produits de volailles intérieurs et importés est trop faible. La concurrence sur le marché des produits de la volaille provient non seulement des parties de volailles chinoises, mais également des produits des pays étrangers qui exportent en Chine.

Les grossistes chinois se plaignent également de la qualité et des problèmes d'emballage relativement aux produits importés. Il importe que les exportateurs comprennent leurs préoccupations et se conforment à leurs besoins de mise en marché. En raison des méthodes d'emballage et de la qualité très élevée des produits intérieurs, la taille normalisée et la couleur « fraîche des produits » constituent une menace pour le poulet congelé importé. Les produits de volaille brésiliens ont une bonne réputation sur le marché chinois du fait qu'une enveloppe de plastique supplémentaire entoure le carton. Cette enveloppe de plastique supplémentaire contribue à éviter les dégâts dus à l'humidité provenant de la fonte de glace ou éventuellement d'un dégel partiel lors des longs trajets sur les routes de l'est de la Chine. Les Brésiliens ont également une bonne réputation pour le classement des viandes, et la dimension des emballages est uniforme (petits, moyens et grands), ce qui permet aux clients chinois de choisir selon leurs besoins.

Dans certaines régions urbaines de la Chine, nombre de marchés extérieurs (de produits frais) sont éliminés graduellement et transférés dans des installations couvertes. Alors que les parties de poulet importées sont emballées dans des cartons de 20 kilos, norme acceptable pour le marché des produits frais, il faut, pour les supermarchés, plus récents et plus hygiéniques, des emballages plus petits qui conviennent au marché de détail et portant des étiquettes chinoises.

Le réseau de distribution du poulet congelé importé qui arrive par Hong Kong est limité. La formule la plus utilisée consiste à passer d'un exportateur négociant de Hong Kong à un importateur de Guangdong puis à un grossiste ou distributeur dans d'autres provinces. Beaucoup d'importateurs et de distributeurs situés sur le continent font seulement affaires avec des négociants de Hong Kong et de Guangdong et ne traitent pas directement avec l'exportateur. Aussi, dans certains secteurs, l'approvisionnement n'est-il pas stable, et beaucoup de grossistes locaux ont de la difficulté à obtenir ce qu'ils veulent.

Le consommateur chinois est rarement en mesure de faire la différence entre les produits de poulet importés et intérieurs. Il est important de donner une image favorable du poulet canadien dans les restaurants et chez les grossistes, de manière à promouvoir une augmentation des importations en Chine. En raison du faible degré de sensibilisation, il importe de promouvoir une image positive à l'échelon des négociants, puis de faire prendre conscience aux consommateurs que le poulet canadien importé, nourri au maïs et au soja, est un produit de qualité et sain. Il convient également de rappeler aux consommateurs chinois que les produits canadiens font l'objet d'inspections sanitaires rigoureuses avant d'être livrés sur le marché. De plus, lorsque

l'exportateur souhaite accroître ses expéditions de volailles en Chine, il doit également envisager de mettre sur pied de nouveaux réseaux et de nouveaux marchés. Des programmes commerciaux qui visent à accroître l'intérêt pour les produits canadiens et la connaissance de ces produits seraient également utiles.

La Chine est un marché énorme qui offre un grand potentiel d'exportation pour les produits canadiens de la volaille. La consommation de viande de volaille par habitant continue de croître année après année. Les consommateurs, particulièrement les jeunes, mangent de plus en plus de poulet. L'exportateur canadien doit tenir compte des aspects suivants pour accroître son marché en Chine :

- axer les efforts sur la province de Guangdong, où la plupart des poulets sont importés, particulièrement Shenzhen, Shantou, Zhuhai et Huizhou;
- offrir des prix qui puissent soutenir la concurrence de ceux du marché intérieur;
- offrir au consommateur des coupes préemballées, convenablement enveloppées et présentées;
- la reconnaissance de marque de pays avec étiquette chinoise doit être négociée;
- il convient de mettre sur pied un programme de promotion axé sur les consommateurs;
- les consommateurs chinois doivent obtenir la certitude que le produit satisfait à des normes strictes en matière d'hygiène et qu'il a été inspecté.

9. Prix

D'un point de vue général, sans faire référence à des produits de marque précis, les prix de gros sont les suivants :

pattes de poulet de taille jumbo	RMB 9 600 - 9 800 / TM	1 749 $ - 1 786 $ CAN
pattes de poulet de taille moyenne	RMB 8 000 / TM	1 458 $ CAN
pattes de poulet de petite taille	RMB 6 500 / TM	1 184 $ CAN
ailes de poulet	RMB 11 000 / TM	2 004 $ CAN
gésiers de poulet	RMB 7 500 - 8 000 / TM	1 367 $ - 1 458 $ CAN
pilons de poulet	RMB 9 500 - 10 000 / TM	1 731 $ - 1 822 $ CAN

Les prix de détail sont ceux de la marque Dajjiang (la plus réputée en Chine); ils correspondent aux produits du poulet congelés dans les supermarchés :

pilons	RMB 14,10 / kg	2,57 $ CAN/kg
gésiers	RMB 20,00 - 24,00 / kg	3,64 $ - 4,37 $ CAN/kg
portions de pilons	RMB 15,20 - 18,80 / kg	2,77 $ - 3,43 $ CAN/kg
ailes	RMB 16,30 / kg	2,97 $ CAN/kg
extrémité d'ailes	RMB 12,10 / kg	2,20 $ CAN/kg
pattes	RMB 10,20 / kg	1,86 $ CAN/kg

Nota : Le taux de change est de 0,1822 CAN

Corée du Sud

Information de base

Superficie:	98 190 km2
Population:	45 482 291 (juillet 1996)
PIB Total:	US $483.3 Milliards (1996)
Capitale:	Séoul
Président:	Kim Dae Jung
Ministre de l'Agriculture:	Kim Sung-hoon
Ambassadeur canadien:	Arthur Perron

Commerce agroalimentaire Canada-Corée du Sud

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**362.997**	**411.410**
Importations agroalimentaires totales:	**16.469**	**21.614**
Balance commerciale:	**346.528**	**389.796**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**362.997**	**411.410**
Blé, non-dur	173.566	165.226
Porc en morceaux, congelé, nda	18.250	42.612
Canola	2.477	36.673
Pelleteries brutes de visons, entières	42.321	19.525
Cuirs de boeuf, entiers	22.085	17.045

Corée du Sud

Information de base

Superficie:	98 190 km2
Population:	45 482 291 (juillet 1996)
PIB Total:	US $483.3 Milliards (1996)
Capitale:	Séoul
Président:	Kim Dae Jung
Ministre de l'Agriculture:	Kim Sung-hoon
Ambassadeur canadien:	Arthur Perron

Commerce agroalimentaire Canada-Corée du Sud

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**362.997**	**411.410**
Importations agroalimentaires totales:	**16.469**	**21.614**
Balance commerciale:	**346.528**	**389.796**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**362.997**	**411.410**
Blé, non-dur	173 566	165 226
Porc en morceaux, congelé, nda	18 250	42 612
Canola	2 477	36 673
Pelleteries brutes de visons, entières	42 321	19 525
Cuirs de boeuf, entiers	22 085	17 045

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**16.469**	**21.614**
Pâtes alimentaires	4.630	8.942
Pâtes alimentaires, non cuites, séchées	2.859	1.914
Mandarines, (exl. tangerines)	0.751	1.262
Fruits, frais, nda	0.591	1.144
Biscuits, craquelins	0.726	0.885

Importations agroalimentaires de Corée de Sud

Importations agroalimentaires totales (1996): US $10.7 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Maïs, blé d'Inde	1,234.257	États-Unis
Cuirs de bovins et de chevaux	814.656	États-Unis
Cigarettes	725.699	Singapour
Viande de boeuf	514.442	États-Unis
Blé, non-dur	443.353	États-Unis

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**2,697.625**	**2,676.287**
Houille bitumineuse	378.899	380.718
Blé, non dur	29.172	173.566
Or sous formes brutes	34.113	146.419
Pâtes chimiques de bois, de conifères	234.023	135.178
Pâtes chimiques de bois, a/q de conifères	210.488	105.198

PROFIL DE L'INDUSTRIE CORÉENNE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

Les difficultés économiques éprouvées par la Corée en 1998 ont entraîné une baisse marquée de la production et de la consommation de volaille et de produits avicoles. Les producteurs de tous les secteurs sont confrontés à des hausses des coûts des intrants, à une plus grande difficulté d'obtenir des facilités de crédit et à une réduction de la demande de consommation attribuable au fait que les régimes végétariens deviennent une nécessité économique dans beaucoup de ménages. Les établissements avicoles de toutes les tailles éprouvent des difficultés économiques. Les dernières prévisions de l'État relatives à l'économie ne sont pas prometteuses. Quant aux perspectives à long terme, on prévoit actuellement une reprise qui prendra plusieurs années.

La consommation par habitant a diminué en 1998, du fait que les consommateurs ont réagi aux troubles économiques en réduisant leurs dépenses discrétionnaires au titre d'activités de luxe telles que les repas au restaurant. La viande de volaille est consommée en très grande partie dans les restaurants. La consommation des viandes concurrentes a fortement baissé au premier semestre de 1998. Les perspectives relatives à la consommation de volaille pour le reste de 1998 et pour 1999 sont limitées. La réaction des consommateurs à la restructuration économique actuellement en cours déterminera si la consommation par habitant va augmenter ou non. Le gouvernement coréen a pris des mesures actives pour favoriser la consommation de boeuf, mais il ne prévoit pas faire de même pour la volaille.

Les efforts déployés par le ministère de l'Agriculture et des Forêts (MAF) pour favoriser le développement de l'infrastructure de l'industrie avicole commençaient à porter fruit quand le ralentissement économique a commencé au pays l'automne dernier. Les produits de marque de coopérative ou de marque d'entreprise privée commençaient à faire leur apparition sur le marché et à y être facilement accessibles. Les consommateurs voulaient et pouvaient essayer de nouveaux produits. Mais les choses se sont arrêtées là quand le pays a commencé à éprouver des difficultés économiques. Toutefois, étant donné les revenus lucratifs générés par les produits de marque, ce secteur devrait se rétablir plus rapidement que d'autres secteurs quand la situation économique sera meilleure.

Les échanges commerciaux ont diminué depuis l'automne 1997. La faiblesse soutenue de la demande de consommation, conjuguée à un manque général de capital à prix abordable pour les importateurs, devrait ralentir les échanges commerciaux au cours du reste de 1998 et au début de 1999. Normalement, une baisse de la production intérieure de l'ampleur de celle enregistrée cette année déterminerait une rapide expansion des échanges commerciaux pour combler le vide. Toutefois, vu la faiblesse de la demande de consommation et le niveau élevé des prix à l'importation en raison de la dévaluation de la monnaie, il ne faut pas penser en ce moment à un accroissement du commerce d'importation.

Le 20 décembre 1997, le gouvernement coréen adoptait la Loi sur le contrôle de la transformation du bétail (*Livestock Processing Control Act*). Entrée en vigueur le 14 juin 1998, la loi transférait

la responsabilité de l'inspection de la viande, des produits laitiers et des oeufs du ministère de la Santé et du Bien-être social (MSB) au MAF. L'industrie avicole devrait régresser au cours des deux prochaines années, en raison du ralentissement économique observé dans le pays. Quand l'économie se rétablira, d'ici 3 à 5 ans, l'industrie devrait reprendre son programme de modernisation, ce qui fera augmenter la production et les approvisionnements. L'industrie devrait également adopter une stratégie de commercialisation plus énergique pour profiter de la sensibilisation des consommateurs aux bienfaits de la volaille pour la santé. La production intérieure ne sera sans doute pas suffisante, durant cette période, pour répondre à la hausse de la demande de consommation, d'où la nécessité d'importer pour combler le vide sur le plan des approvisionnements.

2. Production

Au début de 1998, la brusque hausse des coûts d'intrants tels que les aliments pour animaux, les médicaments, l'eau et l'énergie a amené les producteurs à se départir des volailles vivantes plus rapidement que prévu, ce qui a accru les approvisionnements en viande de volaille. La tendance affichée par la production ces dernières années, laquelle fait voir un taux de croissance annuel moyen de 3 à 4 %, est clairement rompue.

Les producteurs de tous les coins du pays sont confrontés à des hausses des coûts des intrants, à une plus grande difficulté d'obtenir des facilités de crédit et à une réduction de la demande de consommation attribuable au fait que les régimes végétariens deviennent une nécessité économique dans beaucoup de ménages. Les établissements avicoles de toutes les tailles éprouvent des difficultés économiques, à tel point qu'un nombre croissant d'entre eux sont techniquement en faillite actuellement. Les dernières prévisions de l'État relatives à l'économie ne sont pas prometteuses. Quant aux perspectives à long terme, on prévoit actuellement une reprise qui prendra plusieurs années. Le MAF et la plus grande coopérative agricole du pays partagent cet avis pour le secteur de la volaille et des produits avicoles.

Trop de producteurs de poulets à griller et de poules pondeuses ont, ces dernières années, construit des installations ultra-modernes comportant des frais généraux élevés. Les stocks intérieurs restent suffisants pour répondre à la demande. La production de dindes reste négligeable (7 600 en 1997) vu qu'il n'y a pas de marché actuellement pour les volailles de grande taille. Même avec les programmes de soutien de l'État qui sont en place, les viandes concurrentes, aussi bien le boeuf que le porc, subissent des baisses de production et de consommation plus fortes que la volaille. Ces secteurs prendront plus de temps à se rétablir parce qu'ils sont considérés par les consommateurs comme produisant des viandes de luxe.

Les perspectives pour 1999 sont un peu plus optimistes. L'État prévoit une croissance positive l'an prochain. La production de volaille devrait afficher des signes de reprise avant les deux principales viandes concurrentes, étant donné qu'on peut plus facilement accroître la taille des troupeaux de volaille. L'optimisme des producteurs quant à la croissance n'est pas aussi enthousiaste. Le programme de restructuration économique du pays pourrait faire monter sensiblement le chômage au cours des six prochains mois. Si le chômage dépasse 2 millions d'habitants, ou environ 8 % de la population active, d'ici la fin de l'année, comme plusieurs

entreprises privées le prévoient actuellement, le marché ne justifierait pas de hausse de la production avant la fin de 1999.

La demande de volaille et de produits avicoles et les prix de ces produits sont toujours plus élevés l'été. L'année 1998 ne fait pas exception, sauf que le plus haut prix obtenu était inférieur au prix correspondant au seuil de rentabilité du producteur moyen. Des producteurs intégrés de poulets à griller auraient moins ou pas du tout payé leurs employés pour pouvoir respecter leurs engagements relativement aux coûts fixes quand leurs profits ont diminué. On craint maintenant que la crise financière n'érode l'infrastructure de l'industrie. Si trop d'entreprises ferment leurs portes à cause de problèmes de liquidités, l'infrastructure ne réussira plus à soutenir l'industrie quand la demande de consommation reprendra.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
258 000	310 000	346 000	361 000	368 000	383 000	405 000	395 571

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 665	4 230	4 160	5 200	5 460	7 800	10 400	10 400

Source : Base de données de la FAO.

3. Consommation

La consommation de viande de volaille par habitant a diminué en 1998 du fait que les consommateurs ont réagi aux troubles économiques en réduisant leurs dépenses discrétionnaires pour des activités de luxe telles que les repas au restaurant. La viande de volaille est consommée en très grande partie dans les restaurants. En général, la consommation des viandes concurrentes a baissé de façon marquée au premier semestre de 1998, sauf dans le cas du porc et du boeuf de qualité supérieure, où elle a en fait augmenté à cause de la très forte baisse des prix de ces produits. Toutefois, ce dernier marché représente une très petite part de la viande consommée et de l'incidence sur la consommation de volaille. De façon générale, les Coréens semblent consommer moins de viande, quelle qu'elle soit, et surtout pas plus de viande rouges. Les prévisions pour 1999 laissent entrevoir une légère reprise de la consommation de volaille correspondant à la reprise de l'économie.

Les prix de la volaille au détail et dans les restaurants sont demeurés constants malgré le ralentissement économique et la baisse des prix à la production. En fait, certains restaurants ont même augmenté les prix des plats de volaille pour couvrir la hausse de leurs coûts d'exploitation. Le gouvernement coréen a pris des mesures actives pour favoriser la consommation de boeuf, mais il ne prévoit pas faire de même pour la volaille. La viande de volaille a un avantage net sur

entreprises privées le prévoient actuellement, le marché ne justifierait pas de hausse de la production avant la fin de 1999.

La demande de volaille et de produits avicoles et les prix de ces produits sont toujours plus élevés l'été. L'année 1998 ne fait pas exception, sauf que le plus haut prix obtenu était inférieur au prix correspondant au seuil de rentabilité du producteur moyen. Des producteurs intégrés de poulets à griller auraient moins ou pas du tout payé leurs employés pour pouvoir respecter leurs engagements relativement aux coûts fixes quand leurs profits ont diminué. On craint maintenant que la crise financière n'érode l'infrastructure de l'industrie. Si trop d'entreprises ferment leurs portes à cause de problèmes de liquidités, l'infrastructure ne réussira plus à soutenir l'industrie quand la demande de consommation reprendra.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
258 000	310 000	346 000	361 000	368 000	383 000	405 000	395 571

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 665	4 230	4 160	5 200	5 460	7 800	10 400	10 400

Source : Base de données de la FAO.

3. Consommation

La consommation de viande de volaille par habitant a diminué en 1998 du fait que les consommateurs ont réagi aux troubles économiques en réduisant leurs dépenses discrétionnaires pour des activités de luxe telles que les repas au restaurant. La viande de volaille est consommée en très grande partie dans les restaurants. En général, la consommation des viandes concurrentes a baissé de façon marquée au premier semestre de 1998, sauf dans le cas du porc et du boeuf de qualité supérieure, où elle a en fait augmenté à cause de la très forte baisse des prix de ces produits. Toutefois, ce dernier marché représente une très petite part de la viande consommée et de l'incidence sur la consommation de volaille. De façon générale, les Coréens semblent consommer moins de viande, quelle qu'elle soit, et surtout pas plus de viande rouges. Les prévisions pour 1999 laissent entrevoir une légère reprise de la consommation de volaille correspondant à la reprise de l'économie.

Les prix de la volaille au détail et dans les restaurants sont demeurés constants malgré le ralentissement économique et la baisse des prix à la production. En fait, certains restaurants ont même augmenté les prix des plats de volaille pour couvrir la hausse de leurs coûts d'exploitation. Le gouvernement coréen a pris des mesures actives pour favoriser la consommation de boeuf, mais il ne prévoit pas faire de même pour la volaille. La viande de volaille a un avantage net sur

les viandes rouges concurrentes, en ce sens qu'elle est considérée comme une viande meilleure pour la santé. En raison de cette image, la demande de viande de volaille devrait reprendre plus rapidement quand l'économie se raffermira.

On observe sept tendances principales sur le marché de la consommation sud-coréen :
1. accroissement rapide du revenu des ménages depuis trente-cinq ans;
2. urbanisation rapide;
3. évolution très rapide de la distribution de la population selon l'âge;
4. fort nationalisme, renforcé par la langue et l'écriture;
5. interventionnisme excessif de l'État;
6. rancoeur persistante contre les Japonais (qui remonte à la période de la colonisation japonaise, entre 1910 et 1945) et anti-américanisme latent;
7. recherche d'activités de groupe et fort penchant pour la consommation ostentatoire.

Parmi les grandes tendances observées chez les consommateurs figurent les éléments suivants :
1. accroissement du nombre des ménages comptant deux soutiens économiques;
2. accroissement de l'effectif des retraités;
3. progression du tourisme;
4. importance accrue des loisirs;
5. urbanisation accrue.

Consommation par habitant de produits de la viande (unités exprimées en grammes, base désossé)

Année	Viande totale	Boeuf	Porc	Poulet	Oeufs
1995	27 447	6 720	14 750	5 977	10 130
1996	28 800	7 136	15 402	6 262	10 384
1997	29 297	7 930	15 300	6 067	10 375

4. Échanges commerciaux

La popularité grandissante des aliments prêts à servir chez les jeunes coréens fait augmenter les importations. Les importations se limitent essentiellement à ce dernier marché, tandis que la production intérieure dessert le secteur de détail. La crise économique a ralenti les importations, mais très peu. Ce n'est que lorsque la crise financière a frappé le secteur bancaire au début de décembre 1997 que le commerce a vraiment commencé à souffrir. Beaucoup de banques ont alors commencé à n'accorder de lignes de crédit qu'aux seuls clients établis et ont même cessé complètement d'en accorder au cours des deux dernières semaines du mois pour accumuler des réserves en devises étrangères.

C'est sur les échanges commerciaux que les problèmes économiques et financiers qu'éprouve la Corée depuis l'automne 1997 ont eu le plus d'effet. La faiblesse soutenue de la demande de

les viandes rouges concurrentes, en ce sens qu'elle est considérée comme une viande meilleure pour la santé. En raison de cette image, la demande de viande de volaille devrait reprendre plus rapidement quand l'économie se raffermira.

On observe sept tendances principales sur le marché de la consommation sud-coréen :
1. accroissement rapide du revenu des ménages depuis trente-cinq ans;
2. urbanisation rapide;
3. évolution très rapide de la distribution de la population selon l'âge;
4. fort nationalisme, renforcé par la langue et l'écriture;
5. interventionnisme excessif de l'État;
6. rancoeur persistante contre les Japonais (qui remonte à la période de la colonisation japonaise, entre 1910 et 1945) et anti-américanisme latent;
7. recherche d'activités de groupe et fort penchant pour la consommation ostentatoire.

Parmi les grandes tendances observées chez les consommateurs figurent les éléments suivants :
1. accroissement du nombre des ménages comptant deux soutiens économiques;
2. accroissement de l'effectif des retraités;
3. progression du tourisme;
4. importance accrue des loisirs;
5. urbanisation accrue.

Consommation par habitant de produits de la viande (unités exprimées en grammes, base désossé)

Année	Viande totale	Boeuf	Porc	Poulet	Oeufs
1995	27 447	6 720	14 750	5 977	10 130
1996	28 800	7 136	15 402	6 262	10 384
1997	29 297	7 930	15 300	6 067	10 375

4. Échanges commerciaux

La popularité grandissante des aliments prêts à servir chez les jeunes coréens fait augmenter les importations. Les importations se limitent essentiellement à ce dernier marché, tandis que la production intérieure dessert le secteur de détail. La crise économique a ralenti les importations, mais très peu. Ce n'est que lorsque la crise financière a frappé le secteur bancaire au début de décembre 1997 que le commerce a vraiment commencé à souffrir. Beaucoup de banques ont alors commencé à n'accorder de lignes de crédit qu'aux seuls clients établis et ont même cessé complètement d'en accorder au cours des deux dernières semaines du mois pour accumuler des réserves en devises étrangères.

C'est sur les échanges commerciaux que les problèmes économiques et financiers qu'éprouve la Corée depuis l'automne 1997 ont eu le plus d'effet. La faiblesse soutenue de la demande de

consommation, conjuguée à un manque général de capital à prix abordable pour les importateurs, devrait déprimer les échanges commerciaux pendant le reste de 1998 et au début de 1999. Normalement, une baisse de la production intérieure de l'ampleur de celle enregistrée cette année générerait une rapide expansion des échanges commerciaux pour combler le vide. Toutefois, à cause de la faiblesse de la demande de consommation et des prix à l'importation élevés en raison de la dévaluation de la monnaie, il ne faut pas penser en ce moment à un accroissement du commerce d'importation.

À cause de l'épidémie de grippe aviaire de Hong Kong, la Corée a banni la Chine de ses marchés de la volaille vivante et de la volaille transformée en décembre 1997. Malgré cette interdiction, la Chine a quand même terminé 1997 au premier rang des fournisseurs étrangers de volaille sur le marché coréen. Jusqu'à présent, les autorités quarantenaires coréennes n'ont pas encore levé l'interdiction sur les importations en provenance de Chine. En 1998, les États-Unis ont repris le premier rang pour la part du marché de la volaille économiquement déprimé de la Corée duquel la Chine a été exclue. La Thaïlande a réussi de son côté à combler le vide laissé par la Chine dans le marché des produits personnalisés. Dans la situation économique actuelle, c'est le prix qui détermine en fin de compte la compétitivité des produits.

La détente attendue dans le secteur financier en 1998 ne s'est pas produite malgré les 10 milliards de dollars en aide étrangère obtenus du FMI. Les dirigeants coréens estiment que la récession économique en Corée sera plus longue et plus grave que prévu. L'Institut coréen des finances (*Korean Institute of Finance*), qui avait prévu une croissance négative de 3,1 % pour le deuxième semestre de 1998, a revu sa prévision à la baisse pour la faire passer à moins de -6,4 %. Selon ces mêmes dirigeants coréens, l'économie atteindra son niveau le plus bas à la fin de 1998 et la reprise ne commencera pas avant le deuxième semestre de 1999. Les principaux intervenants du milieu des affaires sont moins optimistes. D'après eux, il y a peu de chances qu'on assiste à un renversement de situation en 1999. Les instituts de recherches économiques prévoient que les indicateurs économiques seront moins bons en Corée au deuxième semestre de 1998, mais ils prévoient par contre que dans l'ensemble, les prix des produits agricoles vont se stabiliser au cours de l'année, malgré que l'offre et la demande d'intrants et de produits agricoles vont fluctuer à cause des pluies abondantes enregistrées au mois d'août dernier. Sur une note un peu plus positive, le taux d'inflation mesuré par les prix à la consommation devrait rester inférieur au taux de 9 % prévu par le FMI.

Jusqu'à ce que se dissipe l'incertitude qui règne actuellement sur le marché, il est peu probable que le volume des échanges commerciaux revienne à son niveau normal. Selon le consensus général, l'économie va finir par se rétablir. À ce moment-là, la demande d'aliments prêts à servir devrait reprendre rapidement.

Nota : le taux des droits de douane applicables en 1998 aux importations de volaille en Corée est de 29 %, valeur CAF.

Corée : part du marché des importations de poulet, année civile 1996 et 1997 (valeur en $US)

	1996			1997		
Pays	Vol (T/M)		Valeur CF 1,000 $	Vol (T/M)		Valeur CF 1,000 $
États-Unis	7 653	77 %	11 990	5 517	42 %	s/o
Chine	1 819	18 %	4 023	6 753	51 %	s/o
Thaïlande	373	4 %	956	869	7 %	s/o
Canada	40	1 %	57	0	0	s/o
Australie	3	0	7	0	0	s/o
France	0	0		20	0	s/o

Corée : importations de viande de dinde, année civile 1996 et 1997 (janvier à octobre)

	1996			1997		
Pays	Vol. (T/M)	Valeur (1 000 $)	Unité Prix ($US)	Vol. (T/M)	Valeur (1 000 $)	Unité Prix ($US)
États-Unis	15 325	24 351	1,59	11 312	18 252	1,61
France	4 210	4 357	1,03	2 754	2 927	1,06
Canada	205	257	1,25	81	77	,95
R.-U.	117	106	,91	60	57	,95
Chine	102	142	1,39	0	0	0
Total	19 959	29 213	1,46	14 207	21 313	1,5

5. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
124	122	77	107	118	236	40

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
207	277	89	159	146	368	91

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	130	1	60	0	97	49

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	178	3	113	0	185	86

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	23	0	0	0	0	0

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	53	0	0	0	0	0

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
33	29	119	30	9	68	161

Valeur des exportations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
69	41	179	82	76	170	300

Canards vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	1	7	23	11	24	16

Canards vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	2	14	67	34	82	55

Source : Base de données de la FAO.

Détails

Le Canada a exporté 412 305 kg de produits avicoles en Corée en 1995, 472 339 kg en 1996 et 445 815 kg en 1997. Ces produits se composaient de parties de dinde non apprêtées non désossées, de parties de dinde non apprêtées désossées, d'autres produits avicoles cuits ou préparés, de dinde désossée mécaniquement, de parties de poulet non apprêtées non désossées et de dinde entière éviscérée non apprêtée. La Corée a été, du point de vue de la quantité, le 15e (1995), 12e (1996) et 13e (1997) marché d'exportation du Canada.
(Source : Agence canadienne d'inspection des aliments)

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/coree.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
24	29	0	0	0	5 719	9 897

Canards vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	1	7	23	11	24	16

Canards vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	2	14	67	34	82	55

Source : Base de données de la FAO.

Détails

Le Canada a exporté 412 305 kg de produits avicoles en Corée en 1995, 472 339 kg en 1996 et 445 815 kg en 1997. Ces produits se composaient de parties de dinde non apprêtées non désossées, de parties de dinde non apprêtées désossées, d'autres produits avicoles cuits ou préparés, de dinde désossée mécaniquement, de parties de poulet non apprêtées non désossées et de dinde entière éviscérée non apprêtée. La Corée a été, du point de vue de la quantité, le 15e (1995), 12e (1996) et 13e (1997) marché d'exportation du Canada.
(Source : Agence canadienne d'inspection des aliments)

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/coree.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
24	29	0	0	0	5 719	9 897

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
57	56	1	0	0	8 034	17 036

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
776	581	1 020	357	456	722	936

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
4 255	3 471	5 707	3 113	4 184	5 545	6 387

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 331	11 147	15 409	16 933	21 141	25 157	20 111

Valeur des importations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
8 821	19 827	27 233	25 771	33 286	34 535	29 272

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
287	1 229	3 620	2 897	3 322	4 807	8 031

Canards vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
8	36	12	11	5	9	55

Canards vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
121	172	113	89	51	67	381

Source : Base de données de la FAO.

Libéralisation des importations

La Corée est très bien connue pour son environnement réglementaire « confucianiste ». Les Coréens s'attendent que les autorités publiques exercent un contrôle sur un vaste éventail de secteurs qui ne sont généralement pas aussi réglementés dans l'Ouest. À cela s'ajoute le fait que la Corée protège les intérêts des producteurs établis et applique deux poids, deux mesures, les uns pour les producteurs locaux, les autres pour les producteurs étrangers.

En dépit de la réduction des barrières à l'importation, il reste difficile pour les entreprises étrangères d'avoir accès au marché coréen, en raison de l'infranchissable obstacle de la langue, de la bureaucratie pointilleuse, de l'obscurité de certains règlements et du fait que l'environnement commercial en Corée soit dominé par quelques grands conglomérats, appelés *chaebols*, qui compliquent les procédures d'accès au marché.

7. Règlements et procédures

Les volailles sous HS 0207.12/.24 ne peuvent être importées en Corée que sur recommandation du Comité central de la Coopérative de l'industrie avicole (*Central Committee of Livestock Industry Co-op*). Aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), les droits de douane applicables aux importations des volailles classées sous le code susmentionné devaient être éliminés progressivement avant le 1er juillet 1997. Les droits de douane doivent être acquittés, en won coréens, avant que le produit ne puisse être dédouané. Une taxe à la valeur ajoutée de 10 % est imposée sur la valeur CAF du produit importé majorée du montant des droits de douane payés.

Toutes les importations de volailles doivent faire l'objet d'une inspection de quarantaine en vertu de la Loi sur les épidémies chez les animaux domestiques (*Livestock Epidemic Law*). Les documents suivants doivent être remis au bureau chargé de l'inspection de quarantaine (*Quarantine Office*) : formulaire de demande, licence d'exportation, facture et bordereau d'expédition, certificat d'approbation de la fiche d'auto-spécification et information sur le produit.

Aux termes de l'article 10 de la Loi coréenne sur l'innocuité des aliments (*Korea Food Sanitary Law*) et de l'article 5 du Règlement d'application, une étiquette contenant certaines indications en langue coréenne doit être mise sur chaque produit. Ces indications sont les suivantes : nom du produit, genre de produit, fabricant, importateur, numéro d'enregistrement de l'entreprise, date de fabrication, poids ou mesure, durée de conservation, ingrédients, conditions de conservation et

Canards vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
121	172	113	89	51	67	381

Source : Base de données de la FAO.

Libéralisation des importations

La Corée est très bien connue pour son environnement réglementaire « confucianiste ». Les Coréens s'attendent que les autorités publiques exercent un contrôle sur un vaste éventail de secteurs qui ne sont généralement pas aussi réglementés dans l'Ouest. À cela s'ajoute le fait que la Corée protège les intérêts des producteurs établis et applique deux poids, deux mesures, les uns pour les producteurs locaux, les autres pour les producteurs étrangers.

En dépit de la réduction des barrières à l'importation, il reste difficile pour les entreprises étrangères d'avoir accès au marché coréen, en raison de l'infranchissable obstacle de la langue, de la bureaucratie pointilleuse, de l'obscurité de certains règlements et du fait que l'environnement commercial en Corée soit dominé par quelques grands conglomérats, appelés *chaebols*, qui compliquent les procédures d'accès au marché.

7. Règlements et procédures

Les volailles sous HS 0207.12/.24 ne peuvent être importées en Corée que sur recommandation du Comité central de la Coopérative de l'industrie avicole (*Central Committee of Livestock Industry Co-op*). Aux termes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), les droits de douane applicables aux importations des volailles classées sous le code susmentionné devaient être éliminés progressivement avant le 1er juillet 1997. Les droits de douane doivent être acquittés, en won coréens, avant que le produit ne puisse être dédouané. Une taxe à la valeur ajoutée de 10 % est imposée sur la valeur CAF du produit importé majorée du montant des droits de douane payés.

Toutes les importations de volailles doivent faire l'objet d'une inspection de quarantaine en vertu de la Loi sur les épidémies chez les animaux domestiques (*Livestock Epidemic Law*). Les documents suivants doivent être remis au bureau chargé de l'inspection de quarantaine (*Quarantine Office*) : formulaire de demande, licence d'exportation, facture et bordereau d'expédition, certificat d'approbation de la fiche d'auto-spécification et information sur le produit.

Aux termes de l'article 10 de la Loi coréenne sur l'innocuité des aliments (*Korea Food Sanitary Law*) et de l'article 5 du Règlement d'application, une étiquette contenant certaines indications en langue coréenne doit être mise sur chaque produit. Ces indications sont les suivantes : nom du produit, genre de produit, fabricant, importateur, numéro d'enregistrement de l'entreprise, date de fabrication, poids ou mesure, durée de conservation, ingrédients, conditions de conservation et

mode d'emploi. Les étiquettes doivent avoir été mises sur le produit avant l'inspection de quarantaine au port d'arrivée; cette opération peut toutefois être faite dans l'entrepôt de douane. On a adopté les codes à barres pour environ 80 % des aliments emballés et pour environ 10 % des articles non alimentaires.

8. Commercialisation

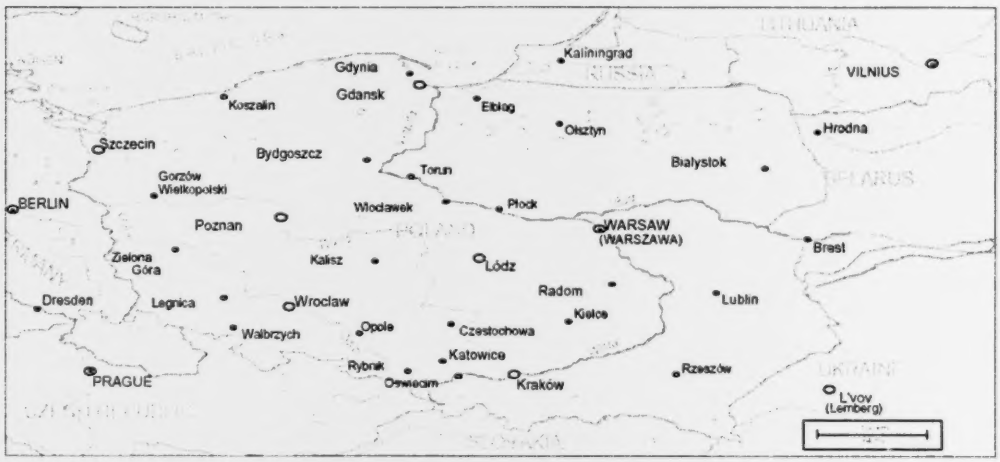
Pour développer l'infrastructure de l'industrie avicole, le MAF a encouragé les coopératives de producteurs et les entreprises intégrées à mettre au point des produits de marque et à diversifier leurs activités en se lançant dans la transformation des aliments. Les efforts du MAF commençaient à porter fruit quand le ralentissement économique a commencé au pays l'automne dernier. Les produits de marque de coopérative ou de marque d'entreprise privée tant au niveau des volailles entières que des produits transformés commençaient à faire leur apparition sur le marché et à y être facilement accessibles. Les consommateurs voulaient et pouvaient essayer de nouveaux produits. Les coopératives de producteurs établissaient des points de vente au détail pour vendre les produits de leurs membres. Les grandes entreprises intégrées contrôlaient la production et la distribution depuis la ferme jusqu'aux détaillants. De même, en raison de la qualité plus élevée de leurs produits, ces entreprises gagnaient du terrain sur le marché plus lucratif des produits de marque. Mais les choses se sont arrêtées là quand le pays a commencé à éprouver des difficultés économiques. Toutefois, étant donné les excellents rendements des produits de marque, ce secteur devrait se régénérer plus rapidement que d'autres quand la situation économique se rétablira.

L'accès au marché d'importation de la volaille et des produits avicoles ne pose pas de problème. C'est l'accès aux ressources financières qui en pose. Les entreprises de tous les secteurs ont encore du mal à obtenir du capital à prix abordable. Le problème vient des nouvelles exigences en matière de réserves de capital imposées par le Comité de surveillance des finances de la Corée (*Financial Supervisory Committee*), organisme de réglementation créé en réponse à la crise financière au pays. Pour un gros volume d'échanges commerciaux à court terme, des arrangements financiers novateurs entre importateurs et exportateurs seront nécessaires.

Les Coréens préfèrent les petits poulets à griller et les petites découpes de volaille. Comme, en général, les produits importés sont plus gros, ils doivent souvent être recoupés, à un coût supplémentaire pour l'importateur, pour répondre aux besoins des utilisateurs finals. En 1997, la Chine a adapté davantage de ses produits aux préférences des Coréens, avec le résultat qu'entre janvier et octobre elle a gagné 9 % du marché, plus que tout autre pays malgré que ses prix moyens aient augmenté d'un tiers.

Comme sa main-d'oeuvre est moins chère, la Thaïlande peut adapter ses produits comme la Chine l'a fait. Toutefois, elle éprouve elle aussi actuellement des difficultés économiques. Reste à savoir si elle peut accroître suffisamment sa production à court terme pour être une candidate viable en vue de combler le vide créé par le départ de la Chine.

Pologne



Information de base

Superficie:	304 510 km2
Population:	38 642 565 (1996)
PIB Total:	US $ 129.9 Milliards (1996)
Capitale:	Varsovie
Président:	Aleksander Kwasniewski
Ministre de l'Agriculture:	Jacek Janiszewski
Ambassadeur canadien:	Serge April

Commerce agroalimentaire Canada-Pologne

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**58.521**	**34.279**
Importations agroalimentaires totales:	**13.933**	**14.028**
Balance commerciale:	**44.588**	**20.251**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	58.521	34.279
Blé, dur	7.436	9.552
Jambons, morceaux de porc, avec os, congelés	8.717	5.890
Tabacs, bruts	5.565	4.870
Viande de porc, congelée	4.110	1.795
Préparations alimentaires	0.064	1.455

Pologne

Information de base

Superficie:	304 510 km2
Population:	38 642 565 (1996)
PIB Total:	US $ 129.9 Milliards (1996)
Capitale:	Varsovie
Président:	Aleksander Kwasniewski
Ministre de l'Agriculture:	Jacek Janiszewski
Ambassadeur canadien:	Serge April

Commerce agroalimentaire Canada-Pologne

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**58.521**	**34.279**
Importations agroalimentaires totales:	**13.933**	**14.028**
Balance commerciale:	**44.588**	**20.251**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	58.521	34.279
Blé, dur	7.436	9.552
Jambons, morceaux de porc, avec os, congelés	8.717	5.890
Tabacs, bruts	5.565	4.870
Viande de porc, congelée	4.110	1.795
Préparations alimentaires	0.064	1.455

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**13.933**	**14.028**
Sucreries de confection, sans cacao	2.623	2.870
Chocolat	1.724	1.188
Biscuits avec édulcorants, gaufres et gaufrettes	0.727	1.147
Vodka	0.904	1.043
Bière	0.795	0.876

Importations agroalimentaires de la Pologne

Importations agroalimentaires totales (1995) : US $3.1 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Café	280.401	Vietnam
Préparations alimentaires	221.693	France
Tourteaux et résidus	179.464	Pay-Bas
Chocolat	157.742	Côte d'Ivoire
Fruits, frais ou secs	111.989	Equador

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**115.943**	**154.495**
Blé, non-dur	0.000	12.826
Appareils pour la filtration ou l'épuration de gaz	5.805	11.505
Graines de canola	0.094	8.377
Jambons, morceaux de porc, avec os, congélés	0.000	8.717
Blé, dur	13.678	7.435

PROFIL DE L'INDUSTRIE POLONAISE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

La récente dévaluation du rouble devrait frapper durement les exportations vers la Pologne de viande de volaille et de viande de volaille désossée mécaniquement (VDM) destinée à y être transbordée ou transformée et ensuite réexportée sous forme de produits transformés. Selon des négociants polonais, l'interruption du commerce de transbordement et de transformation pour la Russie et l'ex-Union soviétique pourrait durer de six mois à un an. Les négociants polonais ont indiqué que les importateurs russes ont peut-être une réserve d'au moins deux mois d'approvisionnements en viande et en volaille.

La viande qui entre en Pologne pour être transbordée ou transformée puis réexportée sous forme de produit transformé ne figure pas dans les statistiques polonaises comme importations officielles et n'est pas non plus incluse dans les quotas d'importation de volaille annuels vu que le produit n'est pas destiné au marché polonais. De même, des négociants polonais ont dit que les importations de viande de volaille pour l'ex-Union soviétique avaient à toutes fins pratiques cessé depuis août 1998. La saucisse de qualité inférieure transformée dans l'est de la Pologne et faite à partir de VDM importée est particulièrement tributaire des exportations vers la Russie et les autres pays de l'ex-Union soviétique, qui représentent près de 90 % de sa production.

La production de poulets à griller devrait augmenter de 10 % cette année et de 4 % en 1999. L'accroissement de la production et des importations oblige les producteurs et les transformateurs à réduire leurs marges bénéficiaires et à accroître leur efficacité pour faire des profits et maintenir les prix du poulet à un niveau acceptable pour les consommateurs. La consommation de poulet et de dinde continue d'augmenter du fait que les Polonais font plus attention à leur santé et substituent la volaille aux autres viandes comme le boeuf et le porc. En 1997, la production de viande de volaille a atteint en Pologne son niveau de la fin des années 70, époque où la production était fortement subventionnée. Un contingent d'importation plus élevé, conjugué à des importations qui ont dépassé ce contingent, a entraîné un accroissement de 39 % des importations totales de viande et d'abats de volaille en 1997, mais on ne prévoit pas que les importations vont atteindre un tel sommet en 1998.

2. Vue d'ensemble de la production

Les grands établissements à production intensive représentent plus de 70 % de la production de volaille en Pologne. Les 30 % qui restent viennent de poulaillers de reproduction à élevage extensif. En Pologne, les poulets à griller et les dindes sont élevés en grande partie dans des établissements à production intensive à partir de poussins et de dindonneaux obtenus de couvoirs commerciaux et le gros des aliments pour animaux vient des minoteries commerciales. Les oies et les canards sont engraissés au fourrage vert de manière à répondre aux préférences des consommateurs de l'UE.

La Pologne compte entre 250 et 300 petits abattoirs locaux. Environ 20 usines modernes qui soutiennent bien la concurrence des usines plus anciennes qui appartenaient autrefois à l'État ont été construites après 1988. Un troisième groupe d'entreprises appartenant anciennement à l'État se compose de 25 grandes usines, dont deux sont maintenant inscrites à la bourse, 18 sont des sociétés à responsabilité limitée et cinq appartiennent au Fonds d'investissement national.

D'après les statistiques polonaises officielles, la production de viande de volaille va probablement augmenter de presque 15 % cette année en Pologne. Les producteurs polonais deviennent beaucoup plus efficaces et les consommateurs demandent de plus en plus de viande de volaille au détriment du boeuf. Les exportations de viande d'oie vers l'Allemagne, marché d'exportation stable et de longue date, ont ralenti récemment, surtout en raison de la croissance de la production d'oies en Allemagne. Les exportations polonaises d'oeufs d'incubation d'oies vers l'Allemagne ont augmenté ces dernières années., ce qui corrobore les indications selon lesquelles la production d'oies augmente en Allemagne.

Production de poulets

La production de poulets à griller devrait augmenter de 10 % cette année et de 4 % en 1999. L'accroissement de la production et des importations oblige les producteurs et les transformateurs à réduire leurs marges bénéficiaires et à accroître leur efficacité pour faire des profits et maintenir les prix du poulet à un niveau acceptable pour les consommateurs. Les poulets à griller représentent plus de 70 % de la production industrielle totale de viande de volaille. La demande annuelle de poussins de type à griller est évaluée à 250 millions d'unités. Actuellement, la production d'une volaille pesant deux kilogrammes prend en moyenne 42 jours et l'indice de conversion s'établit à 1,9. Le taux de mortalité est inférieur à 5 %.

La privatisation des grandes usines de transformation de la volaille et l'introduction de matériel génétique de grande qualité ont amélioré l'efficacité de la production avicole. Plusieurs des grands abattoirs de volaille sont également équipés pour transformer la viande de volaille en saucisses et en produits fumés. Par contre, si on prend l'ensemble des usines, plusieurs n'ont pas suffisamment de capital pour de tels investissements et cherchent donc des partenaires.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
284 000	296 200	278 800	259 800	329 700	326 600	361 200	389 700

Source : Base de données de la FAO.

Production de dinde

En 1997, la production de dinde a augmenté de 21 %, selon les estimations, en raison de prix favorables et de la vigueur de la demande des transformateurs. Elle devrait continuer de progresser en 1998 et 1999. En 1997, la viande de dinde représentait 16 % de la production totale de viande de volaille en Pologne, comparativement à 14 % en 1996. Le gros de la viande de dinde

La Pologne compte entre 250 et 300 petits abattoirs locaux. Environ 20 usines modernes qui soutiennent bien la concurrence des usines plus anciennes qui appartenaient autrefois à l'État ont été construites après 1988. Un troisième groupe d'entreprises appartenant anciennement à l'État se compose de 25 grandes usines, dont deux sont maintenant inscrites à la bourse, 18 sont des sociétés à responsabilité limitée et cinq appartiennent au Fonds d'investissement national.

D'après les statistiques polonaises officielles, la production de viande de volaille va probablement augmenter de presque 15 % cette année en Pologne. Les producteurs polonais deviennent beaucoup plus efficaces et les consommateurs demandent de plus en plus de viande de volaille au détriment du boeuf. Les exportations de viande d'oie vers l'Allemagne, marché d'exportation stable et de longue date, ont ralenti récemment, surtout en raison de la croissance de la production d'oies en Allemagne. Les exportations polonaises d'oeufs d'incubation d'oies vers l'Allemagne ont augmenté ces dernières années., ce qui corrobore les indications selon lesquelles la production d'oies augmente en Allemagne.

Production de poulets

La production de poulets à griller devrait augmenter de 10 % cette année et de 4 % en 1999. L'accroissement de la production et des importations oblige les producteurs et les transformateurs à réduire leurs marges bénéficiaires et à accroître leur efficacité pour faire des profits et maintenir les prix du poulet à un niveau acceptable pour les consommateurs. Les poulets à griller représentent plus de 70 % de la production industrielle totale de viande de volaille. La demande annuelle de poussins de type à griller est évaluée à 250 millions d'unités. Actuellement, la production d'une volaille pesant deux kilogrammes prend en moyenne 42 jours et l'indice de conversion s'établit à 1,9. Le taux de mortalité est inférieur à 5 %.

La privatisation des grandes usines de transformation de la volaille et l'introduction de matériel génétique de grande qualité ont amélioré l'efficacité de la production avicole. Plusieurs des grands abattoirs de volaille sont également équipés pour transformer la viande de volaille en saucisses et en produits fumés. Par contre, si on prend l'ensemble des usines, plusieurs n'ont pas suffisamment de capital pour de tels investissements et cherchent donc des partenaires.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
284 000	296 200	278 800	259 800	329 700	326 600	361 200	389 700

Source : Base de données de la FAO.

Production de dinde

En 1997, la production de dinde a augmenté de 21 %, selon les estimations, en raison de prix favorables et de la vigueur de la demande des transformateurs. Elle devrait continuer de progresser en 1998 et 1999. En 1997, la viande de dinde représentait 16 % de la production totale de viande de volaille en Pologne, comparativement à 14 % en 1996. Le gros de la viande de dinde

est transformée et vendue sous forme de saucisse de volaille ou sous forme d'autres produits de la dinde qui concurrencent la saucisse de porc. D'après les prévisions, la transformation de la viande de dinde devrait connaître une croissance rapide, ce qui favorisera un accroissement de la production de viande de dinde.

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
22 000	22 000	20 000	21 000	25 000	35 000	30 000	17 500

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	13 000	15 000	7 400

Source : Base de données de la FAO.

3. Vue d'ensemble de la consommation

La consommation a augmenté de 15 % en 1997 par rapport à 1996. La consommation globale devrait encore augmenter, de 11 %, en 1998. Selon les estimations, la consommation moyenne de viande de volaille par habitant s'établissait à 11,5 kilogrammes en 1997. La consommation de volaille continue de profiter de l'accroissement de la consommation totale de viande et d'un certain degré de substitution de la volaille au porc et au boeuf chez les consommateurs. Un nombre croissant de restaurants à service rapide, comme les restaurants McDonald ou KFC, stimulent également la demande de viande de volaille. Les prix relativement plus bas de la viande de volaille par rapport aux prix des viandes rouges et les approvisionnements limités en viandes rouges en 1997 sont d'autres facteurs qui stimulent la consommation de volaille. L'Institut d'économie rurale estime qu'en 2010 la consommation annuelle de viande de volaille par habitant atteindra 18 kilogrammes.

Environ 35 % de la viande de volaille consommée en Pologne est destinée à la transformation ultérieure. En 1997, la production de viande de volaille en conserve et de saucisses de volaille a totalisé 140 000 tonnes, soit 12 % de plus qu'en 1996. On prévoit que la production de produits transformés augmentera encore de 12 % en 1998. Près de 50 % du marché polonais est dominé par six grandes entreprises intégrant production, transformation et commercialisation de la viande de volaille.

Étant donné la hausse des approvisionnements en viande de volaille en 1997, les prix de la viande de volaille avaient baissé de 3 % en décembre 1997 par rapport à décembre 1996. Durant cette période, le taux d'inflation a été de 13,3 %, les prix des aliments ont augmenté de 10,2 % et ceux

est transformée et vendue sous forme de saucisse de volaille ou sous forme d'autres produits de la dinde qui concurrencent la saucisse de porc. D'après les prévisions, la transformation de la viande de dinde devrait connaître une croissance rapide, ce qui favorisera un accroissement de la production de viande de dinde.

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
22 000	22 000	20 000	21 000	25 000	35 000	30 000	17 500

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	13 000	15 000	7 400

Source : Base de données de la FAO.

3. Vue d'ensemble de la consommation

La consommation a augmenté de 15 % en 1997 par rapport à 1996. La consommation globale devrait encore augmenter, de 11 %, en 1998. Selon les estimations, la consommation moyenne de viande de volaille par habitant s'établissait à 11,5 kilogrammes en 1997. La consommation de volaille continue de profiter de l'accroissement de la consommation totale de viande et d'un certain degré de substitution de la volaille au porc et au boeuf chez les consommateurs. Un nombre croissant de restaurants à service rapide, comme les restaurants McDonald ou KFC, stimulent également la demande de viande de volaille. Les prix relativement plus bas de la viande de volaille par rapport aux prix des viandes rouges et les approvisionnements limités en viandes rouges en 1997 sont d'autres facteurs qui stimulent la consommation de volaille. L'Institut d'économie rurale estime qu'en 2010 la consommation annuelle de viande de volaille par habitant atteindra 18 kilogrammes.

Environ 35 % de la viande de volaille consommée en Pologne est destinée à la transformation ultérieure. En 1997, la production de viande de volaille en conserve et de saucisses de volaille a totalisé 140 000 tonnes, soit 12 % de plus qu'en 1996. On prévoit que la production de produits transformés augmentera encore de 12 % en 1998. Près de 50 % du marché polonais est dominé par six grandes entreprises intégrant production, transformation et commercialisation de la viande de volaille.

Étant donné la hausse des approvisionnements en viande de volaille en 1997, les prix de la viande de volaille avaient baissé de 3 % en décembre 1997 par rapport à décembre 1996. Durant cette période, le taux d'inflation a été de 13,3 %, les prix des aliments ont augmenté de 10,2 % et ceux

des viandes rouges, de 8,3 %. La baisse des prix de la viande de volaille observée en 1997 a été accompagnée d'une hausse de 15 et de 3 %, respectivement, des prix du porc et du boeuf.

Consommation de poulets

La consommation de poulets à griller devrait augmenter de 10 % en 1998, si l'on en juge d'après le fait que la substitution du poulet au boeuf se poursuit et qu'il y a de plus en plus de menus de poulet dans les restaurants à service rapide. En 1999, la consommation devrait encore augmenter, de 4 %. Le fait qu'il devrait être plus facile d'obtenir du porc limitera la consommation de viande de poulet en 1999.

Consommation de dinde

L'assez faible consommation de dinde fraîche ou congelée tient au fait que la dinde n'est pas une viande traditionnelle en Pologne et qu'elle est chère par rapport aux autres viandes de volaille. Toutefois, la consommation a commencé à augmenter parce que les prix de la dinde fraîche ou congelée sont devenus plus concurrentiels et que de plus en plus de Polonais se rendent compte de la valeur diététique de la dinde. Le gros de la production de dindes est achetée par les usines de transformation pour en faire de la saucisses de volaille.

4. Vue d'ensemble du commerce

Les importations d'abats et de viande de volaille ont augmenté de 39 % pour s'établir à 60 605 tonnes en 1997. Les exportations (25 052 tonnes) ont, elles, augmenté de 19 % en 1997 par rapport à 1996. Les États-Unis étaient le principal fournisseur d'abats et de viande de volaille en Pologne parmi les pays étrangers l'année dernière, suivis des Pays-Bas. La Pologne a importé principalement des parties de poulet congelé, tandis qu'en 1995 les exportations de viande de volaille vers la Pologne s'étaient composées principalement d'oies et de canards.

Les importations de volaille en Pologne pour réexportation vers la Russie et l'Ukraine augmentent. Selon un des principaux importateurs, sur dix conteneurs importés en Pologne, seulement un ou deux restent en Pologne et les autres sont réexportés. La plupart des conteneurs sont entreposés dans des entrepôts de douane et vendus en Pologne ou réexportés, selon les contrats.

Viande de volaille

Importations en provenance de:
(unités en tonnes)

	1996	1997
Etats-Unis	24 260	37,056
Pays-Bas	7 294	7953
Belgique	3 646	5,294
Hongrie	3 342	2,477
Canada	2 343	1,537
Grande-Bretagne	1 492	3,643
France	1 141	1,121
Italie	258	108
Danemark	89	380
République tchèque	42	0
Ukraine	23	0
Espagne	0	42
Autres	202	185
Total	44 132	60605

Exportations en provenance de:
(unités en tonnes)

	1996	1997
Allemagne	16 711	17 822
France	1 905	2 657
Grande Bretagne	546	0
Hong Kong	477	271
Suisse	395	0
Pays-Bas	351	448
Autriche	223	153
Russie	143	1 171
Thaïland	116	0
Canada	73	0
Bulgarie	0	412
Chine	0	404
Bélarus	0	330
Ukraine	0	510
Autres	283	874
Total	21 223	25 052

Vue d'ensemble du commerce du poulet

Les importations de viande de poulet ont augmenté de 58 % en 1997 par rapport à 1996. Avec 66 % des importations polonaises de cette viande, les États-Unis sont le principal fournisseur. Les Pays-Bas et la Belgique étaient les autres principaux concurrents. Les importations de poulet devraient augmenter de 6 % en 1998 et encore de 6 % l'année suivante, du fait que la demande se maintient et que les contingents d'importation ont été ajustés à la hausse en raison de l'augmentation de la production intérieure.

Viande de volaille

Importations en provenance de:
(unités en tonnes)

	1996	1997
Etats-Unis	24 260	37,056
Pays-Bas	7 294	7953
Belgique	3 646	5,294
Hongrie	3 342	2,477
Canada	2 343	1,537
Grande-Bretagne	1 492	3,643
France	1 141	1,121
Italie	258	108
Danemark	89	380
République tchèque	42	0
Ukraine	23	0
Espagne	0	42
Autres	202	185
Total	44 132	60605

Exportations en provenance de:
(unités en tonnes)

	1996	1997
Allemagne	16 711	17 822
France	1 905	2 657
Grande Bretagne	546	0
Hong Kong	477	271
Suisse	395	0
Pays-Bas	351	448
Autriche	223	153
Russie	143	1 171
Thaïland	116	0
Canada	73	0
Bulgarie	0	412
Chine	0	404
Bélarus	0	330
Ukraine	0	510
Autres	283	874
Total	21 223	25 052

Vue d'ensemble du commerce du poulet

Les importations de viande de poulet ont augmenté de 58 % en 1997 par rapport à 1996. Avec 66 % des importations polonaises de cette viande, les États-Unis sont le principal fournisseur. Les Pays-Bas et la Belgique étaient les autres principaux concurrents. Les importations de poulet devraient augmenter de 6 % en 1998 et encore de 6 % l'année suivante, du fait que la demande se maintient et que les contingents d'importation ont été ajustés à la hausse en raison de l'augmentation de la production intérieure.

Viande de poulet

Importations en provenance de:
(unités en tonnes)

	1996	1997
Etats-Unis	18 017	32 053
Pays-Bas	6 652	7 577
Belgique	3 600	4 578
Hongrie	977	293
Grande-Bretagne	536	2 425
France	189	43
Italie	93	0
Allemagne	70	566
Finlande	49	0
Chine	24	48
Thaïland	21	69
Danemark	0	272
Canada	0	647
autres non énumérés	653	110
Total	30 881	48 681

Exportations en provenance de:
(unités en tonnes)

	1996	1997
Allemagne	2 017	2 747
France	761	1 498
Grande-Bretagne	527	0
Pays-Bas	320	427
Autriche	152	153
Russie	44	208
Suède	12	0
Bahamas	7	0
Lithuanie	4	0
Lettonie	4	0
Ukraine	0	411
Bélarus	0	78
Hongrie	0	59
Chine	0	21
autres non énumérés	125	278
Total	3 973	5 960

Vue d'ensemble du commerce de dinde

Viande de dinde

Importations provenant de: (unités en tonnes)			**Exportations provenant de:** (unités en tonnes)		
	1996	**1997**		**1996**	**1997**
Etats-Unis	6,213	4,885	Allemagne	1,121	770
Hongrie	2,261	1,814	Russie	78	935
Canada	1,809	891	Autriche	20	0
Grande-Bretagne	956	1,218	République tchèque	19	0
France	890	986	Grande-Bretagne	18	0
Pays-Bas	642	354	Pays-Bas	13	21
Italie	165	85	Hong Kong	2	0
Danemark	75	108	Bélarus	0	243
Belgique	43	716	Bulgarie	0	411
Turquie	20	0	Danemark	0	5
Grèce	0	20	France	0	46
Allemagne	0	243	Ukraine	0	81
Autres non énumérés	81	30	Italie	0	21
Total	13,155	11,350	Estonie	0	150
			Autres non énumérés	11	63
			Total	1,282	2,746

Détails

La Pologne a été, du point de vue des quantités de produit exportées, le 11^{e} (1995), le 8^{e} (1996) et le 9^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 799 967 kg en 1995, 2 346 136 kg en 1996 et 1 231 384 kg en 1997. Les produits exportés étaient les suivants : parties de dinde crue désossée, abattis de volaille, parties de dinde crue non désossée, parties d'autres

volailles crues, parties de poulet cru non désossé, burgers à la volaille, pépites et languettes de volaille, dinde cuite non désossée, parties de volaille crue, dinde crue éviscérée entière et poulet désossé mécaniquement.

5. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
20 548	15 985	20 857	14 681	13 428	2 286	3 852

Valeur des exportations de viande de poulet (1000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
60 560	54 637	63 111	51 517	53 276	5 604	15 092

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	494	2 151	0	38	848

Poulets vivants exportés (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	153	479	0	19	431

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	405	488	1 238

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	1 139	2 057	4 446

Vue d'ensemble du commerce de dinde

Viande de dinde

Importations provenant de: (unités en tonnes)			**Exportations provenant de:** (unités en tonnes)		
	1996	**1997**		**1996**	**1997**
Etats-Unis	6,213	4,885	Allemagne	1,121	770
Hongrie	2,261	1,814	Russie	78	935
Canada	1,809	891	Autriche	20	0
Grande-Bretagne	956	1,218	République tchèque	19	0
France	890	986	Grande-Bretagne	18	0
Pays-Bas	642	354	Pays-Bas	13	21
Italie	165	85	Hong Kong	2	0
Danemark	75	108	Bélarus	0	243
Belgique	43	716	Bulgarie	0	411
Turquie	20	0	Danemark	0	5
Grèce	0	20	France	0	46
Allemagne	0	243	Ukraine	0	81
Autres non énumérés	81	30	Italie	0	21
Total	13,155	11,350	Estonie	0	150
			Autres non énumérés	11	63
			Total	1,282	2,746

Détails

La Pologne a été, du point de vue des quantités de produit exportées, le 11^{e} (1995), le 8^{e} (1996) et le 9^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 799 967 kg en 1995, 2 346 136 kg en 1996 et 1 231 384 kg en 1997. Les produits exportés étaient les suivants : parties de dinde crue désossée, abattis de volaille, parties de dinde crue non désossée, parties d'autres

volailles crues, parties de poulet cru non désossé, burgers à la volaille, pépites et languettes de volaille, dinde cuite non désossée, parties de volaille crue, dinde crue éviscérée entière et poulet désossé mécaniquement.

5. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
20 548	15 985	20 857	14 681	13 428	2 286	3 852

Valeur des exportations de viande de poulet (1000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
60 560	54 637	63 111	51 517	53 276	5 604	15 092

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	494	2 151	0	38	848

Poulets vivants exportés (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	153	479	0	19	431

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	405	488	1 238

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	1 139	2 057	4 446

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	2 686	8 199

Valeur des exportations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	7 436	24 861

Source : Base de données de la FAO.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/pologne.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
739	1 551	54 367	72 595	43 414	24 471	30 692

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
800	1 421	42 861	60 431	43 529	27 143	33 232

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 000	7 900	12 198	8 991	26 800	18 600	12 193

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	2 686	8 199

Valeur des exportations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	7 436	24 861

Source : Base de données de la FAO.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/pologne.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
739	1 551	54 367	72 595	43 414	24 471	30 692

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
800	1 421	42 861	60 431	43 529	27 143	33 232

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 000	7 900	12 198	8 991	26 800	18 600	12 193

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 000	6 107	11 527	9 668	20 025	14 535	15 838

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	14 900	6 722	12 989

Valeur des importations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	15 875	8 238	17 513

Dindes vivantes importées (en milliers)

1990	1990	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	2 100	3 072	3 194

Dindes vivantes importées (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	6 327	9 985	13 798

Canards vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	10

Canards vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	0	0	0	0	0	53

Source : Base de données de la FAO.

7. Vue d'ensemble des politiques

La Pologne fait partie de l'OMC, aussi a-t-elle consolidé ses droits de douane sur tous les produits agricoles, y compris la volaille et les produits de volaille. Les données qui suivent montrent le taux de base des droits de douane (le taux maximum qui pouvait être appliqué en 1995, c'est-à-dire la première année des engagements pris par la Pologne dans le cadre des négociations de l' Uruguay) et le taux consolidé des droits de douane (le taux maximum qui sera appliqué en l'an 2000, c'est-à-dire la 6e année des engagements pris par la Pologne dans le cadre des négociations de l'Uruguay. Les taux consolidés seront réduits à tous les ans du même montant de la façon suivante :

SH 0105 :
Taux maximum de 200 % (ou 237 ECU les 1 000 pièces) avec un CT de 1 000 pièces à 50 % qui doit être réduit à tous les ans du même montant jusqu'à 128 % (ou 152 ECU les 1 000 pièces) avec un CT constant de 1 000 pièces à 50 %.

SH 0207
Taux maximum de 120 % (ou 2 005 ECU la tonne) avec un CT de 20 000 tonnes à 30 % mais pas moins que 0,3 ECU le kg qui doit être réduit à tous les ans du même montant jusqu'à 76 % (ou 1 283 ECU la tonne) avec un CT de 20 000 tonnes à 30 % mains pas moins que 0,3 ECU le kg.

SH 1602
Taux maximum de 160 % (ou 4 750 ECU la tonne) qui doit être réduit à tous les ans du même montant jusqu'à 102 % (ou 3 040 ECU la tonne).

Dans le cas où les droits de douane en vigueur sont inférieurs aux taux annuels consolidés, le contingent tarifaire (CT) ne sera pas utilisé. Les allocations aux importateurs sont effectuées par le Ministère des relations étrangères économiques. Les permis d'importation sont distribués par la section de l'Agriculture du Département des règlements commerciaux, sur la base du premier arrivé, premier servi.

Tous les importateurs de viande de volaille doivent obtenir un permis du Service vétérinaire polonais. Le Service vétérinaire exige que les importations soient accompagnées d'un certificat sanitaire bilingue (polonais et anglais). Chaque boîte contenant de la volaille doit porter une étiquette en polonais qui indique la date de production exprimée en chiffre (et non pas en code à barres), le nom du producteur et le nom du produit.

8. Commercialisation

Animex, PEK-POL, Haris, Lacpol, TLB, Agraimpex et Agrowars sont les principaux importateurs de viande de volaille. Outre les ventes aux entreprises importatrices, il y a aussi des possibilités de coopération directe avec des transformateurs à la recherche de capital qui pourraient vouloir former des coentreprises ou importer à des fins de transformation et réexporter les produits transformés vers la Russie ou l'Ukraine. La croissance de l'industrie de la volaille va également

entraîner une croissance du marché des ingrédients pour aliments pour animaux, des grains de haute qualité et des aliments protéiques importés.

Vue d'ensemble de la commercialisation du poulet

Plus de 70 % de la production intérieure de poulets à griller est transformée par 30 grands abattoirs. Le reste est transformé dans de petits abattoirs privés (parfois à la ferme même) et vendu directement sur le marché. La plupart des grands abattoirs ont leur propre système de distribution et de vente au détail. Les principaux établissements de production transforment eux-mêmes leur production. Le réseau de grossistes est encore en développement.

Viande de poulet (1 000 tonnes métriques)

	1997	Données préliminaires 1998	Prévisions 1999
Stocks d'ouverture	5	10	12
Production	245	270	280
Poulet entier, importations	0	0	0
Parties de poulet, importations	49	52	55
Total, importations	49	52	55
Total, approvisionnements	299	332	347
Poulet entier, exportations	0	0	0
Parties de poulet, exportations	6	8	10
Total, exportations	6	8	10
Consommation humaine	283	312	323
Total, consommation intérieure	283	312	323
Utilisation totale	289	320	333
Stocks de fermeture	10	12	14
Distribution totale	299	332	347

entraîner une croissance du marché des ingrédients pour aliments pour animaux, des grains de haute qualité et des aliments protéiques importés.

Vue d'ensemble de la commercialisation du poulet

Plus de 70 % de la production intérieure de poulets à griller est transformée par 30 grands abattoirs. Le reste est transformé dans de petits abattoirs privés (parfois à la ferme même) et vendu directement sur le marché. La plupart des grands abattoirs ont leur propre système de distribution et de vente au détail. Les principaux établissements de production transforment eux-mêmes leur production. Le réseau de grossistes est encore en développement.

Viande de poulet (1 000 tonnes métriques)

	1997	Données préliminaires 1998	Prévisions 1999
Stocks d'ouverture	5	10	12
Production	245	270	280
Poulet entier, importations	0	0	0
Parties de poulet, importations	49	52	55
Total, importations	49	52	55
Total, approvisionnements	299	332	347
Poulet entier, exportations	0	0	0
Parties de poulet, exportations	6	8	10
Total, exportations	6	8	10
Consommation humaine	283	312	323
Total, consommation intérieure	283	312	323
Utilisation totale	289	320	333
Stocks de fermeture	10	12	14
Distribution totale	299	332	347

Vue d'ensemble de la commercialisation de dinde

Viande de dinde (en tonnes métriques)

	1997	Données préliminaires 1998	Prévisions 1999
Stocks d'ouverture	5	5	5
Production	70	80	90
Dinde entière, importations	0	0	0
Parties de dinde, importations	11	12	13
Total, importations	11	12	13
Total, approvisionnements	86	97	103
Dinde entière, exportations	0	0	0
Parties de dinde, exportations	3	4	5
Total, exportations	3	4	5
Consommation humaine	78	88	96
Total, consommation intérieure	78	88	96
Utilisation totale	81	92	101
Stocks de fermeture	5	5	7
Distribution totale	86	97	108

PROFIL DE L'INDUSTRIE BULGARE DE LA VOLAILLE

1. SITUATION

L'élection d'un gouvernement démocratique de style occidental en avril et l'accélération des réformes du marché ont marqué l'entrée de la Bulgarie dans une nouvelle ère économique et politique en 1997. La priorité du gouvernement était d'accélérer la privatisation, d'attirer les investissements étrangers et de poursuivre la stabilisation économique. L'inflation avait été ramenée de plus de 400 % qu'elle était en janvier 1997 à seulement 2 % en mai et la devise locale avait été stable durant environ quatre mois. Les prix et le commerce ont été entièrement libéralisés en juillet, de sorte que des possibilités de hausse des exportations ont été créées dans le secteur de la volaille.

De façon générale, en 1996, les importations ont été limitées du fait de la dévaluation de la monnaie locale et du recul du pouvoir d'achat. Toutefois, en raison de la chute marquée de la production de volaille, les importations de cette viande ont augmenté de 6 % en comparaison de 1995. En dépit d'une assez faible consommation de tous les produits de l'élevage, on prévoit une hausse des importations de produits de volaille en 1998, étant donné la baisse de production anticipée, la libéralisation des échanges commerciaux et l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs. Selon les prévisions, les importations de volaille pour 1998 devraient atteindre 7 000 TM.

À l'heure actuelle, les négociants recherchent activement des poulets entiers congelés et des cuisses, des escalopes de dinde et des abats comestibles de poulet, surtout du foie. Selon les sources de l'industrie, les États-Unis et le Canada pourraient continuer à livrer une concurrence efficace sur le plan du prix et de la qualité à des pays fournisseurs comme la Belgique, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Dans les trois à cinq prochaines années, l'industrie de la volaille pourrait connaître une reprise si les sources d'alimentation sont disponibles et si les prix à la ferme sont suffisants pour stimuler la production. Les agriculteurs devront également trouver des sources pour compenser le coût de la reconstitution des populations. Au moins pour les deux prochaines années, il sera sans doute nécessaire d'importer de la volaille pour répondre aux besoins de la demande intérieure.

Viande de volaille (en milliers de tonnes métriques)

	1996	1997 (préliminaire)	1998 (prévision)
population naissante	2	5	4
production	102	94	95
importations, volailles entières	2	4	5
importations, parties	2	2	2

PROFIL DE L'INDUSTRIE BULGARE DE LA VOLAILLE

1. SITUATION

L'élection d'un gouvernement démocratique de style occidental en avril et l'accélération des réformes du marché ont marqué l'entrée de la Bulgarie dans une nouvelle ère économique et politique en 1997. La priorité du gouvernement était d'accélérer la privatisation, d'attirer les investissements étrangers et de poursuivre la stabilisation économique. L'inflation avait été ramenée de plus de 400 % qu'elle était en janvier 1997 à seulement 2 % en mai et la devise locale avait été stable durant environ quatre mois. Les prix et le commerce ont été entièrement libéralisés en juillet, de sorte que des possibilités de hausse des exportations ont été créées dans le secteur de la volaille.

De façon générale, en 1996, les importations ont été limitées du fait de la dévaluation de la monnaie locale et du recul du pouvoir d'achat. Toutefois, en raison de la chute marquée de la production de volaille, les importations de cette viande ont augmenté de 6 % en comparaison de 1995. En dépit d'une assez faible consommation de tous les produits de l'élevage, on prévoit une hausse des importations de produits de volaille en 1998, étant donné la baisse de production anticipée, la libéralisation des échanges commerciaux et l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs. Selon les prévisions, les importations de volaille pour 1998 devraient atteindre 7 000 TM.

À l'heure actuelle, les négociants recherchent activement des poulets entiers congelés et des cuisses, des escalopes de dinde et des abats comestibles de poulet, surtout du foie. Selon les sources de l'industrie, les États-Unis et le Canada pourraient continuer à livrer une concurrence efficace sur le plan du prix et de la qualité à des pays fournisseurs comme la Belgique, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Dans les trois à cinq prochaines années, l'industrie de la volaille pourrait connaître une reprise si les sources d'alimentation sont disponibles et si les prix à la ferme sont suffisants pour stimuler la production. Les agriculteurs devront également trouver des sources pour compenser le coût de la reconstitution des populations. Au moins pour les deux prochaines années, il sera sans doute nécessaire d'importer de la volaille pour répondre aux besoins de la demande intérieure.

Viande de volaille (en milliers de tonnes métriques)

	1996	1997 (préliminaire)	1998 (prévision)
population naissante	2	5	4
production	102	94	95
importations, volailles entières	2	4	5
importations, parties	2	2	2

importations au sein de la CE	0	0	0
importations totales	4	6	7
approvisionnement	108	105	106
exportations, volailles entières	8	5	5
exportations, parties	0	0	0
exportations à l'intérieur de la CE	0	0	0
exportations totales	8	5	5
consommation humaine	84	86	88
autres pertes d'utilisation	11	10	10
total consommation intérieure	95	96	98
total consommation	103	101	103
population âgée	5	4	3
distribution totale	108	105	106

2. Production

Les Bulgares préfèrent la viande de porc à tous les autres types de viande. Toutefois, en 1995 et 1996, la population a commencé à préférer le poulet, essentiellement en raison de ses prix modérés autant dans les magasins que dans les restaurants.

Problèmes de production

Maladies : En 1995, on a recensé plusieurs cas de pseudo peste et typhus. Aucune maladie importante n'a été signalée en 1996.

Qualité et prix : Comme ce fut le cas en 1995, le manque d'efficacité de la production et l'absence de sources d'alimentation se sont traduits par la production, en 1996, de poulets à griller plus petits et moins tendres que souhaité. En conséquence, la Bulgarie n'a pas été en mesure d'exporter de poulet sur les marchés occidentaux. À l'heure actuelle, le prix de la viande de poulet produite sur le marché intérieure est égal ou supérieur à celui des importations, mais sa qualité est inférieure.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
181 770	100 270	88 918	97 120	81 701	92 199	100 000	90 000

Source - Base de données de FAO

3. Consommation

En 1996, les chiffres de consommation de volaille ont été révisés à la baisse en raison du recul du pouvoir d'achat et de l'augmentation des prix des produits de volaille. Les chiffres de 1997 et les prévisions pour 1998 indiquent une légère hausse de la consommation, étant donné qu'on prévoit une augmentation progressive des revenus moyens. En 1996, la consommation par habitant a été de 9,3 kg de viande de volaille, en comparaison de 10,7 kg en 1995.

4. Prix

En 1996, les prix à la production sont demeurés faibles et insatisfaisants pour les producteurs. Ils ont été largement dépassés par l'inflation (plus de 300 % en 1996). Toutefois, à l'échelon du détail, étant donné les iniquités du marché, les prix ont été relativement élevés pour les consommateurs. En 1997, la baisse de l'inflation et l'amélioration de la prévisibilité du marché des devises fortes ont provoqué une hausse des investissements dans le secteur de la volaille. Toutefois, à l'heure de la libéralisation des échanges commerciaux, les producteurs ont continué à devoir acheter leurs intrants aux prix internationaux (parfois plus élevés) et vendre leurs produits à des prix pouvant soutenir la concurrence de ceux de la viande importée.

5. Exportations

En 1996, les exportations de viande de volaille ont augmenté de 53 %. Les principales destinations du poulet à griller exporté étaient les mêmes qu'en 1995 : la Géorgie, la Macédoine, l'Arménie, l'Ukraine et la Grèce. Les conditions d'exportation sont demeurées bonnes pour la Bulgarie, en raison de la faiblesse de la devise locale et de l'amenuisement du marché intérieur. Environ 92 % de la viande de poulet exportée correspondait à la norme HS n° 0207 12 900, ou à des poulets entiers sans abats ou poulets dits à « 65 % ». On n'a constaté aucun changement de cette tendance en 1997, et l'on prévoit le maintien du statu quo en 1998. Dans le cas de la dinde, 81 % des exportations correspondaient à la norme HS n° 0207 27 100 ou à des coupes désossées congelées. Les exportations ont diminué en 1997, et cette tendance devrait se maintenir en 1998, en raison du coût plus élevé de la viande de poulet de Bulgarie (prix à l'exportation) en comparaison du prix international et du défaut d'uniformité de la qualité. L'amélioration prévue

importations au sein de la CE	0	0	0
importations totales	4	6	7
approvisionnement	108	105	106
exportations, volailles entières	8	5	5
exportations, parties	0	0	0
exportations à l'intérieur de la CE	0	0	0
exportations totales	8	5	5
consommation humaine	84	86	88
autres pertes d'utilisation	11	10	10
total consommation intérieure	95	96	98
total consommation	103	101	103
population âgée	5	4	3
distribution totale	108	105	106

2. Production

Les Bulgares préfèrent la viande de porc à tous les autres types de viande. Toutefois, en 1995 et 1996, la population a commencé à préférer le poulet, essentiellement en raison de ses prix modérés autant dans les magasins que dans les restaurants.

Problèmes de production

Maladies : En 1995, on a recensé plusieurs cas de pseudo peste et typhus. Aucune maladie importante n'a été signalée en 1996.

Qualité et prix : Comme ce fut le cas en 1995, le manque d'efficacité de la production et l'absence de sources d'alimentation se sont traduits par la production, en 1996, de poulets à griller plus petits et moins tendres que souhaité. En conséquence, la Bulgarie n'a pas été en mesure d'exporter de poulet sur les marchés occidentaux. À l'heure actuelle, le prix de la viande de poulet produite sur le marché intérieure est égal ou supérieur à celui des importations, mais sa qualité est inférieure.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
181 770	100 270	88 918	97 120	81 701	92 199	100 000	90 000

Source - Base de données de FAO

3. Consommation

En 1996, les chiffres de consommation de volaille ont été révisés à la baisse en raison du recul du pouvoir d'achat et de l'augmentation des prix des produits de volaille. Les chiffres de 1997 et les prévisions pour 1998 indiquent une légère hausse de la consommation, étant donné qu'on prévoit une augmentation progressive des revenus moyens. En 1996, la consommation par habitant a été de 9,3 kg de viande de volaille, en comparaison de 10,7 kg en 1995.

4. Prix

En 1996, les prix à la production sont demeurés faibles et insatisfaisants pour les producteurs. Ils ont été largement dépassés par l'inflation (plus de 300 % en 1996). Toutefois, à l'échelon du détail, étant donné les iniquités du marché, les prix ont été relativement élevés pour les consommateurs. En 1997, la baisse de l'inflation et l'amélioration de la prévisibilité du marché des devises fortes ont provoqué une hausse des investissements dans le secteur de la volaille. Toutefois, à l'heure de la libéralisation des échanges commerciaux, les producteurs ont continué à devoir acheter leurs intrants aux prix internationaux (parfois plus élevés) et vendre leurs produits à des prix pouvant soutenir la concurrence de ceux de la viande importée.

5. Exportations

En 1996, les exportations de viande de volaille ont augmenté de 53 %. Les principales destinations du poulet à griller exporté étaient les mêmes qu'en 1995 : la Géorgie, la Macédoine, l'Arménie, l'Ukraine et la Grèce. Les conditions d'exportation sont demeurées bonnes pour la Bulgarie, en raison de la faiblesse de la devise locale et de l'amenuisement du marché intérieur. Environ 92 % de la viande de poulet exportée correspondait à la norme HS n° 0207 12 900, ou à des poulets entiers sans abats ou poulets dits à « 65 % ». On n'a constaté aucun changement de cette tendance en 1997, et l'on prévoit le maintien du statu quo en 1998. Dans le cas de la dinde, 81 % des exportations correspondaient à la norme HS n° 0207 27 100 ou à des coupes désossées congelées. Les exportations ont diminué en 1997, et cette tendance devrait se maintenir en 1998, en raison du coût plus élevé de la viande de poulet de Bulgarie (prix à l'exportation) en comparaison du prix international et du défaut d'uniformité de la qualité. L'amélioration prévue

des conditions du marché local en comparaison de l'année écoulée est un autre facteur qui explique la baisse probable des exportations.

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
16 842	13 496	16 221	4 370	7 341	7 410	10 003

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
26 503	18 729	23 383	9 734	27 677	14 053	22 635

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
70	0	89	34	88	0	36

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
146	0	150	9	16	0	63

Source - FAO Data Base

Détails

La Bulgarie a été, du point de vue de la quantité exportée, le 30e (1995) et 19e (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada n'a pas exporté en Bulgarie en 1996. Les produits exportés étaient les parties de dinde avec os et les dindes non désossées entières éviscérées. Le Canada a exporté 91 190 kg de produits en 1995 et 311 791 kg en 1997.

Exigences sanitaires

Les exigences sanitaires, telles que communiquées par l'Agence canadienne d'inspection des aliments ne sont pas disponibles pour la Bulgarie.

6. Importations

Les importations de poulet ont augmenté de 112 % en 1996, en raison des pénuries locales et des prix intérieurs élevés. Les importations de viande de dinde ont diminué de 27 %, en raison de la modification de la demande au profit du poulet et de l'augmentation des prix en comparaison de la viande de poulet. Les États-Unis étaient le principal fournisseur de viande de poulet en Bulgarie, avec 40 % du marché, suivis par la Belgique, avec 24 %, et la Grèce, avec 20 %. Dans le cas de la dinde, le Royaume-Uni était le principal exportateur (35 % du marché), suivi par les États-Unis (19 %) et la Belgique (23 %).

Les principaux produits de volaille importés étaient les suivants :

poulet
HS n° 0207 12 900 (poulet à 65 %)
- 37 % des importations de poulet
HS n° 0207 13 600 (cuisses fraîches et réfrigérées)
- 26 % des importations de poulet (les États-Unis ont 70 % de ces exportations)
HS n° 0207 14 910 (foies de poulet congelés)
- 17 % des importations de produits du poulet (les États-Unis ont 90 % de ce marché)

dinde
HS n° 0207 27 100 (découpes avec os congelées)
- 25 % des importations de dinde
HS n° 0207 27 300 (ailes avec os congelées)
- 50 % des importations de dinde

Le Canada a exporté des parties de dinde avec os (311 690 kg) et des dindes non désossées entières éviscérées (101 kg) en Bulgarie en 1997.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	100	392	5 897	4 918	3 915	4 316

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	120	337	3 457	4 562	3 900	3 075

des conditions du marché local en comparaison de l'année écoulée est un autre facteur qui explique la baisse probable des exportations.

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
16 842	13 496	16 221	4 370	7 341	7 410	10 003

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
26 503	18 729	23 383	9 734	27 677	14 053	22 635

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
70	0	89	34	88	0	36

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
146	0	150	9	16	0	63

Source - FAO Data Base

Détails

La Bulgarie a été, du point de vue de la quantité exportée, le 30^{e} (1995) et 19^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada n'a pas exporté en Bulgarie en 1996. Les produits exportés étaient les parties de dinde avec os et les dindes non désossées entières éviscérées. Le Canada a exporté 91 190 kg de produits en 1995 et 311 791 kg en 1997.

Exigences sanitaires

Les exigences sanitaires, telles que communiquées par l'Agence canadienne d'inspection des aliments ne sont pas disponibles pour la Bulgarie.

6. Importations

Les importations de poulet ont augmenté de 112 % en 1996, en raison des pénuries locales et des prix intérieurs élevés. Les importations de viande de dinde ont diminué de 27 %, en raison de la modification de la demande au profit du poulet et de l'augmentation des prix en comparaison de la viande de poulet. Les États-Unis étaient le principal fournisseur de viande de poulet en Bulgarie, avec 40 % du marché, suivis par la Belgique, avec 24 %, et la Grèce, avec 20 %. Dans le cas de la dinde, le Royaume-Uni était le principal exportateur (35 % du marché), suivi par les États-Unis (19 %) et la Belgique (23 %).

Les principaux produits de volaille importés étaient les suivants :

poulet
HS n° 0207 12 900 (poulet à 65 %)
- 37 % des importations de poulet
HS n° 0207 13 600 (cuisses fraîches et réfrigérées)
- 26 % des importations de poulet (les États-Unis ont 70 % de ces exportations)
HS n° 0207 14 910 (foies de poulet congelés)
- 17 % des importations de produits du poulet (les États-Unis ont 90 % de ce marché)

dinde
HS n° 0207 27 100 (découpes avec os congelées)
- 25 % des importations de dinde
HS n° 0207 27 300 (ailes avec os congelées)
- 50 % des importations de dinde

Le Canada a exporté des parties de dinde avec os (311 690 kg) et des dindes non désossées entières éviscérées (101 kg) en Bulgarie en 1997.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	100	392	5 897	4 918	3 915	4 316

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	120	337	3 457	4 562	3 900	3 075

Poulets vivants importés (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 626	480	1 746	2 950	3 686	3 035	1 280

Poulets vivants importés (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 921	345	3 368	1 564	2 019	2 500	1 630

Source - Base de données de FAO

Japon

Information de base

Superficie:	374 744 km2
Population:	125 506 492 (1996)
PIB Total:	US $4,590.4 Milliards (1996)
Capitale:	Tokyo
Premier Ministre:	Keizo Obuchi
Ministre de l'Agriculture, forests et pêches:	Shoichi Nakagawa
Ambassadeur canadien:	Leonard Edwards

Commerce Agroalimentaire Canada-Japon.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**2,099.787**	**2,445.112**
Importations agroalimentaires totales:	**38.231**	**47.683**
Balance commerciale	**2,061.556**	**2,397.429**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**2,099.787**	**2,445.112**
Graines de canola	618.596	876.475
Blé, non-dur	410.899	312.872
Porc, en morceaux, congelé	175.754	236.745
Malt, non-torréfié	106.744	107.395
Porc, en morceaux, frais ou réfrigéré	38.586	100.886

Japon

Information de base

Superficie:	374 744 km2
Population:	125 506 492 (1996)
PIB Total:	US $4,590.4 Milliards (1996)
Capitale:	Tokyo
Premier Ministre:	Keizo Obuchi
Ministre de l'Agriculture, forests et pêches:	Shoichi Nakagawa
Ambassadeur canadien:	Leonard Edwards

Commerce Agroalimentaire Canada-Japon.

($ Million CDN)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**2,099.787**	**2,445.112**
Importations agroalimentaires totales:	**38.231**	**47.683**
Balance commerciale	**2,061.556**	**2,397.429**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**2,099.787**	**2,445.112**
Graines de canola	618.596	876.475
Blé, non-dur	410.899	312.872
Porc, en morceaux, congelé	175.754	236.745
Malt, non-torréfié	106.744	107.395
Porc, en morceaux, frais ou réfrigéré	38.586	100.886

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**38.231**	**47.683**
Oranges mandarines et clémentines	7.172	6.890
Tabacs, bruts, non-fabriqués	0.000	6.367
Gélatine et dérivées d'origine animale	3.629	3.720
Préparations alimentaires	2.635	2.815
Préparations alimentaires pour animaux	3.109	2.358

Importations agroalimentaires du Japon

Importations agroalimentaires totales (1995) : US $41.2 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Viande de porc	3,542.219	Taiwan*
Viande de boeuf	3,154.978	États-Unis
Maïs, blé d'Inde	2,169.419	États-Unis
Cigarettes	1,699.914	États-Unis
Fèves de soja	1,297.269	États-Unis

*** Aucun commerce de porc avec Taiwan depuis 1997**

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**11,900.238**	**10,376.994**
Bois d'oeuvres, de conifères	2,613.654	2,571.799
Houille bitumineuse	1,249.196	1,132.113
Graines canola	812.990	618.596
Pâtes chimiques de bois	933.416	544.751
Minerais de cuivre et leurs concentrés	570.278	424.203

PROFIL DE L'INDUSTRIE JAPONAISE DE LA VOLAILLE

1. Situation actuelle

La consommation japonaise de volaille en 1998, y compris de volaille à rôtir, de poules de réforme et d'autre viande de volaille, devrait atteindre 1 663 000 TM, chiffre qui représente une chute de 2 % par rapport à l'an dernier et qu'explique la baisse de consommation du secteur de la vente au détail. Les facteurs qui contribuent à la chute de la demande de viande de volaille fraîche ou réfrigérée dans le secteur du détail sont la persistance du déplacement de la consommation de la volaille vers le boeuf et le poisson, la récession économique au Japon et l'image d'insalubrité de la volaille résultant du problème de grippe aviaire de Hong Kong en janvier ainsi que de la récente détection d'entérocoques résistant à la vanomycine (VRE) dans la viande de volaille française et thaïlandaise.

En 1998, les importations de volaille japonaise en 1998 devraient atteindre le chiffre de l'an dernier, soit 507 000 TM pour la viande de volaille et 495 000 TM pour la volaille à griller. Globalement, la demande du secteur HRI/SRM (hôtels, restaurants, institutions/substituts repas-maison), qui absorbe le gros de la viande de volaille importée, devrait également demeurer stagnante en 1998, en comparaison de l'année précédente.

Une opportune série d'articles sur la salubrité alimentaire de l'industrie de la volaille, principalement aux États-Unis, a contribué à améliorer l'image du marché et à accroître les ventes du secteur des volailles à griller de ce pays.

2. Perspectives

La consommation de viande à griller, qui constitue l'essentiel de la consommation de viande de volaille au Japon, devrait être de 1 540 000 TM, une baisse de 2 % par rapport au chiffre total de l'année précédente, qui s'explique par la diminution de la demande dans le secteur de détail. La diminution des ventes de viande à griller fraîche et réfrigérée produite au Japon s'est poursuivie au cours du premier semestre 1998. Les ventes de poitrines ont été très faibles en comparaison de la stabilité des ventes de cuisses. Cette stagnation de la consommation du marché de détail a incité les éleveurs japonais de volailles à griller à réduire leur production.

On prévoit que la production japonaise de volaille diminuera de 1 % en 1998 par rapport à l'an dernier pour n'être plus que de 1 210 000 TM. Le fait qu'un nombre anormalement élevé de poules de réforme ont été liquidées par les fermes de ponte cette année, par suite d'une chute sans précédent de la consommation sur le marché des oeufs, compensera partiellement une baisse de 2 % de la production japonaise de viande à griller en 1998, qu'on évalue à 1 100 000 TM.

Les importations de volailles japonaises devraient atteindre les chiffres de l'an passé en 1998, soit, respectivement, 507 000 TM pour la viande de volaille et 495 000 TM pour la volaille à griller. Dans l'ensemble, la demande du secteur HRI/SRM, qui absorbe le gros de la demande de viande

de volaille importée, devrait également demeurer la même en 1998 que l'année précédente. Les chiffres japonais en matière de volaille et de volaille à griller pour 1999 devraient être comparables à ceux de 1998, c'est-à-dire que la morosité économique prévue continuera de limiter les possibilités de reprise du marché japonais de la volaille.

3. Production

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 391 220	1 356 841	1 365 000	1 318 000	1 256 000	1 267 000	1 249 000	1 235 000

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
30	15	15	15	15	15	15	15

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
7 330	8 486	7 471	5 636	3 347	2 797	2 991

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 184	6 686	6 143	4 678	2 648	2 254	2 274

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
335	298	133	61	61	84	24

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
579	481	292	320	327	260	21

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	2	0	0	0	0	0

Valeur des exportations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	10	0	0	0	0	0

Source : Base de données de FAO

Détails

Le Canada a exporté au Japon 658 195 kg de poulet en 1995, 129 814 kg en 1996 et 148 220 kg en 1997. Les produits exportés étaient les suivants : parties de poule non désossée, dindes entières non désossées éviscérées, autres volailles ou pigeons entiers éviscérés, parties de dinde non désossée et désossée, parties de dinde désossée, autres parties de volaille non désossée, peaux de poulet, os de volaille, poulets non désossés éviscérés entiers, rôtis de volaille préparés, poules éviscérées entières, poulets cuits non désossés, poulets cuits désossés, produits de canard séché, fumé et salé, repas de volaille congelés, autres volailles fumées, salées et séchées, pâtés de volaille de type « burger », croquettes et lanières, dindes cuites non désossées et autruche fraîche ou congelée. Le Japon s'est classé aux 12^{e} (1995), 21^{e} (1996) et 24^{e} rangs (1997) des marchés d'exportation du Canada du point de vue de la quantité.

Source : Agence canadienne d'inspection des aliments

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/japon.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

de volaille importée, devrait également demeurer la même en 1998 que l'année précédente. Les chiffres japonais en matière de volaille et de volaille à griller pour 1999 devraient être comparables à ceux de 1998, c'est-à-dire que la morosité économique prévue continuera de limiter les possibilités de reprise du marché japonais de la volaille.

3. Production

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1 391 220	1 356 841	1 365 000	1 318 000	1 256 000	1 267 000	1 249 000	1 235 000

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
30	15	15	15	15	15	15	15

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
7 330	8 486	7 471	5 636	3 347	2 797	2 991

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
5 184	6 686	6 143	4 678	2 648	2 254	2 274

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
335	298	133	61	61	84	24

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
579	481	292	320	327	260	21

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	2	0	0	0	0	0

Valeur des exportations de viande de canard (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	10	0	0	0	0	0

Source : Base de données de FAO

Détails

Le Canada a exporté au Japon 658 195 kg de poulet en 1995, 129 814 kg en 1996 et 148 220 kg en 1997. Les produits exportés étaient les suivants : parties de poule non désossée, dindes entières non désossées éviscérées, autres volailles ou pigeons entiers éviscérés, parties de dinde non désossée et désossée, parties de dinde désossée, autres parties de volaille non désossée, peaux de poulet, os de volaille, poulets non désossés éviscérés entiers, rôtis de volaille préparés, poules éviscérées entières, poulets cuits non désossés, poulets cuits désossés, produits de canard séché, fumé et salé, repas de volaille congelés, autres volailles fumées, salées et séchées, pâtés de volaille de type « burger », croquettes et lanières, dindes cuites non désossées et autruche fraîche ou congelée. Le Japon s'est classé aux 12^{e} (1995), 21^{e} (1996) et 24^{e} rangs (1997) des marchés d'exportation du Canada du point de vue de la quantité.

Source : Agence canadienne d'inspection des aliments

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/japon.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Viande à griller

Les importations de parties de volaille à griller en 1998 devraient rester comparables à celles de l'année précédente. La demande de viande de volaille à griller importée dans les secteurs HRI/SRM a été forte pour les cuisses congelées désossées et non désossées, mais faible pour les poitrines. Ce sont les États-Unis et la Thaïlande dont les ventes de poulet ont été les plus fortes au premier semestre de 1998. De janvier à mai 1998, les importations japonaises de viande à griller sont demeurées globalement identiques à celles de l'an dernier, à 195 000 TM. Le volume d'importation de volaille à griller en juin a été de 46 600 TM, une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente.

La Thaïlande et les États-Unis ont récupéré une partie du marché des parties de volaille à griller qu'ils avaient concédée à leurs rivaux dans le passé. La compétitivité de la Thaïlande sur le marché international de la volaille à griller s'est énormément améliorée au premier semestre de 1998, en raison de la dévaluation du baht par rapport aux autres monnaies importantes depuis la fin de l'an dernier. Cette dévaluation est un des résultats de la crise financière en Asie, qui modifie la situation du commerce international du poulet cette année.

Les prévisions de parts de marché d'importation des principaux fournisseurs de volaille à griller en 1998 sont suivantes : Chine, 38 % (-4% par rapport à 1997); États-Unis, 22 % (+2 %); Thaïlande, 22 % (+4 %); et Brésil; 16 % (-4 %).

Autres volailles (dinde et canard)

Les importations japonaises d'autres viandes de volaille en 1998, notamment de dinde et de canard, devraient demeurer identiques à celles de l'an dernier, à 12 000 TM, en supposant stable la demande du secteur HRI/SRM. La viande de canard constitue 60 à 70 % de la viande d'autres volailles importée, principalement de pays d'Asie. Le canard est utilisé pour la préparation des plats de styles chinois et occidentaux au Japon. Pour la viande de dinde, la demande japonaise est limitée aux détaillants spécialisés du secteur HRI.

Produits de poulet préparés

Conformément aux tendances qui ont prévalu depuis cinq ans, les importations de produits de volaille préparés ont continué à connaître une croissance supérieure à 10 % au premier semestre de 1998. Selon les chiffres préliminaires pour le semestre de janvier à juin, les importations de produits de poulet préparés étaient supérieures de 22 % à celles de l'an dernier, se chiffrant au total à 19 551 TM, les principaux fournisseurs étant la Thaïlande, la Chine et les États-Unis. Le secteur des SRM est un des rares segments de l'industrie alimentaire japonaise qui soit en expansion et rentable et il a été le moteur des importations de produits de volaille préparés ces dernières années. Toutefois, si le yen demeure faible au second semestre de l'année, le rythme des importations constaté au cours du premier semestre devrait fléchir.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
291 229	347 313	393 964	390 317	444 109	535 955	546 574

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
556 020	718 614	795 423	703 629	944 322	1 251 459	1 229 678

Importation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 008	1 223	1 293	1 865	1 407	1 600	1 638

Importation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
9 216	11 238	11 152	12 913	11 689	12 649	12 447

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 860	1 482	1 304	1 103	902	1 126	1 012

Valeur des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
4 431	3 827	3 304	2 653	2 301	3 125	2 509

Importation de canards vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
35 509	39 036	47 978	44 618	42 532	56 202	55 064

Importations de canards vivants (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
8 205	9 088	10 261	9 770	9 682	12 144	11 617

5. Analyse des secteurs du marché

Situation du marché de détail et perspectives en 1998

On prévoit, sur le marché de détail du Japon en 1998, une très faible demande de viande de volaille à griller fraîche et réfrigérée. La consommation moyenne officielle de viande de poulet des ménages au premier semestre de 1998 était en baisse de 6 %, en quantité comme en valeur, par rapport à la même période l'an passé. En conséquence, les producteurs japonais de volaille à griller ont été durement touchés par la faiblesse des ventes au détail.

Depuis quelques années, les consommateurs japonais achètent plus de plats de poulet prêts à servir dans le secteur de détail, ce qui coïncide avec l'expansion des comptoirs de SRM dans les grandes chaînes de supermarchés. Le Yakitori, le poulet frit, le poulet Teriyaki et le poulet cuit à la vapeur sont des plats types SRM. Pour les plats SRM vendus au détail, des volumes importants de parties de volaille de qualité courante et à prix compétitif sont utilisés, ce qui explique en partie que les ventes de cuisses continuent d'être élevées sur le marché japonais cette année. De plus, certains produits de poulet préparés, vendus dans les sections de vente au détail des SRM et déjà transformés à l'étranger, ont fait des percées dans ce segment. Le taux de croissance des importations de produits de poulets préparés, supérieur à 10 % au premier semestre de cette année, s'explique en partie par la forte demande du secteur de vente au détail des SRM.

Situation du secteur HRI/SRM et perspectives pour 1998

On prévoit qu'en 1998 la consommation de parties de volaille à griller par le secteur HRI/SRM demeurera stable. Pour le premier semestre de 1998, on observe une demande soutenue du secteur HRI/SRM dans le segment de la restauration rapide, des magasins de plats à emporter et de repas de substitution, qui utilisent principalement des parties autres que les poitrines. Toutefois, on a signalé cet été, pour le secteur HRI, une demande plus léthargique de poulets Yakitori et d'autres plats de poulet. La consommation de Yakitori associée à la saison des brasseries, a été touchée par un été déprimant marqué par de longues périodes de pluie et par la stagnation économique. De ce fait, les importations japonaises de volaille à griller pour le reste de l'année devraient atteindre, au plus, le niveau de l'an dernier.

Chili

Information de base

Superficie:	748 800 Km2
Population:	14 333 258 (1996)
PIB Total:	US $74 Milliards (1996)
Capitale:	Santiago
Président:	Eduardo Frei Ruiz-Tagle
Ministre de l'Agriculture:	Carlos Mladinic A.
Ambassadeur canadien:	Lawrence Lederman

Commerce agroalimentaire Canada-Chili

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**164.291**	**91.526**
Importations agroalimentaires totales:	**193.619**	**203.888**
Balance commerciale:	**-29.328**	**-112.362**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**164.291**	**91.526**
Blé, non-dur	126.186	54.389
Blé, dur	21.827	15.745
Lentilles, séchées, écaillées	5.293	5.845
Frites, congelées	1.305	3.194
Gommes à mâcher, contenant du sucre	1.268	1.753

Importations de canards vivants (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
8 205	9 088	10 261	9 770	9 682	12 144	11 617

5. Analyse des secteurs du marché

Situation du marché de détail et perspectives en 1998

On prévoit, sur le marché de détail du Japon en 1998, une très faible demande de viande de volaille à griller fraîche et réfrigérée. La consommation moyenne officielle de viande de poulet des ménages au premier semestre de 1998 était en baisse de 6 %, en quantité comme en valeur, par rapport à la même période l'an passé. En conséquence, les producteurs japonais de volaille à griller ont été durement touchés par la faiblesse des ventes au détail.

Depuis quelques années, les consommateurs japonais achètent plus de plats de poulet prêts à servir dans le secteur de détail, ce qui coïncide avec l'expansion des comptoirs de SRM dans les grandes chaînes de supermarchés. Le Yakitori, le poulet frit, le poulet Teriyaki et le poulet cuit à la vapeur sont des plats types SRM. Pour les plats SRM vendus au détail, des volumes importants de parties de volaille de qualité courante et à prix compétitif sont utilisés, ce qui explique en partie que les ventes de cuisses continuent d'être élevées sur le marché japonais cette année. De plus, certains produits de poulet préparés, vendus dans les sections de vente au détail des SRM et déjà transformés à l'étranger, ont fait des percées dans ce segment. Le taux de croissance des importations de produits de poulets préparés, supérieur à 10 % au premier semestre de cette année, s'explique en partie par la forte demande du secteur de vente au détail des SRM.

Situation du secteur HRI/SRM et perspectives pour 1998

On prévoit qu'en 1998 la consommation de parties de volaille à griller par le secteur HRI/SRM demeurera stable. Pour le premier semestre de 1998, on observe une demande soutenue du secteur HRI/SRM dans le segment de la restauration rapide, des magasins de plats à emporter et de repas de substitution, qui utilisent principalement des parties autres que les poitrines. Toutefois, on a signalé cet été, pour le secteur HRI, une demande plus léthargique de poulets Yakitori et d'autres plats de poulet. La consommation de Yakitori associée à la saison des brasseries, a été touchée par un été déprimant marqué par de longues périodes de pluie et par la stagnation économique. De ce fait, les importations japonaises de volaille à griller pour le reste de l'année devraient atteindre, au plus, le niveau de l'an dernier.

Chili

Information de base

Superficie:	748 800 Km2
Population:	14 333 258 (1996)
PIB Total:	US $74 Milliards (1996)
Capitale:	Santiago
Président:	Eduardo Frei Ruiz-Tagle
Ministre de l'Agriculture:	Carlos Mladinic A.
Ambassadeur canadien:	Lawrence Lederman

Commerce agroalimentaire Canada-Chili

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**164.291**	**91.526**
Importations agroalimentaires totales:	**193.619**	**203.888**
Balance commerciale:	**-29.328**	**-112.362**

5 principaux produits agroalimentaires canadiens exportés

($ Million Can)	1996	1997
Exportations agroalimentaires totales:	**164.291**	**91.526**
Blé, non-dur	126.186	54.389
Blé, dur	21.827	15.745
Lentilles, séchées, écaillées	5.293	5.845
Frites, congelées	1.305	3.194
Gommes à mâcher, contenant du sucre	1.268	1.753

5 principaux produits agroalimentaires canadiens importés

($ Million Can)	1996	1997
Importations agroalimentaires totales:	**193.619**	**203.888**
Raisins frais	77.328	77.194
Vins de raisins frais, < 2 litres	22.339	25.954
Vins de raisins frais, en gros	16.045	25.192
Jus de raisins	16.341	14.187
Pêches et nectarines, fraîches	9.349	8.714

Importations agroalimentaires de Chili

Importations agroalimentaires totales (1995): US $ 0 .479 Milliards

($ Million US)	Le Monde	Principal fournisseur
Viandes de boeuf	201.774	Argentine
Blé, non-dur	126.742	Canada
Maïs, blé d'inde	90.311	États-Unis
Huile de soja	59.236	Argentine
Huiles végétales	1.183	Argentine

5 principaux produits canadiens exportés (tous les produits)

($ Million Can)	1995	1996*
Exportations totales:	**369.332**	**313.632**
Blé, non-dur	24.589	126.189
Pièces pour lignes téléphoniques	10.623	26.237
Charbons bitumineux	24.375	23.468
Blé, dur	31.767	21.827
Soufre	0.000	8.977

PROFIL DE L'INDUSTRIE CHILIENNE DE LA VOLAILLE

1. Tendances de la demande et de la consommation (1990-1996)

Depuis 1990, la consommation annuelle de volaille par habitant au Chili a augmenté pour dépasser la consommation de porc et de boeuf. Elle a augmenté de 160 % depuis six ans, passant de 9 à 23 kg par habitant. En Amérique latine, le Chili se classe parmi les plus importants pour la consommation de poulet par habitant, qui est de 21 kg. La consommation de dinde par habitant, d'environ 21 kg, est la plus élevée d'Amérique latine.

Chili - Consommation de viande par habitant (en kg)

Année	boeuf	porc	volaille	poulet	dinde	autre	total
1990	18,9	9,4	9,1	8,6	0,3	0,2	38,9
1991	18,2	9,2	10,4	9,8	0,4	0,2	39,5
1992	17,1	9,9	16,0	15,1	0,6	1,6	44,5
1993	19,1	10,6	18,9	17,7	0,9	0,3	49,9
1994	20,3	11,4	21,4	19,6	1,4	0,4	54,2
1995	21,6	12,0	22,0	19,9	1,6	0,5	56,9
1996	21,8	12,4	23,4	21,0	1,9	0,5	58,8

Selon l'association des producteurs de volaille, l'augmentation de la demande est essentiellement due à l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs chiliens, qui s'est traduite par une augmentation de la consommation de tous les produits de viande et par la baisse du prix de détail de la viande de volaille depuis cinq ans. Auparavant, le boeuf était la viande de choix; toutefois, les consommateurs à revenu élevé préfèrent le poulet en raison de la plus grande uniformité de sa qualité, dont sa moins forte teneur en matières grasses. Les consommateurs moins fortunés choisissent le poulet parce qu'il est moins cher.

La demande de viandes brunes est forte. En conséquence, les prix au détail de ces viandes sont élevés au Chili.

2. Production intérieure

Sept importants producteurs de volaille contrôlent plus de 75 % du marché. La production, la distribution, la transformation et la commercialisation des produits de volaille de ces entreprises sont intégrées verticalement. Contrairement aux entreprises de l'industrie du boeuf, les producteurs de volaille peuvent faire la promotion et la commercialisation de leurs produits sous

PROFIL DE L'INDUSTRIE CHILIENNE DE LA VOLAILLE

1. Tendances de la demande et de la consommation (1990-1996)

Depuis 1990, la consommation annuelle de volaille par habitant au Chili a augmenté pour dépasser la consommation de porc et de boeuf. Elle a augmenté de 160 % depuis six ans, passant de 9 à 23 kg par habitant. En Amérique latine, le Chili se classe parmi les plus importants pour la consommation de poulet par habitant, qui est de 21 kg. La consommation de dinde par habitant, d'environ 21 kg, est la plus élevée d'Amérique latine.

Chili - Consommation de viande par habitant (en kg)

Année	boeuf	porc	volaille	poulet	dinde	autre	total
1990	18,9	9,4	9,1	8,6	0,3	0,2	38,9
1991	18,2	9,2	10,4	9,8	0,4	0,2	39,5
1992	17,1	9,9	16,0	15,1	0,6	1,6	44,5
1993	19,1	10,6	18,9	17,7	0,9	0,3	49,9
1994	20,3	11,4	21,4	19,6	1,4	0,4	54,2
1995	21,6	12,0	22,0	19,9	1,6	0,5	56,9
1996	21,8	12,4	23,4	21,0	1,9	0,5	58,8

Selon l'association des producteurs de volaille, l'augmentation de la demande est essentiellement due à l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs chiliens, qui s'est traduite par une augmentation de la consommation de tous les produits de viande et par la baisse du prix de détail de la viande de volaille depuis cinq ans. Auparavant, le boeuf était la viande de choix; toutefois, les consommateurs à revenu élevé préfèrent le poulet en raison de la plus grande uniformité de sa qualité, dont sa moins forte teneur en matières grasses. Les consommateurs moins fortunés choisissent le poulet parce qu'il est moins cher.

La demande de viandes brunes est forte. En conséquence, les prix au détail de ces viandes sont élevés au Chili.

2. Production intérieure

Sept importants producteurs de volaille contrôlent plus de 75 % du marché. La production, la distribution, la transformation et la commercialisation des produits de volaille de ces entreprises sont intégrées verticalement. Contrairement aux entreprises de l'industrie du boeuf, les producteurs de volaille peuvent faire la promotion et la commercialisation de leurs produits sous

leur propre nom de marque. Relativement nouvelles sur le marché, les entreprises de production de volaille utilisent des technologies modernes et efficaces.

Part de marché des principaux éleveurs de volailles - (en pourcentage)

Agricola Ariztia	23
CODIPRA	21
Super Pollo	19
Agricola Vial	15
Sopraval	4
La Cartuja	n.d.
Pollos King	n.d.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
124 330	140 700	207 578	246 795	278 683	289 249	304 887	308 546

Source - Base de données de FAO

Dans le secteur de la volaille, les prix sur la plupart des grands marchés sont pratiquement identiques pour les principaux fournisseurs. La concurrence entre producteurs sur le plan des prix est faible. Au cours d'une année, des fluctuations des prix sont possibles en raison de facteurs saisonniers ou d'une évolution des prix internationaux des aliments pour animaux.

3. Commerce et concurrence

La production et la consommation de viande de volaille sont pratiquement équilibrées, étant donné que le commerce international joue un rôle mineur dans l'approvisionnement et la distribution.

Production et consommation de viande de volaille - (milliers de tonnes)

Année	Production	Consommation
1990	124,4	117,8
1991	146,1	137,8
1992	219,6	212,5
1993	262,9	256,2
1994	304,7	294,7
1995	320,9	312,2
1996	334,3	337,1

Les importations chiliennes de viande de volaille congelée et non cuite sont négligeables, en raison des règlements phytosanitaires qui imposent des tests rigoureux de vérification de la présence de salmonelle. Le 4 juin 1997, le gouvernement a promulgué un nouveau règlement qui autorise l'importation de viande de volaille cuite. En conséquence, les importations de produits de volaille préparés de haute valeur, comme les ailes de poulet, pourraient se tailler une part du marché.

Le Chili exporte une faible quantité de volaille vers d'autres pays d'Amérique latine : le Pérou, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Guatemala et l'Équateur. À l'heure actuelle, les expéditions à l'exportation se chiffrent à 4 millions de dollars (US). Les exportateurs chiliens subissent une vive concurrence des exportateurs du Brésil et des États-Unis.

Selon le président de l'association chilienne des producteurs de volaille, l'association du Chili avec les pays du Mercosur obligera les producteurs chiliens de volaille à améliorer leur efficacité. Selon une étude récente réalisée par l'économiste Josi Diaz Osorio, de l'université Talca au Chili, en juin 1997, sur la compétitivité mondiale des produits agricoles chiliens dans le contexte du Mercosur, l'industrie de la volaille est, au sein du secteur des viandes, celle où le Chili possède un avantage sur ses concurrents du Mercosur.

Position concurrentielle de l'industrie chilienne de la volaille au sein du Mercosur
(base du Chili = 100)

	Chili	Argentine	Brésil	Paraguay	Uruguay
coûts	100,0	123,0	100,3	n.d.	110,4
rendements	100,0	105,1	112,8	n.d.	133,3
production totale	100,0	216,7	1,162,3	n.d.	11,0

Environ 65 % des aliments de l'industrie de la volaille sont fournis localement. Le maïs provient surtout des États-Unis. Étant donné la concurrence qui tend à maintenir relativement stables les prix à la consommation, les fluctuations des coûts des aliments, surtout ceux du maïs, ont des effets sensibles sur les marges bénéficiaires. La farine de poisson produite au Chili constitue une source importante de protéines pour l'alimentation de la volaille.

À l'image de l'ALENA, l'accord de libre-échange Canada-Chili exclut les produits d'oeufs et de volaille soumis à la gestion de l'offre et le Canada maintient ses tarifs sur la production hors quota, alors que le Chili maintient ses tarifs sur certaines denrées. Aussi le Canada n'exporte-t-il pas de produits de volaille au Chili et considère ce pays comme un concurrent sur le marché d'exportation.

leur propre nom de marque. Relativement nouvelles sur le marché, les entreprises de production de volaille utilisent des technologies modernes et efficaces.

Part de marché des principaux éleveurs de volailles - (en pourcentage)

Agricola Ariztia	23
CODIPRA	21
Super Pollo	19
Agricola Vial	15
Sopraval	4
La Cartuja	n.d.
Pollos King	n.d.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
124 330	140 700	207 578	246 795	278 683	289 249	304 887	308 546

Source - Base de données de FAO

Dans le secteur de la volaille, les prix sur la plupart des grands marchés sont pratiquement identiques pour les principaux fournisseurs. La concurrence entre producteurs sur le plan des prix est faible. Au cours d'une année, des fluctuations des prix sont possibles en raison de facteurs saisonniers ou d'une évolution des prix internationaux des aliments pour animaux.

3. Commerce et concurrence

La production et la consommation de viande de volaille sont pratiquement équilibrées, étant donné que le commerce international joue un rôle mineur dans l'approvisionnement et la distribution.

Production et consommation de viande de volaille - (milliers de tonnes)

Année	Production	Consommation
1990	124,4	117,8
1991	146,1	137,8
1992	219,6	212,5
1993	262,9	256,2
1994	304,7	294,7
1995	320,9	312,2
1996	334,3	337,1

Les importations chiliennes de viande de volaille congelée et non cuite sont négligeables, en raison des règlements phytosanitaires qui imposent des tests rigoureux de vérification de la présence de salmonelle. Le 4 juin 1997, le gouvernement a promulgué un nouveau règlement qui autorise l'importation de viande de volaille cuite. En conséquence, les importations de produits de volaille préparés de haute valeur, comme les ailes de poulet, pourraient se tailler une part du marché.

Le Chili exporte une faible quantité de volaille vers d'autres pays d'Amérique latine : le Pérou, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Guatemala et l'Équateur. À l'heure actuelle, les expéditions à l'exportation se chiffrent à 4 millions de dollars (US). Les exportateurs chiliens subissent une vive concurrence des exportateurs du Brésil et des États-Unis.

Selon le président de l'association chilienne des producteurs de volaille, l'association du Chili avec les pays du Mercosur obligera les producteurs chiliens de volaille à améliorer leur efficacité. Selon une étude récente réalisée par l'économiste Josi Diaz Osorio, de l'université Talca au Chili, en juin 1997, sur la compétitivité mondiale des produits agricoles chiliens dans le contexte du Mercosur, l'industrie de la volaille est, au sein du secteur des viandes, celle où le Chili possède un avantage sur ses concurrents du Mercosur.

Position concurrentielle de l'industrie chilienne de la volaille au sein du Mercosur
(base du Chili = 100)

	Chili	Argentine	Brésil	Paraguay	Uruguay
coûts	100,0	123,0	100,3	n.d.	110,4
rendements	100,0	105,1	112,8	n.d.	133,3
production totale	100,0	216,7	1,162,3	n.d.	11,0

Environ 65 % des aliments de l'industrie de la volaille sont fournis localement. Le maïs provient surtout des États-Unis. Étant donné la concurrence qui tend à maintenir relativement stables les prix à la consommation, les fluctuations des coûts des aliments, surtout ceux du maïs, ont des effets sensibles sur les marges bénéficiaires. La farine de poisson produite au Chili constitue une source importante de protéines pour l'alimentation de la volaille.

À l'image de l'ALENA, l'accord de libre-échange Canada-Chili exclut les produits d'oeufs et de volaille soumis à la gestion de l'offre et le Canada maintient ses tarifs sur la production hors quota, alors que le Chili maintient ses tarifs sur certaines denrées. Aussi le Canada n'exporte-t-il pas de produits de volaille au Chili et considère ce pays comme un concurrent sur le marché d'exportation.

4. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
6 473	8 309	7 479	6 508	8 712	6 778	7 506

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
9 164	13 471	11 686	7 464	11 108	8 228	6 198

Exportation de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
7 213	6 115	3 978	2 197	9 411	4 148	2 072

Exportation de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 380	3 696	2 530	2 155	4 453	3 325	3 465

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
47	43	25	227	1 766	1 938	2 765

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
140	129	53	358	3 956	4 229	6 908

Exportation de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
14	0	0	43	112	187	241

Exportation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
18	0	0	80	145	259	304

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/chile.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	23	350	17	3	0	1

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	28	377	20	5	0	3

Importations de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
300	368	438	439	404	453	423

Importations de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 516	1 943	2 260	2 289	2 421	2 788	2 323

Exportation de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
18	0	0	80	145	259	304

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/chile.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

5. Importations

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	23	350	17	3	0	1

Valeur des importations de viande de poulet (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	28	377	20	5	0	3

Importations de poulets vivants (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
300	368	438	439	404	453	423

Importations de poulets vivants (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 516	1 943	2 260	2 289	2 421	2 788	2 323

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	40	157	0	0	20	20

Valeur des importations de viande de dinde (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	64	167	0	0	84	84

Importations de dindes vivantes (milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
31	1	17	11	8	9	6

Importations de dindes vivantes (1 000 $)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
87	11	120	76	66	74	95

Source - Base de données de FAO

PROFIL DE L'INDUSTRIE DE LA VOLAILLE DE L'AFRIQUE DU SUD

1. Introduction

Pendant des décennies et jusqu'en 1993, l'industrie avicole de l'Afrique du Sud a été en forte croissance. Cette année-là, sa production a diminué de 2,7 %, pour passer de 658 000 à 641 000 tonnes métriques, à cause de l'épidémie généralisée de la maladie de Newcastle. En 1994, l'industrie a récupéré, sa production augmentant de 4 % pour s'établir à 667 000 tonnes. En 1995, elle avait récupéré complètement, tandis que sa production augmentait de 10 % pour atteindre 736 000 tonnes; celle-ci, qui s'est accrue de nouveau en 1996, de 9,2 %, pour totaliser 804 000 tonnes, devrait encore progresser en 1997, de 10 %. Malgré ce rétablissement remarquable à la suite de l'épidémie de la maladie de Newcastle en 1993, les producteurs avicoles de l'Afrique du Sud se plaignaient des produits avicoles importés. Cette doléance ne semble pas avoir entendue, du fait que la production locale, même alliée aux importations, locale ne suffisait pas pour satisfaire la demande de consommation locale, qui s'élevait à environ 900 000 tonnes et progresse en moyenne de 5 % environ par an.

La faiblesse de la monnaie de l'Afrique du Sud, qui rend les importations plus chères, est un autre facteur déterminant. Depuis le second trimestre de 1998, la monnaie de l'Afrique du Sud (le rand) s'est beaucoup dépréciée par rapport aux autres monnaies internationales. Cette situation nuit aux importations en les rendant moins compétitives dans la région. La décision de laisser flotter le rand est une mesure temporaire, qui changera quand la situation économique du pays évoluera. En plus de subir les fluctuations de la monnaie, la volaille importée doit satisfaire aux exigences en matière d'importation fixées par le Service vétérinaire du ministère de l'Agriculture de l'Afrique du Sud.

Les producteurs locaux se sont plaints des prix plus bas payés par les consommateurs locaux, dont beaucoup sont au bas de l'échelle économique au pays. Ces consommateurs ont pu se procurer des sources protéiques de grande qualité à des prix assez raisonnables. L'industrie locale devrait se réjouir de la croissance de la production et de la consommation, mais la stagnation des prix lui fait surtout mal parce que les coûts de production augmentent constamment. Les importations ont non seulement élargi le marché, mais elles ont aussi réduit l'inflation des prix des aliments.

L'Association des producteurs de volaille de l'Afrique du Sud a soumis une demande visant à accroître les droits à l'importation en vigueur en invoquant les prix déprimés des produits avicoles. Si elle est agréée, la demande fera monter les prix à la consommation des produits avicoles. La hausse des droits vise les viandes brunes, surtout les découpes de dinde, sur lesquelles les droits passeraient de 0 à 27 %, et les découpes de viande brune de poulet, sur lesquelles les droits actuels de 27 % seraient ajustés selon une échelle mobile en fonction du prix FAB. Les pays exportateurs ont fait des pressions pour empêcher la hausse des droits de douane proposée.

L'industrie est persuadée qu'avec le temps elle pourra soutenir la concurrence internationale, au fur et à mesure que s'ouvrira le marché des intrants dont elle a besoin. L'Afrique du Sud a

libéralisé son propre système de commercialisation des produits agricoles, ce qui pourrait se traduire par une baisse des prix des intrants en termes réels dans les prochaines années si les conditions climatiques demeurent favorables. La proposition tarifaire contenait également une disposition prévoyant une baisse graduelle des droits pour rendre l'industrie compétitive. L'avenir du marché avicole de l'Afrique du Sud dépend des résultats de la demande tarifaire, le maintien de la dépréciation du rand par rapport aux grandes monnaies étant un autre facteur, comme aussi la crainte que les mauvaises conditions météorologiques anticipées ne fassent de nouveau augmenter les prix des aliments pour animaux.

2. Production

Le ministère de l'Agriculture de l'Afrique du Sud recueille des statistiques sur la production de viande de volaille à partir des renseignements confidentiels fournis par les producteurs de poulets à griller, les fournisseurs de poussins d'un jour, les producteurs d'oeufs, etc. Comme aucun autre groupe ni institution n'est capable de donner une estimation et qu'il n'existe pas d'autre renseignements, les chiffres du ministère de l'Agriculture sont généralement acceptés. L'écart important entre la production de poulets à griller et la production totale s'explique par le marché traditionnel important pour les volailles adultes vivantes comme les poules de réforme. La viande de volaille produite est essentiellement un sous-produit d'une autre branche d'activité de l'industrie comme celle de la production d'oeufs ou celle de la reproduction où les coûts ne sont pas uniquement attribuables à la viande vendue. La production de dinde est encore jugée négligeable.

Une étude effectuée par l'Institut national de productivité de l'Afrique du Sud montre que les producteurs de poulets à griller de l'Afrique du Sud ne sont pas compétitifs sur la scène internationale, comparativement aux autres pays producteurs de poulets à griller. L'enquête en question a montré que le coût par kg des produits prêts-à-cuire a augmenté pour passer de 4,70 R, en 1992, à 7,88 R en 1996. (Même s'il n'existe pas de nouveaux chiffres qui permettraient de faire des rajustements pour tenir compte de la situation économique actuelle, le principe sous-jacent tient quand même.)

Selon des sources au sein de l'industrie avicole de l'Afrique du Sud, les hausses sont attribuables aux hausses des prix des poulets, de la main-d'oeuvre et des aliments pour animaux ainsi qu'aux hausses des coûts de réparation et d'entretien. Ce scénario laisse supposer que les producteurs de poulets à griller de l'Afrique du Sud ont du mal à faire leurs frais. Cette structure de coûts rend indirectement les importations compétitives. C'est pourquoi le gouvernement de l'Afrique du Sud s'efforce de protéger l'industrie avicole contre la concurrence étrangère.

Production commerciale (en milliers de tonnes métriques)

Produit	1995	1996	1997	1998(est.)	1999(est.)
Poulets à griller	549,0	602,0	663,0	690,0	701,0
Importations de produits du poulet	54,2	46,8	56,0	52,0	53,0
Approvisionnements	603,2	648,8	719,0	742,0	754,0
Importations de produits de la dinde	39,2	22,0	25,0	26,0	28,0
Total, volaille	642,4	670,8	744,0	768,0	783,0
Total, approvisionnements en viande rouge (boeuf, veau, porc, mouton et chèvre	675,8	670,3	615,0	640,0	643,0

Il faut voir l'industrie de la viande blanche par rapport à l'industrie de la viande rouge, mais les chiffres sur la production commerciale de viande rouge sont plus fiables que ceux qui ont trait à la production totale. Le tableau qui suit montre que même si l'Afrique du Sud est connu comme un pays consommateur de viande rouge, les viandes blanches ont gagné beaucoup de terrain sur le marché de la viande depuis 1993. On attribue ce phénomène à la compétitivité sur le plan des prix de la volaille par rapport aux autres types de viande. De même, comme les consommateurs font plus attention à leur santé (et que la volaille est considérée comme bonne pour la santé), on observe un déplacement de plus en plus net de la viande rouge vers la viande blanche.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
370 000	375 000	375 000	380 000	390 000	410 000	450 000	440 000

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
662	662	662	662	662	662	662	662

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 880	2 920	2 920	2 920	2 920	2 920	2 920	2 920

Source : Base de données de la FAO

Production commerciale (en milliers de tonnes métriques)

Produit	1995	1996	1997	1998(est.)	1999(est.)
Poulets à griller	549,0	602,0	663,0	690,0	701,0
Importations de produits du poulet	54,2	46,8	56,0	52,0	53,0
Approvisionnements	603,2	648,8	719,0	742,0	754,0
Importations de produits de la dinde	39,2	22,0	25,0	26,0	28,0
Total, volaille	642,4	670,8	744,0	768,0	783,0
Total, approvisionnements en viande rouge (boeuf, veau, porc, mouton et chèvre	675,8	670,3	615,0	640,0	643,0

Il faut voir l'industrie de la viande blanche par rapport à l'industrie de la viande rouge, mais les chiffres sur la production commerciale de viande rouge sont plus fiables que ceux qui ont trait à la production totale. Le tableau qui suit montre que même si l'Afrique du Sud est connu comme un pays consommateur de viande rouge, les viandes blanches ont gagné beaucoup de terrain sur le marché de la viande depuis 1993. On attribue ce phénomène à la compétitivité sur le plan des prix de la volaille par rapport aux autres types de viande. De même, comme les consommateurs font plus attention à leur santé (et que la volaille est considérée comme bonne pour la santé), on observe un déplacement de plus en plus net de la viande rouge vers la viande blanche.

Production de viande de poulet (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
370 000	375 000	375 000	380 000	390 000	410 000	450 000	440 000

Production de viande de canard (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
662	662	662	662	662	662	662	662

Production de viande de dinde (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
2 880	2 920	2 920	2 920	2 920	2 920	2 920	2 920

Source : Base de données de la FAO.

3. Politique en matière de production

L'Afrique du Sud est signataire du GATT et fait partie de l'OMC. Aussi a-t-elle libéralisé son industrie agricole par rapport à un système de commercialisation agricole naguère contrôlé. Les aviculteurs sont les plus gros consommateurs de maïs jaune en Afrique du Sud. En 1996, l'industrie a consommé 65 % des rations équilibrées dans lesquelles entrait du maïs jaune broyé. L'Association nationale des producteurs de maïs s'est jointe aux autres qui demandaient une hausses des droits à l'importation sur la volaille, en alléguant que chaque tonne de volaille importée remplaçait deux tonnes de maïs jaune qui auraient pu être utilisées dans le marché intérieur. Le prix jugulé du maïs a aussi contribué à la stabilisation du prix des aliments composés pour animaux.

4. Consommation

Selon les estimations, la consommation annuelle de viande de volaille dépasse 900 000 tonnes en Afrique du Sud et augmente d'environ 5 % par an. La demande dépasse donc la capacité de production intérieure. Bien que l'Afrique du Sud ait été un pays consommateur de viande rouge, plus de consommateurs optent en ce moment pour la viande blanche en raison des prix favorables. Depuis 1993, la consommation de volaille a augmenté et dépassé la consommation de viande rouge en 1996. De plus, en raison de sa compétitivité sur le plan des prix, la viande de volaille fait partie du régime alimentaire de la majorité des Sud-Africains.

La consommation de volaille a augmenté de 9,3 % en Afrique du Sud en 1997, comparativement à 1996, pour passer de 869 000 à 958 000 tonnes, et elle devrait augmenter de 5 % en 1998, selon les estimations. Cette croissance limitée s'explique par la situation économique actuelle, qui est attribuable aux tendances économiques observées dans la plupart des pays naissants dont l'Afrique du Sud fait partie.

Actuellement, la majorité des consommateurs de volaille sud-africains se trouvent dans les tranches de revenu inférieures à intermédiaires. Depuis la formation du gouvernement de l'Unité nationale, il semble que la majorité des Sud-Africains entrent actuellement dans des classes de revenu plus élevées. Ce phénomène créera des débouchés commerciaux. La consommation de viande de volaille est également accrue par la situation stratégique des centres de distribution, qui comprennent essentiellement les grossistes, les supermarchés de détail, les marchés de viande et les points de vente informels. Le fait qu'il y ait des points de vente partout au pays permet aux exportateurs de volaille et aux négociants en volaille de faire parvenir leurs produits à tous les consommateurs sud-africains. Il y a aussi des importateurs indépendants qui vendent les produits qu'ils importent à différents points de vente de leur choix. La combinaison des centres de distribution et d'une infrastructure bien entretenue facilite l'entrée des exportateurs sur le marché de l'Afrique du Sud. Toutefois, comme la plupart des distributeurs locaux ont déjà des contacts avec les exportateurs, il est difficile pour les nouveaux négociants qui veulent entrer sur le marché de s'assurer les services de distributeurs crédibles pour s'occuper de leurs produits.

La situation globale de la viande de volaille est la suivante :

Viande de volaille	1996/1997	1997/1998	1998/1999 (est.)
production	870 000	920 000	1 006 000
importations	80 000	76 000	82 000
exportations	8 000	10 000	12 000
consommation	958 000	986 000	1 076 000
consommation en kg par habitant	20,2	23,6	25,8

Selon des sources au sein de l'industrie, 30 % des produits vendus au détail au pays sont des produits congelés, répartis comme suit : volailles entières (50 %), emballages jumbos de 2 kg (25 %) et parties (25 %). Les emballages jumbos ont la préférence des acheteurs. La consommation intérieure comprend également les restaurants à service rapide répartis dans tout le pays, qui vendent du poulet et des produits du poulet et dont certains, comme Kentucky Fried Chicken, Nandos et d'autres, ouvrent des établissements dans les villages et dans les centres commerciaux situés dans les régions rurales. Tous ces facteurs réunis témoignent de la croissance actuelle du marché avicole de l'Afrique du Sud. Même si elles ont fluctué après 1993, les importations de volaille ont augmenté. La difficulté est qu'un des gros producteurs entend apparemment vendre 60 % de sa production sous forme de parties au marché institutionnel, domaine où il est déjà en compétition directe avec les importations.

5. *Exportations*

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 781	1 676	3 176	7 474	3 882	923	1 900

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 625	4 041	5 341	10 928	5 957	3 655	1 896

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 700	2 500	2 521	2 770	2 892	1 182	1 700

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
577	835	880	911	743	362	527

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	1	4	3	14	4	5

Valeur des exportations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	2	18	15	18	16	19

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
160	25	25	60	132	544	400

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
192	31	30	74	202	469	401

Source : Base de données de la FAO.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/safrique.htm

La situation globale de la viande de volaille est la suivante :

Viande de volaille	1996/1997	1997/1998	1998/1999 (est.)
production	870 000	920 000	1 006 000
importations	80 000	76 000	82 000
exportations	8 000	10 000	12 000
consommation	958 000	986 000	1 076 000
consommation en kg par habitant	20,2	23,6	25,8

Selon des sources au sein de l'industrie, 30 % des produits vendus au détail au pays sont des produits congelés, répartis comme suit : volailles entières (50 %), emballages jumbos de 2 kg (25 %) et parties (25 %). Les emballages jumbos ont la préférence des acheteurs. La consommation intérieure comprend également les restaurants à service rapide répartis dans tout le pays, qui vendent du poulet et des produits du poulet et dont certains, comme Kentucky Fried Chicken, Nandos et d'autres, ouvrent des établissements dans les villages et dans les centres commerciaux situés dans les régions rurales. Tous ces facteurs réunis témoignent de la croissance actuelle du marché avicole de l'Afrique du Sud. Même si elles ont fluctué après 1993, les importations de volaille ont augmenté. La difficulté est qu'un des gros producteurs entend apparemment vendre 60 % de sa production sous forme de parties au marché institutionnel, domaine où il est déjà en compétition directe avec les importations.

5. Exportations

Quantités de viande de poulet exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 781	1 676	3 176	7 474	3 882	923	1 900

Valeur des exportations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 625	4 041	5 341	10 928	5 957	3 655	1 896

Poulets vivants exportés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 700	2 500	2 521	2 770	2 892	1 182	1 700

Poulets vivants exportés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
577	835	880	911	743	362	527

Quantités de viande de canard exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	1	4	3	14	4	5

Valeur des exportations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
0	2	18	15	18	16	19

Quantités de viande de dinde exportées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
160	25	25	60	132	544	400

Valeur des exportations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
192	31	30	74	202	469	401

Source : Base de données de la FAO.

Exigences sanitaires

Les renseignements sur les exigences sanitaires, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/chap11/safrique.htm

Les renseignements se rapportant aux annexes, tels que communiqués par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, sont disponibles à l'adresse suivante :
www.cfia-acia.agr.ca/francais/animal/meat/mmop/contents11-f.html

6. Importations

L'Afrique du Sud est un importateur net aussi bien de viande rouge que de viande de volaille.

Conditions d'importation

Les autorités sud-africaines tiennent à ce que les volailles importées respectent les différentes exigences vétérinaires fixées par le Service vétérinaire de l'Afrique du Sud. Les importateurs doivent avoir un permis d'importation délivré par le Service vétérinaire, qui relève du ministère de l'Agriculture. Le permis décrit les conditions à remplir. En plus de remplir les conditions d'importation, les usines doivent avoir été certifiées par le Service vétérinaire avant de pouvoir exporter vers le marché de l'Afrique du Sud. Certaines des exigences doivent être respectées par l'exportateur avant même que le produit ne soit livré. Pour être certain que la volaille respecte les conditions, celle-ci est inspectée au port d'entrée par les autorités chargées de la santé des animaux et par les autorités chargées de l'hygiène des viandes. Outre les conditions susmentionnées, la volaille doit avoir été soumise à une épreuve de dépistage de *Salmonella enteritidis* en laboratoire. Les viandes doivent également provenir d'un troupeau certifié exempt de *Salmonella enteritidis* et non pas d'un troupeau dans lequel la maladie a été contrôlée. De même, la température du produit ne doit pas excéder -18 degrés Celsius durant l'entreposage et le transport. Outre le respect des règlements, il y a des droits d'importation à payer.

En janvier 1997, les aviculteurs de l'Afrique du Sud ont demandé au Bureau du commerce et des droits de douane (BCDD) de l'Afrique du Sud de porter à 64 % les droits sur les produits avicoles importés. (Actuellement, les droits de douane sur les produits du poulet sont de 27 %, tandis que les produits de dinde entrent en franchise de droits.) Après un certain nombre de soumissions contre la hausse générale présentées par les importateurs de l'Afrique du Sud, les aviculteurs de l'Afrique du Sud ont de nouveau soumis leur demande au BCDD et réduit leur demande de hausse tarifaire à deux codes tarifaires, ceux des découpes de poulet congelées et des découpes de dinde congelées.

Aux termes de ses engagements dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Afrique du Sud applique des droits de douane consolidés de 116 % aux découpes de poulet congelées et de 43,5 % aux découpes de dinde congelées. L'Afrique du Sud avait également convenu d'un contingent tarifaire (CT) pour les produits avicoles (SH0207 dans le système harmonisé) de 17 420 tonnes en 1995, qu'elle devait porter à 29 033 tonnes en 2000. L'Afrique du Sud s'est aussi engagée à ne pas imposer de taux qui dépasseraient 20 % des droits consolidés sur les volumes compris dans le contingent tarifaire. Par conséquent, le CT applicable aux produits avicoles est de 21 291 tonnes pour 1997, avec un taux des droits de douane intra-contingent de 23,2 % pour les découpes de poulet congelées et de 8,7 % pour les découpes de dinde congelées. L'Afrique du Sud n'a pas de CT pour les produits avicoles. Le taux des droits de douane qu'elle applique aux découpes de poulet congelées se situe entre le taux consolidé intra-contingent et le

taux consolidé extra-contingent prévus dans les barèmes qu'elle a convenu d'appliquer aux termes de ses engagements dans le cadre de l'OMC. Comme elle n'applique pas de CT, le taux intra-contingent devrait être le plafond pour les taux appliqués.

La recommandation de hausser les droits de douane applicables à la volaille faite au BCDD a été étudiée par le ministre de l'Agriculture, qui a par la suite adressé sa propre recommandation au ministre du Commerce et de l'Industrie. Une décision à cet effet devait être prise vers la fin du mois d'août dernier, mais elle se fait toujours attendre. Le Haut-commissariat du Canada, ainsi que des représentants des autres pays membres de l'OMC, ont élevé une protestation contre le projet de hausse des droits de douane.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 521	6 412	19 232	5 495	12 402	27 601	20 400

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 968	5 457	23 638	3 632	14 099	28 444	20 634

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
94	91	730	364	1 840	3 078	4 383

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
281	685	2 264	583	1 384	2 493	2 509

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
33	0	3	52	257	89	110

taux consolidé extra-contingent prévus dans les barèmes qu'elle a convenu d'appliquer aux termes de ses engagements dans le cadre de l'OMC. Comme elle n'applique pas de CT, le taux intra-contingent devrait être le plafond pour les taux appliqués.

La recommandation de hausser les droits de douane applicables à la volaille faite au BCDD a été étudiée par le ministre de l'Agriculture, qui a par la suite adressé sa propre recommandation au ministre du Commerce et de l'Industrie. Une décision à cet effet devait être prise vers la fin du mois d'août dernier, mais elle se fait toujours attendre. Le Haut-commissariat du Canada, ainsi que des représentants des autres pays membres de l'OMC, ont élevé une protestation contre le projet de hausse des droits de douane.

Quantités de viande de poulet importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
3 521	6 412	19 232	5 495	12 402	27 601	20 400

Valeur des importations de viande de poulet (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
2 968	5 457	23 638	3 632	14 099	28 444	20 634

Poulets vivants importés (en milliers)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
94	91	730	364	1 840	3 078	4 383

Poulets vivants importés (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
281	685	2 264	583	1 384	2 493	2 509

Quantités de viande de canard importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
33	0	3	52	257	89	110

Valeur des importations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
121	0	19	95	233	204	291

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
16 540	17 687	20 298	21 723	42 526	39 254	18 679

Valeur des importations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
14 106	12 701	15 723	13 569	34 418	30 056	15 638

Détails

Le marché de l'Afrique du Sud était, du point de vue des quantités, le 3^{e} (1995), le 4^{e} (1996) et le 5^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 12 917 437 kg en 1995, 10 911 277 kg en 1996 et 3 794 264 kg en 1997. Les produits exportés par le Canada vers l'Afrique du Sud étaient les suivants : dinde désossée mécaniquement, dindes crues éviscérées entières, parties de dinde non désossée, parties de volaille, poulet désossé mécaniquement, peau de dinde, parties de poulet non désossé, peau de poulet, parties de dinde désossée, volailles éviscérées entières, volaille désossée mécaniquement. Comme on vient de le dire, le Canada a exporté au total 3 769 264 kg de produit avicole en Afrique du Sud en 1997.

7. Commercialisation

Comme les autres produits agricoles, la viande de volaille a été libérée du système de commercialisation précédemment contrôlé, et est maintenant un marché libre de commercialisation. Le marché libre en vigueur en Afrique du Sud est caractérisé par des incertitudes dans un certain nombre de catégories de produits agricoles. Toutefois, l'industrie du poulet à griller fonctionne dans un marché libre depuis le milieu des années 1980. Ainsi, les producteurs et les distributeurs sont libres de vendre leurs produits dans les régions et aux établissements de leur choix. Des changements importants ont également été apportés dans le secteur agricole en 1997, notamment l'adoption de la nouvelle Loi sur la commercialisation des produits agricoles, qui met en branle le processus de libéralisation du marché agricole. Cette loi met fin aux offices de commercialisation et amorce l'examen des politiques de commercialisation en cours. Pendant que le processus de commercialisation est examiné, les institutions de commercialisation existantes resteront en place.

Valeur des importations de viande de canard (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
121	0	19	95	233	204	291

Quantités de viande de dinde importées (TM)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
16 540	17 687	20 298	21 723	42 526	39 254	18 679

Valeur des importations de viande de dinde (1 000$)

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
14 106	12 701	15 723	13 569	34 418	30 056	15 638

Détails

Le marché de l'Afrique du Sud était, du point de vue des quantités, le 3^{e} (1995), le 4^{e} (1996) et le 5^{e} (1997) marché d'exportation du Canada. Le Canada a exporté 12 917 437 kg en 1995, 10 911 277 kg en 1996 et 3 794 264 kg en 1997. Les produits exportés par le Canada vers l'Afrique du Sud étaient les suivants : dinde désossée mécaniquement, dindes crues éviscérées entières, parties de dinde non désossée, parties de volaille, poulet désossé mécaniquement, peau de dinde, parties de poulet non désossé, peau de poulet, parties de dinde désossée, volailles éviscérées entières, volaille désossée mécaniquement. Comme on vient de le dire, le Canada a exporté au total 3 769 264 kg de produit avicole en Afrique du Sud en 1997.

7. Commercialisation

Comme les autres produits agricoles, la viande de volaille a été libérée du système de commercialisation précédemment contrôlé, et est maintenant un marché libre de commercialisation. Le marché libre en vigueur en Afrique du Sud est caractérisé par des incertitudes dans un certain nombre de catégories de produits agricoles. Toutefois, l'industrie du poulet à griller fonctionne dans un marché libre depuis le milieu des années 1980. Ainsi, les producteurs et les distributeurs sont libres de vendre leurs produits dans les régions et aux établissements de leur choix. Des changements importants ont également été apportés dans le secteur agricole en 1997, notamment l'adoption de la nouvelle Loi sur la commercialisation des produits agricoles, qui met en branle le processus de libéralisation du marché agricole. Cette loi met fin aux offices de commercialisation et amorce l'examen des politiques de commercialisation en cours. Pendant que le processus de commercialisation est examiné, les institutions de commercialisation existantes resteront en place.

La commercialisation des poulets à griller ne relevait pas d'une loi sur la commercialisation, mais son fonctionnement a été touché par l'environnement commercial global qui régnait. Par conséquent, le nouvel environnement commercial oblige les institutions à revoir leurs politiques de commercialisation et leurs protocoles commerciaux pour s'y conformer et pour obéir aux conditions stipulées par l'OMC.

Par ailleurs, les pays exportateurs n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire la promotion de leurs produits, et les résultats se font sentir, car leurs produits commencent à être très connus et très populaires. La volaille est importée par un large éventail d'importateurs.

PARTIE II : Programmes d'exportation

Préface

Cette section a trait principalement aux dépenses consacrées aux programmes de promotion et de subvention des exportations offerts à l'industrie par les pouvoirs publics dans certains pays. La plupart des pays qui exportent des produits agricoles utilisent les programmes publics de promotion des exportations pour améliorer leur position sur les marchés étrangers. Comme nous le verrons dans cette section, dans certains pays ce sont les producteurs qui financent le gros des promotions, tandis que dans d'autres le gouvernement joue un rôle plus prépondérant. Certains pays sont plus généreux et plus souples que d'autres. Le Canada offre à son secteur de l'agriculture la possibilité de poursuivre le développement du marché des exportations. Le secteur canadien du boeuf et celui du porc mettent à profit avec succès de manière concertée les programmes gouvernementaux pour accroître leurs exportations. Manifestement, Agriculture et Agroalimentaire Canada est tout à fait disposé à aider le secteur canadien de la volaille à poursuivre le développement de son marché d'exportation s'il le souhaite. Toutefois, dans un premier temps, l'industrie canadienne de la volaille doit déterminer si elle est prête à se concerter pour promouvoir ses exportations et si elle souhaite la participation du gouvernement.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Canada -

Le gouvernement canadien finance le développement des marchés d'exportation agricoles au moyen d'un certain nombre de programmes gérés conjointement par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) dans le but de promouvoir les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la forêt. D'autres organismes gouvernementaux et provinciaux financent également la promotion des marchés d'exportation. On estime que 10,3 millions de dollars ont été investis pour effectuer la promotion des exportations aux échelons fédéral et provincial pour 1996-1997. La Commission canadienne du blé, société d'État, contribue au financement de la promotion des exportations par l'intermédiaire de l'Institut international du Canada pour le grain. Le gouvernement canadien verse environ un million de dollars à l'Institut canadien du grain. Le financement consacré par l'industrie à la promotion des exportations sur un plan global est évalué à 13 millions de dollars pour 1996-1997. Le financement global du gouvernement, des producteurs et de l'industrie s'est chiffré à 24,4 millions de dollars. Les principaux marchés cibles du point de vue de la promotion des exportations agricoles du Canada sont les États-Unis, le Mexique et les pays asiatiques (Japon, Corée du Sud et pays de l'ANASE).

Activités du gouvernement canadien

La Direction générale des services à l'industrie et aux marchés (DGSIM) joue un rôle de chef de file dans le développement des échanges commerciaux agricoles du Canada. En 1993, l'industrie, appuyée par les ministères fédéral et provinciaux de l'agriculture, a adopté un objectif concret d'exportations, qui est d'atteindre 20 milliards de dollars de ventes annuelles de produits agroalimentaires d'ici l'an 2000. Cet objectif a été dépassé en 1997. Depuis, le Conseil canadien de commercialisation des produits agroalimentaires (CCCPA) a proposé que le secteur agroalimentaire adopte un objectif d'exportation correspondant à 4 p. 100 des exportations agroalimentaires dans le monde d'ici l'an 2005 (en comparaison de 3,2 p. 100 en 1996). Tous ces objectifs ont été fixés en dépit de réductions budgétaires massives, alors que le gouvernement canadien restructurait ses activités de promotion des exportations de produits agricoles et accroissait le financement de ces activités pour stimuler les exportations. AAC offre également des services d'information, de renseignement et d'analyse aux exportateurs agricoles canadiens, dont un site Internet, des listes de clients éventuels et des évaluations de marché en version électronique ainsi que des rapports consultatifs.

Pour être admissibles à l'un des divers programmes de financement de la promotion des exportations offerts par le gouvernement canadien, les entreprises privées doivent faire partie d'associations agroalimentaires à but non lucratif qui représentent une majorité des exportateurs dans un secteur donné à l'échelon national ou régional. Ces associations doivent participer au processus de la Stratégie de commercialisation des produits agroalimentaires (SCPAA). Dans la SCPAA, les associations sont tenues d'élaborer une stratégie de marchés d'exportation à long terme, qui est analysée par un comité directeur interministériel coprésidé par AAC et le MAECI. Les candidats qui veulent faire une promotion de marque doivent soumettre une stratégie d'exportation qui soit

acceptable au comité directeur de la SCPAA, c'est-à-dire qui fasse la preuve que l'industrie représentée est désavantagée par rapport aux promotions de marque appuyées par le programme MAP des États-Unis ou des programmes similaires d'autres pays exportateurs.

Les fonds de promotion des exportations sont offerts dans le cadre de quatre programmes principaux. Le Programme de développement des marchés à l'exportation (PDME) est offert par le MAECI aux exportateurs de tous les types de produits canadiens, dont les produits agricoles. AAC administre trois autres programmes consacrés aux produits agricoles; Commerce agroalimentaire 2000 (CAA2000), le Fonds agroalimentaire des délégués commerciaux (FADC) et le Fonds agroalimentaire parrainé par les régions (FAPR).

Le PDME est un programme de partage des risques financiers qui inclut l'accès à l'information sur les marchés internationaux et aux services visant à faciliter l'établissement de relations d'affaires à l'exportation. Les fonds sont alloués au fur et à mesure de l'approbation des propositions. Lorsque les ventes d'exportation découlent d'un plan ou d'une mission du PMDE, les entreprises doivent rembourser une partie de la contribution du programme. Chaque accord renferme une clause de remboursement qui prévoit selon quelles modalités le demandeur remboursera le gouvernement du Canada. Le prêt des Activités spéciales qui s'adresse aux associations commerciales agricoles est un des éléments du PMDE. On estime que 60 à 70 p. 100 du budget agricole du PMDE est alloué dans le cadre du programme des Activités spéciales. Les activités de ces associations doivent être profitables pour leurs membres et inclure la promotion générale de leurs produits ou services. Les fonds alloués à ces associations commerciales ne sont pas remboursables. Le PMDE offre une aide financière équivalant à 50 p. 100 des frais de déplacement, des coûts de participation aux foires commerciales et des autres coûts liés à la promotion des exportations et aux exportations elles-mêmes. Le PMDE inclut également un très modeste programme de partage des coûts de promotion de marque.

CAA2000 est également un programme de financement à coûts partagés qui vise à aider les associations de l'industrie agroalimentaire canadienne à réaliser une vaste gamme d'activités de commerce et de mise en marché. Le FADC est un fonds destiné aux délégués commerciaux du secteur agroalimentaire dans les ambassades afin de les aider à mettre en oeuvre des initiatives de promotion des exportations qui ne peuvent être financées par d'autres programmes. Le FAPR est un fonds réservé aux bureaux régionaux de la DGSIM afin qu'ils puissent appuyer les activités de développement des marchés régionaux, notamment les séminaires pour exportateurs, les missions commerciales et les études de marché. Pour 1997-1998, la priorité a été accordée aux activités de promotion des exportations vers les États-Unis qui ont été mises en oeuvre de la manière la plus efficace à l'échelon régional.

Promotions de l'industrie

Certains groupes et organismes importants de l'industrie jouent un rôle actif sur le plan du développement des marchés d'exportation et financent leurs propres activités. D'autres fonctionnent au moins en partie sous l'égide fédérale du PMDE. Des regroupements de l'industrie et des producteurs assurent la promotion des produits agricoles canadiens suivants sur les marchés d'exportation : canola, lin, soja, légumineuses, cultures spéciales, porcs, fourrure, produits laitiers

de bovins et produits génétiques pour bétail, semences certifiées ainsi que bières spécialisées et vins. C'est le *Council of Forest Industries* qui effectue la promotion des produits de la forêt.

Certaines associations industrielles ont des bureaux à l'étranger. Par exemple, la Canadian Beef Export Federation a des bureaux à Tokyo, à Hong Kong et en Corée. D'autres associations ont recruté des agents dans un certain nombre de pays étrangers; ils coordonnent leur participation à des salons de l'alimentation, tout en organisant des missions commerciales d'acheteurs potentiels au Canada. D'autres organismes passent par les ambassades et les consulats du Canada.

L'industrie canadienne de la volaille n'a pas mis à profit toutes les possibilités de financement offertes, comme l'ont fait d'autres secteurs de la viande, pour développer ses marchés d'exportation. Certaines entreprises ont accédé au PEMD à un moment ou à un autre dans le passé. Le secteur canadien de la volaille a également obtenu un financement des gouvernements fédéral/provinciaux dans le but de réaliser des projets de nature technique non axés sur les exportations.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- États-Unis -

Les États-Unis ont un système élaboré d'exportations agricoles, qui s'étend à l'échelle mondiale. Il s'agit d'un partenariat entre le *Foreign Agricultural Service* de l'USDA et de nombreuses associations régionales et associations à but non lucratif de producteurs du secteur privé. Les dépenses du gouvernement américain consacrées à ces activités pour 1997 ont légèrement dépassé les 135 millions de dollars, alors que celles du secteur privé ont atteint près de 176 millions. Nombre d'activités de l'industrie sont financées par les ententes entre les producteurs et les transformateurs qui ont été approuvées par voie de référendum par une majorité des représentants de l'industrie concernée. On ne possède aucune information sur les dépenses de promotion effectuées par les entreprises privées américaines.

Les États-Unis constituent un marché attractif pour nombre de produits agricoles. En conséquence, une forte proportion des dépenses de promotion des concurrents, en moyenne 10 p. 100, sont consacrées aux États-Unis. Pour certains pays, comme le Canada, le Brésil, l'Inde, l'Argentine, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et l'Italie, la proportion des dépenses de promotion consacrées aux États-Unis peut atteindre 25 p. 100.

Activités de promotion des États-Unis

Les principaux programmes de promotion agricoles des États-Unis sont le *Foreign Market Development Cooperator Program* (FMD) de l'USDA et le *Market Access Program* (MAP). L'USDA offre également un certain nombre de services aux exportateurs par l'intermédiaire de ses bureaux à l'étranger et de ses foires commerciales et programmes de recensement des acheteurs potentiels. D'autres programmes offrent une aide technique aux exportateurs agricoles qui souhaitent se faire une place sur des marchés en émergence ou y maintenir ou y accroître leur présence, et ils financent des études à court terme et des programmes de formation destinés à des spécialistes et administrateurs américains de niveaux supérieur et intermédiaire actifs dans le commerce agricole sur les marchés étrangers.

L'objectif du programme FMD est de développer, conserver et accroître les marchés d'exportation à long terme des produits agricoles américains. Le programme a débuté au milieu des années 1950; il a favorisé une coopération sur le plan de la promotion commerciale entre l'USDA et les producteurs et transformateurs agricoles américains, qui sont représentés par des associations commerciales ou des regroupements de producteurs à but non lucratif appelés « cooperators » (coopérants). Dans cette forme de partenariat, l'USDA et les coopérants mettent en commun leurs ressources techniques et financières pour réaliser des activités de développement de marchés à l'extérieur des États-Unis. Les coopérants luttent pour obtenir les fonds annuels de l'USDA, afin de réaliser les activités qu'ils proposent. Les groupes qui ont réussi à accroître leurs exportations et investissent eux-mêmes des fonds propres importants sont les plus susceptibles d'obtenir des fonds supplémentaires. Seules les promotions de type générique sont financées. Il y a 32 groupes de coopérants qui ont obtenu un financement en 1997, et ils sont représentatifs d'une vaste gamme de

producteurs de denrées agricoles. La moitié des 27,5 millions de dollars accordés par le gouvernement américain en vertu du FMD ont été consacrés aux grains fourragers, au blé et au soja. La majorité des fonds restants ont été consacrés aux exportateurs de produits de la forêt, de viande, de riz et de volaille. C'est au Japon, en Europe occidentale, en Chine et au Mexique que sont réalisés globalement la moitié des projets financés. La majorité du reste des dépenses sont consacrées à d'autres pays d'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine. Les projets financés par le programme relèvent en général d'une des catégories suivantes : études de marché, services commerciaux, aide technique. Ces études constituent fréquemment la première étape de mise en évidence du potentiel d'un marché. Les activités des services commerciaux visent à établir ou à approfondir les relations d'affaires dans le secteur. Les activités liées à l'aide technique visent généralement à accroître la capacité du pays étranger d'utiliser ou de transformer les produits américains.

Le programme MAP aide également les producteurs, les exportateurs, les entreprises privées et d'autres organisations commerciales des États-Unis à financer les activités de promotion des produits agricoles américaines. Tout en finançant un grand nombre des activités déjà financées par le FMD, le MAP a un mandat à plus court terme, soit les promotions axées sur la clientèle. Il est utilisé essentiellement pour les produits transformés et les produits de valeur élevée, alors que le FMD est en général utilisé pour les produits en vrac. Le programme MAP a démarré à l'origine en 1985, sous le nom de *Targeted Export Assistance Program*. Depuis, il a offert un financement en partage des coûts à près de 1 000 entreprises, coopératives et associations commerciales américaines, afin de les aider à promouvoir leurs produits à l'étranger. Les promotions de marque sont autorisées dans le MAP. En vertu du programme de marque, les petites entreprises et les coopératives obtiennent un financement préférentiel; toutefois, la promotion d'un produit de marque dans un même pays est généralement limitée à cinq ans. Les candidats qui sollicitent l'aide du MAP déposent des propositions de projet annuel. Ces demandes sont étudiées et les fonds sont alloués aux propositions qui répondent le mieux aux critères du programme, dont le partage des coûts, la planification stratégique, l'évaluation des activités et les objectifs d'exportation. Soixante-quatre organisations ont reçu des fonds du MAP en 1997. Dix-huit de ces organisations ont également participé au programme FMD. Des fonds importants ont été accordés à des producteurs de coton, de viande et de produits de la forêt ainsi qu'à des organismes d'État régionaux qui aident les petites entreprises de leur région. La moitié des 90 millions de dollars alloués par le MAP ont été consacrés au marché japonais et au marché européen. Les autres marchés d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine ont également été des cibles privilégiées des promotions financées par le MAP. La plupart des activités financées dans le cadre du MAP supposent une participation à des foires commerciales, des démonstrations en magasin et des études de marché.

Les autres programmes de promotion de l'USDA incluent la participation à des foires commerciales, la collecte et la diffusion de listes d'acheteurs et de clients potentiels pour mettre en rapport les exportateurs américains et les acheteurs étrangers, et l'appui des promotions américaines par les ambassades des États-Unis à l'étranger. Les promotions et participations aux foires commerciales se font généralement de concert avec les programmes FMD et AMP. Les coûts des foires commerciales sont en général intégralement remboursés par les participants. On estime que les regroupements de coopérants consacrent de 74 à 80 millions de dollars supplémentaires à des promotions à l'étranger qui ne relèvent pas des programmes financés par le gouvernement fédéral décrits ici. De plus,

nombre de ces organismes effectuent des promotions nationales pour faire augmenter la consommation de leurs produits. L'industrie privée effectue également des activités de promotion sur les marchés étrangers, mais on ne possède aucune donnée sur ces dépenses.

Activités des concurrents

Selon l'information disponible, les dépenses de promotion des exportateurs étrangers sur le marché américain dépassent 95 millions de dollars. Le pays qui investit le plus est la Nouvelle-Zélande, qui a consacré plus de 42 millions de dollars ou 19 p. 100 du total de ses dépenses de promotion aux États-Unis. Viennent ensuite l'Italie et l'Espagne. L'Italie a consacré près de 11 millions de dollars ou 16 p. 100 de ses dépenses totales, chiffres qui étaient respectivement de 8 millions de dollars et 20 p. 100 pour l'Espagne. Les membres de l'Union européenne ont consacré près de 31 millions de dollars ou 8,6 p. 100 de leurs dépenses totales, alors que ces chiffres étaient respectivement de 6 millions de dollars ou 3 p. 100 pour l'Australie. Près du quart des dépenses de promotion des exportations du Canada et de l'Inde, qu'on évalue à 5,7 et 3,2 millions de dollars respectivement, étaient axées sur le marché américain. L'Argentine et le Brésil ont également consacré plus de 20 p. 100 de leurs dépenses de promotion des exportations aux États-Unis.

Les États-Unis sont un marché important pour l'agriculture canadienne, le Canada y réalisant près de la moitié de ses exportations agricoles. Afin d'accroître ces exportations, une équipe du plan d'action pour les États-Unis a été mise sur pied pour coordonner les programmes fédéraux et provinciaux. Le plan d'action inclut la participation des ministères de l'agriculture fédéral et provinciaux ainsi qu'un total de 200 spécialistes en poste dans toutes les provinces et dans les consulats du Canada aux États-Unis. Le plan inclut des activités éducatives, de manière à accroître le nombre d'entreprises qui font de l'exportation, la recherche de renseignements sur les marchés, la promotion et le développement des marchés ainsi que la promotion des alliances et des investissements. Les activités de promotion commerciale incluent l'élaboration d'un plan annuel pour les foires commerciales et d'expositions pour chaque marché régional des États-Unis, la venue de missions commerciales des États-Unis, la conception de kiosques virtuels du Canada aux foires commerciales américaines, la préparation de dossiers de presse pour les médias américains et l'organisation de promotions sélectives dans des magasins de détail. Des efforts sont également déployés pour sensibiliser les 500 grandes entreprises de la liste Fortune.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Brésil -

La promotion des exportations revêt une importance croissante pour le gouvernement brésilien, étant donné que la valeur de sa devise s'est stabilisée et que le marché s'est ouvert. Même s'il est difficile d'isoler les dépenses consacrées par le Brésil aux produits agricoles du reste des dépenses, on estime que la partie des budgets de promotion des exportations consacrée au secteur agricole a été de 1,35 million de dollars en 1997.

Programmes de promotion des exportations gouvernementaux/quasi gouvernementaux

Au Brésil, les activités de promotion des exportations sont la responsabilité du département de la promotion commerciale (DPC), ministère des Affaires étrangères (MRE). En plus de la promotion commerciale dans d'autres pays, le DPC/MRE est chargé de promouvoir les possibilités d'investissement au Brésil. Le DPC/MRE est chargé de promouvoir les biens de production ou les biens industriels, comme aussi les produits alimentaires et agricoles. Il planifie et réalise des programmes de promotion des exportations en mettant à profit la contribution d'agents répartis dans 117 secteurs de promotion commerciale (SECOM) qui relèvent de plus de 190 ambassades et consulats brésiliens à l'étranger. Ces programmes incluent la participation à des foires commerciales à l'étranger ainsi que le soutien des missions commerciales et l'organisation de séminaires de formation sur la promotion des exportations. Le DPC fournit également des études de marché, des études sectorielles et des données statistiques sur les marchés mondiaux des produits brésiliens. Le budget annuel du DPC/MRE a été ramené de 10 millions de dollars US qu'il était dans les années 70 à 3 millions de dollars US en 1996. En 1997, le gouvernement brésilien a alloué 11,4 millions de dollars US aux activités du DPC, mais les analystes privés estiment qu'en raison des restrictions budgétaires moins de 6 millions de dollars US seront en fait dépensés. En 1998, le gouvernement prévoit introduire un nouveau programme national de promotion commerciale. Il reste à mettre au point les détails de ce plan.

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (MICT) a également un rôle de premier plan à l'égard des programmes de promotion des exportations du gouvernement brésilien, même si ses fonctions concernent plutôt le marché intérieur, notamment la mise en évidence des secteurs susceptibles d'avoir besoin d'une aide aux exportations, par exemple de financement, ainsi que la préparation d'études de marché et l'offre de formation. Le MICT, par l'intermédiaire du bureau du commerce extérieur (SECEX) offre les services suivants : logistique d'exportation, financement des exportations, données sur les exportations, répertoire d'exportations/importations, assurance exportation, programme de qualité totale et information sur les marchés pour le compte des exportateurs brésiliens. On estime que le budget du MICT directement alloué aux services et à la promotion d'exportations se chiffre à 5 millions de dollars US, sans compter le financement direct des exportations.

Les programmes de promotion des exportations deviennent également le centre d'activités de certains organismes quasi gouvernementaux, d'offices de promotion des États et d'associations du secteur privé. Le service national des petites entreprises (SEBRAE) est le plus dynamique de ces

organismes de mise en marché. Cet organisme à but non lucratif a été créé en 1990 et il est financé par une retenue de 0,3 p. 100 sur les salaires des entreprises par le gouvernement. Des délégués du gouvernement et du secteur privé composent le conseil national consultatif du SEBRAE. Il fonctionne de manière structurée, le bureau central étant situé à Brasilia alors que 27 autres unités sont réparties dans chacun des États. Le secteur agricole est représenté au comité national par l'intermédiaire de la confédération agricole nationale (CNA), similaire au Farms Bureau aux États-Unis, et par le conseil national de l'industrie (CNI), qui représente l'industrie alimentaire. L'objectif du SEBRAE est d'accroître le nombre de petites et moyennes entreprises qui exportent pour atteindre le chiffre de 26 500 au cours des deux prochaines années. Dans cette perspective, le SEBRAE déploie des efforts très dynamiques en offrant formation, financement et subventions aux entreprises qui participent à des foires commerciales à l'étranger, notamment ANUGA. SEBRAE incite les entreprises à participer à ces foires en leur offrant des kiosques à un coût modeste et en subventionnant le prix du transport aérien. En complément des foires commerciales sur des marchés étrangers ciblés, SEBRAE participe également à des foires nationales de l'alimentation où elle a des pavillons de grande dimension. Elle offre également des études de marché personnalisées aux petites entreprises qui pénètrent les marchés d'exportation.

Certains gouvernements des États commencent à jouer un rôle de plus en plus important à l'égard de la promotion des exportations. Certain gèrent des offices d'exportation, qui sont essentiellement financés par les autorités locales et sont chargés de promouvoir leurs produits sur certains marchés étrangers et d'attirer les investissements étrangers dans leur État.

Organismes de promotion commerciale de l'industrie ou des producteurs

Environ 250 grandes entreprises brésiliennes, dont certaines grandes entreprises du domaine de l'alimentation, réalisent 85 p. 100 des exportations du pays. Même si les programmes de promotion de marque demeurent la priorité des activités de développement du marché international de ces entreprises, elles remanient progressivement leurs politiques de manière à améliorer l'efficacité de leurs activités commerciales et à accroître leur participation à la promotion, activités auxquelles elles consacrent de plus en plus de ressources. Jusqu'ici, ces entreprises déployaient des efforts pour exercer des pressions auprès du gouvernement fédéral et du gouvernement des États. À l'heure actuelle, elles ont plutôt pour priorité de garantir l'accès de leurs produits aux marchés et d'offrir un soutien financier et technique aux négociateurs brésiliens pour lutter contre la concurrence déloyale et les barrières non tarifaires.

Les organisations commerciales brésiliennes les plus actives en matière de développement des marchés d'exportation sont l'association des fabricants d'huile du Brésil, l'association des exportateurs de volailles du Brésil, l'association des exportateurs de porcs du Brésil, l'association des exportateurs de boeufs du Brésil, l'association des transformateurs de citrons du Brésil, l'association des industries alimentaires du Brésil, l'association de l'industrie du contreplaqué brésilien et l'association brésilienne des supermarchés, l'association brésilienne de l'industrie du vin et l'association brésilienne des exportateurs de café.

Il est pratiquement impossible d'obtenir des données financières fiables sur les montants consacrés par ces organisations commerciales au développement des marchés d'exportation. Pour 1997, les

montants consacrés par ces associations industrielles aux activités de promotion des exportations se situent très vraisemblablement aux environs de 1,9 million de dollars US.

Programmes de financement des exportations

Le gouvernement brésilien offre diverses mesures d'incitation fiscales et tarifaires pour promouvoir la production en vue de l'exportation et l'utilisation d'intrants brésiliens pour les produits exportés. De plus, l'exemption de la taxe à la valeur ajoutée des États (ICMS) sur les exportations a finalement été étendue aux produits primaires, par exemple au soja et aux autres produits agricoles, le 1er janvier 1997. Les produits alimentaires transformés et semi-transformés bénéficient déjà de l'exemption de la taxe ICMS.

Un programme de crédit aux exportations, baptisé PROEX et créé en 1991 a acquis de nouveaux pouvoirs financiers accrus depuis 1996. En vertu de ce programme, le gouvernement brésilien offre des garanties de taux d'intérêts aux banques commerciales qui financent les exportations et garantit ainsi aux exportateurs brésiliens l'accès à un financement à des taux équivalant aux taux disponibles sur le marché international. La plupart des produits admissibles au financement offert en vertu du programme PROEX sont des biens d'équipement, mais certains produits alimentaires et agricoles semi-transformés peuvent également être admissibles. La BNDES, banque nationale de développement du gouvernement, est la principale source brésilienne de crédit à long terme. Depuis 1996, la BNDES joue un rôle de plus en plus dynamique en offrant un financement des exportations aux entreprises brésiliennes. En 1996, la BNDES a accordé 390 millions de dollars US pour le financement d'exportations sur un plan général. On estime que seulement 20 p. 100 de ce montant était consacré à des produits agricoles et alimentaires. De janvier à août 1997, la BNDES avait déjà financé 612 millions de dollars US d'exportations. Enfin, la banque du Brésil, banque quasi gouvernementale, est le principal organisme du gouvernement fédéral qui contribue au financement commercial des exportations. On estime qu'en 1997 des prêts atteignant presque 550 millions de dollars ont été alloués aux exportateurs dans le domaine agricole à même les fonds du gouvernement.

Activités de la concurrence

Le Brésil et les autres pays du MERCOSUL sont de plus en plus la cible des efforts de promotion des exportateurs de pays concurrents, particulièrement d'États membres de l'Union européenne comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie. Ces pays ont essentiellement recours aux foires commerciales pour effectuer la promotion de leurs produits. Nombre d'entre eux possèdent leurs propres foires pour promouvoir à la fois leurs produits alimentaires et leurs produits manufacturés. La participation étrangère à des foires commerciales brésiliennes reconnues est également à la hausse. Le recours à des missions commerciales diplomatiques dans le but de stimuler l'intérêt pour le commerce et les investissements au Brésil a été l'une des priorités des pays européens. Ces efforts ont inclus des visites de personnalités gouvernementales comme le président Chirac, en mars 1997, et le chancelier allemand Kohl, en septembre 1997, accompagnés par de nombreux hommes d'affaires. Ces activités sont complétées par l'initiative de l'UE, qui cherche à négocier un accord de libre échange avec le MERCOSUL qui

prendrait effet en 1999. Depuis deux ans, les pays européens ont effectué des percées importantes sur le marché brésilien.

Des pays étrangers, particulièrement le Canada, font également des efforts dans le sens inverse, en invitant des personnalités brésiliennes à venir en visite chez eux. Cette stratégie s'avère particulièrement utile pour familiariser les spécialistes brésiliens de la réglementation avec les pratiques et conditions du pays hôte et promouvoir ainsi l'acceptation des produits à exporter au Brésil.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Mexique -

Le gouvernement mexicain fait peu d'efforts de promotion des exportations. Certains services, dont des listes d'acheteurs et des analyses générales du marché, sont offerts par le ministère mexicain du commerce (SECOFI) et la banque mexicaine d'exportation et de développement (BANCOMEXT). Le SECOFI et BANCOMEXT possèdent des bureaux dans les plus grandes villes des États-Unis; ces bureaux offrent information et services aux importateurs américains. Ils appuient également la participation des entreprises mexicaines aux foires et missions commerciales aux États-Unis.

Activités de la concurrence

Jusqu'en 1986, le marché mexicain était particulièrement fermé aux importations de la plupart des produits agricoles et alimentaires. Depuis l'ouverture récente du marché, les importations de produits agricoles et alimentaires ont augmenté nettement. En raison de cette croissance, on prévoit que la plupart des pays qui se font concurrence sur le marché mexicain accroîtront de manière importante le budget qu'ils consacrent à la promotion de leurs produits. À l'heure actuelle, le Canada, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les pays de l'Union européenne, l'Argentine et le Chili font concurrence au Mexique. Les grains, la viande, les fruits, les produits laitiers, les aliments transformés et les produits de la forêt sont les principaux secteurs dans lesquels s'exerce la concurrence.

Un certain nombre de pays sont actifs sur le marché de la viande au Mexique : le Canada, les États-Unis, la Norvège, l'Irlande, le Costa Rica, la Finlande, Panama, le Honduras, le Guatemala, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Les pays d'Amérique centrale visent un accès privilégié au marché mexicain pour leurs produits du boeuf, comme l'illustrent les accords de libre échange signés récemment avec le Mexique. Les pays européens utilisent essentiellement les subventions à l'exportation pour demeurer compétitifs. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et, de plus en plus, le Canada et les États-Unis utilisent essentiellement la promotion des exportations par voie de services aux professionnels pour demeurer compétitifs. Cela inclut les visites d'équipes de professionnels ainsi que la traduction et la distribution de brochures et de catalogues de vente. Le nombre de séminaires et de promotions en supermarchés devrait croître dans l'avenir. On estime que les dépenses consacrées à la promotion de la viande se chiffrent à 200 000 dollars pour l'Australie, 100 000 dollars pour la Nouvelle-Zélande, plus de 200 000 dollars pour les États-Unis et 75 000 dollars pour le Canada.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Hong Kong -

Hong Kong n'est pas un producteur agricole important; toutefois, il s'agit de l'un des centres commerciaux les plus dynamiques au monde sur le plan commercial. Ce marché très compétitif est également considéré par le monde entier comme la porte d'entrée vers le marché asiatique et le premier carrefour commercial de la région. Il joue un rôle important en tant que centre international sur le plan des finances, des communications et des échanges commerciaux, répondant aux besoins de la région asiatique. Les pays du monde entier s'installent sur place dans l'optique d'une expansion vers les divers marchés de la région.

Hong Kong est essentiellement un marché d'aliments de détail, étant donné le très faible nombre d'animaux élevés dans cette région administrative spéciale de la Chine. Les produits agricoles, la viande et les produits transformés sont les principales catégories d'importations agricoles, les importations d'oléagineux, de produits laitiers et de grains étant plus modestes. Hong Kong est également un gros importateur de produits de la pêche et de la forêt.

Près des deux tiers des importations de volailles viennent des États-Unis. La Chine et le Brésil peuvent également être considérés comme des concurrents de premier plan du marché de la volaille local, d'après les statistiques de l'importation. Les importations de volailles de Hong Kong sont essentiellement constituées d'ailes et de pattes, plutôt que de parties charnues, et plus de la moitié de ces importations sont réexportées vers la Chine. Le marché des aliments transformés, stimulé par le niveau de vie élevé et par l'efficacité du système de distribution, est également très compétitif.

Les campagnes de mise en marché efficaces, y compris de publicité des produits de marque, la distribution d'échantillons et les promotions en magasin sont les principaux outils utilisés pour faire la promotion de la viande et des produits transformés. Le Canada et l'Australie sont les pays qui déploient le plus d'efforts de promotion pour le boeuf et le porc. Les États-Unis déploient également des efforts soutenus pour promouvoir ces produits, mais ils mènent également une campagne très dynamique de commercialisation de la volaille. Pour le compte des diverses entreprises canadiennes, le consulat canadien effectue des études de marché et organise des rendez-vous pour les exportateurs qui souhaitent rencontrer des acheteurs locaux; il subventionne aussi la venue d'acheteurs de Hong Kong aux foires de l'alimentation canadiennes.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Chine -

Les exportations de produits de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche sont un volet important des échanges commerciaux de la Chine. Celle-ci appuie la production et la transformation de produits agricoles de premier plan directement et par voie de soutien sous forme de projets d'investissement; toutefois, elle ne possède pas de programmes de développement du marché qui soient coordonnés, ciblés ou centralisés en vue d'accroître les exportations de ces marchandises. Les activités de promotion et d'exportation du gouvernement se font à l'échelon du pays ou de la province (auquel se font la plupart des dépenses de l'État chinois). On ne possède aucune estimation des budgets nationaux ou locaux consacrés à la promotion commerciale.

Divers organismes gouvernementaux participent fréquemment aux efforts nationaux de promotion des exportations. Le conseil des Chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT), ses sous-conseils à l'échelon national (dont un conseil consacré à l'agriculture) et les subdivisions provinciales et municipales de ces sous-conseils organisent des foires commerciales en Chine et à l'étranger pour attirer les investissements et promouvoir les exportations, y compris de produits agricoles et alimentaires. Les activités du CCPIT sont financées par le gouvernement central et le sous-conseil de l'agriculture fait partie du ministère de l'agriculture.

À l'échelon provincial et municipal, les commissions du commerce extérieur peuvent participer à des activités de promotion des exportations. Faisant partie en règle générale du ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, ces commissions servent les intérêts des autorités locales. Les foires commerciales locales et les missions commerciales occasionnelles à l'étranger sont des activités typiques. La foire commerciale (Export) de Canton (Guangzhou), qui a lieu deux fois par année, est une de ces activités à l'occasion de laquelle les exportateurs de produits agricoles et alimentaires et de produits de la pêche et du bois peuvent faire la promotion de leurs produits. S'inspirant du succès de cette foire d'exportation, d'autres provinces chinoises mettent également sur pied des foires commerciales dans le seul but d'exporter divers produits, dont des produits agricoles et alimentaires et des produits de la forêt. En dépit des récentes réformes qui ont contribué à l'ouverture du marché, les sociétés commerciales de l'État continuent à dominer les secteurs de l'agriculture, des aliments et des fibres.

Activités de la concurrence

La Chine est un importateur de première importance en même temps qu'un exportateur de produits agricoles et alimentaires et de produits du bois. Les concurrents étrangers ont intensifié leurs activités de promotion commerciale ces dernières années dans les provinces de Guangdong, Jiangsu et Hebei et ailleurs, dont les villes de Beijing, Tianjin et Shanghai. La preuve la plus éloquente en est l'intensification de la présence d'entreprises de l'Union européenne, de l'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Canada, des États-Unis et de l'Asie ainsi que d'organismes gouvernementaux de promotion des échanges commerciaux lors des expositions consacrées au bois et des foires commerciales de l'alimentation et des boissons. Les prestigieux pavillons nationaux installés à l'occasion de ces événements sont souvent construits avec l'aide du gouvernement. Les concurrents

offrent également des programmes de formation et d'aide technique en Chine ou dans leur pays pour inciter les Chinois à acheter leurs produits.

Le Canada a fait des efforts considérables pour ouvrir le marché chinois à la viande et aux produits de l'élevage canadiens. Des protocoles permettant l'importation de bovins et de porcs ainsi que de la viande de boeuf, de porc et de volaille ont été signés. Il en est résulté l'exportation de 10 000 vaches de boucherie du Canada vers la Mongolie-Intérieure au cours des prochaines années. Les activités de promotion du boeuf et du porc se sont intensifiées en 1997, la Canadian Beef Export Federation consacrant environ 50 000 dollars aux foires commerciales, aux publicités dans les magazines professionnels et aux promotions en magasin. Les producteurs canadiens de porcs ont investi environ 15 000 dollars. Récemment, le Canada a ouvert un bureau à Shanghai pour promouvoir les produits agricoles dans la région, à l'image du bureau ATO de l'USDA.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Corée du Sud -

Le gouvernement coréen offre essentiellement deux programmes pour appuyer les exportations de produits agricoles. Il s'agit en premier lieu d'un programme de subventions offert aux entreprises coréennes qui participent à des foires commerciales. Les dépenses consacrées à ce programme en 1997 ont été estimées à 3,5 millions de dollars. Le second programme est un programme de subventions au crédit. Les deux programmes sont réalisés par la société de commercialisation de l'agriculture et de la pêche (AFMC), organisme quasi gouvernemental. La Corée est un des marchés de première importance pour la promotion de produits agricoles. Plus de seize pays concurrents ont consacré près de 9,4 millions de dollars à la promotion de leurs produits agricoles en Corée en 1996.

Activités de promotion de la Corée du Sud

L'AFMC a participé à des expositions dans le domaine alimentaire depuis 1988, afin de développer les marchés d'exportation agricoles. L'organisme participe à des salons de l'alimentation importants comme Green Week et ANUGA, en Allemagne, Foodex, au Japon, FMI, aux États-Unis, et SIAL, en France. Les sources de l'AFMC ont révélé qu'en 1996 508 entreprises avaient participé à dix-sept foires commerciales de premier plan à l'étranger dans des pavillons coréens organisés et subventionnés par l'AFMC et qu'elles avaient conclu des marchés d'exportation d'une valeur de 141 millions de dollars. L'AFMC organise des foires consacrées à l'alimentation et recrute des transformateurs de produits alimentaires coréens, auxquels elle offre gratuitement des kiosques dans le pavillon coréen. Les transformateurs alimentaires de la Corée assument toutes les autres dépenses, dont les frais de déplacement et d'hébergement. Ces entreprises exposent la plupart du temps des aliments coréens traditionnels et ciblent en général les Coréens qui résident dans les pays étrangers. Les produits promus sont essentiellement des produits transformés. Les fonds alloués par l'AFMC à ces activités sont évalués à 3,5 millions de dollars pour 1997.

L'AFMC offre également des crédits d'environ 130 millions de dollars aux exportateurs coréens pour des périodes de trois, six ou douze mois, afin de leur permettre d'acheter des produits agricoles de base (essentiellement des produits autres que la viande). Plus de 90 p. 100 des produits agricoles achetés à crédit sont exportés au Japon. Le crédit est accordé à un taux d'intérêts de 5 p. 100. Le taux commercial habituel est d'au moins 11 p. 100.

Les activités des concurrents

En tant qu'importateur de premier plan, la Corée attire la plupart des grands pays agricoles, ainsi que les promotions de leurs producteurs et de leurs transformateurs. On estime que plus de seize pays ont consacré environ 9,4 millions de dollars à la promotion de leurs produits. Du point de vue des montants consacrés à la promotion des exportations, les États-Unis viennent en tête de liste, suivis du Canada, qui représente presque le quart des dépenses de promotion, puis de l'Australie (20 p. 100), de la Nouvelle-Zélande (18 p. 100) et de la Malaisie (13 p. 100). L'Union européenne, le Chili, la Chine, le Brésil et l'Indonésie livrent une concurrence moins forte. Les principales marchandises dont les concurrents font la promotion sont la viande et les produits de la volaille, les oléagineux et les produits de forêt.

L'Australian Meat and Livestock Corporation, qui possède un bureau de cinq personnes à Séoul, fait la promotion de la viande, essentiellement du boeuf. Le New Zealand Meat Producers Board et la Canadian Beef Export Federation appliquent également des programmes de promotion similaires, mais de moindre envergure, par l'intermédiaire de leurs bureaux en Corée. La promotion de la volaille est généralement faite par le secteur privé, en coopération avec les importateurs coréens. Les principaux pays concurrents sont les États-Unis, la Chine, le Canada, la Thaïlande, la France et le Royaume-Uni.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Japon -

Principal importateur net de produits de l'agriculture, de la pêche et de la forêt dans le monde, le Japon a une très faible capacité d'exportation de ces produits. Au cours de l'année financière japonaise 1997 (avril 1997 - mars 1998), on estime que le gouvernement du Japon consacrera seulement 2 millions de dollars à la promotion des exportations de produits agricoles. Il n'existe au Japon aucune subvention à l'exportation, programme de crédit, subvention aux transports et mesure d'incitation aux investissements ou mesure d'incitation fiscale. Toutefois, le pays se classe en tête des importateurs, ce qui en fait le principal marché pour les promotions agricoles de beaucoup de pays. Les concurrents ont dépensé en 1997 plus de 48 millions de dollars en promotion sur ce marché.

Activités de promotion japonaises

Le gouvernement du Japon administre plusieurs projets relativement modestes, dont les dépenses totales dépassent tout juste les 2 millions de dollars, dans le but de promouvoir les exportations nationales. La promotion du développement du marché, qui parraine la création, à l'étranger, d'antennes dont la fonction est d'organiser des expositions, de promouvoir les ventes et d'analyser les marchés, est le principal projet de ce type. La promotion des exportations par la participation à des foires commerciales, à des promotions en magasin et à d'autres activités de relations publiques est un autre programme important, doté d'un budget de plus de 400 000 dollars. Ces programmes sont en général réalisés par les autorités locales avec l'aide financière du gouvernement central. Un certain nombre d'associations de l'industrie font la promotion du marché intérieur afin d'inciter les consommateurs à acheter de la viande, du lait, du poulet, des fraises et des prunes du Japon.

Activités des concurrents

On estime que plus de vingt pays prévoyaient consacrer plus de 48 millions de dollars à la promotion de leurs produits de l'agriculture, de la pêche et de la forêt au Japon en 1997. Plus de la moitié des dépenses de promotion sont attribuées à l'Australie et aux États-Unis, suivis dans une mesure nettement moindre par la Canada, la France, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Norvège et plusieurs autres pays. Les dépenses consacrées à la viande et à la volaille représentent plus de la moitié des dépenses estimées par les concurrents au Japon; suivent les produits laitiers, le vin et les aliments transformés. Les bulletins d'information du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union européenne jouent un rôle important sur le plan de la diffusion des produits de leur pays auprès des consommateurs japonais.

Le programme géré par l'Australian Meat and Livestock Corporation, qui emploie environ 20 personnes et possède un budget qu'on estime de 15 à 20 millions de dollars, constitue de loin le plus important programme concurrent au Japon. Ses activités comprennent la publicité, la vente, la promotion et l'éducation des consommateurs et des professionnels. La Canadian Beef Export Federation possède un bureau de trois personnes doté d'un budget de 2 à 3 millions de dollars. Le New Zealand Meat Producers Board gère un bureau de deux personnes à Tokyo, dont le budget est

d'environ 1,5 million. Parmi les autres concurrents importants figure le Danemark, qui consacre environ 2 millions de dollars à la promotion de ses produits du porc, et la Chine, la Thaïlande, le Brésil et la France, qui font la promotion de la volaille et des oeufs. Ces pays offrent également une aide complémentaire sous forme de remboursement des taxes à l'exportation, pour la Chine et la Thaïlande, et de subventions à l'exportation pour ce qui est de l'Union européenne. Les producteurs d'oeufs brésiliens bénéficient de tarifs préférentiels.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Pays Bas -

Le ministère de l'agriculture, de la gestion de la nature et des pêches est le seul organisme gouvernemental à effectuer la promotion des produits agricoles hollandais, avec un budget estimé à 5,4 millions de dollars US en 1996, soit le même chiffre qu'en 1995. Presque la moitié du budget du ministère de l'agriculture sert à organiser des expositions de produits agricoles, essentiellement des foires commerciales, alors qu'environ 15 p. 100 de ce budget est consacré à la publicité et aux promotions en magasin. Au nombre des autres activités figurent les missions d'acheteurs, les rencontres d'acheteurs potentiels, les études de marché et les publications. Des douzaines d'autres organisations commerciales appuyées par le secteur public et par le secteur privé ont des activités de promotion des exportations. Le budget total de ces organisations non gouvernementales est évalué à 78,8 millions de dollars US pour 1996.

Promotion des exportations hollandaises

Les dépenses de promotion des offices de commercialisation ou des associations de l'industrie sont financées essentiellement par les prélèvements et les retenues à la source sur les revenus des producteurs et des transformateurs. Les produits laitiers et horticoles reçoivent la majorité du soutien promotionnel, ce qui montre l'importance de ces industries pour l'économie hollandaise. Alors que la majorité des promotions des exportations des organisations visent d'autres pays de l'Union européenne, les organismes représentant les secteurs de la viande, de la volaille, des oeufs et des fleurs font également d'importantes campagnes de promotion dans les pays d'Asie.

Le bureau d'information sur la viande fait la promotion de l'exportation des viandes en conserve et fraîches de Hollande, ainsi que des sous-produits de la viande. L'office des produits de la viande et du bétail obtient son financement par prélèvements sur la valeur des animaux au moment de l'abattage. Le gros de son budget sert à des promotions générales des viandes produites en Hollande. La mission commerciale est la forme de promotion la plus courante. La quasi-totalité de ce budget est consacrée à des pays membres de l'Union européenne, particulièrement l'Allemagne.

Activités des concurrents

Divers États membres de l'Union européenne, plus particulièrement la France, l'Allemagne et l'Italie, font d'actives campagnes de promotion des produits alimentaires aux Pays-Bas.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- France -

La France est un des chefs de file sur le marché mondial des produits agricoles et de l'agroalimentaire et elle est résolue à conserver sa position. Au nombre des principaux organismes de promotion français figure la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) et le Centre français du commerce extérieur (CFCE). De plus, la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur (COFACE), organisme français d'assurance crédit à l'exportation, offre des garanties de crédit aux exportateurs pour des études de marché et pour la promotion, y compris la participation à des foires commerciales à l'extérieur de l'Union européenne. Le budget total alloué en 1996 par le gouvernement français à la promotion des exportations, par l'intermédiaire de la SOPEXA, est évalué à 10,3 millions de dollars US; le budget alloué par l'industrie aux activités de promotion internationale de la SOPEXA s'est chiffré à 50,1 millions de dollars US.

Activités françaises de promotion

La SOPEXA est un organisme semi-privé qui appartient à divers organismes agricoles et alimentaires français ainsi qu'au gouvernement. Le financement de la SOPEXA est assuré par les contributions de l'industrie (dans certains cas provenant de cotisations des producteurs) ainsi que du gouvernement français. Le budget total de la SOPEXA pour la promotion sur les marchés national et international en 1996 était de 119 millions de dollars US, dont 60 millions (305 millions de FF) pour la promotion internationale. Le gouvernement français a fourni 17,6 p. 100 du budget de promotion des exportations de la SOPEXA, soit 10,3 millions de dollars US. Le reste du budget de promotion des exportations de la SOPEXA provient des associations de producteurs et des cotisations de l'industrie alimentaire.

La SOPEXA est d'abord et avant tout un réseau mondial qui a des bureaux dans 33 pays. Soixante-cinq pour cent du budget de la promotion internationale de la SOPEXA est consacré aux pays de l'Union européenne, dont 25 p. 100 à l'Allemagne et 20 p. 100 au Royaume-Uni. Ce pourcentage reflète la répartition des exportations françaises d'aliments transformés dans les autres pays de l'Union européenne. Les autres marchés importants sont les États-Unis (12 p. 100), le Japon et les autres pays asiatiques (12 p. 100). La SOPEXA est un des rares organismes européens de promotion qui soit actif en Asie, y compris en Chine. La SOPEXA a également une délégation auprès de la Commission européenne. Les activités de promotion de la SOPEXA incluent l'organisation de promotions en magasin, des campagnes médiatiques, l'élaboration de matériel de promotion, l'organisation d'expositions internationales, de missions commerciales et de séminaires pour la promotion des vins et spiritueux français, des fruits et légumes frais et transformés (y compris des jus de fruits et des aliments congelés), des produits laitiers, des poissons et fruits de mer et des produits de la viande et de la volaille.

Un certain nombre d'associations de l'industrie ont des activités de promotion à l'échelon national. Elles contribuent généralement au financement de la SOPEXA pour les activités de promotion des exportations. Ces associations sont financées par les cotisations de leurs membres et, dans certains cas, par le gouvernement français. La promotion des produits laitiers et des produits de la viande à

l'extérieur de l'Union européenne s'adresse essentiellement à l'Europe de l'Est, encore que certaines activités de promotion aient eu lieu aux États-Unis au cours de l'année. La SOPEXA a consacré environ 2 millions de dollars US aux foires commerciales en 1996.

Le CFCE est un organisme quasi gouvernemental créé en 1943, dont le mandat consiste à accroître les exportations françaises de produits industriels et agricoles en fournissant de l'information statistique, des études de marché et des services de consultation aux exportateurs français. Au sein du CFCE, le département des produits agricoles et alimentaires (DPA) est chargé de l'expansion des exportations agricoles. Les marchés visés par les CFCE sont, par ordre de priorité, les pays de l'Union européenne, les pays de l'OCDE (en particulier pays d'Europe ne faisant pas partie de l'Union européenne, États-Unis et Japon) et l'Asie du Sud-Est.

La COFACE, agence française d'assurance crédit à l'exportation, offre des garanties de crédit aux exportateurs pour les études de marché et la promotion, y compris la participation à des foires commerciales dans des pays situés à l'extérieur de l'Union européenne. La COFACE est devenue une compagnie privée en 1994, mais il arrive qu'elle continue à offrir un financement avec l'aide du gouvernement aux exportateurs visant des marchés agricoles à risque. En 1996, le groupe d'assurance français AGF est devenu actionnaire majoritaire de la COFACE.

Les autres programmes du gouvernement français offrent une aide à l'industrie alimentaire et indirectement aux exportations, mais ils ne figurent pas dans l'aide directe à la promotion des exportations. Le ministère français de l'Agriculture appuie annuellement des études de marché spéciales, le développement de nouvelles industries agroalimentaires, des études sur la santé ou l'alimentation des consommateurs et la recherche et le développement pour l'industrie, y compris la mise au point de nouveaux produits alimentaires qui favorisent indirectement l'exportation. Le ministère français de l'Agriculture finance également la promotion de produits agricoles et les politiques d'homologation en finançant l'INAO (Institut national des appellations d'origine).

Activités de la concurrence

Presque tous les autres pays de l'Union européenne font sous une forme ou une autre de la promotion en France, Les pays qui ne possèdent pas d'organisme de promotion des exportations ont souvent recours aux services de leurs ambassades sur place pour leurs activités de promotion. Les pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne et qui font la promotion de produits agricoles en France sont, entre autres, le Canada, les États-Unis, la Norvège, Israël, le Maroc, l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Brésil. L'Argentine, le Canada et les États-Unis font la promotion d'une vaste gamme de produits, dont la viande. Les ambassades sont mises à contribution pour l'organisation de la participation à des foires commerciales et à d'autres activités de promotion.

PROGRAMMES D'EXPORTATION

- Afrique du Sud -

L'Afrique du Sud est l'économie la plus importante et la plus développée de l'Afrique subsaharienne. L'agriculture ne représente que 6 p. 100 du PIB du pays. Jusqu'à une période récente, la majorité des produits agricoles locaux étaient commercialisés par des commissions de produits agricoles. Ces commissions ont toutes été abolies et sont progressivement remplacées par des coopératives de producteurs qui se réorganisent sur le modèle du secteur privé. L'Afrique du Sud a aussi éliminé ses subventions directes aux exportations en vertu du General Export Incentive Scheme (GEIS). Le Department of Trade and Industry (ministère du Commerce et de l'industrie ou DTI) continue à offrir des programmes de promotion des exportations et déploie des efforts de stimulation de ces exportations par l'intermédiaire de ses bureaux à l'étranger; toutefois, la plupart de ces programmes sont consacrés aux produits industriels et non aux produits agricoles.

Programmes du gouvernement

Le principal programme de promotion du commerce du DTI est le Marketing Assistance and Investment Assistance Scheme (Programme d'aide à la commercialisation et aux investissements ou EMIA). Doté d'un budget d'environ 35 millions de dollars en 1997-1998, le programme rembourse partiellement les entreprises privées et les associations du montant des dépenses associées à la promotion des exportations, à la recherche et à la sollicitation des investissements étrangers. Il s'adresse essentiellement aux entreprises industrielles. Les fonds de l'EMIA peuvent également être accordés à des secteurs industriels précis pour financer les coûts de démarrage des conseils d'exportation.

Les autres aides offertes par le DTI comprennent un certain nombre de modalités de financement visant à aider les banques à financer les exportations ou les importations de biens d'équipement et de services. Des rabais sur droits de douane sont également possibles pour les matières premières utilisées pour la fabrication, la transformation ou les exportations. Le DTI assure également des services de conseil, de promotion des exportations et d'expansion du commerce par l'intermédiaire de ses bureaux nationaux et de ses agents commerciaux en poste à l'étranger.

Activités du secteur privé

Avant 1997, la promotion et la commercialisation des produits agricoles étaient contrôlées par les Agricultural Control Boards (offices de contrôle agricole), qui étaient financés par voie de redevances obligatoires acquittées par les producteurs et les transformateurs. La plupart de ces offices avaient été abolis en date du 30 avril 1997, à l'exception du Wheat Board, qui a été aboli le 30 novembre de la même année. La plupart de ces offices de contrôle se convertissent en organismes à but non lucratif qui n'auront pas accès à des redevances obligatoires et devront soutenir la concurrence sur un pied d'égalité avec les autres organismes similaires. Un ancien office de contrôle, le Cooperative Winegrowers Association of South Africa (Association coopérative des vignerons d'Afrique du Sud) s'est converti en entreprise privée et a conclu un accord avec le ministère de l'agriculture prévoyant la constitution de fonds dans le but d'appuyer les activités de l'industrie

vinicole d'Afrique du Sud, dont la promotion des exportations au cours des dix prochaines années. D'autres entreprises ont fusionné leurs efforts de commercialisation à l'étranger au sein d'un organisme qui les chapeaute, Capespan, dont le siège social est situé à Londres et qui possède d'autres bureaux en Europe, en Extrême--Orient et aux États-Unis.

D'autres entreprises du secteur privé d'Afrique du Sud, telle que la South African Foreign Trade Organization (Organisation du commerce extérieur sud-africain ou SAFTO) et des banques commerciales offrent une vaste gamme de services d'aide aux exportations. La SAFTO, à l'origine service du DTI, offre des services de consultation, des études de marché de portée internationale, de l'information sur le commerce et les marchés ainsi que de l'information et une aide sur le plan de la recherche de correspondants pour les entreprises qui envisagent d'exporter. La plupart de ces activités ont récemment été reprises directement par le DTI, et la SAFTO a cessé ses activités. Les banques offrent un financement des exportations, dont des garanties de crédit et d'autres programmes d'aide ainsi que des services de consultation en matière d'exportation.

Le Canada, les États-Unis, le Brésil, la France et le Royaume-Uni sont les principaux concurrents qui tentent de prendre une part du marché sud-africain de la volaille. L'Union européenne et l'Afrique du Sud négocient à l'heure actuelle la création d'une zone de libre échange qui serait susceptible d'améliorer l'accès de l'Union européenne au marché de l'Afrique du Sud. Les pays concurrents réunissent également de l'information sur les marchés locaux et parrainent des missions commerciales visant à développer les marchés de leurs produits en Afrique du Sud.